



ESTADOS UNIDOS DO BRASIL

REPÚBLICA FEDERAL

ORDEN E PROGRESSO

ANNO LXI — 34ª DA REPUBLICA — N. 99

CAPITAL FEDERAL

SEXTA-FEIRA, 28 DE ABRIL DE 1922

SUMMARIO

ACTOS DO PODER EXECUTIVO:

Decreto n. 15.443, que promulga a Convenção Sanitaria Internacional assignada em 1912 em Paris.

SECRETARIAS DE ESTADO:

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores — Portarias — Expediente das Directorias de Justiça, Interior, Contabilidade e do Departamento Nacional de Saude Publica.

Ministerio das Relações Exteriores — Expediente.

Ministerio da Fazenda — Titulos — Expediente das Directorias Geral do Thesouro Nacional, da Receita, da Despesa e da Contabilidade Publicas, da Recebedoria do Districto Federal, da Inspectoria Geral dos Bancos, da Imprensa Nacional e Diario Official e da Caixa de Amortização.

Ministerio da Marinha — Portarias — Expediente.

Ministerio da Guerra — Despachos — Portarias — Expediente.

Ministerio da Viação e Obras Publicas — Circulares — Portarias — Expediente das Directorias Geraes de Contabilidade, Expediente e Correios e da Estrada de Ferro Central do Brasil.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio — Portaria — Expediente das Directorias Geraes de Agricultura e Contabilidade e do Serviço de Inspeção e Fomento Agricolas.

Tribunal de Contas — Diario dos tribunales — Termos de contracto — Noticiario — Parte commercial — Resoluções publicas — Marcas registradas — Editais e avisos — Sociedades anonymas — Patentes de invenção — Annuncios.

ACTOS DO PODER EXECUTIVO

DECRETO N. 15.443 — DE 19 DE ABRIL DE 1922

Promulga a Convenção Sanitaria Internacional, assignada em 1912, em Paris

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil, havendo sancionado pelo Decreto n. 4.349, de 12 de outubro de 1921, a resolução do Congresso Nacional que approvou a Convenção Sanitaria Internacional, assignada em Paris a 17 de janeiro de 1912; e tendo sido depositada a respectiva ratificação brasileira, naquelle cidade, aos seis dias do mez de fevereiro do corrente anno:

Decreta que a mesma Convenção, appensa por cópia ao presente decreto, seja executada e cumprida tão inteiramente como nella se contém.

Rio de Janeiro, 19 de abril de 1922, 101ª da Independencia e 34ª da Republica.

EPITACIO PESSOA.

Azevedo Marques.

EPITACIO DA SILVA PESSOA,

Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil.

Faço saber, aos que a presente Carta de ratificação vierem, que, entre os Estados Unidos do Brasil e os países representados na Conferencia Internacional Sanitaria, realizada

em Paris, de fins de 1911 a janeiro de 1912, foi concluida e assignada, pelos respectivos Plenipotenciarios, em 17 de janeiro de 1912, a Convenção Sanitaria do teor seguinte:

Sa majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la République Argentine; sa majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc... et Roi Apostolique de Hongrie; sa majesté le Roi des Belges; le Président de la République de Bolivie; le Président de la République des Etats-Unis du Brésil; sa majesté le Roi des Bulgares; le Président de la République du Chili; le Président de la République de Colombie; le Président de la République de Costa-Rica; le Président de la République de Cuba; sa majesté le Roi de Danemark; le Président de la République de l'Equateur; sa majesté le Roi d'Espagne; le Président de la République Française; sa majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; sa majesté le Roi des Hellènes; le Président de la République de Guatemala; le Président de la République d'Italie; le Président de la République de Honduras; sa majesté le Roi d'Italie; son altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg; le Président des Etats-Unis Mexicains; sa majesté le Roi de Monténégro; sa majesté le Roi de Norvège; le Président de la République de Panama; sa majesté le Roi des Pays-Bas; sa majesté le Shah de Persie; le Président de la République Portugaise; sa majesté le Roi de Roumanie; sa majesté l'Empereur de toutes les Russies; le Président de la République du Salvador; sa majesté le Roi de Serbie; sa majesté le Roi de Siam; sa majesté le Roi de Suède; le Conseil Fédéral Suisse; sa majesté l'Empereur des Ottomans; son altesse le Khédive d'Egypte, agissant dans les limites des pouvoirs à lui conférés par les firmans Impériaux et le Président de la République Orientale de l'Uruguay.

Ayant décidé d'apporter dans les dispositions de la Convention sanitaire, signée à Paris le 3 Décembre de 1903, les modifications que comportent les données nouvelles de la science et de l'expérience prophylactiques, d'établir une réglementation internationale relative à la fièvre jaune et d'attendre, autant qu'il est possible, le chemin d'application des principes qui ont inspiré la réglementation sanitaire internationale, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE.

M. le Baron de Steintz, Conseiller intime supérieur de Gouvernement, Conseiller rapporteur à l'Office impérial de l'Intérieur, membre du Conseil sanitaire de l'Empire;

M. le Professeur Gaffky, Conseiller intime supérieur de médecine, Directeur de l'Institut royal pour les maladies infectieuses à Berlin, Membre du Conseil sanitaire de l'Empire;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

M. A. Bailly-Blanchard, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE,

M. le Docteur Francisco de Veyga, Inspector général des Services de santé de l'Argentine, Professeur à la Faculté de Médecine et Membre du Conseil national d'hygiène;

M. le Docteur Ezequiel Castilla, Membre du Comité de l'Office international d'hygiène publique;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE ROHÈME, ETC., ETC. ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE,

M. le Baron Maximilien de Gaxern, Grand-Croix de l'Ordre impérial Autrichien de François-Joseph, Son Envoyé

extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Confédération suisse;

M. le Chevalier François de Haberler, Docteur en droit et en médecine, Conseiller ministériel ou Ministère I. R. Autrichien de l'Intérieur;

M. Etienne Worms, Docteur en droit, Chevalier de l'Ordre impérial Autrichien de François-Joseph, Conseiller de section au Ministère I. R. Autrichien du Commerce;

M. Jules Böles de Nagybudafa, Conseiller au Ministère royal Hongrois de l'Intérieur;

M. le Baron Calman de Müller, Docteur en médecine, Conseiller ministériel, Professeur à l'Université royale Hongroise de Budapest, Président du Conseil de santé du Royaume, Membre de la Chambre hongroise des Magnats;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. O. Velghe, Directeur général du Service de santé et de l'hygiène au Ministère de l'Intérieur, Membre-Secrétaire du Conseil supérieur d'hygiène, Officier de l'Ordre de Léopold;

M. E. van Ermengem, Professeur à l'Université de Gand, Membre du Conseil supérieur d'hygiène, Cammateur de l'Ordre de Léopold;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE,

M. Israel Montes, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

M. le Docteur Chervin, Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL,

M. le Docteur Henrique de Figueiredo Vasconcellos, Chef de service à l'Institut Oswaldo Cruz, à Rio de Janeiro;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES,

M. Dimitri Stancioff, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

M. le Docteur Chichkoff, Capitaine sanitaire de l'Armée Bulgare;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI,

M. Federico Puga Borne, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE,

M. le Docteur Juan E. Manrique, Ministre plénipotentiaire;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA;

M. le Docteur Alberto Alvarez Cádiz, Consul général de la République de Costa-Rica à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA,

M. le général Tomas Collazo y Tejada, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK,

M. le Comte de Reventlow, Grand-Croix de l'Ordre du Danemark, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR,

M. Victor M. Rendon, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

M. E. Dorn y de Alsua, premier Secrétaire de la Légation de la République de l'Équateur à Paris;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE,

M. Francisco de Reynoso, Ministre-Résident, Conseiller de l'Ambassade royale d'Espagne à Paris;

M. le Docteur Angel Pulido Fernandez, Conseiller sanitaire, ancien Directeur général de la Santé, Sénateur à vie du Royaume;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

M. Camille Desbassay, Ambassadeur de la République Française près S. M. le Roi d'Italie, Grand-Croix de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

M. Fernand Garray, Ministre plénipotentiaire de 1re classe, Directeur des Affaires administratives et techniques au Ministère des Affaires étrangères, Officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

M. le Docteur Emile Roux, Président du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, Directeur de l'Institut Pasteur, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

M. Louis Mirman, Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au Ministère de l'Intérieur;

M. le Docteur A. Calmette, Directeur de l'Institut Pasteur de Lille, Officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

M. Ernest Roussin, Consul général de France aux Indes, Officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

M. Georges Bascou, Consul général, chargé de la Sous-Direction des Unions internationales et des Affaires consulaires au Ministère des Affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

M. Paul Lort, Sous-Directeur au Ministère de l'Intérieur, Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI ET GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DE L'INDES,

L'Honorable Lancelot Douglas Carnegie, Ministre plénipotentiaire, Conseiller de l'Ambassade royale Britannique à Paris, Membre de l'Ordre royal de Victoria;

M. le Docteur Ralph William Johnstone, Inspecteur médical du Local Government Board;

M. le Chirurgien général Sir Benjamin Franklin, ancien Directeur général du Service médical Indien et ancien Chef du Service sanitaire pour les Indes britanniques, Chevalier-Commandeur de l'Ordre de l'Empire des Indes, Chevalier de Grâce de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLENES,

M. Démétrius Caclamanos, premier Secrétaire de la Légation royale de Grèce à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATEMALA,

M. José María Lardizabal, Chargé d'affaires de la République de Guatemala à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI,

M. le Docteur Auguste Casseus;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS,

M. Desiré Pocher, Consul général de la République de Honduras à Paris, Membre de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

M. le Commandeur Rocco Sastoliquido, Docteur en médecine, Député, Directeur général de la Santé publique du Royaume;

M. le Docteur Adolfo Gotta, Chef de division au Ministère royal de l'Intérieur;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG,

M. E. L. Easting, Consul de Luxembourg à Paris;

M. le Docteur Praem, Directeur du Laboratoire pratique de bactériologie à Luxembourg;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS,

M. le Docteur Miguel Zuñiga y Azcarate;

SA MAJESTÉ LE ROI DE MONTÉNÉGRO,

M. Louis Brunet, Consul général de Monténégro à Paris;

M. le Docteur Édouard Binet, Médecin en chef de l'Hospice des Quinze-Vingts;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE,

M. Frédéric Hartvig Herman Wedel Jarlsberg, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA,

M. Juan Antonio Jimenez, Chargé d'affaires de la République de Panama à Paris;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

M. le Docteur W. P. Ruysch, Inspecteur général du Service sanitaire dans la Hollande Méridionale et la Zélande;

M. le Docteur C. Winkler, Médecin Inspecteur en retraite du Service sanitaire civil pour Java et Madoura;

SA MAJESTÉ LE SHAH DE PERSE,

Samad Khan Montazoz Saitaneh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

M. le Docteur Antonio Augusto Gonçalves Braga, Médecin sanitaire et maritime à Lisbonne;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,

M. Alexandre Em. Labovary, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES,

M. Paton de Waxel, Conseiller privé, Membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires étrangères et du Conseil d'hygiène publique au Ministère Impérial de l'Intérieur;

M. le Docteur Freyberg, Conseiller d'Etat actuel, Fonctionnaire du Ministère Impérial de l'Intérieur, Représentant de la Commission instituée d'Ordre suprême contre la propagation de la peste;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR,

M. le Docteur S. Letona, Consul général de la République du Salvador à Paris;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SERBIE,

M. le Docteur Milenko Vesnich, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM,

M. le Docteur A. Manaud, Conseiller sanitaire du Gouvernement royal;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE,

M. le Comte Gyldenstolpe, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

M. Charles Edouard Lardy, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Président de la République Française;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DES OTTOMANS,

Missak Effendi, Ministre plénipotentiaire;

SON ALTESSE LE KHÉDIVE D'ÉGYPTE,

Youssef Pacha Saddik Représentant du Gouvernement Khédivial auprès de la Suprême Porte;

ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY,

M. le Docteur Luis Piera, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française.

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I.

Dispositions Générales.

CHAPITRE I.

PRESCRIPTIONS À OBSERVER PAR LES PAYS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION DÈS QUE LA PESTE, LE CHOLÉRA OU LA FIÈVRE JAUNE APPARAÎT SUR LEUR TERRITOIRE.

Section I — Notification et communications ultérieures aux autres pays.

Article premier. Chaque Gouvernement doit notifier immédiatement aux autres Gouvernements le premier cas avéré de peste, de choléra ou de fièvre jaune constaté sur son territoire.

De même, le premier cas avéré de choléra, de peste ou de fièvre jaune survenant en dehors des circonscriptions déjà atteintes doit faire l'objet d'une notification immédiate aux autres Gouvernements.

Art. 2. Toute notification prévue à l'article premier est accompagnée ou très-promptement suivie de renseignements circonstanciés sur:

- 1° l'endroit où la maladie est apparue;
- 2° la date de son apparition, son origine et sa forme;
- 3° le nombre des cas constatés et celui des décès;
- 4° l'étendue de la ou des circonscriptions atteintes;
- 5° pour la peste, l'existence parmi les rats de la peste ou d'une mortalité insolite;
- 6° pour la fièvre jaune, l'existence du *stegomyia calopus*;
- 7° les mesures immédiatement prises.

Art. 3. La notification et les renseignements prévus aux articles 1 et 2 sont adressés aux agences diplomatiques ou consulaires dans la capitale du pays contaminé.

Pour les pays qui n'y sont pas représentés, ils sont transmis directement par télégraphe aux Gouvernements de ces pays.

Art. 4. La notification et les renseignements prévus aux articles 1 et 2 sont suivis de communications ultérieures données d'une façon régulière, de manière à tenir les Gouvernements au courant de la marche de l'épidémie.

Ces communications, qui se font au moins une fois par semaine et qui sont aussi complètes que possible, indiquent plus particulièrement les précautions prises en vue de combattre l'extension de la maladie.

Elles doivent préciser: 1° les mesures prophylactiques appliquées relativement à l'inspection sanitaire ou à l'inspection sanitaire ou à la visite médicale, à l'isolement ou à la

désinfection; 2° les mesures exécutées au départ des navires pour empêcher l'exportation du mal et spécialement, dans les cas prévus par le 5° et le 6° de l'article 2 ci-dessus, les mesures prises respectivement contre les rats ou contre les moustiques.

Art. 5. Le prompt et sincère accomplissement des prescriptions qui précèdent est d'une importance primordiale.

Les notifications n'ont de valeur réelle que si chaque Gouvernement est prévenu lui-même, à temps, des cas de peste, de choléra, de fièvre jaune et des cas douteux survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander aux divers Gouvernements de rendre obligatoire la déclaration des cas de peste, de choléra et de fièvre jaune et de se tenir renseignés sur toute mortalité insolite des rats, notamment dans les ports.

Art. 6. Il est désirable que les pays voisins fassent des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les chefs des administrations compétentes, en ce qui concerne les territoires limitrophes ou se trouvant en relations commerciales étroites.

Section II — Conditions qui permettent de considérer une circonscription territoriale comme contaminée ou redevenue saine.

Art. 7. La notification d'un premier cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune n'entraîne pas, contre la circonscription territoriale où il s'est produit, l'application des mesures prévues au chapitre II ci-après.

Mais, lorsque plusieurs cas de peste ou de fièvre jaune non importés se sont manifestés ou que les cas de choléra forment foyer (1), la circonscription peut être considérée comme contaminée.

Art. 8. Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les Gouvernements ne doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscriptions contaminées.

On entend par le mot *circonscription* une partie de territoire bien déterminée dans les renseignements qui accompagnent ou suivent la notification, ainsi: une province, un gouvernement, un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un quartier de ville, un village, un port, un polder, une agglomération, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne doit être acceptée qu'à la condition formelle que le Gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires: 1° pour combattre l'extension de l'épidémie et 2° s'il s'agit de peste ou de choléra, pour prévenir, à moins de désinfection préalable, l'exportation des objets visés aux 1° et 2° de l'article 13, provenant de la circonscription contaminée.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive n'est prise contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont quittée cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

Art. 9. Pour qu'une circonscription ne soit plus considérée comme contaminée il faut la constatation officielle:

1° qu'il n'y a eu ni décès, ni cas nouveau, en ce qui concerne la peste ou le choléra depuis cinq jours, en ce qui concerne la fièvre jaune depuis dix-huit jours, soit après l'isolement, soit après la mort ou la guérison du dernier malade;

2° que toutes les mesures de désinfection ont été appliquées; en outre, s'il s'agit de cas de peste, que les mesures contre les rats sont exécutées, et, s'il s'agit de fièvre jaune, que les précautions contre les moustiques ont été prises.

Section III — Mesures dans les ports contaminés au départ des navires

Art. 10. L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces:

1° pour empêcher l'embarquement des personnes présentant des symptômes de peste, de choléra ou de fièvre jaune;

2° en cas de peste ou de choléra, pour empêcher l'exportation des marchandises ou objets quelconques qu'elle considérerait comme contaminés et qui n'auraient pas été préalablement désinfectés à terre, sous la surveillance du médecin délégué de l'autorité publique;

3° en cas de peste, pour empêcher l'embarquement des rats;

4° en cas de choléra, pour veiller à ce que l'eau potable embarquée soit saine;

(1) Il existe un foyer quand l'apparition de cas de choléra au delà de l'entourage du ou des premiers cas prouve qu'on n'est pas parvenu à limiter l'expansion de la maladie là où elle s'était manifestée à son début.

5°, en cas de fièvre jaune, pour empêcher l'embarquement des moustiques.

CHAPITRE II

MESURES DE DEFENSE CONTRE LES TERRITOIRES CONTAMINÉS

Section I — Publication des mesures prescrites

Art. 11. Le Gouvernement de chaque pays est tenu de publier immédiatement les mesures qu'il croit devoir prescrire au sujet des provenances d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminée.

Il communique aussitôt cette publication à l'agent diplomatique ou consulaire du pays contaminé, résidant dans sa capitale, ainsi qu'aux Conseils sanitaires internationaux.

Il est également tenu de faire connaître, par les mêmes voies, le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

A défaut d'agence diplomatique ou consulaire dans la capitale, les communications sont faites directement au Gouvernement du pays intéressé.

Section II — Marchandises. Désinfection — Importation et transit — Bagages

Art. 12. Il n'existe pas de marchandises qui soient par elles-mêmes capables de transmettre la peste, le choléra ou la fièvre jaune. Elles ne deviennent dangereuses qu'au cas où elles ont été souillées par des produits pestueux ou cholériques.

Art. 13. La désinfection ne peut être appliquée qu'en cas de peste ou de choléra et seulement aux marchandises et objets que l'autorité sanitaire locale considère comme contaminés.

Toutefois, en cas de peste ou de choléra, les marchandises ou objets énumérés ci-après peuvent être soumis à la désinfection ou même prohibés à l'entrée, indépendamment de toute constatation qu'ils seraient ou non contaminés:

1°, les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage), les literies ayant servi.

Lorsque ces objets sont transportés comme bagages ou à la suite d'un changement de domicile (objets d'installation) ils ne peuvent être prohibés et sont soumis au régime de l'article 20.

Les paquets laissés par les soldats et les matelots et renvoyés dans leur patrie après décès, sont assimilés aux objets compris dans le premier alinéa du 1°.

2°, les chiffons et drilles, à l'exception, quant au choléra, des chiffons comprimés qui sont transportés comme marchandises en gros par ballots cerclés.

Ne peuvent être interdits les déchets neufs provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection ou de blanchiment; les laines artificielles (Kunstwolle, Shoddy) et les rognures de papier neuf.

Art. 14. Il n'y a pas lieu d'interdire le transit des marchandises et objets spécifiés aux 1° et 2° de l'article qui précède, s'ils sont emballés de telle sorte qu'ils ne puissent être manipulés en route.

De même, lorsque les marchandises ou objets sont transportés de telle façon qu'en cours de route ils n'aient pu être en contact avec les objets souillés, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

Art. 15. Les marchandises et objets spécifiés aux 1° et 2° de l'article 13 ne tombent pas sous l'application des mesures de prohibition à l'entrée, s'il est démontré à l'autorité du pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

Art. 16. Le mode et l'endroit de la désinfection, ainsi que les procédés à employer pour assurer la destruction des rats, des insectes et des moustiques sont fixés par l'autorité du pays de destination. Ces opérations doivent être faites de manière à ne détériorer les objets que le moins possible. Les hardes, vieux chiffons, pansements infectés, papiers et autres objets de peu de valeur peuvent être détruits par le feu.

Il appartient à chaque État de régler la question relative au paiement éventuel des dommages-intérêts résultant de la désinfection ainsi que de la destruction des objets ci-dessus visés et de celle des rats, des insectes et des moustiques.

Si, à l'occasion des mesures prises pour la destruction des rats, des insectes et des moustiques à bord des navires, des taxes sont perçues par l'autorité sanitaire, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société ou d'un particulier, le taux de ces taxes doit être fixé par un tarif publié d'avance et établi de façon à ce qu'il ne puisse résulter de l'ensemble de son application une source de bénéfice pour l'État ou pour l'Administration sanitaire.

Art. 17. Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, etc. (non compris les colis postaux) ne sont soumis à aucune restriction ni désinfection. En cas de fièvre jaune, les colis postaux ne sont soumis à aucune restriction ni désinfection.

Art. 18. Les marchandises, arrivant par terre ou par mer, ne peuvent être retenues aux frontières ou dans les ports.

Les seules mesures qu'il soit permis de prescrire à leur égard sont spécifiées dans les articles 13 et 16 ci-dessus.

Toutefois, si des marchandises, arrivant par mer en vrac ou dans des emballages défectueux, ont été, pendant la traversée, contaminées par des rats reconnus pestueux et si elles ne peuvent être désinfectées, la destruction des germes peut être assurée par leur mise en dépôt pendant une durée maximale de deux semaines.

Il est entendu que l'application de cette dernière mesure ne doit entraîner aucun délai pour le navire ni des frais extraordinaires résultant du défaut d'entrepôts dans les ports.

Art. 19. Lorsque des marchandises ont été désinfectées, par application des prescriptions de l'article 13, ou mises en dépôt temporaire, en vertu du troisième alinéa de l'article 18, le propriétaire ou son représentant a le droit de réclamer de l'autorité sanitaire qui a ordonné la désinfection ou le dépôt, un certificat indiquant les mesures prises.

Art. 20. La désinfection du linge sale, des hardes, vêtements et objets qui font partie de bagages ou mobiliers (objets d'installation) provenant d'une circonscription territoriale contaminée n'est effectuée qu'en cas de peste ou de choléra et seulement lorsque l'autorité sanitaire les considère comme contaminés.

Section III — Mesures dans les ports et aux frontières de mer

A — Classification des navires

Art. 21. Est considéré comme infecté le navire qui a la peste, le choléra ou la fièvre jaune à bord ou qui a présenté un ou plusieurs cas de peste, de choléra, ou de fièvre jaune depuis sept jours.

Est considéré comme suspect le navire à bord duquel il y a eu des cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune ou moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme indemne, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de peste, de choléra ou de fièvre jaune à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

B — Mesures concernant la peste

Art. 22. Les navires infectés de peste sont soumis au régime suivant:

1°, visite médicale;

2°, les malades sont immédiatement débarqués et isolés;

3°, les personnes qui ont été en contact avec les malades et celles que l'autorité sanitaire a rapport à des raisons de considérer comme suspectes sont débarqués si possible. Elles peuvent être soumises soit à l'observation (1), soit à la surveillance (2), soit à une observation suivie de surveillance, sans que la durée totale de ces mesures puisse dépasser cinq jours, à dater de l'arrivée.

Il appartient à l'autorité sanitaire du port d'appliquer celle de ces mesures qui lui paraît préférable selon la date du dernier cas, l'état du navire et les possibilités locales:

4°, le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage (3) et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés, sont désinfectés;

5°, les parties du navire qui ont été habitées par des pestueux ou qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, doivent être désinfectées;

6°, la destruction des rats du navire doit être effectuée avant ou après le déchargement de la cargaison, en évitant autant que possible de détériorer les marchandises, les tôles

(1) Le mot «observation» signifie: isolement des voyageurs soit à bord d'un navire, soit dans une station sanitaire, avant qu'ils n'obtiennent la libre pratique.

(2) Le mot «surveillance» signifie que les voyageurs ne sont pas isolés, qu'ils obtiennent tout de suite la libre pratique, mais sont signalés à l'autorité dans les diverses localités où ils se rendent et soumis à un examen médical constatant leur état de santé.

(3) Le mot «équipage» s'applique aux personnes qui font ou ont fait partie de l'équipage ou du personnel de service du bord, y compris les maîtres d'hôtel, garçons, cafedji, etc. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre ce mot chaque fois qu'il est employé dans la présente Convention.

et les machines. L'opération doit être faite le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, ne doit pas durer plus de quarante-huit heures.

Pour les navires sur lest, cette opération doit se faire le plus tôt possible avant le chargement.

Art. 23. Les navires suspects de peste sont soumis aux mesures qui sont indiquées sous les numéros 1, 4, 5 et 6 de l'article 22.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas cinq jours à dater de l'arrivée du navire. On peut, pendant le même temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Art. 24. Les navires indemnes de peste sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures suivantes:

1°, visite médicale;
2°, désinfection du linge sale, des effets à usage et des autres objets de l'équipage et des passagers, mais seulement dans les cas exceptionnels, lorsque l'autorité sanitaire a des raisons spéciales de croire à leur contamination;

3°, sans que la mesure puisse être érigée en règle générale, l'autorité sanitaire peut soumettre les navires venant d'un port contaminé à une opération destinée à détruire les rats à bord, avant ou après le débarquement de la cargaison. Cette opération doit être faite le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, ne doit pas durer plus de vingt-quatre heures, en évitant d'entraver la circulation des passagers et de l'équipage entre le navire et la terre ferme et, autant que possible, de détériorer les marchandises, les toiles et les machines. Pour les navires sur lest, il sera procédé, s'il y a lieu, à cette opération le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, avant le chargement.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé. On peut également, pendant le même temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorité compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord, ou, à son défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de peste sur le navire depuis le départ et qu'une mortalité insolite des rats n'a pas été constatée.

Art. 25. Lorsque, sur un navire indemne, des rats ont été reconnus pestueux après examen bactériologique, ou bien que l'on constate parmi ces rongeurs une mortalité insolite, il y a lieu de faire application des mesures suivantes:

I. Navires avec rats pestueux:

a) visite médicale;
b) les rats doivent être détruits avant ou après le débarquement de la cargaison, en évitant autant que possible de détériorer les marchandises, les toiles et les machines. L'opération doit être faite le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, ne pas durer plus de quarante-huit heures. Les navires sur lest subissent cette opération le plus tôt et le plus rapidement possible et, en tout cas, avant le chargement;
c) les parties du navire et les objets que l'autorité sanitaire locale juge être contaminés sont désinfectés;
d) les passagers et l'équipage peuvent être soumis à une surveillance dont la durée ne doit pas dépasser cinq jours comptés à partir de la date d'arrivée.

II. Navires où est constatée une mortalité insolite des rats:

a) visite médicale;
b) l'examen des rats au point de vue de la peste sera fait autant et aussi vite que possible;
c) si la destruction des rats est jugée nécessaire, elle aura lieu dans les conditions indiquées ci-dessus relativement aux navires avec rats pestueux;
d) jusqu'à ce que tout soupçon soit écarté, les passagers et l'équipage peuvent être soumis à une surveillance dont la durée ne dépassera pas cinq jours comptés à partir de la date d'arrivée.

Art. 26. Il est recommandé que les navires soient soumis à la désinfection périodique pratiquée au moins une fois tous les six mois. L'autorité sanitaire du port, ou la désinfection a été effectuée, délivre au capitaine, à l'armateur ou à son agent, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat constatant la date de l'opération, le port où elle a été faite et la technique employée.

Il est recommandé que les autorités sanitaires des ports où touchent les navires qui pratiquent la désinfection périodique tiennent compte des certificats susvisés, dans l'appréciation des mesures à prendre, notamment en ce qui concerne les prescriptions du n. 3 du 2^e alinéa de l'article 24.

C — Mesures concernant le choléra

Art. 27. Les navires infectés de choléra sont soumis au régime suivant:

1°, visite médicale;
2°, les malades sont immédiatement débarqués et isolés;
3°, les autres personnes peuvent être également débarquées et soumises, à dater de l'arrivée du navire, à une observation ou à une surveillance dont la durée variera, selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours; à la condition que ce délai ne soit pas dépassé, l'autorité sanitaire peut procéder à l'examen bactériologique dans la mesure nécessaire;

4°, le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui de l'avis de l'autorité sanitaire du port, sont considérés comme contaminés, sont désinfectés;

5°, les parties du navire qui ont été habitées par les malades atteints de choléra ou qui sont considérées par l'autorité sanitaire comme contaminées, sont désinfectées;

6°, lorsque l'eau potable emmagasinée à bord est considérée comme suspecte, elle est déversée après désinfection et remplacée, s'il y a lieu, par une eau de bonne qualité.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement dans les ports de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

Il peut être interdit de laisser s'écouler ou de jeter dans les eaux du port des déjections humaines ainsi que les eaux résiduaires du navire, à moins de désinfection préalable.

Art. 28. Les navires suspects de choléra sont soumis aux mesures qui sont prescrites sous les numéros 1, 4, 5 et 6 de l'article 27.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à dater de l'arrivée du navire. Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

À la condition que les mesures prévues dans l'alinéa précédent ne soient pas aggravées, l'autorité sanitaire peut procéder à l'examen bactériologique dans la mesure nécessaire.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement, dans les ports, de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

Art. 29. Les navires indemnes de choléra sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que puisse prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures prévues aux numéros 1, 4 et 6 de l'article 27.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement dans les ports de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorité compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord, ou à son défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire depuis le départ.

D — Mesures concernant la fièvre jaune

Art. 30. Les navires infectés de fièvre jaune sont soumis au régime suivant:

1°, visite médicale;
2°, les malades sont débarqués dans des conditions les mettant à l'abri des piqûres des moustiques, et dûment isolés;
3°, les autres personnes peuvent être également débarquées et soumises, à dater de l'arrivée, à une observation ou surveillance qui ne dépassera pas six jours;

4°, les navires doivent mouiller, autant que possible, à 200 mètres de la côte;

5°, si possible, il est procédé à bord à l'extermination des moustiques, avant le débarquement des marchandises. Si cela n'est pas possible, on prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que le personnel employé au débarquement ne soit infecté. Ce personnel est soumis à une surveillance qui ne peut pas dépasser six jours, à dater du moment où il a cessé de travailler à bord.

Art. 31. Les suspects de fièvre jaune sont soumis aux mesures qui sont indiquées sous les numéros 1, 4 et 5 de l'article précédent.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à dater de l'arrivée du navire.

Art. 32. Les navires indemnes de fièvre jaune sont admis à la libre pratique immédiate, après la visite médicale qu'elle que soit la nature de leur patente.

Art. 33. Les mesures prévues dans les articles 30 et 31 ne concernent que les pays où il existe des *stegomya*. Dans les autres pays elles sont appliquées dans la mesure jugée nécessaire par l'autorité sanitaire.

E — Dispositions communes aux trois maladies

Art. 34. L'autorité compétente tiendra compte, pour l'application des mesures indiquées dans les articles 22 à 33, de la présence d'un médecin et d'appareils de désinfection (étuves) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

En ce qui concerne la peste, elle aura égard également à l'installation à bord d'appareils de destruction des rats.

Les autorités sanitaires des États auxquels il conviendrait de s'entendre sur ce point pourront dispenser de la visite médicale et d'autres mesures les navires indemnes qui auraient à bord un médecin spécialement commissionné par leur pays.

Art. 35. Des mesures spéciales, notamment pour ce qui concerne le choléra, l'examen bactériologique, peuvent être prescrites à l'égard de tout navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène ou des navires encombrés.

Art. 36. Tout navire qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port en vertu des stipulations de la présente Convention est libre de reprendre la mer.

Il peut être autorisé à débarquer ses marchandises après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :

- 1°, isolement du navire, de l'équipage et des passagers;
- 2°, en ce qui concerne la peste, demande de renseignements relatifs à l'existence d'une mortalité insolite parmi les rats;

3°, en ce qui concerne le choléra, remplacement, par une eau de bonne qualité, de l'eau potable emmagasinée à bord, lorsque celle-ci est considérée comme suspecte.

Il peut également être autorisé à débarquer les passagers qui en font la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

Art. 37. Les navires d'une provenance contaminée qui ont été l'objet de mesures sanitaires appliquées, d'une façon suffisante, dans un port appartenant à l'un des pays contractants, ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un port nouveau, que celui-ci appartienne ou non au même pays, à la condition qu'il ne se soit produit depuis lors aucun incident entraînant l'application des mesures sanitaires prévues ci-dessus et qu'ils n'aient pas fait escale dans un port contaminé.

N'est pas considéré comme ayant fait escale dans un port le navire qui, sans avoir été en communication avec la terre ferme, débarque seulement des passagers et leurs bagages, ainsi que la malle postale, ou embarque seulement la malle postale ou des passagers, munis ou non de bagages, et qui n'ont pas communiqué avec ce port ni avec une circonscription contaminée. S'il s'agit de fièvre jaune, le navire doit en outre, s'être tenu éloigné des côtes autant que possible et au moins à 200 mètres pour empêcher l'invasion des moustiques.

Art. 38. L'autorité du port qui applique des mesures sanitaires délivre au capitaine, à l'armateur ou à son agent, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat spécifiant la nature des mesures et les raisons pour lesquelles elles ont été appliquées.

Art. 39. Les passagers arrivés par un navire infecté ont la faculté de réclamer de l'autorité du port un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles ils ont été soumis, ainsi que leurs bagages.

Art. 40. Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

Art. 41. Les Gouvernements des États riverains d'une même mer peuvent, en tenant compte de leurs situations spéciales et pour rendre plus efficace et moins gênante l'application des mesures sanitaires prévues par la Convention, conclure entre eux des accords particuliers.

Art. 42. Il est désirable que le nombre des ports pourvus d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire, soit, pour chaque État, en rapport avec l'importance du trafic et de la navigation. Toutefois, sans préjudice du droit qu'ont les Gouvernements de se mettre d'accord pour organiser des stations sani-

taires communes, chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune ses mers de cette organisation et de ce outillage.

En outre, il est recommandé que tous les grands ports de navigation maritime soient outillés de telle façon qu'au moins les navires indemnes puissent y subir, dès leur arrivée, les mesures sanitaires prescrites et ne soient pas envoyés, à cet effet, dans un autre port.

Les Gouvernements feront connaître les ports qui sont ouverts chez eux aux provenances de ports contaminés de peste, de choléra ou de fièvre jaune et, en particulier, ceux qui sont ouverts aux navires infectés et suspects.

Art. 43. Il est recommandé que, dans les grands ports de navigation maritime, il soit établi :

a) un service médical régulier du port et une surveillance médicale permanente de l'état sanitaire des équipages et de la population du port;

b) un matériel pour le transport des malades et des locaux appropriés à leur isolement ainsi qu'à l'observation des personnes suspectes;

c) les installations nécessaires à une désinfection efficace et des laboratoires bactériologiques;

d) un service d'eau potable non suspecte à l'usage du port et l'application d'un système présentant toute la sécurité possible pour l'enlèvement des déchets et ordures.

Art. 44. Il est également recommandé aux États contractants de tenir compte, dans le traitement à appliquer aux provenances d'un pays, des mesures que ce dernier a prises pour combattre les maladies infectieuses et pour en empêcher l'exportation.

Section IV — Mesures aux frontières de terre — Voyageurs — Chemins de fer — Zones frontalières — Voies fluviales

Art. 45. Il ne doit pas être établi de quarantaines terrestres.

Seules, les personnes présentant des symptômes de peste, de choléra ou de fièvre jaune peuvent être retenues aux frontières.

Ce principe n'exclut pas le droit, pour chaque État, de fermer au besoin une partie de ses frontières.

Art. 46. Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

Art. 47. L'intervention médicale se borne à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades. Si cette visite se fait, elle est combinée, autant que possible, avec la visite douanière, de manière que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible. Les personnes visiblement indisposées sont seules soumises à un examen médical approfondi.

Art. 48. Dès que les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance qui ne devrait pas dépasser, à compter de la date du départ, cinq jours s'il s'agit de peste ou de choléra et six jours s'il s'agit de fièvre jaune.

Art. 49. Les Gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment des hobémiens et des vagabonds, ainsi que des émigrants et des personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

Art. 50. Les voitures affectées au transport des voyageurs de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive d'une de ces voitures soit contaminée ou ait été occupée par un malade atteint de peste ou de choléra, elle sera détachée du train pour être désinfectée le plus tôt possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

Art. 51. Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des administrations intéressées. Elles sont combinées de façon à ne pas entraver le service.

Art. 52. Le règlement du trafic-frontière et des questions inhérentes à ce trafic, ainsi que l'adoption des mesures exceptionnelles de surveillance, doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les États limitrophes.

Art. 53. Il appartient aux Gouvernements des États riverains de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

TITRE II.

Dispositions spéciales aux Pays d'Orient et d'Extrême-Orient.

Section I — Mesures dans les ports contaminés au départ des navires

Art. 54. Toute personne, y compris les gens de l'équipage, prenant passage à bord d'un navire, doit être, au moment de

l'embarquement, examinée individuellement, de jour, à terre, pendant le temps nécessaire, par un médecin délégué de l'autorité publique. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette visite.

Par dérogation à cette stipulation, à Alexandrie et à Port-Saïd, la visite médicale peut avoir lieu à bord, quand l'autorité sanitaire locale le juge utile, sous la réserve que les passagers de 3^e classe ne seront plus ensuite autorisés à quitter le bord. Cette visite médicale peut être faite de nuit pour les passagers de 1^{re} et de 2^e classes, mais non pour les passagers de 3^e classe.

Section II — Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports du nord contaminés et se présentant à l'entrée du Canal de Suez ou dans les ports égyptiens.

Art. 55. Les navires ordinaires indemnes venant d'un port contaminé de peste ou de choléra d'Europe ou du bassin de la Méditerranée, et se présentant pour passer le Canal de Suez, obtiennent le passage en quarantaine. Ils continuent leur trajet en observation de cinq jours.

Art. 56. Les navires ordinaires indemnes, qui veulent aborder en Égypte, peuvent s'arrêter à Alexandrie ou à Port-Saïd, où les passagers achèveront le temps de l'observation de cinq jours, soit à bord, soit dans une station sanitaire, selon la décision de l'autorité sanitaire locale.

Art. 57. Les mesures auxquelles seront soumis les navires infectés et suspects, venant d'un port contaminé de peste ou de choléra, d'Europe ou des rives de la Méditerranée, et désirant aborder dans un des ports d'Égypte ou passer le Canal de Suez, seront déterminées par le Conseil sanitaire d'Égypte, conformément aux stipulations de la présente Convention.

Les règlements contenant ces mesures devront pour devenir exécutoires, être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil; ils fixeront le régime imposé aux navires, aux passagers et aux marchandises et devront être présentés dans le plus bref délai possible.

Section III — Mesures dans la Mer Rouge

A) Mesures à l'égard des navires ordinaires venant du Sud, se présentant dans les ports de la Mer Rouge ou allant vers la Méditerranée.

Art. 58. Indépendamment des dispositions générales qui font l'objet de la section III du chapitre 2 du titre I, concernant la classification et le régime des navires infectés, suspects ou indemnes, les prescriptions spéciales, contenues dans les articles ci-après sont applicables aux navires ordinaires venant du Sud et entrant dans la Mer Rouge.

Art. 59. Les navires indemnes devront avoir complété ou auront à compléter, en observation, cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé.

Ils auront la faculté de passer le Canal de Suez en quarantaine et entreront dans la Méditerranée en continuant l'observation susdite de cinq jours. Les navires ayant un médecin et une étuve ne subiront pas la désinfection avant le transit en quarantaine.

Art. 60. Les navires suspects sont traités d'une façon différente suivant qu'ils ont ou qu'ils n'ont pas à bord un médecin et un appareil de désinfection (étuve).

a) Les navires, ayant un médecin et un appareil de désinfection (étuve), remplissant les conditions voulues, sont admis à passer le Canal de Suez en quarantaine dans les conditions du règlement pour le transit.

b) Les autres navires suspects, n'ayant ni médecin ni appareil de désinfection (étuve), sont, avant d'être admis à transiter en quarantaine, retenus à Suez ou aux Sources de Moïse pendant le temps nécessaire pour exécuter les mesures de désinfection prescrites et s'assurer de l'état sanitaire du navire.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si l'autorité locale a l'assurance, par une constatation officielle, que les mesures d'assainissement et de désinfection ont été convenablement pratiquées, soit au point de départ, soit pendant la traversée, le passage en quarantaine est d'accord.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si le dernier cas de peste ou de choléra remonte à plus de sept jours et si l'état sanitaire du navire est satisfaisant, la libre pratique peut être donnée à Suez, lorsque les opérations réglementaires sont terminées.

Lorsqu'un bateau a un trajet indemne de moins de sept jours, les passagers à destination d'Égypte sont débarqués dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie et iso-

lés pendant le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours. Leur linge sale et leurs effets à usage sont désinfectés. Ils reçoivent alors la libre pratique.

Les bateaux ayant un trajet indemne de moins de sept jours et demandant à obtenir la libre pratique en Égypte sont retenus dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours; ils subissent les mesures réglementaires concernant les navires suspects.

Lorsque la peste ou le choléra s'est montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection ne porte que sur le linge sale de celui-ci, mais sur tout ce linge sale, et s'étend également aux postes d'habitation de l'équipage.

Art. 61. Les navires infectés se divisent en navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) et navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve).

a) Les navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse (1); les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées dans un hôpital. La désinfection est pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venait à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du déchargement des marchandises, mais seulement de la désinfection de la partie du navire qui a été infectée.

Les passagers resteront pendant cinq jours dans un établissement désigné par le Conseil sanitaire maritime d'Alexandrie d'Égypte. Lorsque les cas de peste ou de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement du dernier malade. Ainsi, lorsque le dernier cas de peste ou de choléra se sera terminé depuis six jours par la guérison ou la mort, ou que le dernier malade aura été isolé depuis six jours, l'observation sera de quatre jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de cinq jours, l'observation sera de deux jours; si ne s'est écoulé qu'un laps de quatre jours, l'observation sera de trois jours; si ne s'est écoulé qu'un laps de quatre jours, l'observation sera de quatre jours; si ne s'est écoulé qu'un laps de deux jours ou d'un jour, l'observation sera de cinq jours.

b) Les navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse. Le médecin du bord doit déclarer, sous serment, quelles sont les personnes à bord présentant des symptômes de peste, de choléra. Ces malades sont débarqués et isolés.

Après le débarquement de ces malades le linge sale du reste des passagers, que l'autorité sanitaire considérera comme dangereux, et de l'équipage subira la désinfection à bord.

Lorsque la peste ou le choléra se sera montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection du linge ne portera que sur le linge sale de l'équipage et le linge des postes de l'équipage.

Le médecin du bord doit indiquer aussi, sous serment, la partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades ont été transportés. Il doit déclarer également, sous serment, quelles sont les personnes qui ont été en rapport avec le pestiféré ou le cholérique depuis la première manifestation de la maladie, soit par des contacts directs, soit par des contacts avec des objets qui pourraient être contaminés. Ces seules personnes sont considérées comme suspectes.

La partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés, seront complètement désinfectés. On entend par section du navire la cabine du malade, les cabines attenantes, le couloir des ces cabines, le pont, les parties du pont sur lesquelles le ou les malades auraient séjourné.

S'il est impossible de désinfecter la partie ou le compartiment du navire qui a été occupé par les personnes atteintes de peste ou de choléra, sans débarquer les personnes déclarées suspectes, ces personnes seront ou placées sur un autre navire spécialement affecté à cet usage, ou débarquées et logées dans l'établissement sanitaire, sans contact avec les malades, lesquels doivent être placés dans l'hôpital.

La durée de ce séjour sur le navire ou à terre pour la désinfection sera, aussi courte que possible et n'excédera pas vingt-quatre heures.

Les suspects subiront, soit sur leur bâtiment, soit sur le navire affecté à cet usage, une observation dont la durée

(1) Les malades sont autant que possible débarqués aux Sources de Moïse; les autres personnes peuvent subir l'observation dans une station désignée par le Conseil sanitaire maritime et quarantaine d'Égypte (lazaret des pilotes).

variera suivant les cas et dans les termes prévus au 3e alinéa du paragraphe (a).

Le temps pris par les opérations réglementaires est compris dans la durée de l'observation.

Le passage en quarantaine peut être accordé avant l'expiration des délais indiqués ci-dessus, si l'autorité sanitaire le juge possible. Il sera, en tout cas, accordé lorsque la désinfection aura été accomplie, si le navire abandonne, outre ses malades, les personnes indiquées ci-dessus comme «suspectes».

Un étuve placée sur un ponton peut venir accoster le navire pour rendre plus rapides les opérations de désinfection.

Les navires infectés demandant à obtenir la libre pratique en France sont retenus aux Sources de Moïse pendant cinq jours; ils subissent, en outre, les mêmes mesures que celles adoptées pour les navires infectés arrivant en Europe.

B) Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports contaminés du Hedjaz, en temps de pèlerinage

Art. 62. A l'époque du pèlerinage de la Mecque, si la peste ou le choléra sévit au Hedjaz, les navires provenant du Hedjaz ou de toute autre partie de la côte arabique de la Mer Rouge, sans y avoir embarqué des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Ils sont soumis aux mesures préventives et au traitement imposés à ces navires.

S'ils sont à destination de l'Egypte, ils subissent, dans un établissement sanitaire désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire, une observation de cinq jours, à compter de la date du départ, pour le choléra comme pour la peste. Ils sont soumis, en outre, à toutes les mesures prescrites pour les bateaux suspects (désinfection, etc.) et ne sont admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que si les navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, l'observation sera subie aux Sources de Moïse et sera de cinq jours, qu'il s'agisse de peste ou de choléra.

Section IV — Organisation de la surveillance et de la désinfection à Suez et aux Sources de Moïse

Art. 63. La visite médicale prévue par les règlements est faite pour chaque navire arrivant à Suez par un ou plusieurs médecins de la station; elle est faite de jour pour les provenances des ports contaminés de peste ou de choléra. Elle peut avoir lieu, même de nuit, sur ces navires qui se présentent pour transiter le Canal, s'ils sont éclairés à la lumière électrique, et toutes les fois que l'autorité sanitaire locale a l'assurance que les conditions d'éclairage sont suffisantes.

Art. 64. Les médecins de la station de Suez sont au nombre de sept au moins, un médecin en chef, six titulaires. Ils doivent être pourvus d'un diplôme régulier et choisis de préférence parmi les médecins ayant fait des études spéciales pratiques d'épidémiologie et de bactériologie. Ils sont nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte. Ils reçoivent un traitement qui, de huit mille francs, peut s'élever progressivement à douze mille francs pour les six médecins et de douze mille à quinze mille francs pour le médecin en chef.

Si le service médical était encore insuffisant, on aurait recours aux médecins de la marine des différents états: ces médecins seraient placés sous l'autorité du médecin en chef de la station sanitaire.

Art. 65. Un corps de gardes sanitaires est chargé d'assurer la surveillance et l'exécution des mesures de prophylaxie appliquées dans le Canal de Suez, à l'établissement des Sources de Moïse et à Tor.

Art. 66. Ce corps comprend dix gardes.

Il est recruté parmi les anciens sous-officiers des armées et marines européennes et égyptiennes.

Les gardes sont nommés, après que leur compétence a été constatée par le Conseil, dans les formes prévues à l'article 14 du décret khédivial du 19 Juin 1893.

Art. 67. Les gardes sont divisés en deux classes:

la 1re classe comprend quatre gardes;

la 2e comprend six gardes.

Art. 68. La solde annuelle allouée aux gardes est pour:

la 1re classe, de 160 l. ég. à 200 l. ég.;

la 2e classe, de 120 l. ég. à 168 l. ég.;

avec augmentation progressive jusqu'à ce que le maximum soit atteint.

Art. 69. Les gardes sont investis du caractère d'agents de la force publique, avec droit de réquisition en cas d'infraction aux règlements sanitaires.

Ils sont placés sous les ordres immédiats du directeur de l'Office de Suez ou de Tor.

Section V — Passage en quarantaine du Canal de Suez

Art. 70. L'autorité sanitaire de Suez accorde le passage en quarantaine. Le Conseil en est immédiatement informé.

Dans les cas douteux, la décision est prise par le Conseil.

Art. 71. Des que l'autorisation prévue à l'article précédent est accordée, un télégramme est expédié à l'autorité désignée par chaque Puissance. L'expédition du télégramme est faite aux frais du navire.

Art. 72. Chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance. Seront exceptés les cas de force majeure et de relache forcée.

Art. 73. Lors de l'arraisonnement, le capitaine est tenu de déclarer s'il a à son bord des équipes de chauffeurs indigènes ou de serviteurs à gages quelconques, non inscrits sur le rôle d'équipage ou le registre à cet usage.

Les questions suivantes sont notamment posées aux capitaines de tous les navires se présentant à Suez, venant du Sud. Ils y répondent sous serment:

«Avez-vous des auxiliaires: chauffeurs ou autres gens de service, non inscrits sur le rôle de l'équipage ou sur le registre spécial? Quelle est leur nationalité? Où les avez-vous embarqués?»

Les médecins sanitaires doivent s'assurer de la présence de ces auxiliaires et s'ils constatent qu'il y a des manquants parmi eux, chercher avec soin les causes de la senne.

Art. 74. Un officier sanitaire et deux gardes sanitaires montent à bord.

Ils doivent accompagner le navire jusqu'à Port-Saïd. Ils ont pour mission d'empêcher les communications et de veiller à l'exécution des mesures prescrites pendant la traversée du Canal.

Art. 75. Tout embarquement ou débarquement et tout transbordement de passagers ou de marchandises sont interdits pendant le parcours du Canal de Suez à Port-Saïd. Toutefois, les voyageurs peuvent s'embarquer à Port-Saïd en quarantaine.

Art. 76. Les navires transitant en quarantaine doivent effectuer le parcours de Suez à Port-Saïd sans garage.

En cas d'échouage ou de garage indispensable, les opérations nécessaires sont effectuées par le personnel du bord, en évitant toute communication avec le personnel de la Compagnie du Canal de Suez.

Art. 77. Les transports de troupes par bateaux suspects ou infectés transitant en quarantaine sont tenus de traverser le Canal, seulement de jour. S'ils doivent séjourner de nuit dans le Canal, ils prennent leur mouillage au lac Timsah ou dans le grand lac.

Art. 78. Le stationnement des navires transitant en quarantaine est interdit dans le port de Port-Saïd, sauf dans les cas prévus aux articles 75, alinéa 2, et 79.

Les opérations de ravitaillement doivent être pratiquées avec les moyens du bord.

Les chargeurs ou toutes autres personnes, qui seraient montés à bord, sont isolés sur le ponton quarantenaire. Leurs vêtements y subissent la désinfection réglementaire.

Art. 79. Lorsqu'il est indispensable, pour les navires transitant en quarantaine, de prendre du charbon à Port-Saïd, ces navires doivent exécuter cette opération dans un endroit offrant les garanties nécessaires d'isolement et de surveillance sanitaire, qui sera indiqué par le Conseil sanitaire. Pour les navires à bord desquels une surveillance efficace de cette opération est possible et où tout contact avec les gens du bord peut être évité, le charbonnage par les ouvriers du port est autorisé. La nuit, le lieu d'opération doit être éclairé à la lumière électrique.

Art. 80. Les pilotes, les électriciens, les agents de la Compagnie et les gardes sanitaires sont déposés à Port-Saïd, hors du port, entre les jolées et de là conduits directement au ponton de quarantaine, où leurs vêtements subissent la désinfection lorsqu'elle est jugée nécessaire.

Art. 81. Les navires de guerre ci-après déterminés bénéficient, pour le passage du Canal de Suez, des dispositions suivantes:

Ils seront reconnus indemnes par l'autorité quarantenaire sur la production d'un certificat émanant des médecins du bord, contresigné par le Commandant et affirmant sous serment:

a) qu'il n'y a eu à bord, soit au moment du départ, soit pendant la traversée, aucun cas de peste ou de choléra;

b) qu'une visite minutieuse de toutes les personnes existant à bord, sans exception, a été passée moins de douze

heures avant l'arrivée dans le port égyptien et qu'elle n'a révélé aucun cas de ces maladies.

Ces navires sont exemptés de la visite médicale et reçoivent immédiatement libre pratique, à la condition qu'ils aient son libre-passage à partir de leur départ du dernier port contaminé; une période de cinq jours pleins.

Ceux de ces navires qui n'ont pas complété la période exigée, peuvent transiter le Canal en quarantaine sans subir la visite médicale, pourvu qu'ils produisent le susdit certificat à l'autorité quarantenaire.

L'autorité quarantenaire a néanmoins le droit de faire pratiquer, par ses agents, la visite médicale à bord des navires de guerre tous les fois qu'elle le juge nécessaire.

Les navires de guerre, suspects ou infectés, seront soumis aux règlements en vigueur.

Ne sont considérées comme navires de guerre que les unités de combat. Les bateaux-transport, les navires-hôpitaux ou trent dans la catégorie des navires ordinaires.

Art. 82. Le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte est autorisé à organiser le transit du territoire égyptien, par voie ferrée, des mailles postales et des passagers ordinaires venant de pays contaminés dans des trans quarantenaires, sous les conditions déterminées dans l'annexe I.

Section VI — Régime sanitaire applicable au Golfe Persique

Art. 83. La réglementation sanitaire telle qu'elle est instituée par les articles de la présente Convention sera appliquée, en ce qui concerne les navires pénétrant dans le Golfe Persique, par les autorités sanitaires des ports d'arrivée.

Cette réglementation est soumise sous le rapport de la classification des navires ainsi que du régime à leur faire subir dans le Golfe Persique, aux trois réserves suivantes:

1^{re}, la surveillance des passagers et de l'équipage sera toujours remplacée par une observation de même durée;

2^{re}, les navires incrimés ne pourront y recevoir libre pratique qu'à la condition d'avoir complété cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé;

3^{re}, en ce qui concerne les navires suspects, le délai de cinq jours pour l'observation de l'équipage et des passagers comptera à partir du moment où il n'existe plus de cas de peste ou de choléra à bord.

TITRE III

Dispositions spéciales aux pèlerinages

CHAPITRE PREMIER

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Art. 84. Les dispositions de l'article 51 du titre II sont applicables aux personnes et objets à destination du Hedjaz ou d'Irak, Arabie et qui doivent être embarqués à bord d'un navire à pèlerins, alors même que le port d'embarquement ne serait pas contaminé de peste ou de choléra.

Art. 85. Lorsqu'il existe des cas de peste ou de choléra dans le port d'embarquement ne se fait à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de la peste ou du choléra.

Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement peut tenir compte des circonstances et possibilités locales.

Art. 86. Les pèlerins sont tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des preuves nécessaires pour accomplir le pèlerinage spécialement du billet d'aller et retour.

Art. 87. Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

Art. 88. Les navires à pèlerins faisant le cabotage destinés aux transports de courte durée d'été, vers les côtes, sont soumis aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

Art. 89. N'est pas considérée comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe, en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

Art. 90. Tout navire à pèlerins, appartenant dans les ports ottomans doit se conformer aux prescriptions contenues dans les Règlements spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui

sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

Art. 91. Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes et autres exactions des pèlerins. Elles doivent être comprises dans le prix du billet.

Art. 92. Autant que faire se peut, les pèlerins qui débarquent dans les stations sanitaires ne doivent avoir entre eux aucun contact sur les points de débarquement.

Les pèlerins débarqués doivent être répartis au campement en groupes aussi peu nombreux que possible.

Il est nécessaire de leur fournir une bonne eau potable, soit qu'on la trouve sur place, soit qu'on l'obtienne par distillation.

Art. 93. Lorsqu'il y a de la peste ou du choléra au Hedjaz, les vivres emportés par les pèlerins sont détruits si l'autorité le juge nécessaire.

CHAPITRE II.

NAVIRES À PÈLERINS. — INSTALLATIONS SANITAIRES.

Section I — Conditionnement général des navires.

Art. 94. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface de 1 m. 50 carrés, c'est-à-dire 16 pieds carrés anglais, avec une hauteur d'entrepont d'environ 1 m. 80.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins 2 mètres de largeur dans le long des plats-bords du navire.

Art. 95. De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main, de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Art. 96. Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet de vent ou pourvues d'un cabinet dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Des lieux d'aisances ne doivent pas exister dans les entreponts ni dans la cale.

Art. 97. Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

Art. 98. Des locaux d'infirmerie offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité doivent être au logement des malades.

Ils seront disposés de manière à pouvoir isoler, d'après le genre de maladie, les personnes atteintes d'affections transmissibles.

L'infirmerie doit pouvoir recevoir au moins 5 ou 100 des pèlerins atteints à raison de 2 mètres carrés par lit.

Art. 99. Chaque navire doit avoir à bord les médicaments, les désinfectants et les autres nécessités aux soins des malades. Les règlements faits pour ce genre de navires par chaque Gouvernement doivent déterminer la nature et la quantité des médicaments (1). Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

Art. 100. Chaque navire embarquant des pèlerins doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et certifié par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient ou par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins. Un conseil médical doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse mille.

Art. 101. Le capitaine est tenu de faire apposer à bord, dans un endroit approprié et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant:

- 1^{re}, la destination du navire;
- 2^{re}, le prix des billets;
- 3^{re}, la ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin;
- 4^{re}, le tarif des vivres non compris dans la ration journalière et devant être payés à part.

Art. 102. Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ces navires par chaque Gouvernement en déterminent la nature, la quantité et les dimensions.

(1) Il est désirable que chaque navire soit muni des médicaments et d'immunisation (sérum antipesteux, vaccin de Haffkine, etc.).

Art. 103. Les prescriptions du chapitre I, du chapitre II (sections I, II et III), ainsi que du chapitre III au présent titre, seront affichées sous la forme d'un règlement, dans la langue de la nationalité du navire ainsi que dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit aisé à voir et accessible, sur chaque pont et entrepont de tout navire transportant des pèlerins.

Section II — Mesures à prendre avant le départ.

Art. 104. Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Dans les ports d'escale, le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de faire cette même déclaration douze heures avant le départ du navire. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

Art. 105. A la suite de la déclaration prescrite par l'article précédent, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité compétente dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Il est procédé seulement à l'inspection si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne réponde plus à l'état actuel du navire (1).

Art. 106. L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée:

a) que le navire a été mis en état de propriété parfaite et, au besoin, désinfecté;

b) que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont est en bois ou en fer recouvert de bois;

c) qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage;

d) que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination; qu'elle existe en quantité suffisante; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes. Les appareils de distribution dits «sucroirs» sont absolument interdits;

e) que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de 5 litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage;

f) que le navire possède une étuve à désinfection dont la sécurité et l'efficacité auront été constatées par l'autorité sanitaire du port d'embarquement des pèlerins;

g) que l'équipage comprend un médecin diplômé et commissionné (2), soit par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient, soit par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins, et que le navire possède des médicaments, le tout conformément aux articles 99 et 100;

h) que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et objets encombrants;

i) que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par la Section III ci-après peuvent être exécutées.

Art. 107. Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en sa possession:

1^o une liste visée par l'autorité compétente et indiquant le nom, le sexe et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer;

2^o une patente de santé constatant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées (équipage,

pèlerins et autres passagers), la nature de la cargaison, le lieu du départ.

L'autorité compétente indique sur la patente si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire de passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Section III — Mesures à prendre pendant la traversée.

Art. 108. Le pont doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

Art. 109. Chaque jour, les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable sec, avec lequel on mélange des désinfectants, pendant que les pèlerins sont sur le pont.

Art. 110. Les latrines destinées aux passagers, aussi bien que celles de l'équipage, doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour.

Art. 111. Les éruptions et éruptions des personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

Art. 112. Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui ont été en contact avec les malades visés dans l'article précédent, doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent ces malades, et qui ont pu être souillés.

Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être, soit jetés à la mer, si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être portés à l'étuve dans des sacs imperméables lavés avec une solution désinfectante.

Art. 113. Les locaux occupés par les malades, visés dans l'article 98, doivent être rigoureusement désinfectés.

Art. 114. Les navires à pèlerins sont obligatoirement soumis à des opérations de désinfection conformes aux règlements en vigueur sur la matière dans le pays dont ils portent le pavillon.

Art. 115. La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins 5 litres.

Art. 116. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie ou stérilisée autrement et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de meilleure.

Art. 117. Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit notamment:

1^o s'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés;

2^o s'assurer que les prescriptions de l'article 115 relatives à la distribution de l'eau sont observées;

3^o s'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 116;

4^o s'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 110;

5^o s'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la désinfection est faite conformément aux articles 113 et 114;

6^o tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter ce journal à l'autorité compétente du port d'arrivée.

Art. 118. Les personnes chargées de soigner les malades atteints de peste ou de choléra ne peuvent seules pénétrer auprès d'eux et ne doivent avoir aucun contact avec les autres personnes embarquées.

Art. 119. En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort d'après le certificat du médecin et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution désinfectante, doit être jeté à la mer.

Art. 120. Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur le livre de bord. Ce livre est présenté par lui à l'autorité compétente du port d'arrivée.

(1) L'autorité compétente est actuellement: dans les Indes anglaises un fonctionnaire (*Officer*) désigné à cet effet par le Gouvernement local (*Native messenger Ships Act, 1887, art. 7*); — dans les Indes néerlandaises, le maître du port; — en Turquie, l'autorité sanitaire; — en Autriche-Hongrie, l'autorité du port; — en Italie, le capitaine de port; — en France, en Tunisie et en Espagne, l'autorité sanitaire; — en Egypte, l'autorité sanitaire quinquennale, etc.

(2) L'exception est faite pour les Gouvernements qui n'ont pas de médecins commissionnés.

Dans chaque port de relâche le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 107.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage le capitaine doit mentionner sur cette liste de débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 107 précité et préalablement au visa nouveau que doit apposer l'autorité compétente.

Art. 121. La patente délivrée au port de départ ne doit pas être changée au cours du voyage.

Elle est visée par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

1°, le nombre des passagers débarqués ou embarqués dans ce port;

2°, les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées;

3°, l'état sanitaire du port de relâche.

Section IV — Mesures à prendre à l'arrivée des pèlerins dans la Mer Rouge

A — Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins musulmans venant d'un port contaminé et allant du Sud vers le Hedjaz.

Art. 122. Les navires à pèlerins venant du Sud et se rendant au Hedjaz doivent, au préalable, faire escale à la station sanitaire de Camaran, et sont soumis au régime fixé par les articles 123 à 125.

Art. 123. Les navires reconnus indemnes après visite médicale reçoivent libre pratique, lorsque les opérations suivantes sont terminées :

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale, la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés; la durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins seront réembarqués immédiatement et le navire se dirigera vers le Hedjaz.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 24 et de l'article 25 sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

Art. 124. Les navires suspects, à bord desquels il y a eu des cas de peste ou de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau de peste ou de choléra depuis sept jours, sont traités de la manière suivante :

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés.

En temps de choléra, l'eau de la cale est changée.

Les parties du navire habitées par les malades sont désinfectées. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins sont réembarqués immédiatement et le navire est dirigé sur Djeddah, où une seconde visite médicale a lieu à bord. Si son résultat est favorable, et sur le vu de la déclaration écrite des médecins du bord certifiant, sous serment, qu'il n'y a pas eu de cas de peste ou de choléra pendant la traversée, les pèlerins sont immédiatement débarqués.

Si, au contraire, un ou plusieurs cas avérés ou suspects de peste ou de choléra ont été constatés pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire est renvoyé à Camaran, où subit de nouveau le régime des navires infectés.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 22, 6°, sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

Art. 125. Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de peste ou de choléra, ou bien ayant présenté des cas de peste ou de choléra depuis sept jours, subissent le régime suivant :

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital.

Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venaient à s'y développer.

Le linge sale les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire. La désinfection est pratiquée d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire, et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Les passagers restent cinq jours à l'établissement de Camaran. Lorsque les cas de peste ou de choléra remontent à plusieurs jours, la durée d'isolement peut être diminuée. Cette durée peut varier selon l'époque de l'apparition du dernier cas et d'après la décision de l'autorité sanitaire.

Le navire est dirigé ensuite sur Djeddah, où est faite une visite médicale individuelle et rigoureuse. Si son résultat est favorable, le navire reçoit la libre pratique.

Si, au contraire, des cas avérés de peste ou de choléra se sont montrés à bord pendant le voyage ou au moment de l'arrivée, le navire est renvoyé à Camaran, où il subit de nouveau le régime des navires infectés.

Pour la peste, le régime prévu par l'article 22 est appliqué en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord des navires.

Art. 126. Toute station sanitaire destinée à recevoir des pèlerins doit être pourvue d'un personnel instruit, expérimenté et suffisamment nombreux, ainsi que de toutes les constructions et installations matérielles nécessaires pour assurer l'application, dans leur intégralité, des mesures auxquelles lesdits pèlerins sont assujettis.

B) Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins musulmans venant du Nord et allant vers le Hedjaz.

Art. 127. Si la présence de la peste ou de choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs, et qu'aucun cas de peste ou de choléra ne se soit produit pendant la traversée, le navire est immédiatement admis à libre pratique.

Art. 128. Si la présence de la peste ou du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ses environs, ou si un cas de peste ou de choléra s'est produit pendant la traversée, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées pour les navires qui viennent du Sud et qui s'arrêtent à Camaran. Les navires sont ensuite reçus en libre pratique.

SECTION V — Mesures à prendre au retour des pèlerins

A) Navires à pèlerins retournant vers le Nord.

Art. 129. Tout navire à destination de Suez ou d'un port de la Méditerranée, ayant à bord des pèlerins ou masses analogues, et provenant d'un port du Hedjaz ou de tout autre port de la côte arabique de la Mer Rouge, est tenu de se rendre à El-Tor pour y subir l'observation et les mesures sanitaires indiquées dans les articles 133 à 136.

Art. 130. Les navires ramenant les pèlerins musulmans vers la Méditerranée ne traversent le Canal qu'en quarantaine.

Art. 131. Les agents des compagnies de navigation et les capitaines sont prévenus qu'après avoir fini leur observation à la station sanitaire de El-Tor, les pèlerins égyptiens seront seuls autorisés à quitter définitivement le navire pour rentrer ensuite dans leurs foyers.

Ne seront reconnus comme égyptiens ou résidant en Égypte que les pèlerins porteurs d'une carte de résidence émanant d'une autorité égyptienne et conforme au modèle établi. Des exemplaires de cette carte seront déposés auprès des autorités consulaires et sanitaires de Djeddah et de Yambo, où les agents et capitaines de navires pourront les examiner.

Les pèlerins non égyptiens, tels que les Turcs, les Russes, les Persans, les Tunisiens, les Algériens, les Marocains, etc., ne peuvent, après avoir quitté El-Tor, être débarqués dans un port égyptien. En conséquence, les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers à l'Égypte, soit à Tor, soit à Suez, à port-Saïd ou à Alexandrie, est interdit.

Les bateaux qui auraient à leur bord des pèlerins appartenant aux nationalités dénommées dans l'alinéa précédent suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port égyptien de la Méditerranée.

Art. 132. Les pèlerins égyptiens subissent, soit à El-Tor, soit à Souakim, ou dans toute autre station désignée par le Conseil sanitaire d'Égypte, une observation de trois jours et une visite médicale, avant d'être admis en libre pratique.

Art. 133. Si la présence de la peste ou du choléra est constatée au Hedjaz ou dans le port d'où provient le navire, ou l'a été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis à El-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés.

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi

peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si la peste ou le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers, les bagages et les marchandises suspectes d'être contaminées sont débarqués pour être désinfectés. Leur désinfection et celle du navire sont pratiquées d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le débarquement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire, et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Le régime prévu par les articles 22 et 25 est appliqué en ce qui concerne les rats qui pourraient se trouver à bord.

Tous les pèlerins sont soumis, à partir du jour où ont été terminées les opérations de désinfection, à une observation de sept jours pleins, qu'il s'agisse de peste ou de choléra. Si un cas de peste ou de choléra s'est produit dans une section, la période de sept jours ne commence pour cette section qu'à partir du jour où le dernier cas a été constaté.

Art. 134. Dans le cas prévu par l'article précédent, les pèlerins égyptiens subissent en outre une observation supplémentaire de trois jours.

Art. 135. Si la présence de la peste ou du choléra n'est constatée ni au Hedjaz, ni au port d'où provient le navire et ne l'a pas été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis à El-Tor aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

Les pèlerins sont débarqués; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer; leur linge sale ou la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés. La durée de ces opérations, y compris le débarquement, et l'embarquement, ne doit pas dépasser soixante-douze heures.

Toutefois, un navire à pèlerins, appartenant à une des nations ayant adhéré aux stipulations de la présente Convention et des Conventions antérieures, s'il n'a pas eu de malades atteints de peste ou de choléra en cours de route de Djeddah à Yambo et à El-Tor, et si la visite médicale individuelle, faite à El-Tor, après débarquement, permet de constater qu'il ne contient pas de fœts mûrs, peut être autorisé, par le Conseil Sanitaire d'Égypte, à traverser en quarantaine el Canal de Suez, même la nuit, lorsque sont réunies les quatre conditions suivantes:

1°, le service médical est assuré à bord par un ou plusieurs médecins commissionnés par le Gouvernement auquel appartient le navire;

2°, le navire est pourvu d'étuves à désinfection, et il est constaté que le linge sale a été désinfecté en cours de route;

3°, il est établi que le nombre des pèlerins n'est pas supérieur à celui autorisé par les règlements du pèlerinage;

4°, le capitaine s'engage à se rendre directement dans un des ports du pays auquel appartient le navire.

La visite médicale après débarquement à El-Tor doit être faite dans le moindre délai possible.

La taxe sanitaire payée à l'Administration quarantenaire est la même que celle qu'auraient payée les pèlerins s'ils étaient restés trois jours en quarantaine.

Art. 136. Le navire qui, pendant la traversée de El-Tor à Suez, aurait eu un cas suspect à bord, sera repoussé à El-Tor.

Art. 137. Le transbordement des pèlerins est strictement interdit dans les ports égyptiens.

Art. 138. Les navires partant du Hedjaz et ayant à leur bord des pèlerins à destination d'un port de la côte africaine de la Mer Rouge sont autorisés à se rendre directement à Souakim, ou en tel autre endroit que le Conseil sanitaire d'Alexandrie décidera pour y subir le même régime quarantenaire qu'à El-Tor.

Art. 139. Les navires venant du Hedjaz ou d'un port de la côte arabique de la Mer Rouge avec patente nette, n'ayant pas à bord des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu d'accident suspects durant la traversée, sont admis en libre pratique à Suez, après visite médicale favorable.

Art. 140. Lorsque la peste ou le choléra aura été constaté au Hedjaz:

1°, les caravanes composées de pèlerins égyptiens doivent, avant de se rendre en Égypte, subir une quarantaine de rigueur à El-Tor, de sept jours en cas de choléra ou de peste; elles doivent ensuite subir à El-Tor une observation de trois jours, après laquelle elles ne sont admises en libre pratique qu'après visite médicale favorable et désinfection des effets;

2°, les caravanes composées de pèlerins étrangers devant se rendre dans leurs foyers par la voie de terre sont soumises aux mêmes mesures que les caravanes égyptiennes et doivent être accompagnées par des gardes sanitaires jusqu'aux limites du désert.

Art. 141. Lorsque la peste ou le choléra n'a pas été signalé au Hedjaz, les caravanes de pèlerins venant du Hedjaz par le route de Akaba ou de Moïla sont soumises, à leur arrivée au Canal ou à Nakhe', à la visite médicale et à la désinfection du linge sale et des effets à usage.

B) Pèlerins retournant vers le Sud.

Art. 142. Il y aura dans les ports d'embarquement au Hedjaz des installations sanitaires assez complètes pour qu'on puisse appliquer aux pèlerins qui doivent se diriger vers le Sud pour rentrer dans leur pays les mesures qui sont obligatoires, en vertu des articles 10 et 54, au moment du départ de ces pèlerins dans les ports situés au delà du détroit de Bab-el-Mandeb.

L'application de ces mesures est facultative, c'est-à-dire qu'elles ne sont appliquées que dans les cas où l'autorité consulaire du pays auquel appartient le pèlerin, ou le médecin du navire à bord duquel il va s'embarquer, les juges nécessaires.

CHAPITRE III.

PÉNALITÉS.

Art. 143. Tout capitaine convaincu de ne pas s'être conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou de combustible, aux engagements pris par lui, est passible d'une amende de 2 livres turques (*). Cette amende est perçue au profit du pèlerin qui aurait été victime du manquement et qui établirait qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

Art. 144. Toute infraction à l'article 101 est punie d'une amende de 30 livres turques.

Art. 145. Tout capitaine qui a commis ou qui a sciemment laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou la patente sanitaire prévues à l'article 107, est passible d'une amende de 50 livres turques.

Art. 146. Tout capitaine de navire arrivant sans patente sanitaire du port de départ, ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant les articles 107, 120 et 121, est passible, dans chaque cas, d'une amende de 12 livres turques.

Art. 147. Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de cent pèlerins sans la présence d'un médecin commissionné, conformément aux prescriptions de l'article 100, est passible d'une amende de 300 livres turques.

Art. 148. Tous capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer conformément aux prescriptions de l'article 107, est passible d'une amende de 5 livres turques par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

Art. 149. Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de leur destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 20 livres turques par chaque pèlerin débarqué à tort.

Art. 150. Toutes autres infractions aux prescriptions relatives aux navires à pèlerins sont punies d'une amende de 10 à 100 livres turques.

Art. 151. Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur la patente de santé, ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

Art. 152. Tous les agents appelés à concourir à l'exécution des prescriptions de la présente Convention en ce qui concerne les navires à pèlerins sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs en cas de fautes commises par eux dans l'application desdites prescriptions.

TITRE IV.

Surveillance et exécution

I — CONSEIL SANITAIRE, MARITIME ET QUARANTENAIRE D'ÉGYPTE.

Art. 153. Sont confirmées les stipulations de l'annexe III de la Convention sanitaire de Venise du 30 Janvier 1892, concernant la composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Égypte, telles qu'elles résultent des décrets de S. A. le

(*) Le livre turque vaut 22 frs. 60.

Khédive en date de 19 Juin 1893 et décembre 1894, ainsi que de l'arrêté ministériel 19 de Juin 1893.

Lesdits décrets et arrêté demeurent annexés à la présente Convention (Annexe II.)

Art. 154. Les dépenses ordinaires résultant des dispositions de la présente Convention relatives notamment à l'augmentation du personnel relevant du Conseil sanitaire, maritimo et quarantenaire d'Égypte, seront couvertes, à l'aide d'un versement annuel complémentaire par le Gouvernement égyptien, d'une somme de quatre mille livres égyptiennes, qui pourrait être prélevée sur l'excédent du service des phares resté à la disposition de ce Gouvernement.

Toutefois il sera déduit de cette somme le produit d'une taxe quarantenaire supplémentaire de 10 P. T. (piastres) par pèlerin, à El-Tor.

Au cas où le Gouvernement égyptien verrait des difficultés à supporter cette par dans les dépenses, les Puissances représentées au Conseil sanitaire s'entendraient avec le Gouvernement khédivial pour assurer la participation de ce dernier aux dépenses prévues.

Art. 155. Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Égypte est chargé de mettre en concordance avec les dispositions de la présente Convention les règlements actuellement appliqués par lui concernant la peste, le choléra et la fièvre jaune, ainsi que le règlement relatif aux provenances des ports arabiques de la Mer Rouge, à l'époque du pèlerinage.

Il revisera, s'il y a lieu, dans même but, le règlement général de police sanitaire, maritime et quarantenaire présentement en vigueur.

Ces règlements, pour devenir exécutoires, doivent être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil.

II — CONSEIL SANITAIRE INTERNATIONAL DE TANGER

Art. 146. Dans l'intérêt de la santé publique, les Hautes Parties Contractantes conviennent que leurs Représentants au Maroc appelleront de nouveau l'attention du Conseil sanitaire international de Tanger sur la nécessité d'appliquer les stipulations des Conventions sanitaires.

III — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 157. Le produit des taxes et des amendes sanitaires ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant des Conseils sanitaires.

Art. 158. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire rédiger par leurs Administrations sanitaires une instruction destinée à mettre les capitaines des navires, surtout lorsqu'il n'y a pas de médecin à bord en mesure d'appliquer les prescriptions contenues dans la présente Convention en ce qui concerne la peste, le choléra et la fièvre jaune.

TITRE V.

Adhésions et ratifications.

Art. 159. Les Gouvernements qui n'ont pas signé la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, aux autres Gouvernements signataires.

Art. 160. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront en déposés à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle sera mise à exécution dès que la publication en aura été faite conformément à la législation des États signataires. Elle remplacera, dans les rapports respectifs des Puissances qui l'auront ratifiée ou y auront accédé, les Conventions sanitaires internationales signées les 30 Janvier 1892, 15 Avril 1893, 3 Avril 1894, 19 Mars 1897 et 3 Décembre 1903.

Les arrangements antérieurs énumérés ci-dessus demeureront en vigueur à l'égard des puissances qui, les ayant signés ou y ayant adhéré, ne ratifieraient pas le présent acte ou n'y accéderaient pas.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le dix-sept Janvier mil neuf cent douze, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement de la République française et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

(L. S.) Signé: FRHRA VON STEIN.
(L. S.) Signé: DR. GAFFKY.
(L. S.) Signé: A. BAILLY-BLANCHARD.
(L. S.) Signé: FRANCISCO DE VEYGA.
(L. S.) Signé: EZEQUIEL CASVILLA.
(L. S.) Signé: GAGERN.
(L. S.) Signé: HABERLEP.

(L. S.) Signé: WORMS.
(L. S.) Signé: BÖLS.
(L. S.) Signé: MÜLLER.
(L. S.) Signé: O. VELGHE.
(L. S.) Signé: DR. VAN ERMINGEN.
(L. S.) Signé: ISMAEL MONTES.
(L. S.) Signé: DR. CHERVIN.
(L. S.) Signé: DR. FIGUEIREDO DE VASCONCELLOS.
(L. S.) Signé: STANCIOFE.
(L. S.) Signé: DR. G. CHICHCOFF.
(L. S.) Signé: F. PUGA BORNE.
(L. S.) Signé: J. E. MANRIQUE.
(L. S.) Signé: DR. A. ALVAREZ CASAS.
(L. S.) Signé: TOMAS COLLAZO.
(L. S.) Signé: F. REVENTLOW.
(L. S.) Signé: VICTOR M. RENDON.
(L. S.) Signé: E. DORN Y DE ALSUA.
(L. S.) Signé: I. DE REYNOSO.
(L. S.) Signé: ANCEL PULIDO.
(L. S.) Signé: CAMILLE BARRERE.
(L. S.) Signé: GAVARRY.
(L. S.) Signé: DR. E. ROUX.
(L. S.) Signé: MIRMAN.
(L. S.) Signé: DR. A. CALMETTE.
(L. S.) Signé: ER. RONSSIN.
(L. S.) Signé: HARRIMENDY.
(L. S.) Signé: PAUL ROUX.
(L. S.) Signé: LANCELOT D. CARNEGIE.
(L. S.) Signé: RALPH W. JOHNSTONE.
(L. S.) Signé: BENJAMIN FRANKLIN.
(L. S.) Signé: D. CACAMANOS.
(L. S.) Signé: J. M. LADIZABAL.
(L. S.) Signé: DR. CASSEUM.
(L. S.) Signé: DESIRÉ PECTOR.
(L. S.) Signé: ROCCO SANTOLIVIDO.
(L. S.) Signé: ADOLFO COTTA.
(L. S.) Signé: BASTIN.
(L. S.) Signé: DR. PRAUMA.
(L. S.) Signé: MIGUEL ZUNIGA Y AZCARATE.
(L. S.) Signé: BRUNET.
(L. S.) Signé: DR. E. BINET.
(L. S.) Signé: F. WEDSEL JARLSBERG.
(L. S.) Signé: J. A. JIMENEZ.
(L. S.) Signé: DR. W. P. RUISCH.
(L. S.) Signé: DR. C. WINKLER.
(L. S.) Signé: M. SAMAD.
(L. S.) Signé: ANTONIO AUGUSTO GONCALVES BRAGA.
(L. S.) Signé: ALEXANDRE EM. LAHOVARY.
(L. S.) Signé: PLATON DE WAXEL.
(L. S.) Signé: NICOLAS FREYBERG.
(L. S.) Signé: DR. S. LENONA.
(L. S.) Signé: MIL. R. VERNITCH.
(L. S.) Signé: DR. MANAUD.
(L. S.) Signé: GYLDENSTOLPE.
(L. S.) Signé: LARDY.
(L. S.) Signé: MISSAK.
(L. S.) Signé: Y. SADDIK.
(L. S.) Signé: LOUIS PIERA.

Certifié conforme à l'original: — Le Président du Conseil. Ministre des Affaires étrangères de la République française.

ANNEXE I.

(Voir art. 82.)

Règlement relatif au transit, en train quarantenaire, par le Territoire Égyptien des voyageurs et des malles postales provenant des Pays contaminés.

ARTICLE PREMIER.

L'Administration des Chemins de fer Égyptiens désirant un train quarantenaire en correspondance avec l'arrivée des navires provenant de ports contaminés devra en aviser l'autorité quarantenaire locale, au moins deux heures avant le départ.

ART. 2.

Les passagers débarqueront à l'endroit indiqué par l'autorité quarantenaire d'accord avec l'Administration des Chemins de fer et le Gouvernement égyptien, et passeront directement sans aucune communication, du bateau au train, sous la surveillance d'un officier du transit et de deux ou plusieurs gardes sanitaires.

ART. 3.

Le transport des effets, bagages, etc., des passagers sera effectué en quarantaine par les moyens du bord.

ART. 4.

Les agents du chemin de fer sont tenus de se conformer, en ce qui concerne les mesures quaranténaires, aux ordres de l'officier du transit.

ART. 5.

Les wagons affectés à ce service seront des wagons à couloir. Un garde sanitaire sera placé dans chaque wagon et sera chargé de la surveillance des passagers. Les agents du chemin de fer n'auront aucune communication avec les passagers.

Un médecin du service quarantenaire accompagnera le train.

ART. 6.

Les gros bagages des passagers seront placés dans un wagon spécial qui sera scellé au départ du train par l'officier du transit. A l'arrivée seront retirés par l'officier du transit. Tout transbordement ou embarquement sur le parcours est interdit.

ART. 7.

Les cahots seront munis de tinettes contenant une certaine quantité d'antiseptique pour recevoir les déjections des passagers.

ART. 8.

Le quai des gares où le train sera obligé de s'arrêter sera complètement évacué, sauf par les agents de service absolument indispensables.

ART. 9.

Chaque train pourra avoir un wagon-restaurant. La dessert de la table sera détruite. Les employés de ce wagon et les autres employés du chemin de fer qui, pour une raison quelconque, ont été en contact avec les passagers, seront assujettis au même traitement que les pilotes et les électriciens à Port-Saïd ou à Suez, ou à telles mesures que le Conseil jugera nécessaires.

ART. 10.

Il est absolument défendu aux passagers de jeter quoi que ce soit par les fenêtres, portières, etc.

ART. 11.

Dans chaque train un compartiment-infirmier restera vide pour y isoler les malades, si le cas se présente. Ce compartiment sera installé d'après les indications du Conseil quarantenaire.

Si un cas de peste ou de choléra se déclarait parmi les passagers, le malade serait immédiatement isolé dans le compartiment spécial. Ce malade, à l'arrivée du train, sera immédiatement transféré au lazaret quarantenaire. Les autres passagers continueront leur voyage en quarantaine.

ART. 12.

Si un cas de peste ou de choléra se déclarait pendant le parcours, le train serait désinfecté par l'autorité quarantenaire. Dans tous les cas, les fourgons ayant contenu les bagages et la malle seront désinfectés immédiatement après l'arrivée du train.

ART. 13.

Le transbordement du train au bateau sera fait de la même façon qu'à l'arrivée. Le bateau recevant les passagers sera immédiatement mis en quarantaine et mention sera faite sur la patente des accidents qui auraient pu survenir en cours de route, avec désignation spéciale des personnes qui auraient été en contact avec les malades.

ART. 14.

Les frais en cours par l'Administration quarantenaire sont à la charge de qui aura fait la demande du train quarantenaire.

ART. 15.

Le Président du Conseil, ou son remplaçant, aura le droit de surveiller ce train pendant tout son parcours.

Le Président pourra, en plus, charger un employé supérieur (autre l'officier du transit et les gardes) de la surveillance dudit train.

Cet employé aura accès dans le train sur la simple présentation d'un ordre signé par le Président.

ANNEXE II.

(Voir art. 153.)

Décret Khédivial du 19 Juin 1893.

NOUS, KHÉDIVE D'ÉGYPTÉ,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres, Considérant qu'il a été nécessaire d'introduire modifications dans notre Décret du 3 Janvier 1881 (2 Safer 1299),

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire est chargé d'arrêter les mesures à prendre pour prévenir l'introduction en Égypte, ou la transmission à l'étranger des maladies épidémiques et des épizooties.

ART. 2.

Le nombre des Délégués égyptiens sera réduit à quatre membres :

1° Le Président du Conseil, nommé par le Gouvernement égyptien, et qui ne votera qu'en cas de partage des voix ;

2° Un docteur en Médecine européen, Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire ;

3° L'Inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie, ou celui qui remplit ses fonctions ;

4° L'Inspecteur vétérinaire de l'Administration des services sanitaires et de l'hygiène publique.

Tous les Délégués doivent être médecins régulièrement diplômés soit par une Faculté de médecine européenne, soit par l'État, ou être fonctionnaires effectifs de carrière, du grade de vice-consul au moins, ou d'un grade équivalent. Cette disposition ne s'applique pas aux titulaires actuellement en fonctions.

ART. 3.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire exerce une surveillance permanente sur l'état sanitaire de l'Égypte et sur les provenances des pays-étrangers.

ART. 4.

En ce qui concerne l'Égypte, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire recevra chaque semaine du Conseil de santé et d'hygiène publique les bulletins sanitaires des villes du Caire et d'Alexandrie, et, chaque mois, les bulletins sanitaires des provinces. Ces bulletins devront être transmis à des intervalles plus rapprochés lorsque, à raison de circonstances spéciales, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire en fera la demande.

De son côté, le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire communiquera au Conseil de santé et d'hygiène publique les décisions qu'il aura prises et les renseignements qu'il aura reçus de l'étranger.

Les Gouvernements adressent au Conseil, s'ils le jugent à propos, le bulletin sanitaire de leur pays, et lui signalent, dès leur apparition, les épidémies et les épizooties.

ART. 5.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire s'assure de l'état sanitaire du pays et envoie des commissions d'inspection partout où il le juge nécessaire.

Le Conseil de santé et d'hygiène publique sera avisé de l'envoi de ces commissions et devra s'employer à faciliter l'accomplissement de leur mandat.

ART. 6.

Le Conseil arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher l'introduction en Égypte, par les frontières

maritimes ou les frontières du désert, des maladies épidémiques ou des épidémies de peste, les postes de service doivent être installés les campements provisoires et les établissements permanents quaranténaires.

ART. 7.

Il formule l'annotation à insérer sur la patente délivrée par les offices sanitaires aux navires en partance.

ART. 8.

En cas d'apparition de maladies épidémiques ou d'épidémies en Egypte, il a le droit de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la transmission de ces maladies à l'étranger.

ART. 9.

Le Conseil surveille et contrôle l'exécution des mesures sanitaires et quaranténaires qu'il a arrêtées.

Il formule tous les règlements relatifs au service quarantenaire, veille à leur stricte exécution, tant en ce qui concerne la protection du pays que le maintien des garanties stipulées par les conventions sanitaires internationales.

ART. 10.

Il réglemente, au point de vue sanitaire, les conditions dans lesquelles doit s'effectuer le transport des pèlerins à la Mecque, au Hedjaz, et surveille leur état de santé en temps de pèlerinage.

ART. 11.

Les décisions prises par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire sont communiquées au Ministère de l'Intérieur; il en sera également donné connaissance au Ministère des Affaires Étrangères, qui les notifiera, s'il y a lieu, aux agences et consuls généraux.

Le Conseil est autorisé à correspondre directement avec les Autorités consulaires des villes maritimes pour les affaires courantes du service.

ART. 12.

Le Président, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, l'inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, est chargé d'assurer l'exécution des décisions du Conseil.

A cet effet, il correspond directement avec tous les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et avec les diverses Autorités du pays. Il dirige d'après les avis du Conseil, la police sanitaire des ports, les établissements permanents quaranténaires et les stations quaranténaires du désert.

Enfin, il expédie les affaires courantes.

ART. 13.

L'inspecteur général sanitaire, les directeurs des offices sanitaires, les médecins des stations sanitaires et des campements quaranténaires doivent être choisis parmi les médecins régulièrement diplômés soit par une Faculté de médecine européenne, soit par l'État.

Le délégué du Conseil à Djeddah pourra être médecin diplômé du Cairo.

ART. 14.

Pour toutes les fonctions et emplois relevant du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, le Conseil, par l'entremise de son Président, désigne ses candidats au Ministère de l'Intérieur, qui seul aura le droit de les nommer.

Il sera procédé de même pour les mutations et avancements.

Toutefois le Président aura la nomination directe de tous les agents subalternes, hommes de peine, gens de service, etc.

La nomination des gardes de santé est réservée au Conseil.

ART. 15.

Les directeurs des offices sanitaires sont au nombre de sept, avant leur résidence à Alexandrie, Damiette, Port-Saïd, Suez, Tor, Souakim et Kouceir.

L'office sanitaire de Tor pourra ne fonctionner que pendant la durée du pèlerinage ou en temps d'épidémie.

ART. 16.

Les directeurs des offices sanitaires ont sous leurs ordres tous les employés sanitaires de leur circonscription. Ils sont responsables de la bonne exécution du service.

ART. 17.

Le chef de l'agence sanitaire d'El Ariche a les mêmes attributions que celles confiées aux directeurs par l'article précédent.

ART. 18.

Les directeurs des stations sanitaires et campements quaranténaires ont sous leurs ordres tous les employés du service médical et du service administratif des établissements qu'ils dirigent.

ART. 19.

L'inspecteur général sanitaire est chargé de la surveillance de tous les services dépendant du Conseil Sanitaire Maritime et Quarantenaire.

ART. 20.

Le délégué du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire à Djeddah a pour mission de fournir au Conseil des informations sur l'état sanitaire du Hedjaz, spécialement en temps de pèlerinage.

ART. 21.

Un Comité de discipline, composé du Président, de l'inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués élus par le Conseil est chargé d'examiner les plaintes portées contre les agents relevant du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il dresse sur chaque affaire un rapport et le soumet à l'appréciation du Conseil, réuni en assemblée générale. Les Délégués seront renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

La décision du Conseil est, par les soins de son Président, soumise à la sanction du Ministère de l'Intérieur.

Le Comité de discipline peut infliger, sans consulter le Conseil: 1^o, le blâme; 2^o, la suspension du traitement jusqu'à un mois.

ART. 22.

Les peines disciplinaires sont:

1^o, Le blâme;

2^o, La suspension du traitement depuis huit jours jusqu'à trois mois;

3^o, Le déplacement sans indemnité;

4^o, La révocation.

Le tout sans préjudice des poursuites à exercer pour les crimes ou délits de droit commun.

ART. 23.

Les droits sanitaires et quaranténaires sont perçus par les agents qui relèvent du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Ceux-ci se conforment, en ce qui concerne la comptabilité et la tenue des livres, aux règlements généraux établis par le Ministère des Finances.

Les agents comptables adressent leur comptabilité et le produit de leur perceptions à la Présidence du Conseil.

L'agent comptable, chef du bureau central de la comptabilité, leur en donne décharge sur la visa du Président du Conseil.

ART. 24.

Le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire dispose de ses finances.

L'administration des recettes et des dépenses est confiée à un Comité composé du Président, de l'inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire et de trois Délégués des Puissances élus par le Conseil. Il prend le titre de «Comité des Finances». Les trois Délégués des Puissances sont renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

Le Comité fixe, sauf ratification par le Conseil, le traitement des employés de tout grade; il décide les dépenses fixes et les dépenses imprévues. Tous les trois mois, dans une séance spéciale, il fait au Conseil un rapport détaillé de sa gestion. Dans les trois mois qui suivent l'expiration de l'année budgétaire, le Conseil, sur la proposition du Comité, arrête le bilan définitif et le transmet, par l'entremise de son Président, au Ministère de l'Intérieur.

Le Conseil prépare le budget de ses recettes et celui de ses dépenses. Ce budget sera arrêté par le Conseil des Ministres, en même temps que le budget général de l'Etat, à l'ère de l'année. — Dans le cas où le chiffre des dépenses excéderait le chiffre des recettes, le déficit sera comblé par les ressources générales de l'Etat. Toutefois, le Conseil devra étudier sans retard les moyens d'équilibrer les recettes et les dépenses. Ses propositions seront, par les soins du Président, transmises au Ministre de l'Intérieur. L'excédent des recettes, s'il en existe, restera à la caisse du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire; il sera, après décision du Conseil Sanitaire, ratifiée par le Conseil des Ministres, affecté exclusivement à la création d'un fond de réserve destinée à faire face aux besoins imprévus.

ART. 25.

Le président est tenu d'ordonner que le vote aura lieu au scrutin secret, toutes les fois que trois membres du Conseil en font la demande. Le vote au scrutin secret est obligatoire toutes les fois qu'il s'agit du choix des Délégués des Puissances pour faire partie du Comité de discipline ou du Comité des Finances et lorsqu'il s'agit de nomination, révocation, mutation ou avancement dans le personnel.

ART. 26.

Les Gouverneurs, Préfets de police et Moudirs sont responsables, en ce qui les concerne, de l'exécution des règlements sanitaires. Ils doivent, ainsi que toutes les autorités civiles et militaires, donner leur concours lorsqu'ils ont été légalement requis par les agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, pour assurer la prompte exécution des mesures prises dans l'intérêt de la santé publique.

ART. 27.

Tous décrets et règlements antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

ART. 28.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui ne deviendra exécutoire qu'à partir du 1^{er} Novembre 1893.

Fait au Palais de Ramleh, le 19 Juin 1893.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive:

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,
RAÏA.

DÉCRET KHÉDIVIAL DU 25 DÉCEMBRE 1894

Nous, Ksédive d'Egypte,

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres;

Vu l'avis conforme de MM. les Commissaires-Directeur de la Caisse de la dette publique et de ce qui concerne l'article 7; Avec l'assentiment des Puissances,

Décrétons:

ARTICLE PREMIER

A partir de l'exercice financier 1894, il sera prélevé annuellement sur les recettes actuelles des droits de phare une somme de 40,000 L. E., qui sera employée comme il est expliqué dans les articles suivants.

ART. 2.

La somme prélevée en 1894 sera affectée: 1^o, à combler le déficit éventuel de l'exercice financier 1894 du Conseil quarantenaire, au cas où ce déficit n'aurait pas pu être entièrement couvert avec les ressources provenant du fonds de réserve du dit Conseil, ainsi qu'il sera dit à l'article qui suit; 2^o, à faire face aux dépenses extraordinaires nécessitées par l'aménagement des établissements sanitaires d'El-Tor, de Suez et des Sources de Moïse.

ART. 3.

Le fonds de réserve actuel du Conseil quarantenaire sera employé à combler le déficit de l'exercice 1894, sans que ce fonds puisse être réduit à une somme inférieure à 10,000 L. E.

Si le déficit ne se trouve pas entièrement couvert, il y sera fait face; pour le reste avec les ressources créées à l'article premier.

ART. 4.

Sur la somme de L. E. 80,000, provenant des exercices 1895 et 1896, il sera prélevé: 1^o, une somme égale à celle qui aura été payée en 1894 sur les mêmes recettes, à valoir sur le déficit de l'année 1894, de manière à porter à L. E. 40,000 le montant des sommes affectées aux travaux extraordinaires prévus à l'article 1^{er}, pour El-Tor, Suez et les Sources de Moïse; 2^o, les sommes nécessaires pour combler le déficit du budget du Conseil quarantenaire, pour les exercices financiers 1895 et 1896.

Le surplus, après le prélèvement ci-dessus, sera affecté à la construction de nouveaux phares dans la Mer Rouge.

ART. 5.

A partir de l'exercice financier 1897, cette somme annuelle de L. E. 40,000 sera affectée à combler les déficits éventuels du Conseil quarantenaire. Le montant de la somme nécessaire à cet effet sera arrêté définitivement en prenant pour base les résultats financiers des exercices 1897 et 1898 du Conseil.

Le surplus sera affecté à une réduction des droits de phares: il est entendu que ces droits seront réduits dans la même proportion, dans la Mer Rouge et dans la Méditerranée.

ART. 6.

Moyennant les prélèvements et affectations ci-dessus, le Gouvernement est, à partir de l'année 1894, déchargé de toute obligation quelconque en ce qui concerne les dépenses, soit ordinaires, soit extraordinaires du Conseil quarantenaire.

Il est entendu, toutefois, que les dépenses supportées jusqu'à ce jour par le Gouvernement Égyptien continueront à rester à sa charge.

ART. 7.

A partir de l'exercice 1891, lors du règlement de compte des excédents avec la Caisse de la Dette publique, la part de ces excédents revenant au Gouvernement sera majorée d'une somme annuelle de 20,000 L. E.

ART. 8.

Il a été convenu entre le Gouvernement Égyptien et les Gouvernements d'Allemagne, de Belgique, de Grande-Bretagne et d'Italie que la somme affectée à la réduction des droits de phares, aux termes de l'article 5 du présent décret, viendra en déduction de celle de 49,000 L. E. prévue dans les lettres annexées aux Conventions Commerciales intervenues entre l'Égypte et lesdits Gouvernements.

ART. 9.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Koubbeh, le 25 Décembre 1894.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive:

Le Président du Conseil des Ministres,
N. Nubar.

Le Ministre des Finances,

Ahmer Mazloum.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
Boutros Gaali.

Arrêté Ministériel du 19 Juin 1893, concernant le fonctionnement du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire

Le Ministre de l'Intérieur, vu le Décret en date du 19 Juin 1893, arrête:

TITRE I

Du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire

ARTICLE PREMIER

Le Président est tenu de convoquer le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, en séance ordinaire, la première mardi de chaque mois.

Il est également tenu de le convoquer lorsque trois membres en font la demande.

Il doit enfin réunir le Conseil, en séance extraordinaire, toutes les fois que les circonstances exigent l'adoption immédiate d'une mesure grave.

ART. 2.

La lettre de convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. A moins d'urgence, il ne pourra être pris de décisions définitives que sur les questions mentionnées dans la lettre de convocation.

ART. 3.

Le secrétaire du Conseil rédige les procès-verbaux des séances.

Ces procès-verbaux doivent être présentés à la signature de tous les membres qui assistaient à la séance.

Ils sont intégralement copiés sur un registre qui est conservé dans les archives concurremment avec les originaux des procès-verbaux.

Une copie provisoire des procès-verbaux sera délivrée à tout membre du Conseil qui en fera la demande.

ART. 4.

Une Commission permanente composée du Président, de l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, et de deux Délégués des Puissances élus par le Conseil, est chargée de prendre les décisions et mesures urgentes.

Le Délégué de la nation intéressée est toujours convoqué. Il a droit de vote.

Les décisions sont immédiatement communiquées par lettres à tous les membres du Conseil.

Cette Commission sera renouvelée tous les 3 mois.

ART. 5.

Le Président ou, en son absence, l'Inspecteur général du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire, dirige les délibérations du Conseil. Il ne vote qu'en cas de partage.

Le Président a la direction générale du Service. Il est chargé de faire exécuter les décisions du Conseil.

SECRETARIAT.

ART. 6.

Le secrétariat, placé sous la direction du Président, centralise la correspondance tant avec le Ministère de l'Intérieur qu'avec les divers agents du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il est chargé de la statistique et des archives. Il lui sera adjoint des commis et interprètes en nombre suffisant pour assurer l'expédition des affaires.

ART. 7.

Le secrétaire du Conseil, chef du secrétariat, assiste aux séances du Conseil et rédige les procès-verbaux.

Il a sous ses ordres les employés et gens du service du secrétariat.

Il dirige et surveille leur travail, sous l'autorité du Président.

Il a la garde et la responsabilité des archives.

BUREAU DE COMPTABILITÉ

ART. 8.

Le chef du bureau central de la comptabilité est agent comptable.

Il ne pourra entrer en fonctions avant d'avoir fourni un cautionnement, dont le quantum sera fixé par le Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

Il contrôle, sous la direction du Comité des finances, les opérations des préposés à la recette des droits sanitaires et quaranténaires.

Il dresse des états et comptes qui doivent être transmis au Ministère de l'Intérieur après avoir été arrêtés par le Comité des finances, et approuvés par le Conseil.

DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL SANITAIRE

ART. 9.

L'Inspecteur général sanitaire a la surveillance de tous les services dépendant du Conseil. Il exerce cette surveillance dans les conditions prévues par l'article 19 du Décret en date du 19 Juin 1893.

Il inspecte, au moins une fois par an, chacun des offices, agences ou postes sanitaires.

En outre, le Président détermine, sur la proposition du Conseil et selon les besoins du service, les inspections auxquelles l'Inspecteur général devra procéder.

En cas d'empêchement de l'Inspecteur général, le Président désignera, d'accord avec le Conseil, le fonctionnaire appelé à le suppléer.

Chaque fois que l'Inspecteur général a visité un office, une agence, un poste sanitaire, une station sanitaire ou un campement quarantenaire, il doit rendre compte à la Présidence du Conseil, par un rapport spécial, de résultats de sa vérification.

Dans l'intervalle de ses tournées, l'Inspecteur général prend part, sous l'autorité du Président, à la direction du service général. Il supplée le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

TITRE II.

Service des ports, stations quaranténaires, stations sanitaires.

ART. 10.

La police sanitaire, maritime et quarantenaire, le long du littoral égyptien de la Méditerranée et de la Mer Rouge, ainsi bien que sur les frontières de terre du côté du désert, est confiée aux directeurs des offices de santé, directeurs des stations sanitaires ou campements quaranténaires, chefs des agences sanitaires ou chefs des postes sanitaires et aux employés placés sous leurs ordres.

ART. 11.

Les directeurs des offices de santé ont la direction et la responsabilité du service, tant de l'office à la tête duquel ils sont placés que des postes sanitaires qui en dépendent.

Ils doivent veiller à la stricte exécution des règlements de police sanitaire, maritime et quarantenaire. Ils se conforment aux instructions qu'ils reçoivent de la Présidence du Conseil et donnent à tous les employés de leur office, aussi bien qu'aux employés des postes sanitaires qui y sont rattachés, les ordres et les instructions nécessaires.

Ils sont chargés de la reconnaissance et de l'arraisonnement des navires, de l'application des mesures quaranténaires, et ils procèdent, dans les cas prévus par les règlements, à la visite médicale, ainsi qu'aux enquêtes sur les contraventions quaranténaires.

Ils correspondent seuls pour les affaires administratives avec la Présidence, à laquelle ils transmettent tous les renseignements sanitaires qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 12.

Les directeurs des offices de santé sont, au point de vue du traitement, divisés en deux classes:

Les offices de 1^{re} classe, qui sont au nombre de quatre:

Alexandrie;

Port-Saïd;

Bassin de Suez et campement aux Sources de Moïse;

For.

Les offices de deuxième classe, qui sont au nombre de trois:

Daniette;

Souakim;

Kosseïf.

ART. 13.

Les chefs des agences sanitaires ont les mêmes attributions, en ce qui concerne l'agence, que les directeurs de ce qui concerne leur office.

ART. 14.

Il y a une seule agence sanitaire à El Ariche.

ART. 15.

Les chefs des postes sanitaires ont sous leurs ordres les employés du poste qu'ils dirigent. Ils sont placés sous les ordres du directeur ou d'un des offices de santé.

Ils sont chargés de l'exécution des mesures sanitaires et quaranténaires indiquées par les règlements.

Ils ne peuvent délivrer aucune patente et ne sont autorisés à viser que les patentes des bâtiments partant en libre pratique.

Ils obligent les navires qui arrivent à leurs échelles avec une patente brute ou dans des conditions irrégulières à s'arrêter dans un port où existe un office sanitaire.

Ils ne peuvent eux-mêmes procéder aux enquêtes sanitaires, mais ils doivent appeler à cet effet le directeur de l'office dont ils relèvent.

En dehors des cas d'urgence absolue, ils ne correspondent qu'avec ce directeur pour toutes les affaires administratives. Pour les affaires sanitaires et quaranténaires urgentes, telles que les mesures à prendre au sujet d'un navire arrivant, ou l'annotation à inscrire sur la patente d'un navire en partance, ils correspondent directement avec la Présidence du Conseil; mais ils doivent donner sans retard communication de cette correspondance au directeur dont ils dépendent.

Ils sont tenus d'aviser, par les voies les plus rapides, la Présidence du Conseil des naufrages dont ils aient connaissance.

ART. 16.

Les postes sanitaires sont au nombre de six, énumérés ci-après.

Postes du Port-Neuf, d'Aboukir, Brullos et Rosette, relevant de l'office d'Alexandrie.

Postes de Kantara et du port intérieur d'Ismailia, relevant de l'office de Port-Saïd.

Le Conseil pourra, suivant les nécessités du service, et suivant ses ressources, créer de nouveaux postes sanitaires.

ART. 17.

Le service permanent ou provisoire des stations sanitaires et des campements quaranténaires est confié à des directeurs qui ont sous leurs ordres des employés sanitaires, des gardiens, des poste-faix et des gens de service.

ART. 18.

Les directeurs sont chargés de faire subir la quarantaine aux personnes envoyées à la station sanitaires ou au campement. Ils veillent, de concert avec les médecins, à l'isolement des différentes catégories de quaranténaires et empêchent toute compromission. A l'expiration du délai fixé, ils donnent la libre pratique ou la suspendent conformément aux règlements, font pratiquer la désinfection des marchandises et des effets à l'usage, et appliquent la quarantaine aux gens employés à cette opération.

ART. 19.

Ils exercent une surveillance constante sur l'exécution des mesures sanitaires et du personnel de l'établissement.

ART. 20.

Ils sont responsables de la marche du service et en rendent compte, dans un rapport journalier, à la Présidence du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire.

ART. 21.

Les médecins attachés aux stations sanitaires et aux campements quaranténaires relèvent des directeurs de ces établissements. Ils ont sous leurs ordres les pharmaciens et les infirmiers.

Ils surveillent l'état de santé des quaranténaires et du personnel, et dirigent l'infirmerie de la station sanitaire ou du campement.

La libre pratique ne peut être donnée aux personnes en quarantaine qu'après visite et rapport favorable du médecin.

ART. 22.

Dans chaque office sanitaire, station sanitaire ou campement quarantenaire, le directeur est aussi "agent comptable".

Il désigne, sous sa responsabilité personnelle effective, l'employé préposé à l'encaissement des droits sanitaires et quaranténaires.

Les chefs d'agences ou postes sanitaires sont également agents comptables; ils sont chargés personnellement d'effectuer la perception des droits.

Les agents chargés du recouvrement des droits doivent se conformer, pour les garanties à présenter, la tenue des écritures, l'époque des versements, et généralement tout ce qui concerne la partie financière de leur service, aux règlements émanant du Ministère des Finances.

ART. 23.

Les dépenses du Service Sanitaire, Maritime et Quarantenaire seront acquittées par les moyens propres du Conseil, ou d'accord avec le Ministère des Finances, par le service des caisses qu'il désignera.

Le Caire, le 19 Juin 1893.

RUZ.

E tendo sido a mesma Convenção, cujo teor fica na íntegra transcrita, aprovada pelo Congresso Nacional, a confirmo e ratifico, e, pela presente, a dou por firme e valiosa, para produzir os seus devidos efeitos, remetendo que ella será cumprida invariavelmente.

Em firmeza do que, mandei passar esta carta, que assigno, e é sellada com o selo das armas da Republica e subscripta pelo Ministro de Estado das Relações Exteriores.

Dada no Palacio da Presidencia, no Rio de Janeiro, aos quatorze dias do mez de dezembro de mil novecentos e vinte e um, 106° da Independencia e 35° da Republica.

EPITACIO PRESOA.

AZEVEDO MARQUES.

SECRETARIAS DE ESTADO

Ministerio da Justiça e
Negocios Interiores

Directoria da Justiça

Por portarias de 26 do corrente mez foram concedidas as seguintes licenças:

De seis mezes, com todos os vencimentos, ao investigador de 3° classe da Policia do Distrito Federal, José Francisco Bahia, nos termos do art. 17 do decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921.

De tres mezes, ao guarda civil de 3° classe, João Vieira, para tratamento de saúde.

De duas mezes, ao guarda civil de 2° classe, Thomé Cardoso Marinho, para o mesmo fim.

Directoria do Interior

Por portarias de 26 do corrente mez foram naturalizados brasileiros:

Golda Hochman, natural da Russia e residente nesta Capital.

Vera Hochman, natural da Russia e residente nesta Capital.

Theodoro Henrichs, natural da Alemanha e residente no Estado de S. Paulo.

José Valente Serrano, natural de Portugal e residente no Estado do Rio de Janeiro.

Re netteram-se aos governos dos respectivos Estados as portarias dos naturalizados ali residentes.

Directoria da Contabilidade

Aditamento ao expediente de 26 de abril de 1922

AO Ministerio da Fazenda solicitou-se o pagamento de 117.323, diferença de vencimentos que compete ao escripturario interior

Luiz Augusto Pimentel em março findo (aviso n. 1.313).

Ao mesmo ministerio s licitaram-se providencias em relação ao reforço do credito da consignação — «Despesas com os serviços do Tribunal do Jury» (aviso numero 1.315).

Ao Ministerio da Fazenda transmitiu-se o pre-pro de divida de exercicios findos de 530\$ de que é credor A. Gomes Pereira & Comp. por toraccimentos feitos em maio do anno findo ao Gabinete de Identificação da Policia do Distrito Federal (aviso numero 1.314).

Ao director da Escola Nacional de Bellas Artes communicou-se ter sido feito o empenho de quantia de 5\$, na consignação — «Acquisição e concerto de moveis etc.», a fim de ser para a substituição do phone do aparelho Central 2.106 (aviso numero 1.318).

Ao presidente do Tribunal de Contas remetteu-se o documento do empenho da des-

peza referente á conta de Macedo & Irmão, no valor de 1:700\$, de fornecimentos feitos ao Juízo da 1ª Pretoria Cível em dezembro do anno ultimo (aviso n. 1.372).

Ao presidente do Estado de São Paulo solicitaram-se providencias para que no offício official desse Estado seja publicado o edital de concorrência publica para a construcção do escriptorio em concreto armado, etc., do novo edificio da Camara dos Deputados (aviso n. 1.347).

Ao presidente do Tribunal de Contas, communicou-se que, tendo sido reforçado o credito da consignação: «Despesas com os serviços do Tribunal do Jury», solicita-se áquelle Tribunal a reconsideração da resolução tomada na sessão de 29 de março findo (aviso n. 1.315).

Ao presidente do Banco do Brasil declarou-se que o adiantamento de 300:000\$, para conclusão de obras do edificio do Instituto Nacional de Musica, deve ser escripturado na conta corrente daquelle Instituto no referido banco (aviso n. 1.317).

Ao delegado fiscal do Theouro Nacional em Matto-Grasso, communicou-se telegraphicamente ter sido providenciado o recolhimento pelo Juiz federal áquelle delegacia do saldo do material de eleições existente naquelle Juizo.

Ao director do Archivo Nacional restituiu-se o p. d. l. n. 5, de fornecimentos feitos na segunda quinzena de março ultimo áquelle renatificação, afim de receber a assinatura do director autorizando o fornecimento (officio n. 552).

Ao delegado fiscal do Theouro Nacional na Bahia, restituiram-se as folhas de pagamento ao substituto do Juiz federal naquelle Estado e suplenete da secção do mesmo Estado, afim de que sejam organizados os reactivos processos de dividas de exercicios findos (officio n. 561).

Ao director da Casa de Correção, restituiu-se a conta de Antonio Carmo Pires, para que seja modificado o respectivo processo (officio n. 563).

Ao delegado fiscal do Theouro Nacional do Rio Grande do Sul, restituiu-se o requerimento em que os escrivães do alistamento eleitoral das comarcas de Antonio Frago, São Jeronymo, Piratiny, Sa tiarq do Moqueirão, pedem pagamentos das praticações que lhes competem, afim de que, seja n. pelos juizes competentes, organizadas e remetidas á Directoria de Contabilidade deste ministerio (officio n. 553).

Requerimentos despachados

Additamentos aos expedientes dos dias 18 e 25 de abril de 1922

O «Itaborahyense», por seu gerente, Hermeto Junior, pedindo pagamento de 251\$ por publicações feitas naquelle jornal em 1921.—Compareça na Directoria de Contabilidade deste ministerio.

José No ueira de Sá, pedindo gratificação mensal p. los seus serviços como dentista na Casa de Detenção.—Indefrido.

Companhia de Navegação Costeira, pedindo o pagamento de 212\$700.—Compareça nesta directoria para provar a concessão do passagens.

Lloyd Brasileiro, pedindo pagamento de 5:027\$700, de passagens concedidas aos congressistas.—Aguarde oportunidade.

Additamento ao expediente do dia 24 de abril de 1922—Montepio

Januarla da Costa Bezerra, pedindo habilitação á percepção de montepio.—Apresente certidão de obito da primeira esposa do contribuinte e reconheça as firmas das certidões juntas.

Additamento ao expediente do dia 26 de abril de 1922

Manoel Dantas Cavalcante Sobrinho, pedindo pagamento, na qualidade de curador de seu irmão Alfredo Dantas Cavalcante, repetidor aposentado do Instituto Nacional de Surdos-Mudos, do periodo de 15 de julho de 1921 a 30 de agosto de 1921.—Dirija-se ao Ministerio da Fazenda por ter sido opportunamente distribuido o respectivo credito do Theouro Nacional.

Expediente de 27 de abril de 1922

Ao Ministerio da Fazenda solicitaram-se os seguintes pagamentos:

De 6:000\$ da subvenção que compete ao anno findo ao Instituto dos Advogados Brasileiros (aviso n. 1.350);

De 90\$ á Estrada de Ferro Central do Brasil, por transportes effectuados em agosto do anno findo (aviso n. 1.349);

De 21:573\$ á Société Anonyme du Gaz de Rio de Janeiro, por fornecimentos de luz ao Tribunal do Jury em março findo (aviso n. 1.348);

De 10\$, a José Verissimo, pelo aluguer do prédio occupado pelo Juizo da 7ª Pretoria Cível em março findo (aviso n. 1.317);

De 50:000\$, da subvenção á Escola de Engenharia de Pernambuco (aviso n. 1.316);

De 45:174\$25, por fornecimentos feitos em março findo á Policia Militar desta Capital (aviso n. 1.345);

De 3:000\$ a Pimenta & Conn.; restituição da immortalia depositada nella dita firma como garantia da concorrência de fornecimentos a este ministerio;

De 111:000\$ a Caes do Porto do Rio de Janeiro, por taxas relativas a mercadorias immortadas para a Casa de Correção (aviso n. 313);

De 723\$10 ao Caes do Porto do Rio de Janeiro por taxas relativas ás mercadorias immortadas para a Casa de Correção (aviso n. 1.312);

De 177\$670 por fornecimentos feitos em fevereiro ultimo ao Instituto Nacional de Surdos Mudos (aviso n. 1.311).

Departamento Nacional de Saude Publica

SECRETARIA GERAL

SECÇÃO DE EXPEDIENTE

Por portaria de 21 do corrente, foi exonetado, por abandono de emprego, o co-tivo deste departamento José Ramalho de Araújo Lopes.

Por portaria de 26 do corrente, foi nomeado para exercer, em commissão, o cargo de sub-inspector sanitario maritimo, o Dr. Arnibal da Silva Lima Torre.

Por outra da mesma data, foram concedidos dois mezes de licença, em reconhecimento, nos termos do art. 8º n. 1, da legislação em vigor, ao inspector sanitario rural Dr. Leopoldo Torreão.

Por portaria de igual data, foram concedidos trinta dias de licença, a contar de 13 corrente, ao servente de 1ª classe da Inspectoria dos Serviços de Prophylaxia Benedicto Christini.

Expediente de 28 de abril de 1922

Communicou-se ao collector federal do municipio do Pará de Minas que o preparado «Crene Maria» póde ser considerado como medicamento e como tal sujeito ao sello sanitario, communicado de se tambem que o mesmo preparado não tem licença do departamento para ser exposto á venda. (E 411).

Communicou-se ao director do Laboratorio Clinico do Ministerio da Marinha se o ser-

vente do mesmo, Luiz Ricardo de Oliveira póde ficar á disposição desta departa e to por onde perceberá os seus vencimentos. (E 413).

—Solicitaram-se providencias:

Ao inspector da Alfandega do Rio de Janeiro, afim de serem despachadas, insertas do Imposto aduaneiro, dez caixas contendo escarradeiras em folha, vindas do vapor brasileiro *Araré*, procedente de Hamburgo, caixas essas consignadas a este departamento. (E 440).

Ao prefeito do Districto Federal afim de serem dadas providencias relativas á prohibição do lançamento de latas velhas e palmas de garrafas no terreno devoluto ao lado do Hospital Veterinario do Exercito. (E 442).

—Remettam-se ao director de Saneamento e Prophylaxia Rural, para os fins convenientes, a portaria de licença de dois mezes, em prorogação, do Dr. Leopoldo Torreão. (E 439).

O director geral do Departamento Nacional de Saude Publica, usando da attribuição que lhe confere o art. 47 n. V, do regulamento aprovado pelo decreto numero 15.033, de 15 de setembro de 1921, e tendo em vista o resultado do inquerito procedido para apurar as faltas commettidas pelo escripturario deste departamento Sebastião Cor deas Locks, resolve suspendel-o do exercicio de suas funcções, por um anno.

Departamento Nacional de Saude Publica, Rio de Janeiro 26 de abril de 1922.—Carlos Chagas, director geral.

SECÇÃO DE CONTABILIDADE

Expediente de 25 de abril de 1922

Communicou-se ao inspector da Fiscalização de Generos Alimenticios que, durante a semana que findou a 22 do corrente, esta secção recebeu as taxas abaixo relacionadas, provenientes das analyses:

N. 1.113, viuva Julio Barbosa & Comp. Ltda., 50\$000;

N. 1.114, Veiga Almeida & Comp., réis 300\$000;

N. 1.116, Baptista da Costa Xavier, réis 50\$000;

N. 1.117, M. Rochembach & Filho, 50\$000;

N. 1.118, Manoel Ferreira de Almeida & Comp., 100\$000;

N. 1.122, Casimiro Pinto & Comp., 50\$000;

N. 1.121, Casimiro Pinto & Comp., réis 50\$000;

N. 1.125, Coelho Duarte & Comp., 50\$000;

N. 1.127, Oscar Ribeiro Pereira Motta, 150\$000;

N. 1.128, Turner Irmãos, 50\$000;

N. 1.129, José Pedro Teixeira, 50\$000;

N. 1.130, Joaquim Leonel de Deus, réis 50\$000;

N. 1.132, José Hilario de Rezende, réis 50\$000;

N. 1.133, Antonio Augusto da Silva Bello, 50\$000;

N. 1.138, Salgado & Salgado, 50\$000;

N. 1.139, Sebastião Francisco da Silva, 50\$000;

N. 1.140, Thomaz da Silva & Comp., 50\$000;

N. 1.141, Damaso Rodrigues, 50\$000;

N. 1.142, Jesus Archano da Silva, 50\$000;

N. 1.143, Leomundo Traversone, 50\$000;

N. 1.144, Francisco Domingos da Silva, 50\$000;

N. 1.145, Companhia Lacteos Rio Preto 50\$000;

N. 1.147, A. Imperial, 80\$000.

—Communicou-se ao director dos Serviços Sanitarios Terrestres que esta secção recebeu em deposito as importancias relativas as multas impostas pela Inspectoria de Fiscalização de Generos Alimenticios a

Souza & Bastos (1.770) e José Simões da da Fonseca (1.771). (offício n. 1.094);

— Comunicou-se ao delegado fiscal do Tesouro Nacional no Estado do Pará que foram solicitadas providências ao Ministério da Fazenda no sentido de ser distribuído o crédito de 38.298\$, para ocorrer ao pagamento das despesas com os concertos a serem executados nas lanchas Clayton e Rogério de Miranda, da Inspectoria de Saúde do Porto de Belém, pela firma viuva Camelier, estabelecida naquele Estado (offício numero 1.090);

— Solicitou-se ao director geral de Contabilidade Publica do Tesouro Nacional para providenciar no sentido de serem restituídos seis títulos da Divida Publica ao portador, de um no to de réis cada uma, á firma Moreno Borlido & Comp., exigidas para garantia de apresentação de proposta para o fornecimento de artigos dos grupos 11 e 18 ás dependencias deste Departamento (offício n. 1.088);

— Solicitou-se á mesma directoria providenciar no sentido de ser restituída á firma Moreno Borlido & Comp., a quantia de 181\$.45, em moeda corrente, proveniente de caução á que se refere o documento n. 524-/-445, de 10 de setembro de 1921 (offício n. 1.097).

— Solicitou-se ao director da Despesa Publica o pagamento das folhas do mez de abril do corrente aos funcionarios da Inspectoria da Demographia Sanitaria 9:553360 e a 1ª e 2ª delegacias de saúde, respectivamente 3:403323 e 3:790\$ e Directoria dos Serviços Sanitarios Terrestres 5:510\$ (offícios ns. 1.092 e 1.093).

— Comunicou-se ao director da Defesa Sanitaria Maritima e Fluvial que, á vista da urgencia verificada, foram autorizados os concertos de que carecem as lanchas Clayton e Rogério de Miranda da Inspectoria de Saúde do Porto de Belém (offício n. 1.089).

— Comunicou-se ao Inspector de Prophylaxia da Lepra e das Doenças Venereas que foram solicitadas providências ao Ministério da Fazenda no sentido de ser distribuído ao Tesouro Nacional, por conta da consenação «Auxílios aos leprosos, etc.» o crédito de 600\$ que se torna necessario para ocorrer ao pagamento da pensão de 50\$ mensaes ao doente isolado Manoel Mariano, leproso, em janeiro de dezembro do anno corrente (offício n. 1.091).

— Solicitou-se ao Ministério da Fazenda o pagamento das seguintes importancias:

De 45:844\$213, relativa á fructos feitos, em marco do corrente anno á Inspectoria dos Serviços de Prophylaxia (aviso 495);

De 97\$910, proveniente do fornecimento de gaz ás officinas da Inspectoria da Demographia Sanitaria, Educação e Propaganda em marco do corrente anno (aviso 497);

De 45\$ relativa ao aluguel da casa occupada pelo sub-posto de prophylaxia rural, em Queimados, no mez de dezembro do anno proximo passado (aviso 498).

— Solicitou-se ao mesmo ministerio seja entregue, como adiantamento, ao Dr. Augusto Serafim da Silva a quantia de 225\$ para ocorrer ás despesas de prompto pagamento da 2ª Delegacia de Saúde, durante o segundo trimestre do corrente anno (aviso 499).

— Solicitou-se ao mesmo ministerio providenciar no sentido de ser adiantada a Antonio Pereira de Abreu, porteiro, a 600\$ para que durante o presente exercicio, occorra ás despesas de prompto pagamento da Directoria Geral (aviso 500).

— Solicitou-se:

— Ao mesmo ministerio seja distribuído á Delegacia Fiscal do Tesouro Nacional no Estado do Pará o crédito de 38:298\$ para pagamento á viuva Camelier, firma estabelecida no referido Estado, pelos concertos effectuados nas lanchas «Clayton» e «Rogério

de Miranda» da Inspectoria de Saúde do Porto de Belém (aviso n. 504).

— Ao mesmo ministerio seja distribuído ao Tesouro Nacional o crédito de 600\$, que se torna necessario para ocorrer ao pagamento do auxilio de 50\$ mensaes, a partir de janeiro do corrente anno, concedido na conformidade dos documentos, ao leproso Manoel Felipe Mariano isolado no Hospital S. Sebastião (aviso n. 502).

— Ao mesmo ministerio para providenciar, com a possivel urgencia, para que seja a Delegacia Fiscal do Tesouro Nacional, no Estado de Matto Grosso, supprida do necessario para ocorrer, naquele Estado, ás despesas com o custeio dos serviços de prophylaxia rural (aviso n. 503).

— Transmittiram-se ao mesmo ministerio os documentos que comprovam a applicação do adiantamento de 225\$, que, em virtude do aviso n. 116, de 4 de fevereiro do corrente, foi feito ao Dr. Augusto Serafim da Silva, para ocorrer ás despesas de prompto pagamento da 2ª Delegacia de Saúde, durante o primeiro trimestre do corrente anno (aviso n. 495).

DIRECTORIA DOS SERVIÇOS SANITARIOS TERRESTRES

Expediente de 26 de abril de 1922

Remetteram-se:

— Ao Dr. director geral do Departamento Nacional de Saúde Publica, com o offício numero 368 da Superintendencia do Serviço da Limpeza Publica e Particular, a cópia da informação prestada pela Inspectoria dos Serviços de Prophylaxia sobre o assumpto no mesmo ventuído (offício n. 1.082).

— Comunicou-se:

— Ao Dr. secretario geral, que foi deferida a petição em que os Srs. Rocha & Martins pediam relevação da multa e n. que incorreram por infração do art. 576, do regulamento em vigor (offício n. 1.080).

— Solicitaram-se providencias:

— Ao Dr. Inspector de Engenharia Sanitaria, no sentido de ser designado um engenheiro sanitario para proceder ás vistorias nos bairros ns. 68 da rua Oriente e 14 da rua Progresso (offício n. 1.083).

— Foram multados:

— Pela 2ª Delegacia de Saúde, por infracção do art. 685 do regulamento em vigor, em 300\$ cada um os Srs. Antonio M. dos Santos e Pedro Leandro Lambert e em 100\$ a Sra. D. Jesuina Bastos de Oliveira; por infracção dos arts. 685 e 761 do regulamento em vigor, em 100\$, o Sr. Domingos José da Silva; por infracção do art. 767 do regulamento em vigor, em 100\$, o Sr. Manoel Quintella; por infracção do art. 774 § 5º do regulamento em vigor, em 500\$, o Sr. Pedro Rodrigues Peres;

— Pela 4ª Delegacia de Saúde, por infracção do art. 769 do regulamento em vigor, em 500\$ e 100, respectivamente, os Srs. Dr. João Victorio Pareto Junior e Carlos da Silva Oliveira.

Requerimentos despachados

— Venancio José Tavares (1.714). — Dirija-se á Inspectoria da Fiscalização do Exercício da Medicina, Pharmacia, Arte Dentaria e Obstetricia, querendo.

— Inspectoria dos Serviços de Prophylaxia: Alvaro da Rocha Faria (1.749). — Certifique-se.

— Oscar Delphino da Costa (1.743). — Certifique-se.

— Desiderio de Faria (1.750). — Certifique-se. Inspectoria de Prophylaxia da Tuberculose:.

— Francisco de Wolf (1.747). — Deferido.

— Inspectoria de Fiscalização de Generos Alimenticios: João de Oliveira (1.695). — Indeferido.

— Dominguez & Fernandez (1.689). — Prove o que allega, respeito á compra recente do necrolo.

— Lopes & Osorio (1.681). — Deferido.

— Octavio Guimarães (1.505). — As experiencias demonstraram a inefficacia do preparado consoante o fim que se lhe pretende dar.

— Primeira Delegacia de Saúde:

— Joaquim Veiga Martins (1.679). — Indeferido.

— Herminia de Souza Sampaio (145). — Deferido.

— Luiza de Araujo Koenig (147). — Sim, por 60 dias.

— Herminia de Souza Sampaio (1.627). — Será relevada a multa si cumprir a intimação dentro do prazo do 2º termo.

— Domingos Pereira Catoia (144). — Deferido.

— Segunda Delegacia de Saúde:

— Alexandre Martins (1.140). — Deferido, á vista do memorandum n. 127 da 2ª Delegacia de Saúde.

— Antonio Luiz Gonçalves (386). — Deferido.

— Dr. Adolpho Luiz Hasselmann (1.741). — Deferido.

— A. Sampaio Ribeiro (381). — Deferido.

— 3ª Delegacia de Saúde:

— Lauretina da Silva Pereira (331). — Deferido.

— Antonio Fernandes Loureiro (329). — Deferido.

— Adelino Rey Arcos (345). — Sim, por 60 dias.

— Victorino Vaz Pinto do Amaral (323). — Declare os motivos que justificaram a presente petição.

— Adelia Vieira Neves (314). — Deferido.

— Daniel Duran (312). — Sim, por 30 dias.

— Rosalina M. de Azevedo Moss (333). — Prove o que allega.

— Alino Ribeiro Duarte (325). — Deferido.

— Antonio Teixeira Machado (332). — Indeferido.

— 4ª Delegacia de Saúde:

— Alfeu Pinheiro (201). — Deferido.

— Threza Francisco Rollo (203). — Deferido.

— Antonio Manoel Alves (199). — Sim, por 60 dias.

— Augusto P. de Carvalho (1.250). — Deferido, á vista do memorandum n. 84 da 4ª Delegacia de Saúde.

— A. R. Firmo (192). — Indeferido.

— Antonio Augusto de Souza e Sá (198). — Deferido.

— Antonio Azevedo Couto (197). — Indeferido.

—

Ministerio das Relações Exteriores

DESPACHO DO SR. MINISTRO DE ESTADO

Dia 25 de abril de 1922

— A consulta da Contabilidade sobre o modo de contar o prazo de partida do secretario Alvaro Tefé, o qual, estando em férias extraordinarias no Brasil, á terminarem em 29 de abril corrente, foi, durante essas férias, removido para um novo posto, resolveu:

— O prazo para partir é o de 60 dias, ou de 30 dias, conforme as hypothses do art. 9º, do regulamento n. 14.057, de 11 de fevereiro de 1920, a contar da publicação no *Diário Official* do decreto de remoção.

— Esse preceito precisa, entretanto, ficar em harmonia com o art. 41, que obriga os funcionarios a permanecerem no Brasil não menos de seis mezes, de quatro em quatro annos.

— Esta permanencia no Brasil não pôde ser diminuída pelo facto da remoção do titular.

para um novo posto, salvo casos excepcionais.

A solução natural será, então, a seguinte: a) se o prazo legal de paridade para um novo posto tiver todo ele decorrido durante as férias extraordinárias o funcionário terá que ir para o novo posto após as férias, como se regressasse ao posto anterior;

b) se, porém, aquelle prazo terminar depois das férias, será computado a favor do funcionário, mas com o desconto de qualquer tempo transcorrido durante as férias, e sempre salva ao Governo a faculdade de rejeitá-lo na forma do art. 9, ultima alínea.

No caso do suplicante o prazo de paridade para o novo posto começou a 2 de abril (data da publicação do decreto de renúncia). Leva, em conta os 27 dias transcorridos entre as 2 a 23 de abril, o seu prazo (a lei) para a paridade terminará em 2 de junho do próximo futuro.

Rio de Janeiro, 25 de abril de 1922. — Azevedo Marques.

Ministerio da Marinha

Portarias de 27 de abril corrente:

Foi exonerado o capitão-tenente Octavio Mathias Costa do cargo de ajudante de ordens do chefe do Estado Maior da Armada.

Foram nomeados:

O capitão-tenente Octavio Mathias Costa para exercer o cargo de auxiliar do gabinete do chefe do Estado Maior da Armada; O capitão-tenente Cesar Augusto Machado da Fonseca para exercer o cargo de ajudante de ordens do chefe do Estado Maior da Armada.

Foram concedidas as seguintes licenças:

De seis meses, nos termos do art. 17 do decreto n. 14.663 de 1 de fevereiro de 1921, ao 4.º oficial da Directoria do Expediente da Marinha, Renato de Castro Lima, para tratar de sua saúde onde lhe convier, devendo entrar no gozo desta licença dentro do prazo de 30 dias, a contar desta data.

De seis meses de accordo com o art. 17 do decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921, ao 4.º oficial da Directoria do Expediente da Marinha, Raphael Levy, para tratar de sua saúde onde lhe convier, devendo entrar no gozo desta licença dentro do prazo de trinta dias, a contar desta data.

De seis meses de conformidade com o art. 17 do decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921, ao capitão de 1.ª classe do Corno de Sub-officiaes da Armada, Adolpho Santiago, para tratar de sua saúde onde lhe convier, devendo entrar no gozo desta licença dentro do prazo de trinta dias, a contar desta data.

De seis meses de accordo com o art. 17 do decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921, ao operario de 2.ª classe da officina de Electricidade do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, Armando Alves da Silva, para tratar de sua saúde onde lhe convier, devendo entrar no gozo desta licença dentro do prazo de trinta dias, a contar desta data.

De 90 dias, em prorrogação, de accordo com o parecer da Junta Medica, na forma da lei, a licença concedida em 13 de março ultimo ao operario de 4.ª classe da fundição do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, Antonio Vieira de Assis, para tratar de sua saúde onde lhe convier.

De seis meses, de conformidade com o art. 17, do decreto n. 14.663 de 1 de fevereiro de 1921, ao operario de 5.ª classe da officina de ferreiros e serralheiros do Arsenal de Marinha desta Capital, Agapito Ramos de Albuquerque, para tratamento de sua

saúde onde lhe convier, devendo entrar no gozo desta licença dentro do prazo de 30 dias, a contar desta data.

Directoria do Expediente

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 26 de abril de 1922

Sr. ministro da Guerra:

N. 1.617 — Pedindo-vos o Inclusionamento do major Bernardo de Araújo Patilha no dindo contagem do tempo de graça de aspirante a 2.ª classe-marinha, tenho a honra de transmitir-vos, em resposta a vossa officina n. 35, de 12 do corrente, a cópia do officio da Escola Naval n. 80 de 13 também deste mez, contendo informações sobre o assunto do nelido daquelle officio.

Aproveito o ensejo para reiterar-vos os protestos da minha alta estima e mais distincta consideração.

N. 1.618 — Tenho a honra de solicitar vossas providencias no sentido de serem dispensados do serviço militar do Exercito, para o qual foram sorteados na Junta de Alistamento do municipio de Maricá, os pescadores Lovelio José Rodrigues e Angelino Rodrigues da Silva, os quaes, achando-se matriculados na Capitania do Porto desta Capital, estão sujeitos ao serviço da Marinha de Guerra.

Aproveito o ensejo para reiterar-vos os protestos da minha alta estima e mais distincta consideração.

N. 1.619 — Estado os pescadores João Pedro de Souza e João Francisco Ricardo matriculados na Capitania do Porto desta Capital e, por isso, sujeitos ao serviço militar da Marinha, rogo vos digreis de mandar excluí-los do serviço do Exercito para o qual foram sorteados pela Junta de Alistamento de Angra dos Reis.

Aproveito o ensejo para reiterar-vos os protestos da minha alta estima e mais distincta consideração.

— Sr. ministro da Fazenda:

N. 1.620 — Transmittindo-vos o Inclusionamento de dívida do exercicio findos sob n. 7.325, na importância de 143\$02, tenho a honra de solicitar vos digreis de providenciar no sentido de ser effectuado, no Thesouro Nacional, o pagamento da garantia alludida ao competente credor, o marinheiro nacional n. 2.237 — SE — 2.º sargento Mario Ferreira dos Santos.

Aproveito o ensejo para reiterar-vos os protestos da minha alta estima e mais distincta consideração.

N. 1.621 — Rogo vos digreis de providenciar afim de que seja paga, no Thesouro Nacional, a importância de 143\$00, da qual é credor o marinheiro nacional — SE — numero 3.261, 1.º sargento, João Gonçalves da Cruz, conforme consta do process de exercicios findos, que a este acompanha, sob numero 7.323.

Aproveito o ensejo para reiterar-vos os protestos da minha alta estima e mais distincta consideração.

N. 1.622 — Tenho a honra de solicitar vossas providencias no sentido de ser effectuado, no Thesouro Nacional, o pagamento da importância de 143\$002 da qual é credor o marinheiro nacional n. 6.111, 3.ª classe, Alberto Ferreira Alves, conforme consta do processo de exercicios findos, que a este acompanha, sob n. 7.324.

Aproveito o ensejo para reiterar-vos os protestos da minha alta estima e mais distincta consideração.

N. 1.623 — Tenho a honra de solicitar vossas providencias afim de que seja paga, no Thesouro Nacional, a conta da verba de 8 — Material; sub-sinuação fretes, etc., do orçamento de 1921, a importância total de 2:915\$294, da qual são credores

pelos serviços prestados a este ministerio, conforme as facturas e demais documentos que a este acompanham as seguintes firmas:

Agencia Geral de Desachos....	157\$600
Brasiliense Electricidade Ge- sellshaft.....	159\$805
Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Grande.....	14000
Great Western of Brazil Railway	12\$000
Companhia de Navegação Lloyd Brasileiro.....	200\$000
Companhia Nacional de Navega- ção Costeira.....	2:300\$49
Hoepecke, Irmão & Comp.....	84\$000
	2:915\$294

Aproveito o ensejo para reiterar-vos os protestos da minha alta estima e mais distincta consideração.

N. 1.624 — Solicitando vossas providencias no sentido de se effectuada, no Thesouro Nacional, o pagamento da importância de 141\$93, da qual é credor o marinheiro nacional SE. n. 1901, 1.ª classe, Manoel Ninout da Silva, tenho a honra de passar as vossas mãos o Inclusionamento do processo de exercicios findos sob n. 7.327 referentes ao alludido pagamento.

Aproveito o ensejo para reiterar-vos os protestos da minha alta estima e mais distincta consideração.

— Sr. chefe do Estado Maior da Armada:

N. 1.625 — Autorizo-vos a mandar incluir no Asylo de Invalidos da Patria os marinheiros nacionais abaixo declarados, visto terem sido julgados invalidos, não podendo angariar meios de vida por estarem soffendo de tuberculose pulmonar, excepção feita ao ultimo que está padecendo de myoma e epilepsia, conforme os pareceres das respectivas Juntas Medicas a que foram submettidos; devendo as alludidas praças ter baixa do serviço da Armada:

N. 6.817, marinheiro nacional fogueista de 3.ª classe, Sebastião José da Silva.

N. 2.833, marinheiro nacional de 1.ª classe, fogueista, Arthur José da Silva.

N. 6.014, marinheiro nacional de 2.ª classe, SE, Virílio dos Anjos.

N. 1.718, marinheiro nacional, cabo, SE, João Pedro Raulista.

N. 2.727, fogueista extranumerario de primeira classe, Manoel Pedro da Cruz.

N. 7.313, marinheiro nacional de 2.ª classe, André Sampaio.

N. 7.196, marinheiro fogueista de 3.ª classe, Julio Dias Lins.

N. 5.580, marinheiro nacional de 2.ª classe, Francisco Caetano de Souza.

N. 7.319, marinheiro nacional de 2.ª classe, João Barbosa da Silva.

N. 6.015, marinheiro nacional grumete, SE, João Pedro dos Santos.

N. 5.684, marinheiro nacional grumete, SE, José Manoel Paes.

N. 3.736, marinheiro nacional de 1.ª classe, SE, Isaias do Espírito Santo.

N. 5.680, marinheiro nacional grumete, SE, Venancio Bandeira.

N. 4.148, marinheiro nacional de 2.ª classe, SE, Aurelio Marcellino dos Santos.

N. 5.435, marinheiro fogueista de 3.ª classe, F. José Rodrigues de Mello.

N. 4.679, fogueista de 3.ª classe, José Carlos dos Santos.

N. 8.077, marinheiro grumete, SE, José Pedro de Mattos.

Requerimentos despachados

Capitão de corveta João Augusto de Souza e Silva. — Deferido (62-Esc. Naval).

Capitão de corveta graduado p.º João Mór Marcellino Militão Braga. — Indeferido, de

acôrdo com o aviso n. 28 de março (250-Ars. Rio).

Primeiro-tenente Edgard de Paula Oliveira. — Deferido (206-F ot. Sub-criveis).

Segundo-tenente ajudante machista Joaquim José Seares. — Deferido (552-I. Machistas).

Alfredo Ribeiro Abreu. — Deferido 248-Ars. Rio).

Rodolpho Bastos. — Deferido, de acôrdo com a informação da Contabilidade (1 124-2 Cont.).

Carlos Leopoldo Rosas. — Indeferido, à vista da informação da Inspeccia do Arsenal de M.inha (249-Ars. Rio.).

Raphael Vivone. — Compareça à Directoria do Expediente (380-2-I. Machistas).

Brando & Comp. — A vista das informações, requeiram o pagamento (1.004-2-Cont.).

Astorgildo dos Santos. — Como pede (req. 20 de abril).

Ministerio da Guerra

O Ministro de Estado dos Negocios da Guerra, em nome do Sr. presidente da Republica, resolve baixar as instruções que a esta acompanham para a criação de centros de instrução, destinados às diferentes armas do Exército.

Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922. — João Pandá Cologeras.

INSTRUÇÕES A QUE SE REFERE A PORTARIA DE 20 DE ABRIL DE 1922

A — Infantaria

Centro de instrução das especialidades. (Fuzil metralhadora, metralhadora, madas e engenhos de acompanhamento).

Este centro funcionará no quartel da 1ª companhia de metralhadoras, em Deodoro, sob a direcção do capitão Le Meauté, da Missão Militar Franceza, tendo como instructor o capitão João Marcellino Ferreira e Silva, que se occupará especialmente do fuzil metralhadora e da metralhadora.

Além do capitão Marcellino, o centro terá mais um official instructor especialmente encarregado da instrução das granadas e dos engenhos de acompanhamento.

O curso durará dois mezes: de 15 de maio a 15 de julho.

Este anno, será frequentado por um official de cada regimento ou batalhão de caçadores das 1ª, 2ª, 3ª e 4ª regiões militares.

O objectivo é ter no fim do anno um official em cada corpo de tropa capaz de orar uma Escola Regimental da especialidade.

Ultteriormente serão creados centros de instrução regionaes em todas as regiões e circumscrições militares.

A escolha para a indicação do official que deve frequentar o centro de instrução será feita pelo commandante da unidade, que remetterá ao Estado-Maior do Exército o nome do official escolhido, no maximo até o dia 30 de abril.

A matricula no centro de instrução será concedida pelo Sr. ministro da

Guerra, mediante proposta do Estado-Maior, que fará a selecção definitiva.

O programma do curso será organizado pelo director do centro, e submettido à approvação do Estado-Maior do Exército.

B — Cavallaria

Centro de formação de officiaes instructores de equitação

Este centro funcionará no quartel do 1º regimento de cavallaria, sob a direcção do commandante Gippon, tendo como instructor o capitão De Paul, ambos da Missão Militar franceza.

O curso durará quatro mezes: de 15 de maio a 15 de setembro.

Será frequentado por 12 alumnos, sendo:

2 dos corpos de cavallaria da 1ª região militar;

2 dos corpos de cavallaria da 2ª região militar;

2 dos corpos de cavallaria da 3ª região militar;

2 dos corpos de cavallaria da 4ª região militar.

O fim deste centro é formar um nucleo de officiaes instructores de equitação capazes de transmitir nas escolas e nos corpos de tropa regras uniformes de equitação.

O ensino neste centro não comprehenderá somente equitação, mas também noções indispensaveis de hypologia, arreia-mento e ferradura.

Os commandantes de regiões deverão mandar ao Estado-Maior do Exército, até o dia 30 de abril, os nomes dos officiaes que julgar em condições de frequentar o centro de instrução de cavallaria.

A matricula será concedida pelo Sr. ministro da Guerra, mediante proposta do Estado-Maior do Exército, a quem caberá fazer a selecção definitiva, dando preferença a officiaes que já conheçam os methodos de equitação da Missão Militar Franceza.

Os officiaes designados para a matricula no centro deverão trazer os seus cavallos.

O programma do curso será organizado pelo director do centro que o submetterà à approvação do Estado-Maior do Exército.

C — Artilharia

O centro de instrução de artilharia comprehenderá um curso de tiro de artilharia para os commandantes de grupos e commandantes de baterias e um curso mixto de officiaes orientadores e de officiaes de antena.

O fim é preparar em cada grupo de artilharia, pela pratica de suas diferentes funções, um commandante de bateria, um tenente, e tanto quanto possível o próprio commandante do grupo.

Esses três officiaes, judiciosamente escolhidos, poderão na sua volta para a respectiva unidade servir de monitores a seus camaradas, pela applicação pratica dos differentes methodos contidos nos regulamentos e aprendidos no centro de instrução.

a) curso de tiro.

O curso de tiro funcionará de 20 de julho a 25 de agosto e comprehenderá:

9 commandantes de baterias;
3 commandantes de grupos.

O quadro abaixo dá o numero e as unidades às quaes pertencem os officiaes que devem ser designados para frequentar os cursos, no corrente anno.

O curso dos commandantes de bateria perdurará durante todo o periodo (de 20 de julho a 25 de agosto) e terá como programma geral o estudo pratico, por conferencias, por exercicios no exterior e por tiros, de todos os methodos e de todas as questões de tiro contidas no Regulamento de Artilharia.

O curso dos commandantes de grupo só começará no fim da terceira semana do curso dos commandantes de bateria. Após uma rapida revisão dos processos e methodos de tiro, o curso dos commandantes de grupo terá principalmente por fim a pratica do emprego do tiro no grupo.

O curso dos commandantes de grupo funcionará juntamente com o curso dos commandantes de bateria, os commandantes de grupo exercendo realmente o commando de um grupo de tres baterias (cada uma dellas commandadas por um official do curso dos commandantes de bateria), nas situações tacticas estudadas, comportando o emprego, a preparação e a execução do tiro.

O curso de tiro será dirigido pelo tenente-coronel Pascal, tendo como adjunto o commandante Presard, ambos da Missão Militar Franceza.

Além desses officiaes, o curso de tiro disporá ainda de um official brasileiro, judiciosamente escolhido, para servir como director do parque.

O curso de tiro será installado no quartel do 1º regimento de artilharia montada, na Villa Militar, e disporá, para os tiros, do campo de Gericiro, de um grupo de tres baterias de 75 e de uma bateria de 155 curto.

b) curso de official orientador e de official de antena.

Os resultados a obter nestes cursos são extensivamente de ordem pratica: o fim é dar a cada grupo um bom official orientador e um bom official de antena.

Para a preparação dos exercicios sobre o terreno, serão feitas algumas conferencias, porém somente as estritamente necessarias.

Um só official por grupo de artilharia receberá a instrução de official orientador e official de antena.

Os cursos funcionarão no quartel do 1º regimento de artilharia de campanha, de 1 de junho a 1 de julho, sob a direcção do tenente-coronel Pascal que terá como adjunto o capitão Courant, ambos da Missão Militar Franceza.

O capitão Courant ficará encarregado especialmente do curso de orientadores.

O programma de ensino será feito pelo director do centro e submettido a approvação do Estado Maior do Exército.

O numero de officiaes alumnos que devem frequentar o curso será limitado a nove, todos com a gradação do primeiros tenentes.

A escola será feita pelos respectivos commandantes, o nome do official escolhido remettido ao Estado Maior até o dia 15 de maio e a matricula concedida pelo Sr. ministro da Guerra mediante proposta feita pelo Estado Maior, a quem compete fazer a selecção definitiva.

Quadro das unidades e discriminação dos officiaes que devem frequentar o centro de instrução de artilharia em 1922

Unidades	Comunicações	Officiaes a convocar		
		Commandantes de grupos	Commandantes de baterias	1º tenentes para os cursos de artilharia e de freixes de Artilharia
1º R. A. M.....	Villa Militar.....	1	1	1
2º R. A. M.....	Santa Cruz.....	1	1	1
4 R. A. M.....	Itú.....	1	1	1
9º R. A. M.....	Curityba.....	1	2	2
1º Gr. A. Mth.....	Campinho.....	1	1	1
5 Gr. A. Mth.....	Valença.....	1	1	1
1º Gr. Obuzes.....	S. Christovão.....	1	1	1
2 Gr. Obuzes.....	Jundiahy.....	1	1	1
Total dos officiaes a convocar.....		8	9	9

D — Transmissões

O centro de instrução das transmissões terá um duplo fim:

1.º Dar a um certo numero de officiaes, sargentos e soldados da 1ª região militar as noções indispensaveis para o funcionamento do serviço de transmissões, do modo a assegurar não só a unidade de doutrina como também o consumo minimo do material;

2.º Criar um nucleo de instructores telegraphistas destinados ulteriormente a instalar centros regionaes da instrução.

Para o primeiro caso temos de crear:

a) um estagio de officiaes;

b) um curso para sargentos e soldados.

Para o segundo caso temos de crear um curso de aperfeiçoamento para officiaes telegraphistas.

Enfim, o centro de instrução das transmissões funcionará no 1º batalhão de engenharia, sob a direcção do commandante Thiebert, da missão militar franceza, e comprehenderá:

a) estagio dos officiaes das transmissões da 1ª região militar e officiaes do antena do curso de artilharia.

Duração — 20 dias: do 10 a 30 de maio.

Alunos:

1 official de cada regimento de infantaria de caçadores.

2 official de cada R. C. ou grupo de artilharia, todos da 1ª região militar.

Instructores: commandante Thiebert, da missão militar franceza e os officiaes da 1ª companhia de telegraphistas do 1º batalhão de engenharia:

b) curso de transmissões para sargentos e soldados.

Duração — Tres mezes: do 1 de maio a 31 de julho.

Alunos:

1 1º sargento (por R. I.).

1 3º sargento (por R. I.).

3 cabos (por R. I.).

20 soldados (por R. I.).

1 sargento (por B. C.).
1 cabo (por grupo de artilharia).
10 soldados (por R. C.).

Todos da 1ª região militar.

Instructores: dois officiaes e quatro sargentos da 1ª companhia de telegraphistas do 1º batalhão de engenharia;

c) curso de aperfeiçoamento para officiaes telegraphistas.

Duração — Tres mezes: do 1 de junho a 31 de agosto.

Alunos:

2 officiaes do 3º batalhão de engenharia.

1 official do 4º batalhão de engenharia.

1 official do 5º batalhão de engenharia.

3 aspirantes sahidos da Escola Militar.

Instructores: commandante Thiebert, da missão militar franceza e mais dois officiaes brasileiros.

Os commandantes de unidades deverão remetter ao Estado Maior do Exército os nomes dos officiaes, sargentos e pracas que estiverem em condições de frequentar o centro de instrução das transmissões devendo todos saber ler e escrever, sendo que os das candidatas ao estagio dos officiaes das transmissões e ao curso de transmissões para sargentos e soldados deverão chegar no maximo até o dia 22 de abril.

Os nomes das candidatas ao curso de aperfeiçoamento para officiaes telegraphistas a aprovação do Estado Maior até o dia 15 de maio.

Os programmas dos cursos serão organizados pelo director do centro e submettidos á aprovação do Estado Maior do Exército.

Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922. — João Pandá Calogeras.

Por despacho de 21 do abril corrente, foram transferidos o 2º tenente intendente Jorge Lobo Machado, da 7ª B. I. A. C. (Forte Marechal Hermes) para a

4ª B. I. A. C. (Forte da Lage), e o 1º tenente intendente Augusto José do Souza para aquella bateria.

Por outro do 24, foram mandados servir no Arsenal de Guerra de Capitães e na Directoria Geral de Intendencia da Guerra, respectivamente, o major Anastacio dos Freitas e o 1º tenente José Quintino Correa de Sá, ambos do extinto corpo de independentes.

Por portarias de 27:

Foram exonerados dos logares de commandante da Escola de Aperfeiçoamento de Officiaes e de adjunte da Escola de Sargentos de Infantaria, o coronel da arma de artilharia João Baptista Machado Vieira e o 1º tenente de infantaria Joaquim Cardoso da Silveira, respectivamente.

Foram nomeados:

Chefe da 2ª divisão do Departamento do Pessoal da Guerra e commandante da Escola de Aperfeiçoamento de Officiaes, respectivamente, o coronel do quadro supplementar da arma de infantaria Alfredo Menna Barreto Ferreira e o tenente-coronel de artilharia Jose Apollonio da Fontoura Rodrigues;

Ajudante da Escola de Sargentos de Infantaria e auxiliar do instructor de infantaria da Escola Militar, respectivamente, os 1ºs tenentes de infantaria Alberto da Silva Pereira e Tristão do Alencar Araripe;

Subalterno da 3ª companhia do Asylo de Invalidos da Patria, o 1º tenente graduado reformado Lupericio da Silva França.

Foram concedidas as seguintes licenças, para tratamento de saúde:

De tres mezes, sem vencimentos, a contar de 31 de março finda e em prorrogação, ao electricista do Departamento Central Oscar do Nascimento Guedes;

De seis mezes, de accordo com o artigo 17 do decreto n. 11.653, de 1 de fevereiro de 1921, ao medico adjunto do Exército Dr. Eufrasio Francisco Sampaio e ao 3º official da Directoria Geral de Intendencia da Guerra Antonio Xavier da Costa;

De tres mezes, de accordo com o artigo 8º do dito decreto, ao seivente da Fabrica de Polvora sem fumaça José Luiz Ferreira;

De duas mezes, nos termos do n. 1 do mesmo artigo e decreto, ao adjunto do Colégio Militar do Ceará major reformado do Exército João da Silva Leal.

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 20 de abril de 1922

— Ao Sr. ministro da Viação e Obras Publicas pedindo que seja substituido por um centro telephonico de parede com vinte linhas duplas o que existe na Directoria Geral de Intendencia da Guerra.

— Ao Sr. commandante da Escola Militar, declarando que o professor da mesma escola capitão Homero Maissonette passa a servir provisoriamente no Colégio Militar do Rio de Janeiro.

— Ao Sr. director do Colégio Militar do Rio de Janeiro mandando matricular no dito colégio, como ontriante o menor Faustino dos Reis Lima, conforme pediu o 1º tenente Herculanio Julio dos Reis Lima, pai do mesmo menor.

Procuradoria Geral da Justiça Militar

Por portaria de 27 do corrente, foi nomeado proctor do Terceiro de Justiça Militar da 6ª Circunscripção Judicial com jurisdição na Armada, o bacharel Ascanio Acioly Garcia Cavalcanti de Albuquerque, durante o impedimento do effectivo.

Primeira Circumscrição do Recrutamento**Requerimentos despachados**

Dia 25 de abril de 1922

Waldemiro Guimarães.—Declare para que fim pede o certificado.

Alexandre Isoldi.—Prove como foi sorteado pelo Estado do Rio de Janeiro.

Dia 25

Demetrio José Marinho.—Certifique-se, ficando prevenido de que está sorteado e em de se incorporar no corrente anno em virtude de achar-se dentro da segunda chamada.

Manoel Soares de Carvalho.—Requeira em termos.

Ministerio da Viação e Obras Publicas**Directoria Geral de Contabilidade****Primeira secção****Requerimento despachado**

Dia 8 de abril de 1922

Veras & Comp.—Reclamando diferença de cambio.—Indeferido.

Terceira secção**Requerimento despachado**

Dia 27 de abril de 1922

Frederick Albion Hunress, pedindo aprovação de uma planta relativa á instalação hidráulica do Rio Parahyba.—Compareça á 3ª secção da Directoria Geral de Contabilidade.

Directoria Geral de Expediente**Segunda secção**

O ministro de Estado dos Negocios da Viação e Obras Publicas, em nome do Presidente da Republica:

Atendendo a que, do processo administrativo procede na Estrada de Ferro Central do Brasil, para apurar os factos delictuosos attribuidos ao conductor de trem de 4ª classe, da mesma estrada, Egberto de Carvalho Oliveira, ficam todos elles constatados, apesar de ter esse funcionario se excusado a depor, não comparecendo perante a comissão nem attendendo ao edital para tal fim publicado;

Atendendo, ainda, que o delicto do referido funcionario é de natureza degradante, pois, apondo-se de dinheiros da repartição, confiados á sua guarda, delles se apossou criminosamente;

Resolve, de accordo com a informação prestada pela directoria da Estrada de Ferro Central do Brasil, no officio n. 386, de 24 de março ultimo, demittir a bem do serviço publico, Egberto de Carvalho Oliveira, do cargo de conductor de trem de 4ª classe da mesma estrada.

Rio de Janeiro, 26 de abril de 1922.—
J. Pires do Rio.

O Ministro de Estado dos Negocios da Viação e Obras Publicas, em nome do Presidente da Republica:

Atendendo a que, do inquerito policial-militar mandado proceder pelo commandante do Forte de Coimbra, para apurar as occurrencias provocadas no mesmo forte, pelo telegraphista de 3ª classe da Repartição Geral dos Telegraphos, Domingos Ojeda da Costa Pereira, ficou provada a responsabilidade do mesmo telegraphista, conforme a este

ministerio, communicou o da Guerra, pelo aviso n. 179, de 31 de dezembro de 1920, remettendo o respectivo processo;

Atendendo, ainda que, do inquerito administrativo, feito na Repartição Geral dos Telegraphos, ficaram constatados, não só os factos delictuosos, constantes do primeiro inquerito como, também, outros posteriores, attribuidos ao alludido funcionario e pelos quaes foi elle punido como consta do officio n. 623, de 17 de março ultimo, daquela repartição;

Resolve exonerar Domingos Ojeda da Costa Pereira, do cargo de telegraphista de 3ª classe da Repartição Geral dos Telegraphos.

Rio de Janeiro, 26 de abril de 1922.—
J. Pires do Rio.

Por portaria de 24 do corrente, foi provido, por merecimento, a 2ª escripturario do quadro effectivo da Inspectoria Federal das Estradas, o 3º escripturario do mesmo quadro, Julio Freire, com os vencimentos que lhe competirem.

— Por outras de 25 do corrente, foram nomeados para a Comissão do Porto de Laguna, a que se refere a portaria de 18 do corrente, e com os vencimentos que lhes competirem:

Engenheiro de 1ª classe, o actual engenheiro ajudante de 1ª classe, effectivo da Inspectoria Federal de Portos, Rios e Canaes Candido Lucas Gafiré;

Engenheiro de 3ª classe, o actual engenheiro de 3ª classe da Comissão dos Portos de Santa Catharina, Antonio Lopes de Mesquita;

Conductor de 2ª classe, o actual conductor de 1ª classe da Comissão dos Portos de Santa Catharina, Thomaz Peressoni;

Escripturnario de 2ª classe, o actual 2º escripturario da Comissão dos Portos de Santa Catharina, Hildebrando de Souza Nunes.

— Por outras de 27 do corrente foram concedidas as seguintes licenças:

Na Secretaria de Estado:

Tres mezes ao 3º officio Ivan D'Artoe;

Na Estrada de Ferro Central do Brasil:

Dous mezes, em prorrogação, ao guardachaves de 2ª classe Arthur Luiz de Menezes;

Tres mezes ao cabineiro de 1ª classe Harino Mathias;

Seis mezes ao operario de 4ª classe Armando José de Moraes;

Tres mezes, em prorrogação, ao ajudante de 1ª classe Antonio Ramalho;

Um mez e 15 dias, em prorrogação, ao guarda-cancellia de 1ª classe Aldemir de Pinho Barbosa;

Um mez, em prorrogação, ao ajudante de 1ª classe Arseste de Miranda Frazoso;

Dous mezes, em prorrogação, ao operario de 3ª classe Benjamin de Oliveira;

Dous mezes, em prorrogação, ao conferente de 1ª classe Carlos Lourenço da Cunha;

Seis mezes ao operario de 4ª classe Domingos Francisco dos Santos;

Tres mezes ao conferente de 2ª classe Herculanio C. rneiro;

Um mez, em prorrogação, ao operario de 3ª classe José Rodrigues Machado;

Tres mezes, em prorrogação, ao 4º escripturario José Ribeiro dos Santos e Souza;

Cinco mezes, em prorrogação, ao feitor de 3ª classe Manoel Rodriguez;

Na Directoria Geral dos Correios:

De tres mezes, em prorrogação, ao agente de Antonina Alfredo Romaguera dos Santos;

De tres mezes, ao ajudante da agencia de Fabricas das Chitas Anita Roman;

De seis mezes, ao agente de Tres Pontas Domingos José Ferreira de Mesquita;

De seis mezes ao agente de S. Anastacio Ergia Rinaldi Simões;

De cinco mezes, em prorrogação, ao thesoureiro da agencia da estação Central da Estrada de Ferro Central do Brasil Qualter Toledo;

De seis mezes, ao 2º official da Administração de Pernambuco José Timas Pereira;

De seis mezes, ao amanuense da Administração de Pernambuco José Celestino de Souza;

De seis mezes, ao agente de Iguape Luiz Aubin Pires;

De seis mezes, ao carteiro de 2ª classe da Directoria Geral Mario Dias Pereira da Silva;

De seis mezes, ao carteiro de 2ª classe da Administração da Bahia Pedro da Silva Paranhos;

De seis mezes ao agente de Praça do Sul Rodolpho Odebersht, ficando sem effecto a por aria de 31 de agosto de 1921, que lhe concedeu identica licença.

Na Repartição Geral dos Telegraphos:

De dous mezes, ao mensageiro Aurelino da Silva Nunes;

De tres mezes, ao telegraphista de 5ª classe José Calixto dos Santos;

De seis mezes, ao mensageiro Luiz Ferreira Pinto.

Na Inspectoria Federal de Obras contra as Seccas:

De tres mezes, em prorrogação, ao seccionista do 1º districto Francisco de Souza Pinheiro;

De seis mezes, em prorrogação, ao amanuense da 6ª divisão da Red. de Viação Cearense João Cezar de Oliveira;

De tres mezes, ao auxiliar do 1º districto José de Freitas Gadelha;

De cinco mezes, em prorrogação, ao desenhista da 6ª divisão da Rede de Viação Cearense Tasso Augustus Couto Fernandes.

Na Estrada de Ferro Oeste de Minas:

De um mez, em prorrogação, ao toguista de 3ª classe José Primeiro Teixeira;

Expediente de 25 de abril de 1922

Solicitaram-se providencias ao Ministerio da Fazenda no sentido de serem desonçados livres de direitos e taxas, diversos materiaes destinados ás seguintes repartições: Directoria Geral dos Correios (aviso n. 272); Estrada de Ferro Central do Brasil (aviso n. 273); Estrada de Ferro Oeste de Minas (aviso n. 275).

Requerimento despachado

Dia 27 de abril de 1922

Edmundo Barreto de Azeiteira e Albuquerque, recorrendo do acto que lhe indeferiu o pedido sobre a sua collocação na respectiva classe.—Indeferido.

Terceira secção**EXPEDIENTE DO SR. MINISTRA**

Dia 26 de abril de 1922

Sr. ministro da Marinha:

Em resposta ao vosso aviso n. 1326, de 7 do vigente, tenho a honra de declarar-vos que nesta data autorizei a directoria da Estrada de Ferro Central do Brasil a mandar despachar e transportar durante o corrente exercicio, por conta desse ministerio, as cargas que forem remetidas pelo Deposito Naval do Rio de Janeiro á Escola de Grueiros, na enseja Baptista das Naves, ao Arsenal de Marinha, Flotilha e Capitania do Porto do Estado de Mato Grosso e á Fabrica de Polvora Sem Fumaça de Piquete, em Lorena, no Estado de São Paulo (aviso n. 74).

Em resposta ao vosso aviso n. 11, de 30 de março ultimo, passo ás vossas mãos, por copia, as informações que me

foram prestadas pela Inspectoria Federal das Estradas com relação as quedas de agua do Brachy, Ariró e outras (aviso n. 75).

— Sr. director da Estrada do Ferro Central do Brasil.

Atendendo ao que solicitou o Ministerio da Marinha em aviso n. 1.326, de 7 do vigente, autorizo-vos a providenciar, afim de que essa Estrada despache o transporte durante o corrente exercicio, por conta do mesmo ministerio, as cargas que forem remetidas pelo Deposito Naval do Rio de Janeiro á Escola de Grumetes, na enseada Baptista das Neves, ao Arsenal de Marinha, Floitilha e Capitania do Porto do Estado de Matto Grosso e á Fabrica do Polvora Sem Fumaça de Piquete, em Lorena, no Estado de São Paulo (aviso n. 24).

— Sr. inspector Federal das Estradas:

Em solução ao vosso officio n. 276/S, de 7 do abril corrente e attendendo ao que requereu a The Great Western of Brasil Railway Company, Limited, ficam approvadas as instrucções, que com este baixam rubricadas pelo director da Directoria Geral do Expediente desta Secretaria de Estado, relativas a concessão do passes aos empregados da alludida empresa em virtude do aviso deste ministerio n. 99/E/3, de 11 do agosto ultimo, devendo essas instrucções serem modificadas nos casos não previstos e que sejam considerados omissos ou adaptaveis, quando porventura sejam aconselháveis pela experiencia (aviso n. 47).

Atendendo ao que requereu a Companhia Brasileira Carbonifera do Araranguá, para a Estrada do Ferro D. Thereza Christina e de accordo com as informações que prestastes em officio n. 218/S, de 10 do corrente, resolve approvare o projecto apresentado e o orçamento corrigido por essa inspectoría, na importância de 1.498.985 relativos ao alargamento de quatro côrtes nos kilometros 32.850, 33.750, 34.600 e 107.100 da mesma estrada, devendo a despesa effectivamente, até aquella importância, como maximo, for devidamente apurada em tomada de contas, ser levada á conta de capital da mencionada via ferrrea, ficando marcado o prazo de tres mezes, a contar desta data, para conclusão do referido serviço. Junto vos são devolvidos o dito projecto e orçamento em duas vias, rubricadas pelo director geral de expediente desta Secretaria de Estado (aviso n. 48).

— Sr. inspector federal de Portos, Rios e Canaes:

Declaro-vos, em resposta ao vosso officio n. 2.117, de 31 de dezembro ultimo, que o Ministerio dos Negocios da Fazenda communicou-mo em aviso n. 101, de 8 do corrente, ter resolvido mandar entregar a essa inspectoría, a área necessaria á installação de uma carreira na ilha do Governador, indispensavel á construccão do porto franco. Para attender á solicitação daquelle ministerio, deveis enviar uma planta, em escala conveniente do terreno em questão (aviso n. 20).

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR GERAL

Dia 27 de abril de 1922

Sr. director da Estrada de Ferro Central do Brasil:

Em resposta ao vosso officio n. 404, de 17 do abril corrente, communico-vos que o Sr. ministro, á vista das informações prestadas por essa repartição, indeferiu o requerimento do engenheiro Alvaro Lessa, pedindo substituição do passe

que lhe dá direito a viajar em todas as linhas dessa estrada (officio n. 16).

— Sr. inspector federal das Estradas: Para que essa inspectoría habilite este ministerio a responder ao das Relações Exteriores, manda o Sr. ministro que vos seja enviado o processo inclúso, numero 5.515-21, 6.484-21, 6.963-21, relativo ao convenio que a Republica Oriental do Uruguay desceja assignar com o Brasil, sobre o transito de automoveis nas cidades situadas na fronteira (officio n. 34).

— Sr. director da Repartição Geral dos Telegraphos:

Em resposta ao vosso officio n. 557, de 13 do março ultimo, passo ás vossas mãos, de ordem do Sr. ministro e por cópia, as informações que a este ministerio foram prestadas pelo da Guerra, sobre nomeações de funcionarios do 5º districto telegraphico para as juntas do alistamento militar da 14ª circumscripção de recrutamento (officio n. 49).

Requerimentos despachados

Dia 26 de abril de 1922

Companhia Estrada do Ferro S. Paulo-Rio Grande.—Compareça na 3ª secção da Directoria Geral de Expediente para receber guia para pagamento do selo de uma portaria expedida a seu favor.

Sorocabana Railway Company.—Compareça na 3ª secção da Directoria Geral de Expediente para receber guia para pagamento do selo de uma portaria expedida a seu favor.

Alvaro Lessa, engenheiro residente da Estrada de Ferro Central do Brasil, servindo á disposição do Governo de Santa Catharina, pedindo substituição do passe que lhe dá direito a viajar em todas as linhas da referida estrada.—Indeferido, á vista das informações do director da alludida repartição.

Dia 27

Virgilio Cardoso de Oliveira, administrador dos Correios do Pará, servindo actualmente na administração do Estado da Bahia, pedindo para continuar a ter exercicio nesta ultima administração.—Autorizo até ulterior deliberação.

Augusto Nascimento, pedindo uma pena d'agua para o predio de sua propriedade, á rua João Pereira n. 15, em Madureira.—Requeira á Repartição de Aguas.

Emma Marie Antoniette Ghekiere, reclamando contra a falta d'agua no predio de sua propriedade á Estrada do Macaco n. 188, e pedindo que o mesmo predio seja abastecido pelo encanamento da referida estrada.—Indeferido.

Adriana Mineirina de Souza, reclamando contra o volume de agua que é attribuido ao predio de sua propriedade, á rua Ilamaraty n. 14, no exercicio de 1920.—Doferido.

Directoria Geral dos Correios

Directoria Geral dos Correios — Subdirectoría de Expediente — 2ª secção — Circular n. 37 — Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922.

Em face do que dispõe o art. 4º do regulamento approved pelo decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921, declaro-vos, para os fins convenientes, ser da alçada desta directoria conceder licença aos administradores postaes até 30 dias.

Saude e fraternidade. — O director geral, Clodomiro Pereira da Silva. — Sr. administrador dos Correios de...

Directoria Geral dos Correios — Subdirectoría de Expediente — 2ª secção — Circular n. 39 — Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922.

Declaro-vos, para os devidos fins, que por portaria n. 1.220/2, de 18 do corrente, resolvi que as expedições de malas de ou para as succursaes desta directoria se repartam exclusivamente as correspondências de ou para a subdirectoría do trafego, e de ou para as administrações da Bahia, do Pernambuco, de S. Paulo e de Porto Alegre, devendo as demais corresponder e ser expedidas englobadamente nas malas de ou para o trafego.

Ficam, assim, revogadas todas as disposições em contrario, o que dou por muito recommendado.

Saude e fraternidade. — O director geral, Clodomiro Pereira da Silva. — Sr. administrador dos Correios de...

Directoria Geral dos Correios — Subdirectoría de Expediente — 2ª secção — Circular n. 41 — Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922.

Declaro-vos, para os devidos fins, que por portaria n. 1.220/2, de 18 do corrente, resolvi que as expedições de malas de ou para as succursaes desta directoria se repartam exclusivamente as correspondências de ou para a subdirectoría do trafego, e de ou para as administrações da Bahia, do Pernambuco, de S. Paulo e de Porto Alegre, devendo as demais corresponder e ser expedidas englobadamente nas malas de ou para o trafego.

Ficam, assim, revogadas todas as disposições em contrario, o que dou por muito recommendado.

Saude e fraternidade. — O director geral, Clodomiro Pereira da Silva. — Sr. administrador dos Correios de...

Por portaria de 25 do corrente o Sr. director geral resolveu:

Demittir o auxiliar da administração dos Correios do Estado de São Paulo Tito Fioresi, como incursão no n. 8 do art. 365 do regulamento em vigor, combinado com os arts. 18 e 14, § 2, do decreto n. 14.663 de 1 de fevereiro de 1921;

Conceder um mez de licença, com ordenado, para tratamento de saude, a contar de 6 do corrente mez, ao 2º official da directoria geral Francisco José Alves

— Por portaria de 26 do corrente o Sr. director geral resolveu:

Nomear, D. Iris Mônica Nogueira para o lugar de auxiliar da administração dos Correios do Estado de Matto Grosso, percebendo os vencimentos que lhe competirem;

Conceder 11 dias de licença, com ordenado, para tratamento de saude, a contar de 28 de março ultimo, ao auxiliar da Directoria Geral, Antonio Magalhães.

— Por portaria de 25 do corrente, foi nomeado o estafeta da agencia dos Correios de S. João Nepomuceno, no Estado de Minas Geraes, Francisco da Silva Moura, para o cargo de ajudante da mesma agencia.

— De conformidade com o que consta no aviso n. 156, de 9 de março findo do Ministerio da Viação e Obras Publicas, o Sr. director geral resolveu considerar como licenciado por tres mezes, com ordenado, a contar de 30 de agosto ultimo, de accordo com o n. 1 do art. 8º do regulamento approved pelo decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921, o ex-praticante da Directoria Geral, José de Moura e Silva.

Requerimentos despachados

Dia 25 de abril de 1922

Rodolpho Arthur da Cunha Junior, pedindo a sua suspensão a consignação que tem com a Associação dos Funcionários Públicos.—Deferido.

Dia 26

Mabillon Lopes, pedindo para entregar-lhe a caderneta da Caixa Econômica n. 398.786.—Não se tratando de herdeiro necessário, mantenho o despacho anterior.

Cornelio Gomes de Almeida, pedindo para averbar mais 86, a favor da Sociedade A. F. C. Ambulantes.—Prêve o allegado.

Luiz Olympio Milton Vieira, pedindo pagamento da importância de 20\$, do vale postal n. 943, independente do aviso.—A vista do fornecedor, indeferido.

Sebastião Lincoln da Silva, ex-thesoureiro da agência do Correio da Estação Central, nesta Capital, solicitando a tomada de suas contas a fim de levantar a fiança do cargo que exerceu.—Deferido, nos termos do art. 444, § 4, do Regulamento Postal.

Dia 27

José Diniz da Costa Maia, amanuense desta Directoria, solicitando seis meses de licença.—Submetta-se á inspecção de saúde. Marcelino Joaquim de Menezes, porteiro dos Correios de Diamantina.—Indeferido.

Luiz Pedrosa Filho, amanuense desta Directoria.—Deferido.

José Porto, 3.º official.—Indeferido; requiera licença, querendo.

Manoel de Pajva Araújo, carteiro de 3.ª classe dos Correios da Parahyba do Sul.—Indeferido.

Germino Ignacio da Costa, solicitando restituição de sua caderneta de reservista.—Restitua-se, mediante resgate.

Agrippa Safoado dos Santos, pedindo pagamento de consignações.—Já tendo sido pagas á consignataria as importâncias reclamadas, não pôde ser atendida.

Mathilde Maciel Luz, agente postal da Estação de Soledade, pedindo restituição de 50\$000.—Como requer.

José Figueiredo, 2.º official da administração postal de Santos, pedindo pagamento de ajuda de custo.—Já tendo sido paga a ajuda de custo pedida, não ha que deferir.

Arthur de Oliveira Machado, pedindo certidão do requerimento que apresentou em 1919, solicitando abono de gratificação e bem assim do despacho nelle proferido.—Requeira, querendo, ao Sr. ministro, a quem foi remetida a petição relativa á certidão pedida.

Estrada de Ferro Central do Brasil**Requerimentos despachados**

Dia 27 de abril de 1922

João Grossi Sobrinho, pedindo indemnização.—Pague-se a importância de 16\$, a quanto fica reduzida a presente reclamação, de accordo com o parecer do trafego; correndo a indemnização por conta do conferente Abilio Christiano Machado Junior.

Nestor Rodrigues de Carvalho, pedindo expedição de título de escrevente, Interino, de 2.ª classe.—O requerente foi transferido definitivamente para eucarregado de escripta, effectivo, no anno proximo passado. Não ha, assim, que deferir.

Elmiro Ignacio de Souza, pedindo indemnização.—Deferido, correndo a indemnização por conta da guarda cancela Libanio Bueno, A. 3.ª divisão, para extrahir a guia e remetter o presente processo ao trafego para providenciar sobre o desconto, em seis prestações.

Aurora Diniz Maciel, pedindo transferência e prorrogação de caderneta kilometrica.

—As condições estabelecidas para a emissão de cadernetas kilometricas não permitem a transferencia nem a prorrogação do prazo. Não é, assim, possível attender.

Associação Juridica B. dos Emagados da Estrada de Ferro Central do Brasil, pedindo aumento da consignação mensal de 840\$ em favor do Banco de Credito Pular para 1:360\$000.—O presente requerimento não se justifica, em face do despacho exarado no primitiva petição da requerente. Não ha, portanto, que deferir.

A. Rocha & Comp., pedindo entrega de volume.—Entregue-se o volume, mediante o pagamento das despesas respectivas.

A. C. Brown, pedindo restituição de excesso de imposto.—Dirija-se, querendo, ao Estado do Rio de Janeiro.

Antenor de Oliveira Teixeira, pedindo reconsideração de despacho.—Mantenho a responsabilidade.

João Soares Sabino, pedindo transferencia.—Deferido, nos termos do parecer do trafego.

Salvador Panno, pedindo passe.—Idem, de accordo com a informação.

Fernando Costa & Comp., pedindo o 2.º via de despacho.—Foram attendidos. Arquivo-se.

Sebastião de Castro e Silva, pedindo para amortizar o seu debito em prestações mensaes de 10\$.—Idem de accordo com a informação.

Pedro Maury Mayer, pedindo transferencia.—Submetta-se a concurso quando for opportuno.

Arthur Oscar Chaves, pedindo passe.—Indeferido, por não ter direito ao que pede.

Manuel Justino Machado, pedindo remissão.—Idem, tendo em vista a informação do trafego.

Euclides de Souza Lima, pedindo mudança de u.ª porteira collocada no kilometro 279.—Como requer. A 3.ª divisão.

Otto Hartenbach, pedindo restituição de documentos.—Sim, mediante recibo.

Mercedes Gomes de Almeida, idem.—Idem.

Benedita Justi Ferreira, pedindo pagamento.—Compareça nesta secretaria.

Antonio Garcia Villadão, pedindo collocação.—Idem.

Lincoln Teixeira de Souza, pedindo seja tomado em consideração, para os devidos effectos, o pagamento de imposto de arrecuação effectuada na Estrada de Ferro Oeste de Minas, na importância de 296.—Prove ter sido a exoneração a arbitrio do Governo.

José Abdo Abjaudi, pedindo collocação de uma balança na estação de Gongo Socco, para pesagem de minerio.—A vista das informações, não ha que deferir.

Eliezer de Lima França, pedindo restituição de documentos annexados a um requerimento.—Declare onde entregou o requerimento.

—Estão convidados para comparecer nesta secretaria para assignatura de termo para prestação de serviço medico, os Drs. Galvão de Abrantes e Cypriano Gonçalves Christiano Ottoni.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio

Directoria Geral de Contabilidade**Primeira secção****Requerimento despachado**

Dia 24 de abril de 1922

Ednardo Guinle, propondo a venda de machos agricolas.—Indeferido, por falta de verba.

Directoria do Serviço de Inspeção e Fomento Agrícolas

Por portaria de 24 do corrente foi admittida Argemir Antonio Ferreira para, em comissão e interinamente, exercer o cargo de arador da Inspectoria Agrícola do 19.º districto (Estado de Goyaz) de accordo com o art. 75, parágrafo unico do regulamento appovado pelo decreto n. 14.184, de 26 de maio de 1920.

Ministerio da Fazenda

Por titulo de 27 de abril corrente, foi nomeado o bacharel Gonçalo Cavalcante para o lugar de fiscal do sello adhesivo e outros impostos de que trata o artigo 104 do regulamento annexo ao decreto n. 15.210, de 28 de dezembro de 1921, na cidade de Parahyba, Estado do Piahy.

—Por outro da mesma data, foi nomeado Luiz Steiger de Magalhães Castro para o lugar de fiscal do sello adhesivo e outros impostos de que trata o art. 104 do regulamento annexo ao decreto n. 15.210 de 28 de dezembro de 1921, na costa sul da Bahia, comprehendendo os portos de Camamu, Marahú, Barra do Rio de Contas, Ilhéos, Uru, Cannavieiras, Belmonte, Porto Seguro, Santa Cruz, Prado, Alcobaca, Caravellas, Viçosa e São José do Porto Alegre, tendo por sede a cidade de Ilhéos.

—Por portaria de 27 de abril corrente, foi concedida a licença de seis meses, nos termos do art. 17 do decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921, ao operario da Imprensa Nacional, João Gaspar Pacheco Pereira Duarte, devendo a mesma licença ser gozada na forma do § 2.º do referido artigo.

Directoria Geral do Thesouro Nacional**EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO**

Dia 27 de abril de 1922

Sr. ministro da Agricultura, Industria e Commercio:

N. 65 — Tendo sido transferidas para o nome de Paulo Coutinho Alves Barbosa, as apolices caucionadas em garantia de sua responsabilidade como correitor de mercadorias no Districto Federal, e a que se refere o aviso desse ministerio n. 124, de 13 de agosto de 1921, junto tenho a honra de remetter a V. Ex., o respectivo conhecimento.

Reitero a V. Ex. os meus protestos do elevada estima e distincta consideração.

N. 67 — Em resposta ao assumpto ao aviso de V. Ex. n. 209, de 12 do mez corrente, tenho a honra de communicar-lhe que nesta data foi a Delegacia Fiscal no Paraná autorizada a representar a União no acto de ser lavrada a escriptura de doação que faz a Camara Municipal de Ponta Grossa, de uma area do terreno, naquelle municipio, para instalação de uma Estação Experimental de Trigo, por isso que, de accordo com o decreto n. 15.218, de 29 de dezembro de 1921 (art. 11), aos actuaes consultores não cabe representar a Fazenda, mas sim aos proprios delegados fiscaes, conforme expressamente declarou este ministerio na ordem n. 45, á Delegacia Fiscal na Bahia, publicada no *Diário Official* de 13 deste mez.

Reitero a V. Ex. os meus protestos da elevada estima e distincta consideração.

N. 68 — Devolvendo o incluso processo encaminhado com o aviso desse ministério, n. 4.675, de 3 de outubro último, relativo ao requerimento em que o Dr. Antonio Passos, auxiliar addido, do extinto Escriptorio de Informações do Brasil em Genebra, solicita pagamento da gratificação extraordinária a que se refere o decreto n. 3.990, de 2 de janeiro de 1920 e que deixou de receber no período de 1 de janeiro a 31 de dezembro do mesmo anno de 1920, tenho a honra de declarar a V. Ex., para os devidos fins, que tratando-se de despesa pertencente a exercício já encerrado, o seu pagamento só pode ser effectuado por exercícios findos, nos termos do decreto n. 10.145, de 5 de janeiro de 1889.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

— Sr. ministro das Relações Exteriores:

N. 55 — Accusando o recebimento do aviso desse ministério n. 29, de 18 de março proximo findo, tenho a honra de agradecer a V. Ex. a remessa feita a este ministério de um retrato de *La Nación*, de Buenos Aires contendo uma noticia referente á cotação do peso argentino em Berlim.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

N. 57 — Accusando o recebimento do aviso desse ministério n. 40, de 4 de abril corrente, tenho a honra de agradecer a V. Ex. a offerta a este ministério de um volume contendo as estatísticas das alfândegas egypcias, correspondentes ao anno de 1921.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

N. 57 — Accusando recebido o aviso do V. Ex. n. 39 de 4 do mez corrente tenho a honra de agradecer-lhe a remessa que se dignou fazer-me de um recorte do jornal *Le Temps*, de Paris, em que se contém artigo cujo assumpto interessa este ministério.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

— Sr. ministro da Guerra:

N. 63 — Afim de que possa ser ultimado o processo de aposentadoria de Antonio Benedito Duque Estrada, 3.º official da Intendencia da Guerra, e a que se refere o aviso desse ministério n. 962, de 9 de julho de 1917, tenho a honra de solicitar a V. Ex. se digne providenciar no sentido de ser satisfeito o pedido constante do aviso deste ministério n. 152, de 19 de setembro de 1918.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

N. 64 — Attendendo ao que me foi solicitado pela Alfandega de Florianopolis, no Estado de Santa Catharina, em officio n. 116 de 6 de abril corrente tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias no sentido de ser fornecido áquella alfandega o material bellico descrito na relação junta, por cópia, o que se faz preciso para o serviço de defesa fiscal que compete á guarda-moria daquella repartição.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

N. 65 — Devolvendo o incluso processo encaminhado ao Thesouro Nacional com o aviso desse ministério n. 316, de 30 de maio de 1921, e relativo á divida de exercícios findos de que é credor o 2.º sargento Avelino Benites Dias e proveniente do soldo e gratificação que deixou de receber nos mezes de novembro e dezembro de 1912, tenho a honra de solicitar se digne V. Ex. providenciar no sentido de ser feita a rectificação a que allude o relatório da Directoria da Despesa Publica exarado no mesmo processo.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

— Sr. ministro da Marinha:

N. 63 — De posse do aviso de V. Ex., n. 503, de 10 de fevereiro ultimo, tenho a honra de accusar o recebimento da cópia do termo lavrado na Delegacia Fiscal no Estado da Parahyba, da desistencia feita por Jacob Papimano Coqueijo, de sua aposentadoria no cargo de remador da Capitania do Porto daquelle Estado, por haver optado pelas vantagens de asylo da Patria, nos termos do decreto n. 4.927, de 24 de agosto de 1903.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

— Sr. ministro da Justiça e Negocios Interiores:

N. 54 — Tendo o Tribunal de Contas, conforme communicação constante do seu officio n. 606, de 25 de março ultimo, recusado registro á despesa relativa aos saques de £ 61.000 e Mks. 353.625 00, requisitados por esse ministério em aviso n. 99, de 20 de janeiro passado e postos á disposição do consul geral do Brasil em Hamburgo, para ocorrer ao pagamento do material adquirido pelo Inspector de Estatística Demographica Sanitar, anno passado, tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias no sentido de ser informado si já foi recebido o material adunido, diligencia essa que se faz mister para que se possa solicitar áquelle Tribunal reconsideração do seu acto.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

— Sr. ministro da Viação e Obras Publicas:

N. 114 — Em resposta ao aviso desse ministério, n. 2.685 de 31 de agosto de 1921, pedindo providencias afim de que, nos termos da clausula XIV do contracto celebrado com a Companhia Geral de Melhoramentos no Maranhão, de accordo com o decreto n. 14.823, de 24 de maio do anno passado, e de conformidade com o decreto n. 14.844, de 31 do mesmo mez, que abriu o respectivo credito, seja feita a emissão de titulos da divida publica no valor nominal de 1.000\$, juro de 5 % ao anno, na immortaliada de réis 7.301.000\$, para que se torne effectivo o disposto na citada clausula XIV, tenho a honra de communicar a V. Ex. para os fins convenientes, que as apolices de que se trata foram entregues áquella companhia em 27 de dezembro ultimo, conforme consta do respectivo processo.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

— Sr. ministro presidente do Tribunal de Contas:

N. 81 — Remettendo novamente o incluso processo devolvido com o officio desse Tribunal, n. 554, de 20 de março ultimo, relativo ao pagamento a Cardoso & Puma da importação de 1475, proveniente de fornecimentos feitos em dezembro findo, á Alfandega desta Capital, tenho a honra de solicitar a esse Tribunal a reconsideração do acto que negou registro á despesa de que se trata visto ter havido a urgencia a que se refere o artigo 170 da lei n. 3.454, de 6 de janeiro de 1918.

Reitero a V. Ex. os meus protestos de elevada estima e distinta consideração.

N. 80 — Tenho a honra de remetter a V. Ex. para os devidos fins convenientes copia do decreto n. 15.427, de 5 do abril corrente, que abre, a este Ministério, o credito de 4.618:431.832, destina-

do a indemnizar o Banco do Brasil da divida contrahida pela Faculdade de Medicina do Rio de Janeiro para a construção do seu novo edificio.

Reitero a V. Ex. os protestos de alta estima e distinta consideração.

N. 79 — Attendendo ao que solicitou o Ministerio da Justiça e Negocios Interiores em aviso n. 1.064, de 3 do mez corrente, tenho a honra de informar a esse Tribunal que os recursos do Thesouro Nacional permittam a abertura do credito extraordinario de 800.000\$, para ocorrer ás despesas com a prestação de soccorros ás populações do Estado do Amazonas, nos termos da parte final do § 4.º da lei n. 589, de 7 de setembro de 1850.

Reitero a V. Ex. os protestos de alta estima e distinta consideração.

— Sr. Dr. Juiz Federal da 1.ª Vara do Districto Federal:

N. 77 — Devolvendo o incluso precatório, expedido por esse Juizo a 25 de junho de 1920, a favor de D. Marianna de Castilhos Barata e filhos, tenho a honra de declarar-vos que o mesmo não pôde ser cumrdo, por não constar que se tivesse assignado prazo para os embargos que a lei concede ao executado e de que a Fazenda não está privada pelo facto de não soffrer penhora.

Reitero a V. Ex. os protestos de alta estima e distinta consideração.

— Sr. Dr. Juiz Federal da 2.ª Vara do Districto Federal:

N. 76 — Devolvendo a esse Juizo o incluso precatório expedido em 5 de dezembro ultimo, a favor do Banco de Credito Geral, cumpre-me communicar-vos, para os devidos fins, que o mesmo não pôde ser cumrdo por não constar delle que se tivesse assignado prazo para os embargos que a lei concede ao executado e de que a Fazenda não está privada pelo facto de não soffrer penhora.

Reitero a V. Ex. os protestos de alta estima e distinta consideração.

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Requerimento despachado

Dia 24 de abril de 1922

The Great Western of Brasil Railway Company Limited, de 15 de junho do anno passado, pedindo reconsideração de despacho excluindo de insenção de direitos certos materiaes importados em 1916, 1917, 1918 e 1919. — Indeferido, em face do fundamen'to do parecer do Tribunal de Contas.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Requerimento despachado

Dia 24 de abril de 1922

Alvaro da Rosa Pereira, de 12 de janeiro ultimo, pedindo prorrogação da licen'ca para a venda de sellos adhesivos. — Concedido.

Directoria da Recsita Publica

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Requerimento despachado

Dia 25 de abril de 1922

Tahoadá & Comp., exportadores de sal em grosso, estabelecidos nas cidades de Macahé e Cabo Frio, Est. do Rio de Janeiro, pedindo reconsideração da decisão deste ministério, constante da ordem n. 61, da extinta Directoria Geral do Gabinete, de 14 de outubro de 1920, á Collectoria Federal de Cabo Frio, que lhes impoz a multa de 17:679\$502, de

conformidade com o art. 178, letra n. IV, combinado com o art. 179 do regulamento anexo ao decreto n. 11.951, de 16 de fevereiro de 1916 e os obrigou a indemnizar igual quantia de imposto sonegado, correspondente a 883.975 kilos de sal. — Em face das razões expostas no parecer, mantenho o despacho de 10 de setembro de 1920.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Additamento ao do dia 26 de abril de 1922

N. 7 — O director da Receita Publica do Thesouro Nacional, declara para os devidos fins, ao Sr. collector da 1ª Colletoria das Rendas Federaes em São Gonçalo, Estado do Rio de Janeiro, que o Sr. ministro da Fazenda, por despacho de 20 do corrente, approvou a proposta que fiz do agente fiscal do imposto de consumo dessa circumscripção, Eugenio Damasceno Vieira, para substituir o agente fiscal no Districto Federal, Alarico José Coelho Cintra, emquanto durar o impedimento desse funcionario.

Dia 27

Sr. director da The Leopoldina Railway Company Ltd.:

N. 164 — Solicito vossas providencias no sentido de ser concedida autorização para requisição de passagens em 1ª classe, quando em objecto de serviço publico, durante o corrente anno, ao agente fiscal do imposto de consumo, Antonio Valentim de Souza, tendo sido annotada a despesa respectiva na importancia de 180\$000.

— Sr. delegado fiscal no Amazonas:

N. 22 — Não cabendo a esta directoria intervenção alguma no incluso processo da fiança prestada por D. Maria José Sampaio agente do Correio em Boa Vista do Rio Branco, nesse Estado, ex-vi do disposto no artigo 18, n. 22 e 17, dos decretos ns. 15.210 e 15.218, respectivamente de 28 e 29 de dezembro ultimo, devolve a essa delegacia, para os devidos fins, o mesmo processo, que foi encaminhado á extincta Procuradoria Geral da Fazenda Publica com o vosso officio n. 56 de 31 de dezembro ultimo.

— Sr. delegado fiscal no Espirito Santo:

N. 25 — Tendo o Tribunal de Contas enviado a esta directoria o incluso processo da fiança referente a D. Maria da Penha Vieira Machado, agente do Correio em Fundão, nesse Estado, e como não mais se justifique a intervenção desta directoria em processos de tal natureza, ex-vi do disposto nos arts. 18, ns. 22 e 17, dos decretos ns. 15.210 e 15.218, respectivamente de 28 e 30 de dezembro do anno passado, faço delle remessa a essa delegacia, para os fins convenientes.

— Sr. delegado fiscal em Goyaz:

N. 8 — Declaro-vos, para os fins convenientes, que, hoje, nesta directoria, prestou compromisso e tomou posse do lugar de agente fiscal do imposto de consumo, no interior desse Estado, para o qual foi nomeado por titulo de 23 de fevereiro deste anno, o cidadão Alvaro Gentil da Silva, de accordo com o despacho do Sr. ministro da Fazenda, de 24 do corrente, exarado no requerimento do interessado datado de 19 deste mesmo mez, sendo-lhe marcado o prazo legal para se apresentar á sua renatificação.

— Sr. delegado fiscal em Minas Gerais:

N. 162 — Tendo o Tribunal de Contas enviado a esta directoria com o officio n. 669, de 6 deste mez, o incluso pro-

cesso da fiança prestada por D. Anna Carolina de Araujo, agente do Correio em Fama, nesse Estado, afim de que seja feita no termo de fiança a correção de que trata o parecer de fl. 15, e, por não ter mais esta directoria interferencia em taes processos, ex-vi do disposto nos artigos 18, n. 22, e 17, dos decretos numeros 15.210 e 15.218, respectivamente, de 28 e 29 de dezembro do anno passado, faço remessa do alludido processo a essa delegacia, para os devidos fins.

N. 163 — Tendo o Tribunal de Contas, enviado a esta directoria com o officio n. 670, de 6 deste mez, o incluso processo da fiança prestada por D. Carlota Ferreira de Magalhães, agente do Correio de S. Francisco dos Campos, municipio de Itajubá, nesse Estado, e como não mais se justifique a intervenção desta mesma directoria em processos de tal natureza, ex-vi do disposto nos arts. 18, ns. 22 e 17, dos decretos ns. 15.210 e 15.218, respectivamente, de 28 e 29 de dezembro ultimo, devolve a essa delegacia, para os devidos fins, o alludido processo.

N. 9 — O director da Receita Publica do Thesouro Nacional remette ao administrador da Mesa do Rendas de Macahé, Estado do Rio de Janeiro, o processo relativo ao seu officio n. 81, de 23 de fevereiro ultimo, afim de que na confeção da estatística do sello sanitario, proceda de conformidade com a circular desta directoria, n. 28, de 17 de março proximo findo.

Directoria da Despesa Publica

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 19 de abril de 1922

Sr. delegado fiscal no Maranhão:

N. 42 — Em additamento á ordem desta directoria n. 38, de 10 do corrente mez, referente ao montepio de D. Adelia de Mattos de Oliveira e outros, na qualidade de viuva e filhos do 1º pharoleiro do Pharol das Preguiças, nesse Estado, João Alfredo Ferreira, cabe-me declarar-vos, para os devidos fins, que a distribuição de credito é a seguinte, e não como, por equivoco, foi declarado na citada ordem. — Fica concedido a essa delegacia, de accordo com o projecto de lei da Despesa, decreto n. 15.341, de 30 de janeiro de 1922, á conta da verba 5ª, «Inactivos, pensionistas — a) montepio — Novas concessões», do orçamento de 1922 do Ministerio da Fazenda, o credito de 1:240\$, para attender ao pagamento das referidas pensões durante o corrente anno, e, por conta da verba 30ª, «Exercícios findos», do mencionado projecto de orçamento do mesmo ministerio, o de 1:836\$109, para attender ao pagamento das mesmas pensões no periodo de 6 de setembro de 1919 a 31 de dezembro de 1920, inclusive o funeral; pagamento esse que deverá ser effectuado mediante guia que será averbada na respectiva folha. Deixa de ser concedido o credito para pagamento das pensões referentes ao exercício de 1921 por insufficiencia de saldo na respectiva verba.

Dia 24

Sr. delegado fiscal em Matto Grosso:

N. 28 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministerio da Justiça e Negocios Interiores em aviso n. 294, de 11 de março de 1922, fica concedido a essa delegacia, por conta da verba 21ª, nos termos do art. 2º do decreto n. 15.341, de 30 de janeiro de 1922, projecto do orçamento da despesa para 1922 daquelle ministerio, o credito de 680\$000, sendo

180\$ para aluguel de casa e o restante para expediente, asselo, etc., para attender ao pagamento das despesas com o material e aluguel de casa das Inspectorias e Sub-Inspectorias de Saude do Porto de Porto Murtinho, nesse Estado, durante o 1º trimestre do corrente anno.

Dia 25

Sr. director geral de Contabilidade do Ministerio da Marinha:

N. 105 — Afim de que esta directoria possa ultimar o processo de aposentadoria de Antonio Lopes da Cunha, guarda de policia da Directoria do Armamento da Marinha, a que se acha anexo o officio n. 568, de 25 de março de 1918, peço-vos providencias no sentido de ser informado a esta directoria qual a importancia para a titulo de sello, pelo alludido funcionario, quando foram augmentados os seus vencimentos de 151\$ para 181\$000.

— Sr. director da Casa da Moeda:

N. 137 — Devolvendo-vos, devidamente autuado, o incluso processo, anexo ao vosso officio n. 743, de 22 de março deste anno, referente a conta de fornecimentos feitos a essa repartição pela firma Fontes Garcia & Comp., cabe-me declarar-vos que na consignação «Material», da verba 21ª do orçamento de 1921 não existe saldo sufficiente para o pagamento solicitado.

— Sr. director da Recebedoria do Districto Federal:

N. 138 — Afim de que essa repartição providencie no sentido de ser informado sobre a quantia de 69\$000, que deixou de receber o 3º escripturario dessa recebedoria, Castor Carneiro de Freitas Gama, no mez de maio de 1921, proveniente de porcentagens a que tem direito pela comissão no lugar de inspector de collectorias, na 3ª zona da Bahia, encaminho-vos, devidamente autuado, o incluso processo a que se acha anexo o officio n. 156, de 20 de setembro de 1921, devendo, no caso a existencia de saldo no respectivo credito, essa repartição cumprir a circular n. 20, de 22 de junho de 1908.

— Sr. delegado fiscal em Santa Catharina:

N. 43 — Remetto-vos, para os devidos fins, o incluso titulo declaratorio dos vencimentos de inactividade que compete a Francisco de Paula Claudio, aposentado, por decreto de 6 de janeiro de 1921, no lugar de marinheiro das embarcações da Saude do Porto de Florianopolis, nesse Estado, conforme consta do processo anexo ao aviso n. 42, do Ministerio da Justiça e Negocios Interiores, de 13 de janeiro de 1921. — Fica concedido a essa delegacia, por conta da verba 5ª «Inactivos, etc. — b) Aposentados», do orçamento vigente do Ministerio da Fazenda, o credito de 765\$953, para attender ao pagamento dos ditos vencimentos, durante o corrente anno.

— Sr. director da Estrada de Ferro Central do Brasil:

N. 71 — Tendo em vista o processo de aposentadoria do 2º pharoleiro do Pharol de Parahyba do Norte, Fortunato de Souza Maurity, a que se acha anexo o aviso do Ministerio da Marinha n. 3.350, de 2 de dezembro de 1918, peço-vos providencias no sentido de ser informado o Thesouro, quaes as importancias pagas a titulo de sello, no periodo de 1894 a 1819, quando o referido pharoleiro exerceu nessa estrada o cargo de conductor de 4ª classe.

— Sr. inspector federal das estradas:

N. 72 — Estando a conta de folha 15 com a importancia da gloza feita pelo Sr.

engenheiro fiscal dessa inspectoría, riscada, e sem estar feita a competente ressalva, incluso, vos devolvo, devidamente autuado, o processo a que se acha anexo o requerimento da The Leopoldina Railway Company Ltd., de 4 de março do corrente anno afim de que providencias no sentido de ser esclarecida aquella duvida.

— Sr. delegado do Thesouro em Londres.

N. 15 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministerio da Guerra em aviso numero 140, de 14 de março de 1922, fica concedido a essa repartiçáo, por conta da verba 16ª «Commissáo em paiz estrangeiro — Despesa no exterior, vencimentos, pessoal contratado, etc., do orçamento daquelle ministerio, o credito de 49:7738592, ouro, para attender ao pagamento das despesas decorrentes da mencionada verba.

— Sr. delegado fiscal em Minas Gerais:

N. 70 — Incluso-vos remetto as guias sob n. 25, 26 e 27, de 12 do corrente mez, passadas pelo 2º sub-directoria deste directorio, em favor da DD. Theolinda Cesar de Menezes, Anna Balbina de Menezes e outras e America Cesar de Menezes, na qualidade de viuva e filhas do acento da Estrada de Ferro Central do Brasil, Cesar Augusto de Menezes, conforme requereram em 26 de dezembro de 1921.

Fica concedido a essa delegacia, de accordo com o decreto n. 15.341, de 30 de janeiro de 1922, o credito da lei da despesa, á conta da verba 5ª «Inactivos, pensionistas, etc., do Montanio, antepos concessões, do orçamento de 1922, do Ministerio da Fazenda o credito de 2718128, para attender ao referido pagamento, durante o corrente anno.

— Sr. ministro presidente do Tribunal de Contas:

N. 36 — Afim de ser ultimado o processo de aposentadoria da José de Almeida Xavier, guinea do servico do terra da Directoria Geral de Saude Publica, devo-vos providencias no sentido de ser informado ao Thesouro quizes as importancias passas de cello e sobre que vencimentos pelo alludido funcionario no periodo de janeiro de 1916 a outubro de 1917.

Dia 28

Sr. director geral de Contabilidade da Guerra:

N. 112 — Communico-vos, para os devidos fins, que, de accordo com o decreto n. 15.341, de 30 de janeiro ultimo, projecto de lei da despesa, orçamento, 1922, do Ministerio da Fazenda, fica distribuido a essa delegacia, á conta da verba 29ª «Recessões e restituições», o credito de 998756, para occorrer ao pagamento a que tem direito José Raymundo da Silva Cardoso, 3º official da Fabrica do Cartuchos e Artefactos de Guerra, por ter sido descontada de seus vencimentos a respectiva immortancia nos exercicios de 1915 a 1916, a titulo de imposto, conforme solicitação desse ministerio no processo anexo ao aviso n. 120, de fevereiro de 1922, que ora vos remetto, para os devidos fins.

— Sr. delegado fiscal em Sergipe:

N. 13 — Devolvendo-vos o incluso processo, devidamente autuado e encaminhado com o vosso officio n. 69, de 27 de setembro de 1919, referente á reversão de montepio civil que recebia D. Maria Isabel da Silveira, viuva do chefe da seccáo da Alfandega do Estado da Bahia Ernesto Esteves da Silveira para Ernesto e Americo Estaves da Silveira, recommendo-vos provi-

dencias no sentido dessa delegacia fazer constar do titulo da habilitanda que a reversão do montepio cabe-lhe a partir de 1 de junho de 1916, por estar prescripto o periodo anterior, e bem assim, inutilizar as apostillas anteriores com a expressáo «canceladas».

— Sr. delegado fiscal no Pará:

N. 34 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministerio da Guerra em aviso n. 71, de 3 de fevereiro de 1922, fica concedido a essa delegacia, por conta do credito aberto pelo decreto n. 14.711, de 9 de março de 1921, do orçamento de 1921 daquelle ministerio, o de reis 5:7098677, para attender ao pagamento de vencimentos a que tem direito o auditor interino da 1ª circumscripção de justiça militar, bacharel Joaquim Pinto de Castro, relativamente ao periodo de 10 de julho a 31 de dezembro de 1921, na razão de 1:0008 mensaes, de conformidade com a lettra a das observações da tabella annexa ao decreto numero 14.450, de 30 de outubro de 1920.

— Sr. delegado fiscal no Maranhão:

N. 48 — Fica concedido a essa delegacia, por conta da verba 31ª «Substituições», do orçamento de 1921, Ministerio da Fazenda, o credito de 492295, para occorrer ao pagamento da differença de vencimentos a que tem direito Sizerando Martins Teixeira, 2º escripturario da Alfandega desse Estado, por ter sido o substituto do chefe da 2ª seccáo da mesma repartiçáo, no periodo de 1 de janeiro a 30 de abril de 1921, conforme consta do processo anexo ao vosso officio n. 161, de 10 de junho de 1921, o que ora vos devolvo para os devidos fins, confirmando assim as telegrammas ns. 1.609 e 210, es de 7 de fevereiro do corrente anno, o aqvello de 8 do setembro de 1921, dessa directoria.

— Sr. delegado fiscal no Ceará:

N. 37 — Fica concedido a essa delegacia, por conta da verba 30ª «Exercícios findos», de accordo com o projecto da lei da Despesa, decreto n. 15.341, de 30 de janeiro do corrente anno, do orçamento de 1922, Ministerio da Fazenda, o credito de 698677, para satisfazer ao pagamento a que tem direito Thomaz Pereira, trabalhador do Aprendizado Agrícola Icaragá Assu, no Estado do Pará, proveniente de diarias a que fez jus no periodo de 1913, conforme consta do processo que se acha anexo ao vosso officio n. 37, de 13 de junho de 1913, e que ora vos devolvo para os fins indicados na decisão n. 25, de 3 de fevereiro de 1893.

— Sr. delegado fiscal em Pernambuco:

N. 76 — Tendo em vista o que solicitou o Ministerio da Justiça e Negocios Interiores, por aviso n. 429 C, de 7 de março do corrente anno, recommendo-vos que, de accordo com o art. 1º do decreto numero 15.341, de 30 de janeiro de 1922, providencias no sentido de ser dos vencimentos do professor cathed. da Faculdade de Direito desse Estado, Dr. Anibal Freire da Fonseca, seja no corrente exercicio deduzida a immortancia de reis 1008 (que deverá ser, pela Delegacia Fiscal no Estado de Sergipe, paga ao coronel Antonio Cornelio da Fonseca, pae do supracitado professor, por ter para esse fim estabelecido consignação).

N. 75 — Fica concedido a essa delegacia, de accordo com o decreto n. 15.341, de 30 de janeiro de 1922, á conta da verba 30ª «Exercícios findos», do orçamento de 1922, do Ministerio da Fazenda, o credito de 5008021, para attender ao pagamento a que tem direito D. Anna Cavalcanti Uelha Ribeiro, viuva do ex-auxiliar tecnico do Melhoramento do Porto desse Estado, Elebão Capitullino de Mendonça, proveniente de pensões de montepio, a que fez jus no anno de 1920, deduzido o

abono provisorio, conforme consta do processo encaminhado com o vosso officio n. 193 A, de 4 de novembro de 1921, que ora vos devolvo para os devidos fins.

— Sr. director geral de Contabilidade do Ministerio da Marinha:

N. 108 — Afim de ser ultimado o processo de aposentadoria do professor de gymnastica e nataçáo da Escola Naval, Manoel Gonçalves Corrêa, a que se acha anexo o aviso desse ministerio n. 734, de 23 de agosto de 1920, reitero-vos o pedido constante do meu officio n. 304, de 17 de setembro de 1921.

— Sr. director geral de Contabilidade do Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio:

N. 107 — Afim de que essa directoria providencie sobre o assumpto constante do officio n. 161, de 10 de dezembro de 1921, da Collectoria Federal de Petropolis, incluso vos devolvo, devidamente autuado, o processo em que diversos observadores da estação meteorologica daquelle cidade pedem pagamento de vencimentos que deixaram de receber no exercicio de 1921.

— Sr. director geral de Contabilidade do Ministerio da Viação e Obras Publicas:

N. 108 — Incluso, vos devolvo, devidamente autuado, o processo referente á melhoria do pensão de D. Maria do Carmo da Valle Accioli de Vasconcellos e filhas, a que se acha anexo o officio n. 122, de 5 de abril de 1922, da Procuradoria Geral, por não terem desistido da acção que moveram contra a União as referidas habilitandas.

— Sr. director geral de Contabilidade do Ministerio da Viação e Obras Publicas:

N. 109 — Devolvendo-vos o incluso processo, devidamente autuado, encaminhado com o vosso officio n. 500, de 21 de setembro de 1921, referente ás differenças de pensão a que tem direito DD. Izabel Maria da Rocha e Ernestina da Rocha Dias, Diovo, filhas de Luiz da Rocha Dias, ex-director e engenheiro chefe do prolongamento da Estrada de Ferro Bahia e S. Francisco declaro-vos, para os devidos fins, que as apostillas não podem ser julgados legais, visto não terem ainda as habilitandas desistido da acção que moveram contra a Fazenda Nacional.

— Sr. director geral de Contabilidade do Ministerio da Guerra:

N. 110 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Tribunal de Contas, em sessão de 24 de abril de 1922, registrou como credito distribuido a essa repartiçáo o de 10:9718192, á conta do decreto n. 15.264, de 13 de fevereiro de 1922, sobre o credito especial de 10:9718192, para pagamento devido aos capitães do Exercito Alberto Pequeno, Nilo Ribeiro de Oliveira, Val e Luiz Santiago, de accordo com a autorização constante do decreto legislativo n. 4-512, da mesma data, do orçamento de 1922, daquelle ministerio, afim de attender a quella pagamento, conforme foi solicitado no aviso desse ministerio n. 185, de 31 de março de 1922.

N. 111 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Tribunal de Contas, em sessão de 24 de abril de 1922, registrou como credito distribuido a essa repartiçáo, o de 174:7708356, á conta do decreto n. 15.041, de 6 de outubro de 1921, revalidado pelo de 1 de janeiro ultimo, sob n. 15.265, sobre o credito especial de 174:7708356, para occorrer ao pagamento de soldo vitalicio aos voluntarios da Patria, constante da demonstração que acompanha os decretos, em periodos comprehendidos de 24 de agosto de 1907

de dezembro de 1920, do orçamento de 1922, do Ministério da Guerra, conforme foi solicitado no aviso n. 173, de 27 de março de 1922, desse ministério.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Sul:

N. 117 — Fica concedido a essa delegacia, à vista do disposto no decreto n. 15.341, de 30 de janeiro de 1922, o projecto de lei da despesa, à conta da verba 30 — «Exercícios findos», do orçamento de 1922, do Ministério da Fazenda, o credito de 672\$895, para attender ao pagamento dos vencimentos de inactividade a que tem direito o guardião de 2.ª classe aposentado da Repartição Geral dos Telegraphos, Sergio Centeno, nos meses de agosto a dezembro de 1920, importância essa sujeita ao desconto de 24%, de contribuições para o montepio conforme foi solicitado pelo mesmo em requerimento de 11 de outubro de 1921.

— Sr. delegado fiscal em Matto Grosso:

N. 30 — De accordo com o decreto n. 15.341, de 30 de janeiro de 1922 — Projecto de lei da Despesa, fica concedido a conta da verba 30 «Exercícios findos», do orçamento de 1922, do Ministério da Fazenda, o credito de réis 1:333\$333, para attender ao pagamento das pensões de montepio que deixaram de receber em 1919, D. Idalina Peres Marques, Salvina, Maurino, Jacy, Oswaldo e Aracy, na qualidade de viuva e filhos do telegraphista de 4.ª classe da repartição Geral dos Telegraphos Theophilus Marques, conforme consta do processo encaminhado com o vosso officio n. 51, de 2 de setembro de 1921, que pra vos devolve, para os devidos fins.

— Sr. delegado fiscal em Matto Grosso:

N. 31 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministério da Viação e Obras Publicas em aviso n. 325, de 20 de janeiro de 1922, fica concedido a essa delegacia, por conta do credito aberto pelo decreto numero 15.170, de 13 de dezembro de 1921 do orçamento de 1921 daquelle Ministerio, o de 120:958\$990, para attender ao pagamento das despesas com a liquidação das contas da Comissão de Linhas Telegraphicas Estrategicas, desse Estado, dos exercicios de 1919 e 1920.

Confirmo, assim, meu telegramma, n. 340, de 4 de março de 1922.

— Sr. delegado fiscal no Amazonas:

N. 84 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministério da Viação e Obras Publicas em aviso n. 325, de 20 de janeiro de 1922, fica concedido a essa delegacia, por conta do credito aberto pelo decreto n. 15.170, de 13 de dezembro de 1921, do orçamento de 1921 daquelle ministerio, de 361:581\$049, para attender ao pagamento das despesas com a liquidação das contas da Comissão de Linhas Telegraphicas Estrategicas, desse Estado, dos exercicios de 1919, e 1920, devendo ser essa importância entregue ao Sr. capitão Luiz Marinho do Araujo, pagador da citada comissão.

Confirmo, assim, meus telegrammas, ns. 339, de 4 de março de 1922 e 637, de 24 de abril do mesmo anno.

N. 85 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministério da Justiça e Negocios Interiores em aviso n. 889 C, de 20 de março de 1922, fica concedido a essa delegacia, por conta da verba 31.ª Serviço eleitoral, etc. Credito suplementar aberto pelo decreto n. 15.276, de 14 de janeiro de 1922 ao orçamento de 1922 daquelle ministerio, o credito de

14\$600, para attender ao pagamento da inclusa conta de Thaumaturgo & Comp.

N. 86 — Fica concedido a essa delegacia, por conta da verba 31.ª — Substituições do orçamento de 1921, do Ministério da Fazenda, o credito na importância de 1:153\$653, para pagamento devido ao 1.º escriptuario da Alfandega de Manaus, Antonio Olegario de Souza, por ter substituído o contador dessa delegacia, no periodo de 1 de outubro a 31 de dezembro do anno passado, conforme consta do processo a que se acha anexo o vosso officio n. 3, de 13 de janeiro do corrente anno.

— Sr. delegado fiscal na Bahia:

N. 83 — Para que se possa dar andamento ao processo referente ao funeral ex-secretario da Fazenda Modelo de Criação de Pernambuco, nesse Estado, André Pinheiro, a que se acha anexo ao vosso officio n. 214, de 30 de dezembro de 1918, reitro-vos a ordem desta directoria n. 67, de 18 de março de 1920.

N. 84 — Para que se possa dar andamento ao processo de aposentadoria de Frederico Francisco da Luz, 1.º phareoleiro do Pharol de São Paulo, a que se acha anexo o aviso do Ministerio da Marinha n. 3.494, de 26 de setembro de 1921, reitro-vos a ordem desta directoria n. 308, de 16 de dezembro de 1921.

N. 85 — Para que se possa ultimar o processo de revisão da aposentadoria do Dr. Julio Sergio Parma, lente jubilado da Faculdade de Medicina desse Estado, a que se acha anexo o vosso officio n. 60, de 10 de julho de 1919, reitro-vos a ordem desta directoria n. 260, de 14 de novembro de 1921.

N. 86 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministerio da Guerra em aviso n. 53, de 30 de janeiro de 1922, fica concedido a essa delegacia, por conta do credito aberto pelo decreto n. 14.714, de 9 de março de 1921, do orçamento de 1921 daquelle ministerio, o de 106\$451, para attender ao pagamento ao Dr. Augusto Prisco Paraizo, escriptão da 5.ª circumscripção de justiça militar, de vantagens relativas ao periodo de 21 a 31 de dezembro de 1920.

N. 87 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministerio da Guerra em aviso numero 55, de 30 de janeiro de 1922, fica concedido a essa delegacia, por conta do credito aberto pelo decreto n. 14.714, de 9 de março de 1921, do orçamento de 1921, daquelle ministerio, o de 1:000\$, para attender ao pagamento do vencimentos ao Dr. Bernardino José de Souza, relativo ao mez de outubro ultimo, por haver servido como auditor *ad-hoc*, da 5.ª circumscripção de Justiça Militar, de accordo com o disposto no artigo 61 do Código de Organização Judiciaria e Processo Militar, mandado observar pelo decreto n. 14.450 de 30 de outubro de 1920, letra a das observações da respectiva tabella.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Norte:

N. 32 — Satisfazendo ao que solicitou o Ministerio da Justiça e Negocios Interiores em aviso n. 1.034 C, de 31 de março de 1922, fica concedido a essa delegacia, por conta da verba 38.ª — Subvenções — Instituto de Protecção e Assistencia á Infancia de Natal, do orçamento de 1921 daquelle ministerio, o credito de 2:500\$000, para attender ao pagamento da segunda metade da subvenção consignada para o Instituto de Protecção e Assistencia á Infancia, desse Estado.

Portaria

N. 118 — O director da Despesa Publica do Thesouro Nacional autoriza o Sr. collector das rendas fidejuaes em Magé, attendendo ao que solicitou Carlos Luiz da Motta em petição de 2 de janeiro de 1922, encaminhada com o officio n. 1 dessa collectoria, de 2 do mesmo mez, a effectuar o pagamento, durante o corrente anno, dos vencimentos de inactividade a que tem direito o requerente como telegraphista de 3.ª classe da Estrada de Ferro Central do Brasil, aposentado, cabendo-lhe mensalmente a importancia de 80\$462, sujeita ao desconto de 2\$666, de contribuição para o montepio.

A referida despesa corre por conta do projecto de lei da despesa, decreto n. 15.341 de 30 de janeiro de 1922, à conta da verba 4.ª «Pensionistas, inactivos», do orçamento de 1922 do Ministerio da Fazenda.

Directoria de Contabilidade

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 25 de abril de 1922

Sr. delegado fiscal em Pernambuco:

N. 15 — Em solução ao pedido constante de vosso officio n. 14, de 17 de março proximo findo, autorizo-vos, de accordo com o despacho do Sr. ministro da Fazenda, de 19 do corrente mez, a pagar á Escola Agricola Elementar Barão e Suassuna, do Syndicato Agricola Regional do Gamoleira, Amaragy e Escada, a importancia de 20:000\$, relativa ao auxilio a que fez jus a mesma escola, em 1920, conforme consta do processo remetido com o vosso suracitado officio e que junto vos devolve, devendo a despesa ser levada, no corrente exercicio, ao titulo «Depositos» — restos a pagar de 1920, do Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio.

Recommendo-vos, de accordo com o mencionado despacho, providencias no sentido de que seja organizada uma relação nominal e discriminada dos credores por «Depositos» — restos a pagar do exercicio de 1920 — e feita nessa relação a necessaria nota, não só do presente pagamento, como dos que, de futuro, foram autorizados.

Recebedoria do Districto Federal

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 27 de abril de 1922

Officios expedidos:

N. 601 — A Directoria da Receita, transmittindo a cópia do officio da Repartição de Águas e Obras Publicas, relativa ao predio n. 98 da rua do Paros.

N. 602 — Restituindo o processo a que se acha anexo a petição da Sociedade Anonyma Jornal do Brasil.

N. 603 — Comunicando ter annullado as dividas de taxa de penna de agua, em nome de João Bastos de Oliveira, pelo predio n. 339 da rua Mariz e Barros.

N. 604 — Transmittindo a cópia do officio que a esta repartição dirigiu á Repartição de Águas e Obras Publicas, relativo ao predio n. 36 da rua de S. Christovão.

N. 605 — Remettendo para a devida cobrança a certidão da divida n. 405 proveniente de multa por infracção do regulamento n. 14.808, de 17 de maio de 1921 em nome do Club dos Tenentes do Diabo, na importancia de 500\$000.

N. 605 — Remettendo para a devida cobrança 40 certidões de divida, proveniente

de multas por infração do regulamento do auto, de 1.712, 1.737 e 1.750 a 1.761, na importância de 38.600.

N. 27 — Mandado para a devida cobrança de 227 certidões de dívidas do 1.º ano de indus. e profissões do 2.º semestre de 1921, referentes ao 1.º districto, na importância de 623.330.

N. 28 — Resolução do processo que tem por base o requerimento de José Antonio Marques Braga Sobrinho.

O Sr. director da Receb. do Districto Federal briga com a seguinte portaria n. 173, de 27 de abril de 1922

O director, em comissão, tendo em vista o disposto no art. 134 m, do decreto n. 14.588 de 26 de janeiro de 1921, em conformação com o que prescreve o art. 8, n. 14, do regulamento desta recebedoria, resolve da ao Sr. sub-director interino da 3.ª sub-diretoria que providencie com urgência a fim de ser ultimada no presente o a conferência da estatística do imposto de consumo, relativa ao ano de 1921, dando, para esse fim, as providências que julgar necessárias.

O serviço das estatísticas das fabricas dever ser auditado rigorosamente e dia, de accordo com as mesmas disposições regulamentares.

Essas estatísticas, bem como as demais referentes a impostos e taxas a cargo dessa sub-diretoria, não poderão sofrer o menor atraso, se do desatendimento resultar, ou, sem estatística exacta, se não pôde aferir do valor e eficiencia de qualquer aparelho fiscal.

Assim, no caso de demora na entrega das estatísticas ou a má organização destas, deve ser avaliado o facto ao conhecimento da sub-diretoria, pelas encarregadas das referidas estatísticas. Essa comunicação se fará, se não os dez primeiros dias de um trimestre não houver sido entregue a cada estado trimestre anterior.

Ao Sr. sub-director compete dar as providências ao seu alcance, de modo a se satisfazer a finalidade regular a organização desse importante trabalho, trazendo ao conhecimento desta directoria, tudo o que achar conveniente a melhor e mais prompta elaboração do mesmo e indicando os nomes dos funcionarios que devem cuidar ao mesmo ou irregularidade de tal serviço, e de serem as mesmas applicadas as penalidades regulamentares. — Severiano de A. Cavalcanti, director.

PRECATÓRIOS DESPACHADOS

Precatório do Juizo da 2.ª Pretoria Criminal a favor de Aides de Oliveira Tavares, na importância de 490.000. — Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 4.ª Pretoria Criminal a favor de Atoio Cardoso, por seu procurador Dr. Ary da Fonseca Coelho na importância de 300.000. — Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 2.ª Pretoria Criminal a favor de Aurora Dutra, na importância de 310.000. — Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 2.ª Pretoria Criminal a favor de Luiz Marcondes de Andrade Figueira, na importância de 279.550. — Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 2.ª Pretoria Criminal a favor de Luiz Marcondes de Andrade Figueira na importância de 250.800. — Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 4.ª Pretoria Criminal, a favor do Dr. Mario José da Costa na importância de 300.000. — Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 3.ª Vara Criminal, a favor do Dr. João da Costa Ribeiro, na importância de 4.000.000. — Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 1.ª Pretoria Criminal, a favor do Dr. Elizeu Cesar na importância de 500.000. Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 1.ª Pretoria Criminal a favor de Durval G. Jacovina, na importância de 1.500.000. Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 1.ª Pretoria Criminal a favor de Durval G. Jacovina, na importância de 3.000.000. Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 2.ª Pretoria Criminal a favor de Luiz Marcondes de Andrade Figueira, na importância de 245.500. Cumpra-se.

Precatório do Juizo dos Feitos da Fazenda Municipal (1.º officio) a favor de Manoel Dias Seixas, na importância de 39.000. Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 2.ª Pretoria Criminal, a favor de Jorge de Alencar Affonso, na importância de 800.000. Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 1.ª Pretoria Criminal a favor da Associação Beneficente dos Empregados da The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited, por seu procurador Manoel José da Costa, na importância de 500.000. Cumpra-se.

Precatório do Juizo da 1.ª Pretoria Criminal a favor da Associação Beneficente dos Empregados da The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited, por seu procurador Manoel José da Costa, na importância de 500.000. Cumpra-se.

Requerimentos despachados

N. 2.764 — José Saria Euterina Famidas. — Anulle-se as dividas de que se trata, attenta aos exercicios de 1916 e 1917, nos termos propostos e consoante o parecer, officina-se a Directoria da Receita.

N. 4.780 — Jeronymo Francisco Coelho — Altere-se para 6.000\$, o corrente exercicio, o valor locativo do imovel.

N. 18.639 — Joaquim Domingos da Silva. — Anulle-se as dividas propostas de accordo com o parecer relativas aos exercicios de 1915 e 1921, officina-se a Directoria da Receita, annotando-se o uso exclusivo do hydrometro desde maio de 1914 e juntando-se ao processo a certidão cancelada.

N. 19.950 — Luiz de Araujo Franco. — Reduza-se, no corrente exercicio, a 3.600\$ o valor locativo do imovel.

N. 23.011 — Li eilm Nordare. — Em face do parecer, indeferido.

N. 23.536 — No que a irmão & Comp. — Juntado a reclamação para manter de accordo com o laudo do parecer o valor locativo do imovel de 2.400\$ para o corrente exercicio na requisição.

N. 24.249 — Companhia de Seguros Maritimos e Terrestres Previdente. — Informe a 2.ª Sub-diretoria.

N. 24.782 — Avelino Gonçalves. — Reduza-se este exercicio corrente, para 1.800\$, de accordo com o laudo e o parecer, o valor locativo do negocio em apreço, cancelando-se a certidão de divida extrahida e expedindo-se outra em substituição.

N. 24.851 — Rutilio Falcão. — Reduza-se neste exercicio a 1.440\$ o valor locativo do negocio locatário, juntando-se ao processo a certidão que se cancellar com o numero da expedida em substituição.

N. 25.913 — Antonio Fereira Saanches. — Reduza-se o valor locativo do negocio, mantendo o valor locativo de 1.320.000. Proceda-se como propõe o seu sub-director interino.

Arlindo Loriani Paine. — Entregue-se, de accordo com o parecer, a quantia de 300\$ esquivando-se a despesa pelo modo indicado.

João Vieira Luz. — De accordo com o parecer, entregue-se a quantia de 75\$ esquivando-se a despesa pelo modo indicado.

Afonso Duarte Ribeiro. — Em face do parecer, entregue-se a quantia de 75\$, classificando-se a despesa pela forma proposta.

IMPOSTO DE CONSUMO

AUTOS DE INFRAÇÃO

Auto n. 40 de 18 de março de 1922, contra Aguiar Rocha & Comp.

Decisão

Diz o auto de fls. 2 que os envoltorios, em contrahão na charcutaria á rua Senador Euzebio n. 86, de Aguiar & Rocha, envoltorios que continham fumo de liado, sem rotulos e sem sellos, estavam dentro de caixas de papelão para comissas e estas entre outras que continham de facto artigos para homens.

Sendo o negocio de arrumação e charcutaria, verificada a intenção de occultação, por modo subrepticio, a mercadoria, a fim de evitar o pagamento do imposto. A firma acima não nega a infração que cometteu e avisa, pretendo que se a classifique, tira do liado a feição de sonegação, que neste caso, não de ficar sozinha a pena mais branda. O ardil empregado pelos infractores e apontado no auto, finge, por não se attender os autos. A hypothese é exactamente a do paragrafo unico do art. 204 do decreto n. 14.618, de 21 de janeiro do anno findo. Isto posto impo os autos a favor de Aguiar & Rocha a multa de 2.500\$, pelo art. 219, § 8.º, letra d, do decreto citado.

Entende-se não só para o recolhimento da multa como também para o pagamento do imposto devido pela mercadoria apprehendida a que os condemnou, ficando marcado o prazo de 30 dias. Fim do auto, si não for comminada a multa, não ova-se a cobrança executiva pelos meios legais.

Recebedoria do Districto Federal, 26 de abril de 1922. — Severiano de A. Cavalcanti, director.

Auto n. 42, de 18 de março de 1922, contra Ricardo J. Athayde

Decisão

Tendo sido encontrado occulto em um quarto do sobrado á rua Marechal Floriano n. 89 fumo de liado na quantidade de 14 rpta fls. 2, foi autuado Ricardo J. Athayde, e estabelecido no referido preito e auctoridade a mercadoria, que se não achava selada nem rotulada.

Defendeu-se o auctor, sem poder, e tratando, contestar a infração alegando falta de feição do liado e relinquo equitativo, pelo art. 204 do decreto.

Para o confio do auto e o que dispõe o paragrafo unico do art. 204, do decreto numero 14.618 de 21 de janeiro do anno passado, para coibir que a hypothese do auto de fls. 2 se enquadra exactamente em tal dispositivo, e a parte, procede indistintamente, o mesmo auto. Portanto, por isto, ao infractor Ricardo J. Athayde a multa de dois contos e quinhentos mil réis (2.500\$), grão minimo do art. 219, § 8.º, letra d, do decreto citado ficando o mesmo obrigado ao pagamento do imposto devido pelo fumo apprehendido em contravenção.

Entende-se para o recolhimento da multa e do imposto, no prazo de 30 dias, e si não fizer, prorrogar-se a cobrança executiva pelos meios legais.

Recebedoria do Districto Federal, 26 de abril de 1922. — Severiano de A. Cavalcanti, director.

Auto n. 213, de 29 de novembro de 1921, contra Avelino Gonçalves

Decisão

Contra Avelino Gonçalves, estabelecido com a de posto á rua da Passagem n. 36, foi lavrado o auto n. 213, de 23 de novembro do anno passado, por terem sido esquivados, em uma escriturinha da casa do negocio da firma referida, vinte e uma cis-

tas do imposto de consumo, da taxa de cento e vinte réis (\$120) cada uma, cintas e assas retiradas das garrafas de cerveja dadas a consumo, pois contêm algumas o carimbo — Colombo — e outras dizeres ilegíveis.

Em sua defeza, confirma o autuado a existência de cintas dentro da gaveta do balcão, e atribue esse facto á perversidade de um seu empregado, que foi por elle despeido.

O autuante informa que as cintas não estavam na gaveta do balcão mas sim em uma escuraninha ao lado do coife, a qual parece ser do uso exclusivo do autuado.

Estando a infracção provada e confessada, imponho ao autuado Avelino Gonçalves a multa de seiscentos mil réis (600\$), mínimo do art. 52 do decreto n. 14.648, de 26 de janeiro de 1921.

Intime-se para o recolhimento da multa no prazo de trinta dias, e, si o não fizer, extraia-se certidão para a cobrança executiva.

Recebedoria do Districto Federal, 27 de abril de 1922. — Severiano de A. Cavalcanti, director.

IMPOSTO DO SELLO

AUTO DE INFRACÇÃO

Auto n. 37, de 16 de março de 1922, contra Francisco Joaquim de Brito & Comp., Dr. Alvaro de Tefé e tabellião Pedro de Alvarenga Thomaz

Decisão

No documento de fis. 2 ha um contracto de locação de serviços, isento, portanto do sello proporcional, ex-vi do art. 28, n. 9, do decreto n. 14.339, de 1 de setembro de 1920. Assim sendo, improcede o auto de fis. 4.

Archive-se.

Recebedoria do Districto Federal, 26 de abril de 1922. — Severiano de A. Cavalcanti, director.

EXPEDIENTE DO AJUDANTE DO SR. DIRECTOR Dia 27 de abril de 1922

Offícios expedidos:

N. 470 — Ao collecter da Collectoria Federal de Bello Horizonte, restituindo o processo de infracção contra a Companhia Anglo Brazil.

N. 471 — Idem contra Araujo Carvalho & Comp.

N. 472 — Idem contra Alberto Gomes & Comp.

N. 473 — Ao collecter da 2ª Collectoria Federal de Bello Horizonte, idem contra Dias Almeida & Comp.

N. 474 — Idem contra Antonio Braga & Comp.

N. 475 — Idem contra Wilson Sons & Comp.

N. 476 — Ao collecter da 2ª Collectoria Federal de Juiz de Fora, idem contra Alfredo Nunes & Comp.

N. 477 — Idem contra S. Martinez.

Requerimentos despachados

N. 2.746 — José dos Santos Martins. — Complete-se o lançamento de accôrdo com o parecer.

N. 4.416 — Agostinho de Castro. — A 2ª Sub-directoria.

N. 7.108 — Daniel Ferreira. — Complete-se o lançamento de accôrdo com o parecer.

N. 8.305 — Dr. Aristarchio Xavier Lopes. — Transfira-se.

N. 11.261 — Antonio Marques. — A 2ª Sub-directoria.

N. 13.000 — Miguel José dos Santos. — Complete-se o lançamento de accôrdo com o parecer.

N. 15.214 — J. Lamelue & Comp. Limitada. — Cumpra-se o despacho de 4 de Fevereiro do corrente anno sob o valor locativo de 4.200\$ annuaes e altere-se a classificação de accôrdo com o parecer.

N. 15.417 — Gastão de Almeida e, outro. — A 2ª Sub-directoria.

N. 15.890 — Claudino M. Coelho da Silva. — Constando já averbado o officio n. 754 de 30 de agosto de 1921 da Repartição de Aguas e Obras Publicas, nada ha que providenciar. De accôrdo com o parecer, archive-se.

N. 18.213 — João Berto. — De accôrdo com o parecer, transfira-se.

N. 21.010 — Manoel A. da Rocha. — Transfira-se.

N. 21.232 — Dias da Cunha & Deveza. — Transfira-se. Imponho a multa de 50\$, minimo, por infracção do regulamento n. 5.142 de 27 de fevereiro de 1904, modificado pela lei n. 3.070 A de 31 de dezembro de 1915.

N. 22.320 — Dr. Jovino Jorge de Carvalho. — Inscréva-se de accôrdo com o parecer.

N. 23.082 — F. Machado & Alipio. — Averbe-se a mudança de accôrdo com o parecer. José Marques Corrêa. — Entregue-se sob recibo.

Antonio de Figueiredo Filho. — Complete-se o lançamento pela forma proposta. Imponho a multa de 20\$, minimo, por infracção do regulamento em vigor.

Antonio de Figueiredo. — Complete-se o lançamento pela forma proposta. Imponho a multa de 20\$, minimo, por infracção do regulamento em vigor.

José de Freitas Magalhães. — Transfira-se. S. Abrão. — De accôrdo com o parecer, não ha que deferir.

REPRESENTAÇÃO

N. 411 — José Pereira Peixoto. — A 2ª Sub-directoria.

SEGUNDA SUB-DIRECTORIA

Requerimentos despachados

Dia 27 de abril de 1922

N. 21.835 — Maria do Carmo da Costa Santos. — Junte procuração.

Ns. 11.695 e 6.593 — Luiza Pereira de Oliveira e Alfredo Moreira de Oliveira. — Façam rectificar o documento pela forma proposta.

N. 1.856 — José Jacintho de Medeiros. — Satisfaca a exigencia.

N. 24.086 — Maria Henriqueta Pereira Guimarães. — Idem.

N. 1.857 — Anacleto Manoel Mendes. — Idem.

N. 21.292 — Sociedade Anonymo Fabrica de Tecidas Esperança. — Selle o documento.

Ns. 1.872 e R. 45 — Antonio Henrique de Souza. — Complete o sello dos documentos de folhas 2/5.

R. sem numero — Annibal da Silva Praça. — Junte o reclamante o contracto de arrendamento do immovel.

N. 16.456 — Eugenia Ponce Girardi. — Apesente petição com a firma de Eugenia Ponce Girardi reconhecida por notario publico.

N. 22.194 — Olympia Candida Cunha. — Legalise a assignatura da petição retro.

N. 20.436 — Dr. Antonio Lemos Filho. — Declara a data em que alugou o immovel.

N. 14.156 — Dr. Antonio Lemos Filho. — Declara a data em que alugou o immovel.

N. 2.224 — Maria Thereza Leão Aquino. — Satisfaca as exigencias da informação e faça reconhecer o firma do signatario do documento.

N. 22.311 — Maria de Souza Zacharias. — Selle os documentos de folhas 12 e 13.

N. 4.920 — João Julio Bernardo. — Complete o sello dos documentos de fis. 6 8 e 9.

N. 20.854 — José Vicente Mirandela. — Junte o visto a que alli de.

N. 22.581 — Camillo de Lima. — Junte o conhecimento n. 56.132.

N. 7.271 — Pedro Corrêa Vasques. — Pague os impostos de 1919, 1920 (2º semestre) 1921 e 1922.

N. 25.430 — M. N. Sampaio & Comp. — Junte o contracto em original.

N. 4.454 — Paiva & Motta. — Junte o contracto e o distracto da firma; pague o imposto de 1920 e legalise a assignatura da petição.

Ns. 3.368 e 20.818 — Dr. Julião do Amaral. — Prove que em 1920, 1921 e 1922 continua a exercer o cargo a que se refere o documento de fis. do processo annexo.

N. R. 425 — Alberto Zunister (Collecta n. 879). — Intime-se, por via postal, para allegar o que entender a bem de sua defeza, dentro do prazo de cinco dias.

N. R. 393 — Brunck & Ferrelia. — Idem, idem.

N. R. 391 — Bernardino Rodrigues. — Idem, idem.

N. C. 1.183 — Candido Marques. — Idem, idem.

N. 5.266 — Manoel Soares Monterroso. — Intime-se Antonio de Souza, para, dentro do prazo de 8 dias, requerer transferencia de firma.

N. C. 2.833 — Manoel Nunes. — Intime-se, para, dentro do prazo de oito dias, provar o inicio de negocio.

N. C. 1.273 — Amanda Feital. — Idem idem.

N. C. 85 — Alvaro Phym Tavares de Melo. — Idem idem.

N. 18.041 — José Narciso da Fonseca e Silva. — Intime-se o leiloeiro Coqueiro, para, dentro no prazo de oito dias, fazer a prova exigida na informação.

N. 17.831 — Carlos Curt. — Intime-se, para o fim proposto, com o prazo de oito dias.

N. 22.175 — Brazilian Tabaco Corporação. — Declare para onde se mudou.

N. 22.974 — Julio, Emil Lies. — Idem idem.

N. 815 — Latif & Comp. — Archive-se.

N. 24.404 — J. Liberal & Comp. — Idem.

N. 658 — General Electric S. A. — Idem.

N. 24.539 — José Garcia & Irmão. — Idem.

N. 24.353 — Tancredo Veiga. — Pague o debito.

N. 4.336 — Adelino Fonseca. — Idem.

N. 25.274 — Braga & Filho. — Idem.

N. 63 — Barros Irmão & Comp. — Idem.

N. 3.934 — William S. Buchman. — Idem.

N. 13.173 (de 1920) — Mark Sulton. — Idem.

N. 20.974 — Rita Maciel Monteiro Lima. — Idem.

N. 2.627 — Eduardo Franca. — Idem.

N. 4.554 — Dollind da Silva Martins. — Satisfaca a exigencia.

TERCEIRA SUB-DIRECTORIA

Despachos do dia 18 de abril de 1922

Venerando Alvares Coelho. — Junte a patente de registro para o corrente exercicio.

J. D. Silva. — Junte a patente de registro para o corrente exercicio.

José Cardoso de Souza Pinto. — Junte a patente para o corrente exercicio.

Dia 19

José Joaquim de Faria. — Requeira por certidão.

Gomes Brandão. — Junte a patente de registro para o corrente exercicio.

Pires Dias & Comp. (juiz de registro). — Satisfacam a exigencia da informação supra

das João & Comp. — Junte a patente de registro para corrente ex. cicio
Ab. Alia Salhim. — Satisfaca a exigencia da informaçao supra

Dia 20

Domingos Ferreira da Silva. — Satisfaca a exigencia da informaçao supra.
Manoel Ferreira dos Santos Gordo. — Requeira em termos o co. rralto.
Saraiva Amara. — Junte a patente de registro para 1922.
Mauricio Jacob. — Satisfaca a exigencia da informaçao supra.

Dia 24

Amadeu Figueiredo & Comp. — Junte a patente de registro para o anno de 1922.

Inspectoria Geral dos Bancos

EXPEDIENTE DO SR. INSPECTOR GERAL

Dia 27 de abril de 1922

Ao Sr. ministro da Fazenda:
Peço licença para reiterar a V. Ex. o pedido constante do meu officio n. 277 de 12 de corrente, publicado no *Diário Officiel* do dia seguinte, como se vê do recibo junto (Det. n. 2) com a proposta da tabella das despesas desta Inspectoria para 1922, de accordo com as leis e decretos vigentes.

Como a tabella votada pela Camara dos Deputados é defeituosa e omissa, não se vê do *Diário Officiel* de hoje (decreto n. 1) venho solicitar a providencia de V. Ex. sob o assumpto (Officio n. 264).

Atencioso a V. Ex. as minhas homenagens muito respeitadas.

Imprensa Nacional e «Diário Officiel»

EXPEDIENTE DO SR. INSPECTOR GERAL

Requerimentos despachados

João O. Cabral. — Sim, em termos.
Moses Luiz da Costa. — Sim, descontando as férias.
Manoel Das Alves Costa. — A Inspeção de Saúde, ou e do.
Manoel Sebastião Rodrigues. — Mantenho o desatto por falta de provas do alegado.
João Ferreira Falcão. — Sim, em termos.
Antonio Angelo Pinto. — Requeira opportunamente querendo.
Pedro Martins Baptista e Francisco Pedro de Lima. — Indeferidos.

Caixa de Amortização

EXPEDIENTE DO SR. INSPECTOR

Requerimentos despachados

Dia 26 de abril de 1922

N. 75 A—Amaro Prado & Comp. — Pague-se a quantia de 25\$, nos termos da informaçao.

N. 21 F—Frederico A. Rodrigues da Costa. — Rectifique-se o nome de accção com a informaçao.

N. 17 R—Pita Leonor da Silveira. — Compre-se o alvará quanto a satisfaccão da apolice de accção com a informaçao cuja exte. cia deverá ser satisfaccão para pagamento dos juros.

N. 32 T—Theodoros Rocha. — Satisfaca a exigencia da informaçao.

N. 45 O—Oswaldo de Figueiredo. — Expeça-se a guia.

N. 82 L—London & Brazilian Bank. — Não pôde ser empenho o alvará pelo motivo apontado na informaçao.

N. 163 M—Manoel Olympio da Costa Cruz. — Rectifique-se de accção com a informaçao, notando-se que o pagamento de juros dependa de auto. çao pericial.

N. 211 A—Angela Grien Moss. — Compre-se o alvará de accção com a informaçao.

N. 81 L—Leopoldina Leões Vieira. — Remetta-se.

N. 218 — Joaquim Conrado Araújo. — Remetta-se.

N. 48 L—Laura Marques Cruz. — Preste esclarecimentos exigidos.

N. 297 J—Juracy d'Oliveira Baptista. — Apresente o alvará exigido.

N. 7 — Ilisario Marcelino. — Compre-se o alvará de accção com a informaçao, fazendo-se na conta a an. çao n. 505 a.

N. 10 V—Dr. Vitor Faria Viçoso Pimenta. — Proceda-se pela fôrma indicada, notando-se convenientemente o cheque expenso.

N. 42 L—Lauro Marques da Cruz. — Preste os esclarecimentos exigidos.

N. 15 L—Joel A. Alves Vianna. — Compareça na Corretoria para prestar esclarecimentos.

N. 213 D'A — Officio da Caixa Economica. — Cancelle-se.

TRIBUNAL DE CONTAS

PRIMEIRA CAMARA

Acta n. 43 — Sessão ordinaria em 24 de abril de 1922

PRESENCIA DO SR. MINISTRO PEDRO SOARES
— REPRESENTANTE DO MINISTERIO PUBLICO,
DR. FIRMINO DE ANDRADA — SECRETARIO,
DR. JOSE DE MORAES

Presentes os Srs. ministros Alfredo Valadão, Leonel Filho, Monteiro de Barros Lima e Tavares de Lira, faltando a sessão. Delatados pelo Sr. ministro Alfredo Valadão:

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio — Aviso

N. 1.541, 1.546, 1.598, 1.610, 1.615, 1.618, 1.613, 1.660 e 1.670 de 3 e 5 do corrente, no pagamento de 1024326, 1.064377, 795, 33700 94300, 218, 98, 420 35135 e 2 255 a diversos, de fornecimentos e diferença de vencimentos. — Re. i. trou-se.

De 1.337, de 20 de março findo, no pagamento de de 300 a Nelson Guitiez dos Santos, de ajuda de custo. — Recusou-se registro a despesa, por impropriedade de classificação da mesma.

Ministerio da Fazenda

Processo de pagamento de 1:150482 a Dalio Grivão, de vencimentos de inactividade. — Re. i. trou-se.

De 300 a Theobaldo Naylor, 1:247457 e 25:4570 a D. Silva & C. Co. n. 75/28 e 764466 a Companhia do Gaz, de ajuda de custo, fornecimentos e serviços prestados à Casa da Moeda e ao Laboratorio Nacional de Analyse. — Registrou-se.

Requerimento sobre isenção de direitos: Do Dr. Francisco Gomes Valle Miranda, datado de 11 de fevereiro ultimo. — O Tribunal foi de parecer que e poderá ser concedida a isenção, uma vez aprovado o rem de seu uso os o. ctos em questão, nos termos do paragrafo 12 do art. 2. das Preliminares da Tarifa.

Da Sociedade Suerênes Brasileira, junto ao officio n. 817, de 23 de abril do anno passado, da Alameda do Rio de Janeiro. — O Tribunal foi de parecer que não pôde ser deferido o pedido, preliminarmente, por não terem sido preenchidas as formalidades constantes do art. 6 do decreto n. 8.592, de 8 de março de 1911.

Ministerio da Guerra:

Aviso n. 173, de 27 de março deste anno, distribuição do credito de 174:77035 à Directoria Geral do Exército.

por conta do decreto n. 15.041, de 6 de outubro do anno passado.

Ministerio da Viação e Obras Publicas:

Avisos:

N. 1.107, 1.065, 1.074, 1.111, 1.122 e 1.123, de 27 31 de março, 4 e 7 de abril do corrente anno, pagamento de 2:375310, 1:107, 1:9505, 46: 35388, 4:9: 35:6 e 426350 a diversos, de fornecimentos, transportes e serviços prestados. — O Tribunal ordenou o registro dos pagamentos e distribuição de creditos mencionados.

Anos o relatório do Sr. ministro Alfredo Valadão assumiu a presidencia da sessão, pois se haver retirado o Sr. presidente do Tribunal.

Relatos do Sr. Leonel Filho:

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio:

N. 138, 1.547, 1.605, 1.616, 1.616, 1.614, 1.621, 1.623, 1.624 e 1.629, de 14 de janeiro, 3 de abril do corrente anno, pagamento de 2:8756, 2:041650, 100:300, 3410, 2:141300, 4753307, 100:147420, 105206, 84820 e 106780 a diversos, de fornecimentos, gratificações e serviços prestados; N. 1.608, de 3 de março findo, distribuição do credito de 31:0003 à Directoria Fiscal em S. Paulo, por conta da verba 22.

Ministerio da Fazenda:

Processo de pagamento de 1:346466 a Arthur Mezes, 894100 a Ottoni Almada & Comp. e 12 a Souza Baptista & Comp. de dividas de exercicios findos e fornecimentos feitos à Directoria do Patrimonio Nacional.

O Tribunal ordenou o registro dos pagamentos e distribuição de credito citados.

Requerimentos sobre isenção de direitos:

De Octavio de Carvalho (2), datados de 14 do corrente, e de S. A. Estelios (3), para para junto ao officio n. 2.625, de 6 de novembro do anno passado, da Alameda do Rio de Janeiro. — O Tribunal considerou le. res as isenções solicitadas.

Da Fera do Trolley anexa ao officio n. 0 de 18 de janeiro ultimo, da Directoria Fiscal em Pernambuco. — Considerou-se o material sujeito a taxa de 8 % ad valorem.

Ministerio da Marinha:

Aviso n. 1.445, de 17 do corrente, pagamento de 1732413 a A. Cavallo Alves, Rodrigues & Comp. e outros, de fornecimentos.

Ministerio da Viação e Obras Publicas:

Avisos:

N. 1.121, 1.131, 1.140, 1.157, 1.155 de 7, 10 do corrente, pagamento de 199400, 1:057, 4:4505, 6: 35102 e 73:000\$, a diversos, de fornecimentos.

O Tribunal ordenou o registro dos alludidos pagamentos.

N. 1.031, de 31 do mez findo, credito de 17:137322 à Thesouraria G. dos Correios, por conta da verba 15. — Convertendo-se em diligencia o julgamento, para o fim de se requisitar a demonstração a que allude o parecer.

Relatos do Sr. ministro Monteiro de Barros Lima:

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio:

Avisos: N. 1.543, 1.548, 1.595, 1.549, 1.612, 1.617, 1.630, 1.634 e 1.871, de 30 e 31 de março, 3 de abril do corrente anno, pagamento de 2 5405, 15:2305, 1:062500, 4005, 2528, 65 380, 2:581300, 1:148, e 203:470545 a diversos, de fornecimentos, ajuda de custo e gratificações.

Ministerio da Fazenda:

Processos de pagamento de 1:000\$ e 1:374021 a Francisco das Neves Mendes e outros, 7124375 a Manoel Marques Barreto, 4455 a Otto Schlenker Filho & Comp., 499 a Companhia do Gaz, 5216 a Lucas e 1:43430 a Me des Pinto &

Comp., de dividas de exercicios findos, penões de montorio, vencimentos de inactividade, fornicimentos e serviços, ordenados a Div. das Repartições dependentes do mesmo Ministerio.

Ministerio da Guerra:

Aviso n. 185, de 31 do mez findo, distribuição do credito de 10:974\$172 á Contabilidade da Guerra, por conta do decreto n. 15.304, de 13 de fevereiro ultimo.

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores:

Avisos: Ns. 1.110—C, de 6 do corrente, pagamento de 300\$ a Francisco Oliveira Coelho, de gratificação.

O Tribunal ordenou o registro dos alludidos pagamentos e distribuição de credito.

Requerimentos da Casa Pratt, pedindo pagamento, por depositos, da quantia de 1:050\$, de fornicimentos feitos ao Departamento Nacional de Saúde Publica. — Recusou-se registro á despesa, pelos fundamentos a que allude o parecer.

Ministerio da Marinha:

Aviso n. 1.406, de 11 do corrente, pagamento de 21:690\$231 a Borlido Mala & Comp. e outros, de fornecimentos.

Ministerio da Viação e Obras Publicas:

Avisos ns. 1.043, 1.068, 1.120, 1.075, 1.134 e 1.138, de 31 de março e 7 de abril do corrente anno, pagamento de 8:930 00, 443\$100, 550\$, 15:080\$, 164\$570 e 15:840\$ a diversos, de fornecimentos.

O Tribunal ordenou o registro dos pagamentos mencionados.

Relatados pelo Sr. ministro Tavares de Lyra:

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio — Avisos:

Ns. 1.600, 1.609, 1.621, 1.631, 1.665, 1.667 e 1.796, de 3, 5 e 11 de abril corrente, pagamento de 1:444\$278, 1:053\$, 962\$, 1:832\$620, 416\$820, 1:147\$960 e 13:695\$860 a diversos, de fornecimentos;

N. 1.603, de 3 do corrente, distribuição do credito de 500\$ á Delegacia Fiscal em Minas Geraes, por conta da verba 14\$;

Ministerio da Fazenda:

Processos de 1:440\$ a Marcellina Lones Chaves de Mello e outros, 7:848\$ a Francisco José Pereira de Oliveira e outros, 1:378\$150 a Mendes Pinto & Comp. e 4:266\$260 a Fontes Garcia & Comp., de penões de montorio, gratificação e fornecimentos feitos á Imprensa Nacional e á Casa da Moeda.

O Tribunal ordenou o registro dos pagamentos e distribuição dos creditos.

Requerimentos sobre isenção de direitos:

Da Companhia Leonoldina, datado de 28 de março findo, e da Sociedade Anonyma Estaleiros Granhara, junto ao officio n. 2.852, de 9 de dezembro do anno passado a Alfa de ga do Rio de Janeiro. — O Tribunal considerou legaes as isenções solicitadas.

Ministerio da Guerra:

Aviso n. 174, de 27 do mez findo, distribuição do credito de 10\$300 á Delegacia Fiscal no Farará, por conta da verba 15. — Ordenou-se o registro da distribuição, feita a annullação de que trata o processo.

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores:

Aviso n. 1.166 C, de 11 do corrente, pagamento de 540\$ á Faculdade de Direito do Rio de Janeiro, de subvenção.

Ministerio da Marinha:

Aviso n. 1.258, de 4 do corrente, pagamento de 2:758\$160 a Pardo Peixoto & Comp. e outro, de fornecimento tos.

Ministerio da Viação e Obras Publicas:

Avisos ns. 960, 1.073, 1.096 e 1.108, de 31 de março, e 3 de abril do corrente anno,

pagamento de 1:078\$400, 4:396\$320, 1:950\$ e 630\$ a diversos, de transportes e fornecimentos.

O Tribunal ordenou o registro dos alludidos pagamentos.

Nada mais havendo a tratar o Sr. presidente deu por findos os trabalhos e designou o dia 25 do corrente, para a seguinte sessão ordinaria.

Nota — Na supracitada sessão foram julgados 106 processos, sendo:

Com despacho de registro.....	94
Com despacho de recusa de registro.....	3
Com julgamento convertido em diligencia.....	1

Referentes a isenção de direitos:

Julgadas legaes.....	5
Julgadas illegaes.....	2
Com redução de taxa concedida.....	1

Total..... 106

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO PRESIDENTE

Dia 27 de abril de 1922

Officios:

Sr. ministro da Justiça e Negocios Interiores:

N. 816—Cabe-me comunicar a V. Ex., para os fins convenientes, que este Tribunal tendo presente o officio n. 30, de 10 deste mez, do Sr. adjunto do 1º representante do Ministerio Publico, com o exemplar do *Diario Official* onde se achá publicado o contracto celebrado pelo Departamento Nacional de Saúde Publica com o Estado do Maranhão, para execução, no referido Estado, dos trabalhos de saneamento e prophylaxia rural resolveu, em sessão de Camaras Reunidas de 24 do corrente, ordenar o registro do alludido contracto.

Reitero a V. Ex. os protestos de alta estima e consideração.

— Sr. ministro da Fazenda:

N. 810—Cabe-me comunicar a V. Ex., para os fins convenientes, que este Tribunal tendo presente o alludido processo relativo á concessão de montorio e meio soldo á cada uma das mereres Maria Josepha e Maria Amalia, filhas do capitão reformado e major graduado do Exercito Francisco de Paula Rodrigues Barcellos, a titulo de reversão renartida dos beneficios que deixa de ser abonados á sua proreitora D. Maria Josepha de Lemos Barcellos falecida a 19 de outubro de 1920, resolveu, em sessão de Camaras Reunidas de 24 do corrente, julgar illegal a referida concessão, por não se declarar nos titulos expedidos o verdadeiro posto do official, por occasião do seu falecimento.

Reitero a V. Ex. os protestos de minha elevada estima e distincta consideração.

N. 811—Para que este Tribunal possa deliberar sobre a consulta feita pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas, no aviso numero 3, de 31 de março proximo findo, sobre a abertura de um canal, em dinheiro, na importância de 150:000\$, para despezas a serem effectuadas com os estudos de ligação das linhas ferreas e telegraphicas do Brasil com as de Paraguay e da Bolivia, de accordo com a autorisação contida no art. 2º do decreto n. 4.441, de 3 de janeiro ultimo, resolveu, de conformidade com o despacho proferido em sessão de Camaras Reunidas de 24 do corrente se digno V. Ex. de informar ao mesmo Tribunal, si o Thesouro Nacional está aparelhado com os recursos necessa-

rios para fazer face ás despezas decorrentes do alludido credito.

Reitero a V. Ex. os protestos de minha elevada estima e distincta consideração.

N. 812—Cabe-me comunicar a V. Ex., para os fins convenientes, que este Tribunal tendo presente o alludido processo relativo ao pagamento, por depositos, á S. A. «Casa Pratt» da importância de 1.050\$, proveniente de fornecimentos feitos, em 1920, ao Departamento Nacional de Saúde Publica, resolveu em sessão de Placencia Camara de 21 do corrente, recusar o registro a despesa de que se trata, por não ter sido o alludido processo organizado de accordo com as instrucções que acompanharam a portaria de 15 de junho de 1920, de senão isenção.

Reitero os protestos de minha elevada estima e distincta consideração.

N. 813 — Cabe-me comunicar a V. Ex., para os fins convenientes, que este Tribunal tendo presente o processo de concessão de montorio civil á menor Maria Nathalia da Rocha Camps, neto do official reformado da Brigada Policial do Districto Federal Antonio Evaristo da Rocha, resolveu, em sessão de Camaras Reunidas de 24 do corrente, julgar illegal a referida concessão, por não se poder verificar do alludido processo qual o verdadeiro posto do official.

Reitero a V. Ex. os protestos de minha elevada estima e distincta consideração.

N. 814—Cabe-me comunicar a V. Ex., para os fins convenientes, que este Tribunal tendo presente o aviso desse ministerio n. 73, de 8 deste mez, pedindo á vista da cópia do decreto legislativo n. 4.406, de 24 de dezembro de 1921, recosideação do despacho offerecido em sessão de Camaras Reunidas de 10 de janeiro deste anno, no aviso n. 245, de 28 de dezembro anterior, que recusou registro ao pedido de 35:892\$74, aberto pelo decreto n. 15.191 de 24 do citado mez de dezembro do anno passado, para pagamento do que é devido a José Sibrall Bittencourt, em virtude de sentença judicial, pelos motivos constantes do meu officio n. 63, de 12 de janeiro recusa esta matada na sessão de 3 de fevereiro ultimo, no aviso n. 12 de 21 do mez de janeiro, resolveu, em sessão de Camaras Reunidas de 24 do corrente, reconsiderando as suas anteriores decisões, ordenar o registro do alludido credito.

Reitero a V. Ex. os protestos de minha elevada estima e distincta consideração.

N. 815 — Attendendo o pedido constante do aviso desse ministerio n. 74 de 11 de este mez, no sentido de ser devolvido, a esse mesmo ministerio, o officio numero 139, de 8 de fevereiro do anno passado, da Commissão Especial do Exame do Cfre de Orphãos, que deixou de acompanhar o de n. 454, de 4 de março proximo findo, desta preidencia, cabe-me devolver incirso a V. Ex. o alludido officio n. 139, fica do, assim, satisfeito o mencionado pedido.

Reitero a V. Ex. os protestos de minha elevada estima e distincta consideração.

N. 820 — Para que este Tribunal possa deliberar sobre o alludido processo com as deoistracões organizadas pelo Thesouro Nacional onde se determinam as quotas de 2 % da Receita Geral da Republica, a serem escripturadas com os fundos da Caixa Especial das Obras de Irrigação de Terras Cultivaveis no Nordeste Brasileiro, resolveu, de conformidade com o desozcho proferido em sessão de Camaras Reunidas de 24 do corrente, se digno V. Ex. de providenciar no sentido de ser informado ao mesmo Tribunal si a apuração das receitas, de o de provieram as referidas quotas, foi effectuada até 30 d

setembro do anno proximo passado pelas repartições ordinarias.

Rtite o a V. Ex. os protestos de minha elevada estima e distincta consideração.

— Sr. ministro da Viação e Obras Publicas:

N. 817 — Cabe-me comunicar-vos, para os fins convenientes, que este Tribunal tendo presente o vosso aviso n. 45, de 12 deste mez, com a cópia do contracto celebrado com o Estado do Rio de Janeiro para o arrendamento da Viação Su. Mi. eira e dando outras providencias, resolve, em sessão de Camaras Reunidas de 24 do corrente, ordenar o registro do aludido contracto.

N. 818 — Cabe-me comunicar-vos, para os fins convenientes, que este Tribunal, tendo presente o vosso a. v. n. 45, de 12 deste mez, com a cópia do termo de accordo autorizando a Companhia Docas de Santos a adquirir 20 vagões da bitola de 1.60, para os fins de transportes no cões e approva do o e o e o v. o orçamento, na importancia de 262.913.510 resolve, em sessão de Camaras Reunidas de 24 do corrente, ordenar o registro do referido termo de accordo.

N. 819 — Para que este Tribunal possa deliberar sobre o vosso aviso n. 1.131, de 31 de março proximo findo pedindo que, do credito em ser do v. n. 15 — Empregados addidos — art. 81 da L. n. 4.241, de 7 de janeiro de 1921, seja dada tribuila a Theresiana Geral dos Correios a quantia de R\$ 17.133.322 para o v. n. ao pagarem de funcionarios addidos da rep. n. 1, durante o anno de 911 — resolve, de conformidade com o despacho referido em sessão de 1.ª Camara de 24 do corrente, providencias no sentido de ser remittida ao mesmo Tribunal uma demonstração discriminada da applicação a ser dada ao credito solicitado no referido aviso.

N. 821 — Cabe-me comunicar-vos, para os fins convenientes, que este Tribunal tendo presentes os v. n. s. n. 1.054, 1.055 e 1.056 de 31 de março proximo findo, solicitando sejam postos, no Theatro Nacional, a disposição desse ministerio, por e a dos creditos abertos pelos decretos n. 14.935, 15.128 e 15.137, de 10 de agosto e 22 e 24 de novembro do anno proximo passado, as quantias de réis 1.122.000\$ 850.000 e 1.4.000\$, em anullas da divida publica da enissão a tornada pelo decreto n. 15.231, de 31 de dezembro de 1921, resolve em sessão de 1.ª Camara de 25 do corrente, recusar reintro as aludidas solicitações, pelos seguintes fundamentos:

a) porque, importando o expediente solicitado em distinctas rep. n. s. n. não foi justificada a necessidade das distribuições, tanto mais recesso quanto as despesas deviam ter a a. o. r. d. as, empenhadas e re-lladas a e s. de dezembro ultimo, denendendo apenas de processos de comprovação para suas liquidações e pagamentos;

b) porque dos avisos não consta a natureza dos despezas;

c) porque, ainda que as despezas fossem daquellas em relação as quaes é possível autorizar a distribuição de creditos, procedendo o Tribunal de exame prévio, relativamente aos seus empenhos, classificações e comprovações legais, torrar-se-hia necessario saber si tem de ser pagas em numerario ou em titulos, porque, na primeira hypothese, era indisponivel que o Ministerio da Faze da util. asse a operação de credito, de accordo com o art. 62 da lei da Despesa do exercicio de 1921, e fizesse as necessarias communicações para que fosse escripturado e seu producto liquido;

d) porque, si as despezas decorressem de contractos, era preciso verificar se guarda-

vam conformidade com os mesmos e si elles foram opportunamente registrados pelo Tribunal.

— Sr. ministro da Agricultura, Industria e Commercio:

N. 803 — Cabe-me comunicar-vos, para os fins convenientes, que este Tribunal, tendo presente o vosso aviso n. 1.337, de 26 de março proximo findo, relativo ao pagamento da inclusa folha de a. u. l. de custo a que fez Jús o auxiliar de 2.ª classe do Serviço de Industria Pastil. Nelson Garcez dos Santos, por ter de seguir para o Estado de S. Paulo, para onde foi transferido resolve, em sessão de 1.ª Camara de 24 do corrente, recusar registro á despesa de que se trata, por impropiiedade de classificação da mesma na sub-consignação 10 «Despezas com o desenvolvimento, e c.» da verba 14 do o. c. m. t. desse ministerio para o exercicio de 1921.

TERMOS DE CONTRACTO

Ministerio da Viação e Obras Publicas

Directoria Geral de Contabilidade

Contracto concedendo a Frederick Albion Huntress, ou empresa que organizar, as favores do decreto n. 5.646, do 22 de agosto de 1905.

Ans 25 dias do mez de abril de 1922, presentes nesta Secretaria de Estado, os Srs. Dr. José Lopes do Rio, ministro do Estado das Negocias da Viação e Obras Publicas, por parte do Governo Federal dos Estados Unidos do Brasil, e Frederick Albion Huntress, declarou o mesmo Sr. ministro que, nos termos do artigo unico, do decreto n. 15.402, de 17 de março de 1909, attendendo ao que requereu Frederick Albion Huntress, que commoçou haver obtido do governo do Estado do Rio de Janeiro a concessão dos favores da lei estadual n. 717, de 6 de novembro de 1905 para o aproveitamento industrial da força hydraulica das cachoeiras existentes no rio Parahyba, no lugar denominado Elhas das Bombas, e assumido, perante o mesmo governo a obrigação de fornecer energia para iluminação e outros misteres as cidades e centros industriais por onde passarem as suas linhas de transmissão, são concedidos a Frederick Albion Huntress ou empresa que organizar, para os fins acima indicados os favores constantes do decreto n. 5.646, de 22 de agosto de 1905, nella forma no mesmo estabelecida, ficando a respectiva fiscalização a cargo da Inspectoria Federal das Estradas, mediante recolhimento ao Theatro Nacional, pelo concessionario, da quota semestral de 8.000\$ por semestres adelantados para pagamento das despezas de fiscalização. Por assim haverem accordado, mandou o Sr. ministro lavrar este termo que, depois de lido e por todos achado conforme, assina com o concessionario supra referido, Frederick Albion Huntress, com as testemunhas os seguintes officiaes Antonio Lourenço Pacheco e José Ferreira de Araújo e promisso, Arthur Leal Nabuco de Araújo, 1.º official, que o escrevi, Secretaria do Estado das Negocias da Viação e Obras Publicas, no Rio de Janeiro, 25 de abril de 1922. — José Pires do Rio. — Frederick Albion Huntress. — Antonio Lourenço Pacheco. — José Ferreira de Araújo. — Arthur Leal Nabuco de Araújo. Confirma, Antonio Lourenço Pacheco, 2.º official. Visto, J. B. de Maciel e Moraes, director de seção, interino.

DIARIO DOS TRIBUNAES

Côrte de Appellação

Sessão das Camaras Reunidas em 27 de abril de 1922

PRESIDENTE, O EXMO. SR. DESEMBARGADOR MONTENEGRO; SECRETARIO, O DR. CELSO VIEIRA PEREIRA DE MELLO.

Compareceram os Srs. desembargadores Affonso de Miranda, Ataulpho de Paiva, Nabuco de Abreu, Sá Pereira, Cicero Scabra, Torquato Figueiredo, Saraiva Junior, Elviro Carrilho, Angra de Oliveira e Machado Guimarães.

Esteve presente o Sr. desembargador Moraes Sarmiento, procurador geral do Districto.

JULGAMENTOS

Embargos em agravo de petição

N. 6.828 — Relator, o Sr. desembargador Ataulpho de Paiva; embargante, Antonio de Araújo Sêixas; embargado, Dr. Enéas Ferreira da Silva. — Desprezados.

N. 7.044 — Relator, o Sr. desembargador Ataulpho de Paiva; embargante, Leandro de Almeida Ribeiro; embargado, Apriego da Fonseca Barboza. — Desprezados.

N. 7.160 — Relator, o Sr. desembargador Sá Pereira; embargante, José Cardoso da Silva; embargado, Lourenço Ferreira Valle. — Desprezados.

Embargos de nullidade

N. 3.224 — Relator, o Sr. desembargador Ataulpho de Paiva; 1 embargante, coronel Gustavo José de Mattos; 2 embargante, Max Ferrer; embargados, os mesmos. — Recibidos, em parte, os do 1.º embargante, para condemnar, pelo laudo da vistoria, á indemnização do dano, o e o c. o. de s. l. liquidar na execução, a dos lucros cessantes, contra os votos do relator e dos desembargadores Angra de Oliveira e Torquato Figueiredo. Foi designado prolator do accordo o desembargador Sá Pereira. Não tomou parte no julgamento o desembargador Nabuco de Abreu.

N. 3.299 — Relator, o Sr. desembargador Sá Pereira; embargante, Antonio Joaquim Rebelo; embargado, Antonio Camacho Filho. — Desprezados, contra os votos dos desembargadores Nabuco de Abreu, Ataulpho de Paiva e Affonso de Miranda.

N. 3.577 — Relator, o Sr. desembargador Affonso de Miranda; embargantes, Joaquim Ferreira de Aguiar e sua mulher; embargados, Antonio Leite e sua mulher. — Desprezados.

N. 3.734 — Relator, o Sr. desembargador Affonso de Miranda; embargante, Fazenda Municipal; embargado, o espolio de Ave-lino Carvalho Gomes, representado pela viuva inventariante Dr. Maria Teixeira de Carvalho. — Desprezados. Não tomou parte no julgamento o desembargador Machado Guimarães.

N. 3.770 — Relator, o Sr. desembargador Ataulpho de Paiva; embargante, Dr. Pedro Maria Passos; embargado, Dr. Ovidio Alves Manaya. — Desprezados.

Sessão da Primeira Camara, em 27 de abril de 1922

PRESIDENCIA DO SR. DESEMBARGADOR CICERO SCABRA. — SECRETARIADO PELO SR. DR. CELSO VIEIRA.

Compareceram os Srs. desembargadores, Torquato de Figueiredo e Saraiva Junior.

JULGAMENTOS

Appellações-cíveis

N. 3.303—Relator, o Sr. desembargador Cícero Seabra; appellante, Deoclecio Costa, appellada, Companhia Sul Americana.—Negou-se provimento; unanimemente.

N. 3.553—Relator, o Sr. desembargador Saraiva Junior; 1ª appellante, Francisco de Souza Costa; 2ª appellante, Francisco Bastos Ribeiro; appellados, os mesmos.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.141—Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; appellante, o Juiz; appellados, Annibal Rodrigues de Albuquerque e sua mulher.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.145—Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; appellantes, Gualter e Alcides de Siqueira Amazonas; appellado, João Gonçalves de Figueiredo.—Deu-se provimento para julgar, precedente a acção, contra o voto do relator. Designado para o accordão o Sr. desembargador Saraiva Junior.

N. 4.552—Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; appellantes, Dolabella e Santos; appellado, Raul Nicolau Tolentino.—Não se tomou conhecimento, por ter sido interposta por procurador ilegítimo, unanimemente.

N. 4.595—Relator, o Sr. desembargador Cícero Seabra; appellante, o Juiz; appellados, Euclides Leal e sua mulher.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.739—Relator, o Sr. desembargador Saraiva Junior; appellante, Antonio José de Meira; appellado, Manoel Martins de Abreu Lacerda.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.742—Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; appellante, Manoel José da Cunha; appellado, Dr. Americo Carlos de Azevedo.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.777—Relator, o Sr. desembargador Saraiva Junior; appellante, Sergio Lourenço; appellado, José Lucas da Penna Gonçalves.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.813—Relator, o Sr. desembargador Cícero Seabra; appellante, o Juiz; appellados, Octavio Eduardo de Brito Alvarenga e sua mulher Nair Ramos de Alvarenga.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.835—Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; appellante, o Juiz; appellados, José Ferreira e sua mulher Adeline Marques.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.902—Relator, o Sr. desembargador Saraiva Junior; appellante, o Juiz; appellados, Roberto da Silva Freire e sua mulher.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.906—Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; appellante, o Juiz; appellados, Carlos Sebastião de Andrade e sua mulher.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.907—Relator, o Sr. desembargador Cícero Seabra; appellante, o Juiz; appellados, Evaristo Vizoso Dias e sua mulher.—Convertiu-se o julgamento em diligencia, unanimemente.

N. 4.909—Relator, o Sr. desembargador Saraiva Junior; appellante, o Juiz; appellados, José Plácido Barbosa da Silva e sua mulher Maria Virginia Barbosa da Silva.—Negou-se provimento, unanimemente.

N. 4.912—Relator, o Sr. desembargador Torquato de Figueiredo; appellante, o Juiz; appellados, Antonio Proença e sua mulher.—Negou-se provimento, unanimemente.

PASSAGEM DE AUTOS

Appellações cíveis

Ns. 3.488 e 3.621—Ao Sr. desembargador Cícero Seabra

Ns. 4.435, 3.604 e 4.046.—Ao Sr. desembargador Torquato de Figueiredo.

Ns. 4.480, 2.631, 4.856 e 4.805.—

Sr. desembargador Saraiva Junior.

EM MESA

Appellações cíveis

Ns. 4.724, 4.903, 4.700, 4.715, 4.749, 4.794 e 4.822.

Embargos

N. 4.478.

COM DIA

Appellações cíveis

Ns. 4.653, 4.913, 4.745, 2.645, 4.391, 2.501 e 4.158.

ACCORDÃO PUBLICADOS

Appellações cíveis

Ns. 4.939, 4.895, 3.696, 4.605, 4.141, 4.535, 4.674, 4.810, 4.902, 4.906, 4.900 e 4.912.

Embargos de nulidade

Ns. 2.194, 3.095, 2.919, 3.836 e 4.131.

Hoje, ás duas horas da tarde, reune-se o Conselho Supremo da Corte de Appellação.

EDITAES

Côrte de Appellação

Faço publico que os julgamentos das appellações cíveis ns. 2.501, appellantes, Manoel Lopes de Souza e outros, directores da Sociedade Beneficente União dos Foguistas da Estrada de Ferro Central do Brasil; appellado, A. Samraio Ribeiro; 2.645, appellante, Jeronymo José de Mesquita; appellado, Octavio Gomes; 4.158, appellante, Francisco Carvalho; appellados, Polybio de Mattos Ferreira e sua mulher; 4.391, appellantes, Mendes Bastos & Comp., appellado, Oscar Xavier Alhadas; 4.653, appellante, o Juiz; appellados, Manoel Homem Pereira Henrique e sua mulher D. Rosa de Souza Ennes; 4.745, appellante, Leandro Augusto da Costa; appellado, Seraphim de Sá Ferreira; 4.913, appellante, o Juiz; appellados, Adelardo de Azevedo Gomes Netto e sua mulher Isaura Marinho Gomes Netto, terão logar na proxima sessão da Primeira Camara no dia 1 de maio proximo futuro ás 11 horas ou nas seguintes.

Secretaria da Corte de Appellação do Districto Federal, 27 de abril de 1922.—O secretario, Celso Vieira de Mello Pereira.

Juizo de Direito da Segunda Vara de Orphãos e Ausentes

De praça com o prazo de 20 dias, para venda e arrematação do predio á rua Borja Reis n. 200, pertencentes ao espolio de Constança Teixeira Pinto.

O Doutor Abelardo Bueno de Carvalho, juiz-pretor em exercicio na segunda Vara de Orphãos do Districto Federal.

Faz saber a quem interessar possa que o porteiro deste juizo, á rua dos Invalidos n. 152, trará a publico preço de venda e arrematação, a quem maior lance offerer acima da avaliação, o predio á rua Borja Reis n. 200, assobradado, construido de pedra, cal e tijolos com duas janelas na frente, janella e duas portas do lado, onde tem duas escadas de cimento com portadas de madeira, dividida em dois quartos e duas salas assobradadas e forradas medindo 5M.28 C. de largura por 6 M.25 C. de comprimento, seguindo-se um puxado de igual construção com 2 M.46 C. de largura por 1M.53 C. de comorido, em que está a cozinha que é cimentada. O respectivo terreno, é cerca-do de madeira na frente, arame farpado

e cerca viva dos lados e fundos, com 9 M.58 C. de largura na frente, 4 M.30 C. na linha do fundo e 23 M.30 C. de extensão, avaliados o predio e o terreno em 4:000\$000, porquanto vae a esta praça e pertence ao espolio de Constança Teixeira Pinto, de quem é inventariante Antonio Ferreira Marques, a cujo requerimento se vende, por accordo com a Curadoria de Orphãos, para solução do inventario. A venda é feita a dinheiro de contado que será depositado na Caixa Economica, em nome do espolio, á disposição deste Juizo, ou com fiador idoneo por tres dias, correndo, porém, por conta do comprador, o imposto do laudemio, se a elle fôr sujeito o respectivo terreno. Para constar mandei passar o presente e mais tres de igual teor, que serão publicados e affixados na fórma da lei. Dado e passado nesta Capital Federal aos 25 de abril de 1922. E. Vital Bocellin, escrevente juramentado, o escrevi. E eu, Augusto Ribeiro Cavalcanti secretario, o subscrevi. — Abelardo Bueno de Carvalho. (Estava sellado.) (2.654)

Juizo de Direito da Primeira Vara Cível

Fallencia de A. M. Costa

AVISO AOS CREDITORES

De publicação de sentença que declarou aberta a fallencia do negociante A. M. Costa, estabelecido á rua Sete de Setembro n. 83, com o commercio de lencos e artigos finos para senhoras, na fórma abaixo

O Dr. Leopoldo C. de A. Duque Estrada Junior, juiz de direito da 1ª Vara Cível desta Capital Federal, etc.:

Faz saber aos que o presente edital virem que a requerimento do mesmo, devidamente instruido, e depois de preenchidas as formalidades legais, foi declarada aberta a fallencia do negociante A. M. Costa, estabelecido á rua Sete de Setembro n. 83, por sentença deste juizo, de 28 de março de 1922, ás 15 horas, fixando o seu termo para os effeitos legais, de 10 de fevereiro de 1922. Foi nomeado syndico o credor Marçal Pinto de Almeida, residente á rua Acre n. 70, ficando os credores da dita firma fallida notificados pela presente para, dentro do prazo de 15 dias, apresentarem ao syndico a declaração de seus creditos, acompanhada dos respectivos titulos; e outrossim, ficam os referidos credores convocados para a primeira assembléa da presente fallencia, que será realizada no dia 28 de abril de 1922, ás 13 horas, na sala das audiencias, no Forum desta cidade á rua dos Invalidos n. 152, tudo nos termos dos arts. 17, 18, 80 e 82 e seus paragraphos da lei n. 2.024, de 17 de dezembro de 1908. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 29 de março de 1922. Eu, José da Silva Lisboa, escrivão interino, subscrevi. — Leopoldo C. de A. Duque Estrada Junior. (Está conforme.) — Pelo escrivão interino, Francisco Florio Leal Filho. (2.013)

Juizo de Direito da Primeira Vara Cível

De citação, aos credores de Pierre Pochat & Comp., com o prazo de 10 dias, na fórma abaixo:

O Doutor Auto Fortes, juiz de direito da Primeira Vara Cível do Districto Federal.

Faz saber que por parte de The Ault & Wiborg Brazil Co., liquidada

tários da fallencia do **Morre Pochat & Comp.**, lhe foi dirigida uma petição acompanhada de documentos, pedindo para prestar contas de sua gestão. Em virtude do que se passou o presente edital com o prazo de dez dias, pelo teor do qual citam-se os interessados na fallencia de **Pierre Pochat & Comp.**, para sciencia de que as contas prestadas pelos liquidatários dessa fallencia, **The Ault & Wiborg Brazil Co.**, se acham em cartório á sua disposição durante 10 dias, para serem examinadas e apresentarem dentro desse prazo as impugnações que entenderem, sob pena de, á revelia, se proceder como fôr de direito. E, para constar, se passaram este e outro de igual teor, que serão publicados e afixados na forma da lei. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos vinte e sete de abril de mil novecentos e vinte e dois. Eu, **José da Silva Lisboa**, escrivão interino, o subscrevi. — **Auto Fortes** (Está conforme). — Pelo escrivão interino, **João Luiz Nascimento Costa**. (2.638)

Julgo de Direito da Primeira Vara Civil

Fallencia de Serafim Becerra

De publicação de sentença, que declarou aberta a fallencia do negociante Serafim Becerra, marmorista, estabelecido á rua dos Invalidos n. 171, na forma abaixo.

O Dr. José Antonio de Souza Comez, juiz de direito da Primeira Vara Civil desta Capital Federal, etc.:

Faz saber aos que o presente edital virem que, a requerimento de **Giovanni Rodovida & Comp.**, devidamente instruído, e depois de preenchidas as formalidades legais, foi declarada aberta a fallencia do negociante **Serafim Becerra**, estabelecido com officina de marmorista, á rua dos Invalidos n. 171, por sentença deste Juízo, de hoje datada, ás 13 horas, fixando o seu termo para os efeitos legais de 23 de janeiro do corrente anno. Foram nomeados syndicos os credores **M. Luigi & Comp.**, ficando os credores da dita firma fallida notificados pelo presente para, dentro do prazo de 20 dias, apresentarem ao syndico a declaração de seus credits, acompanhada dos respectivos titulos; e, outrossim, ficam os referidos credores convocados para a primeira assembléa da presente fallencia, que será realizada no dia 20 de maio de 1922, ás 13 horas, na sala das audiencias, no **Forum** desta cidade, á rua dos Invalidos n. 152, tudo nos termos do artigo 17, 18, 80 e 82 e seus paragrafos, da lei n. 2.024, de 17 de dezembro de 1908. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 15 de abril de 1922. Eu, **Antonio de Souza Comez**, escrivão interino, subscrevi. — **José Antonio de Souza Comez**. (2.632)

Julgo de Direito da Primeira Vara Civil

Fallencia de A. Müller & Comp. Ltd.

AVISO AOS CREDITORES

O escrivão **Bartlett James** comunica aos credores da fallencia de **A. Müller & Comp., Ltd.**, que acham-se em cartório, durante cinco dias as relações e documentos apresentados pelos syndicos, para serem examinados pelos interessados, apresentando as suas impugnações, de accordo com os §§ 5º e 6º do art. 83, da lei n. 2.044, de 17 de dezembro de 1908, os quaes são do teor seguinte: § 5º, durante esse prazo de cin-

co dias, os incluídos naquellas relações poderão ser impugnados, quanto a sua legitimidade, importancia ou classificação; § 6º, a impugnação será dirigida ao juiz por meio de requerimento instruído com documentos, justificações ou outras provas. Rio de Janeiro, 25 de abril de 1922. — O escrivão interino, **José da Silva Lisboa**. (2.633)

Julgo de Direito da Segunda Vara Civil

Fallencia de João Rodrigues Teixeira

AVISO AOS CREDITORES

O escrivão communica aos credores da fallencia de **João Rodrigues Teixeira** que se acham em cartório, durante cinco dias, as relações e documentos apresentados pelos syndicos, para serem examinados pelos interessados, apresentando suas impugnações, de accordo com os §§ 5º e 6º do art. 83 da lei n. 2.024, de 17 de dezembro de 1908, os quaes são do teor seguinte: § 5º. Durante esse prazo de cinco dias, os creditos incluídos naquellas relações poderão ser impugnados, quanto a sua legitimidade, importancia ou classificação; § 6º. A impugnação será dirigida ao juiz por meio de requerimento instruído com documentos, justificações ou outras provas. Rio de Janeiro, 25 de abril de 1922. — O escrivão, **José Candido de Barros**.

Julgo de Direito da Terceira Vara Civil

De publicação de sentença que julgou rehabilitado o negociante Laurindo de Azevedo Mesquita, socio solidario da firma Mesquita & Alves.

O Dr. Luiz Augusto de Sampaio Vianna, juiz da 3ª Vara Civil neste Districto Federal, etc.:

Faço saber aos que este edital de publicação virem ou delle conhecimento tenham que, no processo de reabilitação do negociante **Laurindo de Azevedo Mesquita**, socio solidario da firma **Mesquita & Alves**, desta praça, depois de preenchidas todas as formalidades legais, proferi a minha sentença do teor seguinte. Vistos, etc. Julgo por sentença reabilitado o supplicado **Laurindo de Azevedo Mesquita**, socio da firma fallida **Mesquita & Alves**, á vista da nenhuma opposição havida do documento de fls. 5 e do parecer do Dr. curador das massas fallidas, á folhas 14. Publique-se nos editaes e fagam-se as communicações legais. Custas na forma da lei. Rio, 6 de abril de 1922. — **Luiz A. de Sampaio Vianna**. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 8 de abril de 1922. Eu, **Manoel Estanislau Cruz Galvão**, escrivão, o subscrevi. — **Luiz A. de Sampaio Vianna**. Rio, 8 de abril de 1922 (8-4-922). — **Cruz Galvão**. (2.410)

Julgo de Direito da Terceira Vara Civil

Concordata preventiva de Carlos Graeff

AVISO AOS CREDITORES

Participo que a assembléa de credores que estava marcada para o dia 24 do corrente, o Dr. juiz adiou para o dia 29 de abril de 1922, ás 13 horas, no **Forum**, á rua dos Invalidos n. 152. Rio, 24 de abril de 1922. — Pelo escrivão, **João B. Réllo**, escrevente juramentado, (2.626)

Julgo de Direito da Terceira Vara Civil

Fallencia de Echeverria Isla

AVISO AOS CREDITORES

De publicação de sentença que declarou aberta a fallencia da negociante Mercedes Echeverria Isla estabelecida com armazém á Estrada da Penha numero 743, nesta cidade, na forma abaixo.

O Dr. Luiz A. de Sampaio Vianna, juiz de direito da 3ª Vara Civil desta Capital Federal, etc.:

Faz saber aos que o presente edital virem que a requerimento de **Salim Hauna & Irmão** devidamente instruído, e depois de preenchidas as formalidades legais, foi declarada aberta a fallencia da negociante **Mercedes Echeverria Isla** estabelecida com armazém á Estrada da Penha n. 743 nesta cidade, por sentença deste Juízo de 22 de abril de 1922, ás 13 horas, fixando o seu termo para os efeitos legais de 21 de fevereiro de 1922. Foram nomeados syndicos os credores **Salim Hauna & Irmão**, residentes á Praça da Republica n. 76, ficando os credores da dita firma fallida notificados pelo presente para, dentro do prazo de 15 dias, apresentarem aos syndicos a declaração de seus credits, acompanhada dos respectivos titulos; e, outrossim, ficam os referidos credores convocados para a primeira assembléa da presente fallencia que será realizada no dia 22 de maio de 1922, ás 13 horas, na sala das audiencias, no **Forum** desta cidade á rua dos Invalidos n. 152, tudo nos termos dos arts. 17, 18, 80 e 82 e seus paragrafos da lei n. 2.024 de 17 de dezembro de 1908. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 24 de abril de 1922. — Eu, **Manoel Estanislau Cruz Galvão**. — **Luiz A. de Sampaio Vianna**.

Julgo de Direito da Terceira Vara Civil

Fallencia de Luiz de Carvalho

AVISO AOS CREDITORES

De publicação de sentença que declarou aberta a fallencia do negociante Luiz de Carvalho, estabelecido com joalheria á rua Uruguayana n. 41, nesta cidade, na forma abaixo:

O Dr. Luiz A. de Sampaio Vianna, juiz de direito da 3ª Vara Civil desta Capital Federal, etc.:

Faz saber aos que o presente edital virem que a requerimento do mesmo a devidamente instruído, e depois de preenchidas as formalidades legais, foi declarada aberta a fallencia do negociante **Luiz de Carvalho**, estabelecido com joalheria á rua Uruguayana n. 41 nesta cidade, por sentença deste Juízo de 25 de abril de 1922, ás 13 horas, fixando o seu termo para os efeitos legais de 16 de março de 1922. Foi nomeado syndico o credor **Alberto Borges**, residente á rua do Lavradio n. 23, ficando os credores da dita firma fallida notificados pelo presente para, dentro do prazo de 15 dias, apresentarem ao syndico a declaração de seus credits, acompanhada dos respectivos titulos; e, outrossim, ficam os referidos credores convocados para a primeira assembléa da presente fallencia que será realizada no dia 26 de Maio de 1922, ás 13 horas, na sala das audiencias, no **Forum** desta cidade á rua dos Invalidos n. 152, tudo nos termos

dos arts. 17, 18, 80 e 82 e seus §§ da lei n. 2.024, de 17 de dezembro de 1908. Dado e passado nesta cidade do Rio de Janeiro, aos 26 de abril de 1922. — Eu, Manoel Estanislau Cruz Galvão. — O juiz, Luiz A. de Sampaio Vianna.

(2.641)

Juízo de Direito da Terceira Vara Cível

Fallencia de Hassam Abdal Kader

AVISO AOS CREDORES

O escrivão Cruz Galvão communica aos credores da fallencia do Assam Abdal Kader, que se acham em cartorio, durante cinco dias, as relações e documentos apresentados pelos syndicos, para serem examinados pelos interessados, apresentando suas impugnações, de accordo com os §§ 5º e 6º do art. 83, da lei n. 2.024, de 17 de dezembro de 1908, os quaes são do teor seguinte: § 5º — Durante esse prazo de cinco dias, os creditos incluídos naquellas relações poderão ser impugnados, quanto a sua legitimidade, importancia ou classificação; § 6º — A impugnação será dirigida ao juiz por meio de requerimento instruído com documentos, justificações ou outras provas. Rio de Janeiro, 26 de abril de 1922. — Pelo escrivão, João B. Relto, escrevente juramentado.

(2.626)

Juízo de Direito da Quarta Vara Cível

AVISO AOS CREDORES

O escrivão Olympio Pereira, communica aos credores da fallencia de C. Pereira & Comp., que acham-se em cartorio, durante (5) cinco dias as relações e documentos apresentados pelos syndicos, para serem examinados, pelos interessados, apresentando suas impugnações de accordo com os §§ 5º e 6º do art. 83 da lei n. 2.024 de 17 de dezembro de 1908, os quaes são do teor seguinte: § 5º, durante esse prazo de cinco dias os creditos incluídos naquellas relações poderão ser impugnados, quanto a sua legitimidade, importancia ou classificação; § 6º, a impugnação será dirigida ao juiz por meio de requerimento instruído com documentos, justificações ou outras provas. Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — Pelo escrivão, Antonio de Souza Costa, escrevente juramentado.

(2.651)

ESTADO DE MINAS GERAES

REGISTRO TORRENS

COMARCA DE QUELUZ

O Dr. Hamilton Theodoro de Paula, juiz de direito da comarca de Queluz, Estado de Minas Geraes, em pleno exercicio do seu cargo, na forma da lei, etc.:

Faz saber aos que este edital virem, ou delle noticias tiverem, que, por parte da Companhia Nacional de Altos Fornos, lhe foi dirigida e apresentada a petição do teor seguinte: "Ilmo. Sr. Dr. juiz de direito da comarca de Queluz — Diz a Companhia Nacional de Altos Fornos, por seus directores, Dr. José Domingos Rache, presidente, e Claudino Moniz Coelho da Silva, thesoureiro que é senhora e possuidora de um immovel rural, constituido de terras e bemfeitorias, sito no districto desta cidade, no lugar denominado Gagé, havido por compra a João Franco Ribeiro e Antonio Franco Ribeiro e por doação em paga-

mento a D. Maria da Conceição, José Luiz do Nascimento e sua mulher, medindo 3.077.925 metros quadrados, confrontando com terras de herdeiros do coronel Arthur Augusto do Nascimento, Companhia Brasileira de Minas Santa Mathilde, Antonio Francisco dos Santos, Hygino José Ferreira, herdeiros de Hercirano Gonçalves, herdeiros de D. Antonio Rodrigues Lobo, José Gonçalves Sobrinho, Antonio Braga, Reduzina Lobo, herdeiros de João Rodrigues Braga, Antonio Pedro Costa Neves, com a Estrada de Ferro Central do Brasil, herdeiros de Francisco de Souza, José Machado da Cruz, José Marques Vieira, João Franco Ribeiro, conforme se vê das inclusas escrituras, plantas e memorial descriptivo; e, como queira inscrever o no Registro Torrens desta comarca, vem requerer a V. Ex. que, a esta petição official privativo, mande expedir os editaes a que se refere o art. 8º do decreto n. 451 B, de 1890, afim de, no prazo marcado por V. Ex., deduzirem os interessados as opposições que tiverem e notificando-se pelos meios regulares os confrontantes mencionados nesta e enumerados no addendum ao memorial descriptivo. P. Deferimento. Queluz, 4 de abril de 1922. — Por procuração, Francisco Rodrigues Pereira, Nada mais se continha em a dita petição, em virtude da qual foi proferido o seguinte despacho: — A., como requer, o expediam-se os editaes, com o prazo de 50 dias, que marco para os interessados deduzirem as opposições que tiverem. O escrivão inutilize os sellos dos documentos. Queluz, 4 de abril de 1922. — Hamilton. E para que chegue ao conhecimento de todos, mandou passar o presente edital, com o prazo de 50 dias, que será afixado no lugar da costume nesta cidade e publicação pela imprensa official dos poderes da União e do Estado, tres vezes pelo menos. Dado e passado nesta cidade de Queluz, comarca do mesmo nome, Estado de Minas Geraes, aos 6 de abril de 1922. — Eu, Tobias da Silva, official do Registro Torrens, o subscrevi e assigno, depois de lido. — Tobias Ferreira da Silva, official do Registro Torrens da comarca de Queluz.

(2.492)

RENDAS PUBLICAS

Recebedoria do Districto Federal

Renda arrecadada de 1 a 26 de abril de 1922.....	7.285.547.674
Idem em 27 de abril de 1922.....	522.511.045
	7.908.058.719
Em igual periodo de 1921.....	6.477.215.475
Diferença para mais em 1922.....	1.430.843.244

Alfandega do Rio de Janeiro

MEZ DE ABRIL DE 1922

Renda arrecadada hoje, 27 de abril:	
Em ouro.....	87.988.145
Em papel.....	144.843.333
Total.....	234.831.508
Renda arrecadada de 1 a 27 do corrente.....	5.541.830.920
Em igual periodo de 1921..	5.467.755.136
Diferença a maior em 1922.....	74.075.784

NOTICIARIO

Os colonos localizados pela Directoria do Serviço de Povoamento recolheram aos cofres publicos, durante os mezes de janeiro e fevereiro do corrente anno, respectivamente, as importancias de 23:929\$354 e 16:06\$110 assim repartidas por nucleos: Em Janeiro: Anicuarã, 1:59\$224; Cruz Maciã, 13:740\$412; Iraty, 79\$133; Itatiaia, 2:512\$189; Ivahy, 1:711\$600; Mocão, 1:826\$312; Senador Corrêa, 2:913\$175; Vera Guarany, 287\$490; Visconde de Mauá, 3:422\$595 e Yapor, 100\$000.

Em fevereiro: Afonso Penna, 2:573\$050; Anicuarã, 758\$132; Bandeirantes, 109\$877; Cruz Maciã, 4:929\$283; Iraty, 531\$160; Ivahy, 987\$198; João Pinheiro, 231\$40; Mocão, 619\$110; Senador Corrêa, 4:857\$554 e Yapor, 427\$080.

Pelo nocturno, embarcam hoje, para São Paulo, com destino a Jaboatão, 12 de obras levavilios que se vão instalar no Fatorato Agrícola João Bonifácio.

A inauguração desse novo instituto de amparo a infancia abandonada e de formação do trabalhador rural, que está subordinado a Directoria do Serviço de Povoamento far-se-á no proximo dia 1 de maio, segundo ordem do Sr. ministro da Agricultura. O immovel foi, para esse fim, especialemente doado ao Ministerio da Agricultura, pela Câmara Municipal daquela florescente cidade paulista.

O director desse estabelecimento o Sr. Edgar da Cunha Carneiro, que importantes comissões de confiança tem desempenhado no Serviço de Povoamento, revelando, sempre, a maior competencia profissional e dedicação ao trabalho.

Tomaram o maior interesse pela fundação desse estabelecimento os Srs. deputado Cincinato Braga, coronel Bento Vieira de Albuquerque, prefeito de Jaboatão, e maior Baptista Novas e outras pessoas de grande prestigio naquela localidade.

O Sr. ministro da Agricultura far-se-á representar no acto de inauguração pelo Dr. Samuel Gomes Pereira, delegado regional do Serviço de Povoamento no Estado de São Paulo, e o director do mesmo Serviço será representado pelo director do referido Fatorato.

O tempo — Boletim da Directoria de Meteorologia — Previsões para o periodo de 18 horas do dia 27 até 18 horas do dia 28:

Districto Federal e Niteroy — Tempo bom, passando a instavel, sujeito a chuvas.

Temperatura — Ainda em declinio. Ventos — Normaes, predominando os do quadrante sul, por vezes frescos.

Estado do Rio — Tempo, bom, passando a instavel, sujeito a chuvas, salvo a leste que continuará bom, nublado.

Temperatura — Ainda em declinio.

Tendencia geral do tempo após 18 horas do dia 28 — Perturbado.

Synopse do tempo occorrido — No Districto Federal (até 15 horas do dia 27):

— O tempo foi bom durante todo o periodo, o que, prejudicou a passagem para instavel que nos referimos hontem. O céu esteve por vezes ligeiramente nublado por C. e A-st. A temperatura foi ainda estavel á noite, tendo soffrido ligeiro declinio de dia. A maxima foi registrada ás 5 h. 55 m. com 27º e a minima ás 4 h. 40 m. com 22º. Os ventos foram variáveis e fracos, tendo havido curtos períodos de

riodos de calma pela madrugada e manhã; a briza caiu às 10 h. 20 m., que após 14 horas foi mais fresca.

Em todo o país (até 9 horas do dia 27) — Uma noite devido a falta de repa-
-rações telegraphicas, deixamos de fazer a
synops desta zona. Zona centro: tempo,
bo. Chuvou hontem, em S. Luiz de
Caceres, Corumbá e Victoria, e chuviscou
em Goyaz. A temperatura declinou li-
geramente. Zona sul: tempo, mão em
Santa Catharina e instavel nos demais
Estados. Hontem chuveu em Santa Ca-
tharina e Paraná e em alg. nas partes do
S. Paulo e Rio Grande. A temperatura
declinou ligeiramente.

Estações de nevas — Em Caxambu,
Araçá, Passa Quatro e Poços de Caldas o
tempo continúa bom com a temperatura
estavel. Foram registradas as seguintes
proximas: 27°0 em Caxambu e Passa
Quatro; 26°0 em Araçá e 25°0 em Poços
de Caldas.

Maioras temperaturas — 34°0 em
Goyaz e 33°0 em Roraima.

Maioras chuvas recolhidas no dia 27
— 32m/m.4 em Blumenau e 22m/m.8 em
Brusle.

Estado do mar na costa do país — Es-
pelhado, em Ilhéus, vagas e nequias
vagas em Sergipe, Ondina e Santos; nos
demais pontos da costa do país o mar
está tranquillo e chão.

Negócios sem chuvas — Ha mais de 15
dias: Talhy e Campinas.

Dados meteorologicos — Corrente da SW
a superficie nascedo bruscamente para
NNW até 4.900 m. com velocidade má-
xima de 5 m. e a seguir NW até 8.700
m. com velocidade maxima de 12 m.
Nesta altura o bolso desapparece e nor-
deste do visibilidade, estando a distan-
cia horizontal de 13 kilometros.

Deliveram hontem no Escritorio Oficial
da Commissão Executiva do Centenario lo os
Srs. ministros de Justiça e da Dinamarca
e o secretario de legação da Tchecoslova-
quia nesta capital.

O Sr. Ramos Montero, ministro do Urugu-
ay foi nessealme te comunicar á Com-
missão haver o Legislativo de seu país au-
torizado o Governo a participar da Ex-
posição Commemorativa do Centenario da In-
dependencia do Brasil, para o que foram vo-
tados os recursos necessarios.

Está, portanto, assegurada a represen-
tação do Uruguay no grande certamen e em
todas as festas commemorativas que aliás
era de esperar, dadas as relações de sincera
amizade que nos ligam á laboriosa nação
uruguaia.

O Sr. Otto Mohr, representante da Din-
marca, tratou de varios assumptos referen-
tes á participação das Industrias dinamar-
quezas na Exposição.

O secretario da legação da Tchecoslova-
quia conslitou a commissão sobre a possi-
bilidade de ser cedido um espaço suple-
mentar, no recinto da Exposição ou na se-
cção da orara Mauá, para as grandes indus-
trias, de machinas pesadas, de seu país.

Reune-se hoje, sexta-feira, ás 13 1/2
horas, no Escritorio da Commemoração do
Centenario na Bibliotheca Nacional, a Co-
mmissão Organizadora dos Jogos Athleticos e
Desportivos Latino Americanos.

A Commissão Executiva do Centenario
reune-se hoje, ás 15 horas, sob a presiden-
cia do Sr. Dr. Ferreira Chaves, ministro
da Justiça e Negocios Interiores.

A Partição Geral dos Correios expedirá
mal pelos seguintes paquizes:

Hoje:

Pelo American Legion, para o Rio da
Prata, recebendo impressos até ás 6 ho-
ras e cartas para o exterior até ás 7.

Pelo England Price, para o Rio da Prata,
recebendo impressos até ás 11 horas, car-
tas para o exterior até ás 12 e objectos para
registrar até ás 10.

Pelo Itaipava, para S. Sebastião, Santos
e mais pontos do sul, recebendo impressos
até ás 6 horas, cartas para o interior até
ás 6 1/2 e ditas com norte duplo até ás 7.

Pelo Barbacena, para Sarnados e Faltim-
more, recebendo impressos até ás 10 ho-
ras, cartas para o exterior até ás 11 e objectos
para registrar até ás 9.

Pelo Ayguoca, para Havre, Antuerpia e
Hamburgo, recebendo impressos até ás 12
horas, cartas para o exterior até ás 13 e
objectos para registrar até ás 11.

Amanhã:

Pelo Itauba, para Victoria, Bahia, Ma-
ceió e Recife, recebendo impressos até ás
6 horas, cartas para o interior até ás
6 1/2, ditas com norte duplo até ás 7 e
objectos para registrar até ás 18 horas de
hoje.

Nota — Vales postaes internacionais e
nacionais na thesauraria, nos dias uteis, até
ás 14 1/2 horas.

Recebimento de encomendas postaes
internacionais, pela 5ª secção do trafego,
para Portugal e Hamburgo, como cor-eios
permutantes com todos os paizes da União
Postal, Açores, Madeira e Estados Unidos,
directamente nos mesmos dias até ás 15 ho-
ras e até á vespera da partida dos paquizes
que se destinarem a Lisboa, Hamburgo e
Estados Unidos, exceptuados os da Compa-
nhia S. A. Lar'q'ue, e entrega tambem nos
mesmos dias das 10 1/2 ás 14 horas.

Companhia de Loterias Nacionais do
Brasil — Loterias da Capital Federal —
Lista geral dos premios da 4 loteria do
plano 26, 27 extracção do anno de 1922,
realizada em 27 de abril de 1922, em be-
neficio das instituições mencionadas nas leis
e decretos em vigor e em virtude do con-
trato celebrado em 8 de outubro de 1921,
na Promotoria Geral da Fazenda Publica
do Thesouro Nacional.

823.....	200000
53.965.....	200000
48.151.....	100000
28.912.....	200000
20.708.....	100000
4.405.....	200000
33.278.....	100000
55.950.....	500000
15.505.....	200000
15.322.....	500000
65.351.....	100000
30.673.....	100000
40.190.....	100000
30.657.....	100000
13.451.....	500000
209.....	100000
40.364.....	100000
57.425.....	100000
15.511.....	200000
7.427.....	200000
37.519.....	100000
12.150.....	200000
26.471.....	200000
57.254.....	3.000000
13.134.....	1000000
54.098.....	1000000
87.221.....	2000000

2° 58.....	100000
3° 57.....	200000
37° 81.....	100000
38.....	100000
21° 724.....	100000
43.121.....	100000
6° 571.....	100000
18° 921.....	100000
3° 017.....	1.000000
24° 922.....	100000
65.255.....	100000
25° 919.....	100000
7° 561.....	500000
65.542.....	100000
25.554.....	200000
31° 921.....	200000
51.030.....	200000
34.923.....	100000
55.378.....	200000
5.540.....	100000
53° 707.....	100000
59.944.....	100000
62.610.....	200000
30.974.....	200000
43.371.....	100000
51.400.....	200000
3.042.....	100000
8.729.....	200000
24.403.....	1.000000
44° 571.....	100000
64.065.....	100000
4.017.....	100000
31° 416.....	100000
40.640.....	100000
48.476.....	100000
1.357.....	200000
51.248.....	200000
44.104.....	100000
15.552.....	100000
57.543.....	500000
8.541.....	100000
10.858.....	200000
21.221.....	200000
9.538.....	100000
23.588.....	100000
61.639.....	100000
7.191.....	200000
19.248.....	200000
41.539.....	200000
23.838.....	100000
22.221.....	200000
4.111.....	200000
8.634.....	100000
62.738.....	200000
48.742.....	100000
47.449.....	100000
17.015.....	200000
27.388.....	100000
42.171.....	100000
60.948.....	200000
50.234.....	100000
40.539.....	2.000000
60.492.....	1000000

Approximações

19.237 e 19.239.....	3000000
57.263 e 57.265.....	200000
40.554 e 40.556.....	100000
29.402 e 29.404.....	100000
36.016 e 36.018.....	100000

Dezenas

65.231 a 19.240.....	400000
57.241 a 57.250.....	300000
40.551 a 40.560.....	200000
29.401 a 29.410.....	200000
36.011 a 36.020.....	200000

Todos os numeros terminados em 38 teem
48 e os terminados em 8 teem 28, exceptu-
ando-se os terminados em 38.

O fiscal das loterias do Governo da União,
Manoel Casimiro Pinto. O director-assis-
tente, João Carlos de Oliveira Ro. lo,
secretario. — O escrivão, Firmino de Can-
tuaria.

Directoria de Meteorologia — Instituto Central — Serviço de Previsão do Tempo — Boletim de Tempo — Synopse do tempo em todo o Brasil ao meio dia de Greenwich (9 hs. no Rio de Janeiro) no dia 26 de abril de 1922.

Zona norte — Deixamos de fazer a synopse desta zona por absoluta falta de despachos telegraphicos.

Zona centro — Tempo bom. Choveu no. tem em Aquidaua e Victoria e chiviscou em Ouro Preto. Temperatura estavel.

Zona sul — Tempo má e em Santa Catharina e bom nos de mais estados. Houve chuva em Paranaíba e partes de Santa Catharina e Rio Grande. A temperatura decclinou ligeiramente no Rio Grande.

Observações meteorológicas effectuadas simultaneamente ao meio dia de Greenwich (9 hs. no Rio de Janeiro) no dia 26 de abril de 1922 (Resumo do Boletim de Tempo do Instituto Central)

Observações do dia										Observações da vespera			
Estações	Pressão atmosférica m/m	Temperatura do ar		Vento		Estado do céu	Estado do mar	Estado do tempo e phenomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva m/m	Estado do tempo e phenomenos diversos	
		Observa- ção	Diferença em 24 horas	Direcção	Força				Maxima	Minima			
S. L. de Maranhão ...													
Arra do Corda (X) ...													
Fortaleza (X) ...													
Quixerabomim (X) ...													
Natal (X) ...													
Parahyba (X) ...													
Recife (X) ...													
Pão de Assucar (X) ...													
Aracaju (X) ...													
Bahia (X) ...													
Caerité (X) ...													
Janaria (X) ...													
Belo Horizonte ...	762.0	22.0	0.0	NE	3	1	—	B. (b. manhã)	28.0	14.0			
Theophilo Otonari ...	63.7	21.5	—	C	0	10	—	I.	29.0	16.0			
Uberlândia ...	60.7	24.0	1.0	NE	2	4	—	B. (b. o. manhã)	29.0	18.0			
Caxambu ...	63.3	19.0	0.0	C	0	2	—	E. (b. o. manhã)	27.0	15.0			
Joões de Caldas ...	66.4	18.0	1.0	W	1	2	—	B. (b. o. manhã)	6.0	17.0			
Goyaz ...	59.9	25.0	—	ENE	3	3	—	B. (b. manhã)	34.0	16.0			
Santa Luzia ...	58.0	22.0	-1.0	E	4	2	—	B. (b. o. manhã)	31.0	14.0			
Cuyabá ...	57.1	27.0	0.9	N	1	2	—	B. (b. o. manhã)	30.0	22.0		2. pm.	
Corumbá ...	56.0	26.0	1.0	SE	1	8	—	I. (b. manhã)	35.0	21.0			
Victoria ...	65.8	27.0	1.0	C	0	9	Chão.	I.	28.0	25.0	2.5	Ag. pm.	
Capital Federal (Insti- tuto Central) ...	61.0	25.0	-1.4	NW	2	1	Tranquillo.	B. (b. manhã)					
Campos ...	61.1	25.0	1.0	NE	3	0	—	B. (b. o. man.)	30.0	20.0			
Friburgo ...	63.8	19.0	-2.0	C	0	0	—	B. (b. o. manhã)	28.0	12.9			
Petropolis (X) ...													
Rezende ...	62.0	20.0	1.0	C	0	4	—	B. (b. o. man.)	30.0	18.0			
Cabo Frio ...	61.0	26.0	1.0	NE	4	2	Pqs. vagas.	B. (b. o. manhã)	28.0	22.0			
Therezopolis (X) ...													
S. Paulo ...	61.4	23.5	4.5	NE	1	5	—	B.	29.0	16.5			
Santos ...	61.0	29.0	4.0	C	0	7	Pqs. vagas.	I.	30.0	21.0			
Paranaguá ...	61.5	23.0	1.0	—	—	9	Tranquillo.	I.	25.0	17.0		C. am.	
Guarapuava (X) ...													
Curitiba (X) ...													
Florianopolis ...	61.4	23.0	0.0	S	3	10	Pqs. vagas.	M. C. (c. manhã)	25.3	22.4	9.2		
Lages ...		15.6	-1.3	NE	3	10	—	M. C.	—	12.3	11.0		
Porto Alegre ...	63.0	15.0	-3.0	S	1	10	—	I.	26.0	16.0	3.5	Ch. pm.	
Uruguaya a. ...	64.5	13.0	-2.0	SW	2	0	—	B. (b. o. man.)	22.0	14.0			
Montevideo ...	64.9	13.0	0.0	SW	5								
Buenos Ayres ...	65.6	3.0	—	W	2								

Estado do céo em decimos de céo encoberto: 0, totalmente limpo; 10, totalmente encoberto. Estado do tempo: b, bom; i, incerto; m, mau. Phenomenos diversos: c, chuva; ne, neve; a, nevoa secca; v, nevoeiro denso; nt, nevoeiro tenue; sa, saraiva; ge, geada; tr, trovoadas com relampagos; t, trovões; r, relampagos; or, orvalho; v, ventania. Os numeros indicativos da força do vento referem-se á Escala Beaufort de 0 calma a 12 rajão. A pressão barométrica acca-se reduzida a 0° C., ao nivel do mar e á gravidade normal.

Observações meteorológicas realizadas em alguns postos da Capital Federal — Nota: a chuva foi medida no dia 26 ás 7 horas e as temperaturas foram observadas no dia 25 ás 21 horas.

Postos	Chuva em 24 horas m/m	Temperaturas externas		Postos	Chuva em 24 horas m/m	Temperaturas externas	
		Minima	Chuva			Maxima	Minima
Tijoca ...	0.0	33.6	20.8	Rio Comprido ...	—	37.7	2.8
Bangu (X) ...	0.0	32.8	17.0	Gavea ...	0.0	28.2	29.0
Niteroy ...	0.0	34.9	26.3	Deodoro ...	0.0	32.6	19.2
Engenho de Dentro ...	0.0	32.7	22.8	Corcovado — Temperado ar:			
Penha ...	0.0	32.3	22.2	28.1. Humidade relativa: 65%.			
Encantado ...	0.0			Vento: N. Força: 2 m.			

Nota — (X) Não veio telegramma.

PARTE COMMERCIAL

Camara Syndical

CURSO OFFICIAL DO CAMBIO E MORDA METALLICA

Praças	90 d'v.	A' vista
Sobre Londres.....	7 41 64	7 9 16
Sobre Paris.....	5676	5670
Sobre Hamburgo.....	—	5708
Sobre Italia.....	—	53 16
Sobre Porto al.....	—	55 10
Sobre Nova York.....	—	75325
Libra esterlina — em moeda.....	—	—
Sobre Buenos Aires (novo papel).....	25648	25648
Sobre Buenos Aires (novo ouro).....	55989	55989
Sobre Montevideo (novo ouro).....	5 810	5 810
Sobre Hespanha (noveletas).....	15 45	15 45
Sobre Suissa (francos).....	15472	15472
Sobre Belgica (francos).....	—	—
Sobre Holla da (fl. rim).....	25 20	25 20
Sobre Iandão (ven).....	35400	35400
Sobre Dinamarca.....	15570	15570
Sobre Noruega.....	—	—
Sobre Suetia.....	15514	15514
Sobre Palestina e Syria.....	—	—
Sobre Canada.....	75250	75250
Sobre Romania.....	5070	5070
Sobre America.....	—	—
Sobre Tcheco Slovaquia.....	5152	5152

Mordas

Francos (noveletas).....	5700
Francos (noveletas).....	4345
Libras (noveletas).....	315000
Apólices uniformizadas de 5 %, minidas.....	8005000
Apólices uniformizadas de 1:0005, minidas.....	828400
Apólices diversas emissões de 5 %, minidas, no.....	851500
Apólices diversas emissões de 1:0005, 5 %, no.....	815500
Apólices de diversas emissões de 1:0005, 5 %, port. (1917).....	805500
Apólices diversas emissões de 1:0005, 5 %, port. (1921).....	815500
Apólices diversas emissões de 1:0005, 5 %, port. (1921).....	804500
Obrigações do Tesouro Nacional de 1:0005 7 1/2.....	9775000
Apólices do Emprestito Municipal de 1901 port.....	425500
Apólices do Emprestito Municipal de 1917 port.....	160500
Apólices do Emprestito Municipal de 1921 port.....	155500
Apólices do Estado do Rio de Janeiro de 1005 4%, port.....	985500
Papel Portuense do Brasil, port.....	170500
Papel do Brasil.....	290500
Debentures da Companhia Caca das Doas do Fort da Bahia, 2 serie.....	1405000
Debentures Companhia Docas de Santos.....	1975000
Debentures Companhia Mercado Municipal do Rio de Janeiro.....	2035000

Secretaria da Camara Syndical do Rio de Janeiro 27 de abril de 1922. — A. Simonson, syndico.

Camara Syndical

Adolpho Simonson, presidente da Camara Syndical dos Corretores de Fundos Públicos:

Faz saber, de ordem da Camara Syndical, que, por decreto de 13 de fevereiro ultimo, foi o erando, a seu p lido, do cargo de e rctor da fundos publicos desta praça o Sr. João Evangelista do Carmo Goulart e

pelo presente são chamados quaisquer interessados em transações em que houvesse intervindo o referido ex-corretor a vira liquidadas no prazo de seis mezes, conforme orecutia o art. 4 do decreto n. 2.475, de 13 de março de 1917, incorrendo nas disposições da lei os que no referido prazo não fizerem valer os seus direitos. E eu, *Jacinto Fernandes de Oliveira*, secretário da Camara, o souzarei.

Secretaria da Camara Syndical da Capital Federal, 3 de abril de 1922. — A. Simonson, syndico.

(2.143)

Convido os Srs. corretores de fundos publicos desta praça, a se reunirem em assembleia geral, no dia 1 de maio proximo, ao meio-dia, nesta secretaria, á rua Primeiro de Março n. 65, afim de procederem á eleição da administração no periodo de 1922 a 1923, nos termos do art. 64 do decreto n. 2.475 de 13 de março de 1917.

Secretaria da Camara Syndical do Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — A. Simonson, syndico.

Meses	1ª cotação	2ª cotação	3ª cotação	Total de vendas
Abril.....	Não cotado	Não cotado	Não cotado	5.000 sacas
Maio.....	4 21.000	1 21.500	1 21.500	16.000 sacas
Junho.....	15 20.500	1 21.500	1 21.500	9.000 sacas
Julho.....	9 20.500	1 21.500	1 21.500	4.000 sacas
Agosto.....	4 20.500	1 21.500	1 21.500	4.000 sacas
Setembro.....	4 20.500	1 21.500	1 21.500	4.000 sacas
Vendas.....	sa'as	sa'as	sa'as	38.000

MARCAS REGISTRADAS

N. 8.433

The Yale & Towne Mfg. Comp., estabelecida em Stamford, Estado de Connecticut, e em Nova York, Estado Unidos da America, apresenta a marca supra que consiste na representão de um navio característico. Esta marca que não se varia em cores e dimensões, serve para distinguir fchaduras e partes respectivas, e chaves da fabrica da depositante. Rio de Janeiro, 14 de março de 1922.

corde 1922. — Por procuração, *Richard P. Munson* (sobre uma estampilha de 600 réis), apresentada a secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 12 horas e 55 minutos do dia 14 de março de 1922.

Recebida sob n. 8.438 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro 10 de abril de 1922. — *Idaro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.652)

N. 8.439

The Yale & Towne Mfg. Co., estabelecida em Stamford, Estado de Connecticut, e em Nova York, Estado de Nova York, Estados Unidos da America, apresenta a marca supra que consiste na representão de um trifolho. Esta marca, que não se varia em cores e dimensões, serve para distinguir fchaduras e partes respectivas, e chaves da fabrica da depositante. Rio de Janeiro, 7 de abril de 1922. — Por procuração, *Pedro Americo Werneck* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada a secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 12 horas e 15 minutos do dia 7 de abril de 1922.

Recebida sob n. 8.439 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 10 de abril de 1922. — *Idaro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.652)

N. 8.440

American Chain Co., Inc., estabelecida em Bridgeport, Estado de Connecticut, e em Nova York, Estado de Nova York, Estados Unidos da America, apresenta a marca supra que consiste na palavra "Etwale". Esta marca que pode variar em tipos, cores e dimensões, serve para distinguir correntes de todos os especíes e partes respectivas a serem, el s, ganchos, argolas e minio e e que move fchados, correntes e partes para vehiculos, arreios para cavallos, encates para carros, correntes para freios, correntes para motores, correntes para cabs, correntes para canos, fchados de todas as especies e aprestos para bombas e fchados da fabrica da depositante. Rio de Janeiro, 7 de abril de 1922. Por procuração, *Pedro Americo Werneck* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada a secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, ás 14 horas e 15 minutos do dia 7 de abril de 1922.

Recebida sob n. 8.440 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 3 de abril de 1922. — *Idaro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.652)

N. 8.443

The United Turkey Red Company, Limited, estabelecida em Glasgow, Escocia, apresenta a marca supra, que consiste na palavra "Esmadire", entre aspas, adna da qual se vê encerrada em um circulo, a figura de tres honras. um dos qua nosira aos outros, uma titugem no hãço direito. Esta marca, que não se varia em tipos, cores e dimensões, serve para distinguir artigos de algodão de todas as q alidades, e peças da fabrica da depositante. Rio de Janeiro, 2 de janeiro de 1922. Por procuração, *Pedro Americo Werneck* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada a secretaria da Junta Com

mercantil da Capital Federal ás 14 horas e 35 minutos do dia 2 de janeiro de 1922. Registrada sob n. 8.443 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.652)

N. 8.444

The Marlin Firearms Corporation, estabelecida em New Haven, Estado de Connecticut Estados Unidos da America, apresenta a marca supra que consiste na palavra «Marlin». Esta marca, que pode variar em tipos, cores e dimensões, serve para distinguir espingardas de alma lisa, espingardas rayadas, revolvers, e partes respectivas, da fabricação da depositante. Rio de Janeiro, 4 de janeiro de 1922. — Por procuração, *Pedro Americo Werneck* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas e 20 minutos do dia 4 de janeiro de 1922.

Registrada sob n. 8.444 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.652)

N. 8.445

Seamans & Cobb Co., estabelecidas em Boston, Estado de Massachusetts, Estados Unidos da America, apresentam a marca supra que consiste na palavra «Seaco». Esta marca que pode variar em tipos, cores e dimensões, serve para distinguir linhas de algodão para costura, da fabricação da depositante. Rio de Janeiro, 4 de janeiro de 1922. — Por procuração, *Pedro Americo Werneck* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas e 20 minutos do dia 4 de janeiro de 1922.

Registrada sob n. 8.445, por despacho da Junta Commercial, em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.652)

N. 8.446

Seamans & Cobb Co., estabelecida em Boston, Estado de Massachusetts, Estados Unidos da America, apresenta a marca supra, que consiste na palavra «Seaco». Esta marca, que pode variar em tipos, cores e dimensões, serve para distinguir panos de algodão, da fabricação da depositante. Rio de Janeiro, 4 de janeiro de 1922. — Por procuração, *Pedro Americo Werneck* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas e 20 minutos do dia 4 de janeiro de 1922.

Registrada sob n. 8.446 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 7 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.652)

N. 8.447

Seamans & Cobb Co., estabelecida em Boston, Estado de Massachusetts, Estados

Unidos da America, apresenta a marca supra, que consiste na palavra «Seaco». Esta marca, que pode variar em tipos, cores e dimensões, serve para distinguir tecidos em peça de algodão, lã, linho ou seda, e misturas de algodão e seda ou de seda e lã para roupas de uso, esportes e para fins mecânicos em geral, da fabricação da depositante. Rio de Janeiro, 4 de janeiro de 1922. — Por procuração, *Pedro Americo Werneck* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas e 20 minutos do dia 4 de janeiro de 1922.

Registrada sob n. 8.447 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.652)

N. 8.454

Orbea Hermanos, estabelecidos em Hiber, Hespanha, apresentam a marca supra que consiste em um monograma formado pelas letras de fantasia «O. H.», letras estas iniciais do nome dos depositantes, encerradas por um circulo. Esta marca, que pode variar em tipos, cores e dimensões, serve para distinguir a classe de armas de fogo e cartuchame da fabricação dos depositantes. Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922. — Por procuração, *Leclerc & C.* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas e 15 minutos do dia 17 de abril de 1922.

Registrada sob n. 8.454 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.647)

N. 8.455

Enrique R. Balaguer, ne oclando sob o nome da Dr. Lovett Medicine Co., esta estabelecida em Nova York, Estado de Nova York, Estados Unidos da America, apresenta a marca supra que consiste na figura de uma mulher, segurando com uma das mãos um escudo e com a outra um frasco, e apparecendo de pé em uma arcaha ornamental, cujo arco frontal suporta um globo em que prisa um vassaro. Esta marca, que pode variar em cores e dimensões, serve para distinguir um remédio especifico em forma de pilulas, para uso interno para purificar o sangue, de omidades e humores constituintes do Dr. Lovett. A dita marca é impressa em rotulos affixados nos recipientes contendo o medicamento e é apresentada em renovação do registro effectuado nesta junta em 18 de abril de 1907, sob n. 1803. Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922. — Por procuração, *Leclerc & C.* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 14 horas e 15 minutos do dia 17 de abril de 1922.

Registrada sob n. 8.455, por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.647)

N. 17.788

Sequeira Veiga & Comp., estabelecidos á rua do Acre n. 82, apresentam a marca supra que adoptaram para distinguir pelles,

preparadas ou não, boas, romeiras (manetele, e agasalhos em geral feitos de pelles, sabão, sabonetes, manieiga ou outras quaisquer gorduras alimenticias, calçados de qualquer cor ou tecido, do commercio dos depositantes. Consiste ella no nome característico «Michel», entre aspas e sobre uma cetra. A marca que poderá variar em cores, tipos e dimensões, será destinada aos artigos acima. Sobre uma estampilha de 600 réis: Rio de Janeiro, 16 de dezembro de 1921. — *Sequeira Veiga & Comp.*

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 13 horas e 55 minutos do dia 16 de dezembro de 1921.

Registrada sob n. 17.783 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 31 de março de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.656)

N. 17.784

Sequeira Veiga & Comp., estabelecidos á rua do Acre n. 82, apresentam a marca supra que adoptaram para distinguir pelles, preparadas ou não, boas, romeiras (manetele) e agasalhos em geral feitos de pelles, sabão, sabonetes, mantel-a ou outras quaisquer gorduras alimenticias, calçados de qualquer cor ou tecido, do commercio dos depositantes. Consiste ella no nome característico «Strog», entre aspas e sobre uma cetra. A marca que poderá variar em cores, tipos e dimensões, será destinada aos artigos acima. Sobre uma estampilha de 600 réis: Rio de Janeiro, 16 de dezembro de 1921. — *Sequeira Veiga & Comp.*

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 13 horas e 55 minutos do dia 16 de dezembro de 1921.

Registrada sob n. 17.784 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 31 de março de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.656)

N. 17.791

Edgard Moraes Costa, estabelecido á rua Laurindo Rabello n. 87, apresenta a marca supra que adoptou para distinguir os seguintes artigos: loções, oleos, extractos, sabonetes, dentifricios, bolha finas, pomada hongroise, tinturas, e seccias, n. de arroz, cosméticos, talco e amido perfumado em rão, do seu fabrico e commercio. Consiste ella no nome característico «Regente», entre aspas. A referida marca poderá variar em cores e dimensões. Sobre uma estampilha de 600 réis: Rio de Janeiro, 24 de março de 1922. — *Edgard Moraes Costa*

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal ás 10 horas e 40 minutos do dia 27 de março de 1921.

Registrada sob n. 17.791 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20\$ de sello por estampilhas. Rio de Janeiro, 31 de março de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.656)

N. 17.804

Manoel Brandão, estabelecido á rua Domíngos Lopes n. 306, outrora á rua Manoel Victorio n. 76, apresenta a marca supra, a qual consiste do nome característico «Casa Brandão», sobre arabescos. A referida marca, que pode variar de cores e dimensões,

será usada em calçados, chapeôs, meias, camisas e demais artigos de malha, calçados de borracha, bolas para foot-ball, tennis, golf, racquets e bem assim em notas, cartões, etiquetas e recados do seu estabelecimento. (Sobre 600 réis de estampilha): Rio de Janeiro, 29 de dezembro de 1921. — *Manoel Brando*.

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal às 11 horas e 40 minutos do dia 30 de dezembro de 1921. Registrada sob o n. 17.801 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20% de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 3 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.636)

N. 17.833

Granado & Comp., estabelecidos à rua Primeiro de Março ns. 14, 16 e 18 apresentam a marca acima, a qual consiste na denominação característica "Cançulas" tendo purgativas de taurina entre aspas, seguida dos dizeres: "Preparado pharmaceutico de Granado & Comp., Rio de Janeiro. A referida marca, que poderá variar de typo de letra e tamanho, servirá para distinguir um preparado pharmaceutico (cançulas ou pilulas purgativas), de fabricação e commercio dos requerentes. Rio de Janeiro, 30 de dezembro de 1921. — *Granado & Comp.* (sobre estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal às 12 horas e 20 minutos do dia 2 de janeiro de 1922. Registrada sob n. 17.832 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20% de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.640)

N. 17.833

Granado & Comp., estabelecidos à rua Primeiro de Março ns. 14, 16 e 18 apresentam a marca acima, a qual consiste na denominação característica "Cançulas" tendo purgativas de taurina entre aspas, seguida dos dizeres: "Preparado pharmaceutico de Granado & Comp., Rio de Janeiro. A referida marca, que poderá variar de typo de letra e tamanho, servirá para distinguir um preparado pharmaceutico (cançulas ou pilulas purgativas), de fabricação e commercio dos requerentes. Rio de Janeiro, 30 de dezembro de 1921. — *Granado & Comp.* (sobre estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal às 12 horas e 20 minutos do dia 2 de janeiro de 1922.

Registrada sob n. 17.833 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20% de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 17 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.640)

N. 17.843

A Companhia Cervejaria Bohemia, com sede à rua Sete de Abril n. 176, na cidade de Petropolis, apresenta a marca supra e consiste num retulo quadrangular com uma vinhetta de fantasia tendo superiormente ao centro, interrompendo a dita vinhetta num canto circular, o monogramma formado pelas letras B. P. abaixo se lê entre aspas as palavras "Soda-Vermont" em typo grande de letras de fantasia; inferiormente em tres regras a palavra "Petropolis", as pala-

avras "Aperitivo e Refrigerante" e finalmente "Cia. C. Bohemia", entre ornatos de fantasia. Acompanha este retulo um outro rectangular no qual se lê entre uma vinhetta: "Deliciosa bebida fabricada com agua pura do Alto da Serra". Esta marca que pode variar em cores e dimensões, serve para distinguir uma bebida azucarada, aperitiva e refrigerante de fabricação e commercio da depositante. Rio de Janeiro, 12 de janeiro de 1922. — Por procuração, *C. Buschmann*, 12/1 1912 (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal às 13 horas e 5 minutos do dia 12 de janeiro de 1922.

Registrada sob n. 17.812 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20% de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 13 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (3.677)

N. 17.861

José Maria Nunes, estabelecido nesta cidade, à rua Lins de Vasconcellos n. 215, apresenta a marca supra, que consiste em um naipe de fantasia, no qual se lê nas palavras "Fermento Seco A le não — Indústria Nacional — Fabricação de José Maria Nunes — Rua Lins de Vasconcellos 215 — Rio de Janeiro". Esta marca, que pode variar em typos cores e dimensões, serve para distinguir um fermento para pão, da fabricação do depositante. Rio de Janeiro, 11 de janeiro de 1922. — *José Maria Nunes* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal às 13 horas e 30 minutos do dia 12 de janeiro de 1922.

Registrada sob n. 17.851 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20% de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.647)

N. 17.863

Fr. J. Figner, ednmerciante, estabelecido à rua do Ouvidor n. 135, nesta Capital, com fabrica de discos e chanas para gramophones e aparelhos reproductores de sons, apresenta com o desenho supra um disco para gramophone assinalado com a sua marca para distinguilos de outros congeneres ou senelantes, consistindo essa sua marca em uma linha circular brilhante entre as espiras foscas de reprodução de sons, tal como apresentado, podendo variar o numero dessas linhas circulares brilhantes e bem assim a sua posição sobre o disco do gramophone, de fabricação e commercio do depositante. Rio de Janeiro, 11 de abril de 1922. 11/4/1922. — *Fred. Figner* (sobre uma estampilha de 600 réis).

Apresentada na secretaria da Junta Commercial da Capital Federal às 12 horas e 30 minutos do dia 17 de abril de 1922.

Registrada sob n. 17.855 por despacho da Junta Commercial em sessão de hoje. Pagou no primeiro exemplar 20% de selo por estampilhas. Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.637)

CERTIFICADO

ESTADO DO RIO GRANDE DO SUL

N. 4 451

Certifico que a marca "Oleo de Santa Maria" para vermifugo, do commercio de *Schröder & Comp.*, registrada na Junta

Commercial do Rio Grande do Sul sob numero 4.451, tendo satisfeito todas as formalidades legais, foi depositada nesta Junta em sessão de 6 de abril corrente (sobre uma estampilha de 2400) estava:

Secretaria da Junta Commercial da Capital Federal, 26 de abril de 1922. 23/4/1922. — *Luiz Augusto Alves Feitosa*, 3 official (sobre uma estampilha federal de 2%). Visto - J. C., 26 de abril de 1922. — *Isidoro Campos*, director. (Ao lado estava o carimbo da Junta Commercial.) (2.637)

EDITAES E AVISOS

Ministerio da Marinha

Superintendencia de Navegação

DIRECTORIA DE HYDROGRAPHIA

AVISO AOS NAVEGANTES N. 30

Argentina—Rio da Prata

Banco Chilco—Bola fóra do lugar

Observação: A boia B1 de luz branca com lampreos, que se achava fundada na profundidade de 18 pés (5.5) ao N W do banco do Chilco parou cerca de 4 milhas ao 287°.

Posição appróx: Lat. 34 46' 15 S. e Log, 57 40' 08" W.

Nota: Novo aviso anunciará sua collocação.

Publicações affectadas: Carta Argentina n. 5: Roteir Argentino de 1916 pag. 130; Lista de farolões de 1921, pag. 118 n. 221; Exento 1207 de 1922.

Directorio de Hydrographia, no Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — *Thurcio Murciano Gomes Carneiro*, capitão de corveta, director interino.

NOTA—Uma cópia do autographo do aviso supra foi enviada nesta data às seguintes companhias: Companhia de Navegação Llo 1 Prasilheiro, Costeira, Commercio e Navegação o Lloyd Nacional.

Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro

DIRECTORIA DE OBRAS HYDRAULICAS

CONCURRENCIA PARA REPAROS GERAIS E PINTURAS DO 1º ANDAR E ANDAR TERREO DO EDIFICIO DO ALMIRANTADO BRASILEIRO

De ordem de Sr. contra-almirante Inspector do Arsenal de Marinha, faço publico que no dia 29 do corrente mez, às 14 horas, na secretaria desta directoria serão recebidas propostas para execução dos reparos: obras e pintura do 1º andar e andar terreo do edificio do Almirantado Brasileiro, de accordo com as especificações que se acham á disposição dos proponentes na Directoria das Obras Hydraulicas e as seguintes bases:

As obras a executar, orçadas em réis 71:877\$093, são as seguintes:

Pisar o emboco e reboco externo de todo o edificio e refazer os, repasse de esquadrias e pintura geral dos andares 1º e terreo, tudo, de accordo com as especificações que se acham á disposição dos proponentes na Directoria das Obras Hydraulicas.

II

As propostas para estes trabalhos devem ser apresentadas em duas vias, uma das quaes devidamente estampilhada, datada e assinada e dentro de envelope fechado com indicação da firma e sede de seu escritório, deverão declarar a inteira submissão as clausulas deste edital e precisar o preço da obra por extenso com a maxima clareza e sem rasuras ou emendas que possam vir a suscitar duvidas, assim como o prazo maximo do inicio e da terminação das obras.

O preço apresentado deve ser liquido a pagar, incluindo lucros commerciaes e transporte.

Annexos ao envelope contendo as propostas deverão ser apresentados os seguintes documentos:

a) guia de deposito na Directoria Geral de Contabilidade de Marinha como caução da quantia de tres contos e quinhentos mil réis (3:500.000);

b) prova de achar-se o concorrente em dia com o pagamento de impostos federaes, municipais e estaduais;

c) prova de haver o concorrente realizado satisfactoriamente obras congeneres, maxime para o Gov-ano Federal ou Municipal, e outras quaesquer provas de sua idoneidade.

III

O Governo reserva-se o direito de julgar livremente sobre a idoneidade moral, industrial e financeira dos concorrentes, assim como o de annular a presente concorrência sob qualquer pretexto, sem que os proponentes tenham direito a reclamar indemnização alguma.

IV

A preferencia será dada á proposta que maiores vantagens offerecer.

V

Todos os esclarecimentos e indicações com relação ás presentes obras que possam interessar aos concorrentes lles serão dados na Directoria de Obras Hydraulicas, nos dias uteis, das 12 ás 16 horas.

VI

A fiscalização destas obras ficará a cargo da Directoria de Obras Hydraulicas.

VII

Todos os materiaes empregados serão de primeira qualidade em cada especie e perfeitamente trabalhados, de accordo com os preceitos technicos. Tais materiaes só poderão ser empregados depois de certificados, e provisoriamente aceitos pela fiscalização, não obstante esta acceitação e até a recepção definitiva das obras, elles podem ser recusados pelo fiscal em caso de fraude, má qualidade ou por não terem sido perfeitamente applicados, o que acarretará a demolição destas obras, cujos materiaes serão substituidos á custa de empreiteiro.

VIII

As experiencias que a fiscalização achar necessarias para julgar da qualidade dos varios materiaes a empregar correrão por conta do empreiteiro, assim como as despesas de transporte e retirada da obra daquelles que por qualquer motivo não tenham sido acccitos.

IX

As dimensões das obras, indicações de traços de ar-a-nassa e disposição dos materiaes fornecidos pela fiscalização, assim como quaesquer modificações por ella introduzida nas plantas e projectos com a devida antecedencia, devem ser respeitadas pelo empreiteiro, uma vez que não acarretem augmento de despesa.

X

No caso de qualquer duvida por parte do empreiteiro na execução de trabalhos e nas indicações de serviço dadas pela fiscalização sejam omisissas ou incompletas, deverá aquelle consultar ao fiscal ou a seus prepostos, antes de iniciar os mesmos trabalhos, pois será responsavel pela demolição dos mesmos, no caso de sua não acceitação.

XI

Nenhuma modificação de character tecnico ou economico poderá ser introduzida pelo empreiteiro nos varios trabalhos, sem previo assentimento do fiscal; a desobediencia a esta clausula acarretará para aquelle o compromisso de demolição da obra e reposição do material empregado, caso tal modificação não seja accceta. No entanto, si a fiscalização não impugnar a obra, por não julgá-la inconveniente, nenhuma indemnização será paga ao empreiteiro sob pretexto de augmento de dimensões, melhoria de qualidade do material, etc.; no caso contrario, de serem as dimensões modificadas mais fracas, ou menor o valor dos materiaes empregados, os preços serão reduzidos.

XII

No caso de demolições realizadas pelo empreiteiro, ellas deverão ser feitas com o cuidado necessario, para que o material retirado possa ser novamente utilizado; este material, assim como qualquer outro que não tenha sido fornecido pelo empreiteiro, será propriedade do Governo. O entulho será removido á custa do empreiteiro.

XIII

O empreiteiro deverá dirigir pessoalmente os trabalhos ou propor um delegado acccito pela fiscalização, capaz de o substituir e que tenha plenos poderes para agir em seu nome, de sorte que nenhum serviço venha a ser retardado ou suspenso sob o pretexto da ausencia do mesmo empreiteiro. Este é em todos os casos responsavel pessoalmente por todas as faltas que o seu delegado possa commetter, por incapacidade, negligencia ou qualquer outro motivo.

A fiscalização pôde, quando o julgar conveniente, suspender o delegado do empreiteiro, que será substituido de accordo com as indicações acima.

XIV

Os prepostos de empreiteiro devem a requisição da fiscalização certificar o estado diario das obras, constando a chegada dos materiaes, o numero de operarios em cada especialidade e as obras em que são empregados.

XV

Em caso de fallencia ou fallecimento do empreiteiro, o contrato será rescindido, salvo si o Ministerio da Marinha acceitar as ofertas que possam fazer para a continuação das obras os credores, no primeiro caso, ou os herdeiros, no segundo caso.

XVI

O proponente ficará sujeito á multa de quinhentos mil réis (500.000) por semana que exceder do prazo a que se propõe concluir as obras.

XVII

Os encarregados e operarios que o empreiteiro empregar em suas obras devem ser em numero sufficiente e ter cada um em sua especialidade as qualidades necessarias para que a marcha regular e boa execução dos trabalhos sejam perfeitamente asseguradas; o empreiteiro despedirá immediatamente aquelles operarios que lhe forem designados pelo fiscal como comprometterdo esta boa execução do serviço, quer por sua incapacidade ou má vontade, quer por seu má comportamento.

XVIII

A conta será processada logo após a acceitação definitiva da obra e o pagamento feito no Thesouro Nacional.

Secretaria da Inspectoria do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, 18 de abril de 1922.—O secretario, *M. Pessoa de Mello*.

Ministerio da Guerra

Directoria de Saude

CONCURSOS PARA MEDICOS E VETERINARIOS DO EXERCITO

Para conhecimento dos interessados, faço publico, de ordem do Sr. general director de Saude da Guerra, que as comissões julgadoras dos concursos para admissão ao primeiro posto dos quadros de medicos e veterinarios do Exercito foram designados os seguintes officiaes: Para o de medicos os senhores: coronel medico Dr. Antonio Nunes Bueno do Prado, maiores medicos Drs. Manoel de Marsillac Motta e Carlos Eugenio Guimarães, capitão medico Dr. Dario Ferreira de Aguiar e 1º tenente medico Dr. Humberto Martins de Mello; e para o de veterinarios os senhores: tenente-coronel medico Dr. Joaquim Moreira Sampaio, major medico Dr. José Antonio Caetano, major graduado veterinario Augusto Tito da Fonseca, 1º tenentes veterinarios Severo Barbosa e Gastão Goulart.

Si algum candidato tiver reclamação e apresentar contra algum dos membros das referidas comissões, deverá fazê-lo devidamente motivada, por escrito e dirigida ao Sr. general director de Saude da Guerra dentro do prazo de oito dias.

Directoria de Saude da Guerra, 13 de abril de 1922.—Dr. *Alfredo Mendes Ribeiro*, coronel chefe de gabinete.

Fabrica de Cartuchos e Artefactos da Guerra

De ordem do Sr. coronel director geral desta fabrica, faço publico para conhecimento dos interessados que, na secretaria deste estabelecimento, se acham abertas as inscrições para o fornecimento dos artigos especificados, de accordo com o art. 52 do decreto n. 4.531, de 28 de janeiro do corrente anno.

Resengo, 19 de abril de 1922.—*Oswaldo dos Santos Dias*, 1º tenente-secretario.

Especificação — Unidade

Alfinetes sortidos, caixa.
 Borracha para machina de escrever, uma.
 Borracha «Ruby» n. 212, uma.
 Barbante fino, novello.
 Barbante grosso, novello.
 Tuvard de madeira, um.
 Bloco para memorandum (conforme modelo), um.
 Bloco-falão de papel pautado (modelo A), um.
 Bloco de papel com 100 folhas (modelo n. 1), um.
 Bloco de papel com 100 folhas (modelo n. 3), um.
 Boletim (modelo n. 1), um.
 Boletim (modelo n. 3), um.
 Boletim (modelo n. 8), um.
 Boletim (modelo n. 9), um.
 Boletim (modelo n. 23), um.
 Boletim (modelo n. 28), um.
 Boletim (modelo n. 30), um.
 Boletim (modelo n. 40), um.
 Cartões para memorandum com envelopes, cento.
 Cadeiras «Faber» especificas, uma.
 Caderno de papel quadriculado 18 x 25, um.
 Caderno pautado de 18 x 25 com 100 folhas, um.
 Caderno de papel quadriculado 11 x 16, um.
 Cesta de vime para painéis, uma.
 Carimbo de borracha (conforme amostra), um.
 Escrevinha com dois tinteiros, uma.
 Fita bicolor para machina de escrever Royal, uma.
 Gomma arabica Office-gum, vidro.
 Gomma arabica em pasta Saffords, vidro.
 Grampo para prender papeis (amostra), caixa.
 Grampo para machina de brochar, milheiro.
 Giz em bastões, caixa.
 Lapis graphite «Castel», H, HH e HHH, dúzia.
 Lapis Faber n. 1, dúzia.
 Lapis Faber n. 2, dúzia.
 Lapis Faber n. 3, dúzia.
 Lapis bicolor, grossos, «Johann Faber», n. 7 058 dúzia.
 Lapis tinta «Apollon», n. 1.255, dúzia.
 Lapis crayon, cores sortidas, dúzia.
 Lapis de borracha Faber (k-pencil), dúzia.
 Livro-ponto (grande), um.
 Livro-ponto (pequeno), um.
 Livro em branco com 100 folhas de 27 x 20, um.
 Livro-falão com 60 folhas (modelo n. 2), um.
 Lacre (cores sortidas), caixa.
 Machina de grampear papeis, uma.
 Papel timbrado, com enveloppes para cartas, caixa.
 Papel de minutas de officio, conforme modelo, resma.
 Papel de cartas com enveloppes, caixa.
 Papel almaso pautado (superior) resma.
 Papel de linho em 1/2 folhas para machina de escrever 23 x 21, caixa.
 Papel almaso liso (Waley), resma.
 Papel stencil B. 36 ou B. 19 para mimio-granho, caixa.
 Papel chapão 8 1/2 x 13, caixa.
 Papel quadriculado folhas grandes, resma.
 Papel quadriculado folhas pequenas, resma.
 Papel timbrado para officios (modelo) resma.
 Papel tela 1 x 10, peça.
 Papel pergaminhado 1 x 70 x 0,70, folha.
 Papel quadriculado em millimetros, peça.
 Papel branco 2 P. 40 kilos, folha.
 Papel vegetal, peça.
 Papel «Caron» 1 1/2 x 10, peça.
 Papel mata-orrão branco, folha.
 Papel mata-orrão verde, folha.
 Papel mata-orrão azul, folha.

Papel grosso para embrulho folhas grandes, resma.
 Papel carbono Multikopy de Webster C., caixa.
 Pennas Mallat n. 10, caixa.
 Pennas Mallat n. 12, caixa.
 Pennas Legal n. 1 F., caixa.
 Pennas Leonard n. 516, caixa.
 Pennas Hemispherical pen, caixa.
 Pennas Rond n. 3, caixa.
 Pennas Mill pen, caixa.
 Pennas Levil 1 F., caixa.
 Pennas Gillot n. 850, caixa.
 Pennas Rond n. 1, caixa.
 Porta-pennas, um.
 Pesos de vidro para papeis, um.
 Pasta de oleado para painéis, uma.
 Percevejos para papeis, um.
 Percevejos de metal «O. K.», caixa.
 Percevejos de metal ponta de aço para doreiro, caixa.
 Raspadeiras Rodgers com cabo de osso, uma.
 Regua de borracha Faber com 0,50 cm, uma.
 Regua de borracha Faber com um metro, uma.
 Regua graduada em millimetros de madeira com 0,50 cm, uma.
 Regua graduada em millimetros de madeira com um metro, uma.
 Registrador «Leitz» (grandes), um.
 Registradores «Leitz» (pequenos), um.
 Tinta para carimbo de borracha (carmin, roxa e preta), vidro.
 Tinta preta para mimio-granho, bisnaga.
 Tinta «Stephens» azul-preta, litro.
 Tinta «Stephens» carmin, litro.
 Tinta azul-preta sardinha, litro.
 Arame de ferro galvanizado de 1 mm e 3 mm, kilo.
 Arame números 25 e 26, kilo.
 Arame de aço temperado de 3 mm, 4 mm e 5 mm, kilo.
 Arame de aço temperado de 1 mm, e 5 mm e 7 mm, kilo.
 Arame de latão de 3 mm.
 Arame de ferro zincado mole, 1 mm, kilo.
 Alcool de 35°, litro.
 Alcool de 40°, litro.
 Alcool de 90°, litro.
 Anna raz, kilo.
 Acido muriatico, kilo.
 Acido sulphurico 56° B, kilo.
 Acido citrico, kilo.
 Acido chloridrico 16° B, kilo.
 Acido pyrogallico sublimado em vidro de 30 grammas, vidro.
 Azeite de peixe, kilo.
 Algodão hidrophilo, kilo.
 Alfabeto de aço temperado de 3 mm, um.
 Alfabeto de aço temperado de 2 mm, um.
 Alvarismo de aço temperado de 3 mm, coleção.
 Alvarismo de aço temperado de 2 mm, coleção.
 Amarrilho de torçear centro, pequeno, electrico, trípastico com interruptor, um.
 Alumbroilas pequenas de cobre, uma.
 Amarrão de serra de 12" para cortar ferro ou aço, uma.
 Acciona, litro.
 Ammonia, litro.
 Aresta de ferro de 1/2", kilo.
 Aresta de latão, kilo.
 Arrias de ferro de 5 8", kilo.
 Arrias de ferro de 5 8", uma.
 Ampermetro «Webster» A magnético de precisão até 10 A. com escala até 100 e até 500 A. com caixa, um.

Ampometro de bolso até 10 A, um.
 Ampometro registrador a periodico para corrente continua e alternada, a diagramma circular até 10 A., um.
 Aparelho para amolar bobinas (dous tambores), um.
 Apparelio para cortar tubo de 1/8" a 1 3/4", um.
 Abajour de ferro esmaltado, um.
 Alicates para electricista, um.
 Alicates de ponta redonda, um.
 Alicates pequenos de ponta chata sortidos, um.
 Alicates conjugados, nm.
 Alicates de grizista, um.
 Ambar a uarelo, kilo.
 Brilhantina, pote.
 Benzina, litro.
 Bromureto de potassa, gramma.
 Bissulfito lixido, gramma.
 Brochas sortidas para pintor, uma.
 Brochas para calafão, uma.
 Borracha em lençol, kilo.
 Barro refractario, kilo.
 Breu, kilo.
 Blocos universaes com quatro castanhas de 3", um.
 Proas americanas com 1/16"-5/16"-7,5 mm, 6,5 mm, 3,18 mm, e 5 mm, uma.
 Brocas para furar eventos, uma.
 Buchas de ebonite de 1/8" para suporte, uma.
 Buchas grandes de porcellana para tecto, uma.
 Buchas pequenas de porcellana para tecto, uma.
 Box circo de 1/2", um.
 Box recto de 1/2", um.
 Cera vi em, kilo.
 Cadinhos n. 80, um.
 Cadinho n. 50, um.
 Colla da Bahia, kilo.
 Corda de linho nacional de 1/2", kilo.
 Cruzwaldina, kilo.
 Carvão vegetal, sacco.
 Carvão Cardiff, tonelada.
 Carvão de forja, tonelada.
 Carvão coke, tonelada.
 Carvão triturado, kilo.
 Carneira, uma.
 Cal de marisco, sacco.
 Cal de pedra, sacco.
 Cimento, bricca.
 Chumbo e a lençol, kilo.
 Couceira de ninho de riga de 3" x 9" x 8 mm., metro.
 Couceira de pinho sueco de 3" x 9", metro.
 Correia de 2 1/2", metro.
 Correia singela de 1 1/2", metro.
 Correia singela de 2 1/2", metro.
 Chapas photo-graphicas Wellington anti-serm 9 x 12, caixa.
 Carboneto e sodio anhydro em vidros de 100 grammas, vidro.
 Correia de couro singela de 2 1/4", metro.
 Correia de couro singela de 3 1/2", metro.
 Citrat de ferro ammoniacal, kilo.
 Contrasso americano interior de 4", um.
 Contrasso americano exterior de 4", um.
 Contrasso americano porta de 4" um.
 Contrasso americano de 4" de 4", um.
 Calibrador de fio de rosca franceza, um.
 Córdo branco de 1 cm., metro.
 Cadarço branco para maletas, metro.
 Cantoneiras de ferro de 1 1/4" x 3 1/2", kilo.
 Canivetes Polier com duas folhas, um.
 Canivetes Rodgers para electricista, um.
 Chapas de ferro de 10" x 10 mm., kilo.
 Chapas de ferro galvanizado de 84" x 40 x 32", kilo.
 Chapas de ferro galvanizado de 6" x 5" x 32", kilo.
 Chapas de ferro preto de 12" x 4" x 3/16", kilo.

Chapa de ferro zincado de 8"X1/32",
kilo.
Chaves em bruto para porta, uma.
Chaves em bruto para chave, uma.
Chaves de cabine, uma.
Chaves triplicas de 30 A, uma.
Chaves triplicas, uma.
Chaves de fenda, sortidas, de 15 cm. 3
10, uma.
Chave inglesa de 18 cm., uma.
Cabo patente de 1", kilo.
Curvas de ferro galvanizado, uma.
Carretilha de metal, uma.
Cordel traçado, novelo.
Cabo elástico, preto, metro.
Cabo para lamina de 12 mm., um.
Cleats com parafusos, pa.
Chumbo em bruto de amoníaco, kilo.
Diamidophenol em vidros de 25 grammas,
vidro.
Dobradilha de ferro de 2", com parafuso,
p.
Dobradilha de ferro de 3", com parafuso,
p.
Dobradilha de latão, par.
Estopa de linho, especial, kilo.
Estopa alveada, kilo.
Esquadro americano de 8", um.
Estanho em vergalhões, kilo.
Esmeril em pó ns. 0, 00, 1 1/2. «Davies»,
kilo.
Escovas para lavagens de casa, uma.
Escovas para limas, uma.
Espaladores, um.
Ferro de aço, uma.
Estanho em laminas, kilo.
Folha de serra americana de 12", uma.
Fivela, preta, uma.
Ferro galvanizado de potássio, kilo.
Ferro gusa, kilo.
Fio para curtidor, pacote.
Fio de amiantho de 1/8", kilo.
Fio duplo em cano de chumbo n. 14,
metro.
Fio duplo em cano de chumbo n. 12,
metro.
Fio duplo isolado para telepho, kilo.
Fio para telepho ns. 10, 12 e 14, kilo.
Fio flexível para telepho, kilo.
Fio flexível duplo ns. 14 e 18, metro.
Fio flexível duplo para lustre n. 18,
metro.
Fio preto com isolamento de borracha
n. 18, metro.
Fio isolado para conduto n. 10, metro.
Fio magnetico isolado de 0,0035, kilo.
Fio de naillehort de 1 mm., 1/2 mm.,
1 1/2 mm., kilo.
Folhas de serra para cortar metal, uma.
Fita isolante, preta.
Fita isolante de alta tensão, preta.
Folha de diagramma para voltmetro, uma.
Fusíveis de cartuchos de 10, 10, 30, 15,
40 e 50 A. um.
Ferro em vergalhão quadrado de 1" e 2",
kilo.
Ferro em barra de 3/8", 1/2", 1 1/2",
2 1/2" e 9", kilo.
Ferro em vergalhão redondo de 1 1/4"
3/4", 5/8", 3/16", 1/2" e 5 1/16", kilo.
Fechaduras para armarios com parafusos,
uma.
Fechadura para caixa de 3", uma.
Fechos pequenos de ferro com parafuso,
um.
Fechos grandes de ferro com parafuso,
um.
Graxa do Rio Grande, kilo.
Graxa americana, kilo.
Grampos para corcova de 1", 1 1/4",
1 1/2", 1 3/4", 2", 2 1/2", 2 3/4", 3",
3 1/2" e 4", um.
Grampos para maleta, metro.
Grampos flexíveis, caixa.
Gomma lacca, kilo.
Gomma arábica em pó, kilo.
Gesso, kilo.

Graxa em pedra, kilo.
Graxa, caixa.
Graxa para aviação Tidal aero, caixa.
Graxa branca, 3".
Caixa de este de 1/8", kilo.
Cabo zortinas para enrolar, uma.
Hydroquinone em vidros de 25 grammas,
vidro.
Hydroquinone de sol, kilo.
Isolador com fio e porca, um.
Interruptores rotativos com uma direcção,
um.
Interruptores rotativos com duas direcções,
um.
Interruptores rotativos com tres direcções,
um.
Interior de pilha «Leclanché» completo,
um.
Linha de ferro para cano de 1", um.
Kerosene, caixa.
Kaól, kilo.
Linha de coco, novelo.
Linha branca n. 36, carretel.
Linha preta n. 52, novelo.
Linha kaki n. 40, carretel.
Linha papel ns. 0, 00, 000, 1, 1 1/2 e 2,
folha.
Linha esmeril ns. 0, 00, 030, 1, 1 1/2 e 2,
folha.
Linha carborundum em papel ns. 0, 00, 030
e 0000, folha.
Linha esmeril «Humbert» n. 1, 0, 00 e 000,
folha.
Linha esmeril Davies ns. 0, 1, 1 1/2, 2,
F e FF, folha.
Limas com cabos de aço sortidos, uma.
Limas de agulha com cabo de aço (sor-
ti-do), uma.
Lima paralela murça de 10", uma.
Lima paralela murça de 12", uma.
Lima paralela murça de 14", uma.
Lima paralela murça de 16", uma.
Lima paralela murça de 4", uma.
Lima paralela murça de 6", uma.
Lima paralela murça de 8", uma.
Lima de 1/2 cana murça de 1", uma.
Lima de 1/2 cana murça de 3", uma.
Lima paralela bastarda de 3", uma.
Lima paralela bastarda de 4", uma.
Lima paralela bastarda de 6", uma.
Lima paralela bastarda de 8", uma.
Lima paralela bastarda de 10", uma.
Lima paralela bastarda de 12", uma.
Lima paralela bastarda de 14", uma.
Lima paralela bastarda de 16", uma.
Lima de 1/2 cana bastarda de 3", uma.
Lima de 1/2 cana bastarda de 4", uma.
Lima de 1/2 cana bastarda de 6", uma.
Lima de 1/2 cana bastarda de 8", uma.
Lima de 1/2 cana bastarda de 10", uma.
Lima de 1/2 cana murça de 3", uma.
Lima de 1/2 cana murça de 4", uma.
Lima de 1/2 cana murça de 6", uma.
Lima de 1/2 cana murça de 8", uma.
Lima de 1/2 cana murça de 10", uma.
Lima de 1/2 cana murça de 12", uma.
Lima de 3 quinas entrefina de 3", uma.
Lima de 3 quinas entrefina de 4", uma.
Lima de 3 quinas entrefina de 6", uma.
Lima de 3 quinas entrefina de 8", uma.
Lima de 3 quinas murça de 6", uma.
Lima de 3 quinas bastarda de 3", uma.
Lima de 3 quinas bastarda de 4", uma.
Lima de 3 quinas bastarda de 5", uma.
Lima de 3 quinas bastarda de 6", uma.
Lima de 3 quinas bastarda de 10", uma.
Lima redonda de 6 1/4, uma.
Lima redonda de 6 1/8, uma.
Lima lanceteira entrefina cabo de aço de
3", uma.
Lima faca entrefina, cabo de aço de 3",
uma.
Lima quadrado entrefina cabo de aço
de 1/8", uma.
Lima redondo entrefina cabo de aço de
1/8", um.
Ladrão para caixa d'agua de 3/4", um.
Lona branca enfiada, metro.

Latão em chapa de 1 m/m, kilo.
Latão em chapa de 1 m/m, 3, kilo.
Latão em laminas de 0,000, kilo.
Latão em barra, kilo.
Lampada de 16X120, uma.
Lampada de 25X120, uma.
Lampada de 32X120, uma.
Lampada de 50X120, uma.
Lampada de 10 volts, uma.
Lampada tub. uma.
Lampada de 1/2 Watt de 25X120.
Lampada de 1/2 watt de 50 X 120, uma.
Lampada de 1/2 watt de 100 X 120, uma.
Lampada de 1/2 watt de 200 X 120, uma.
Lampada de 1/2 watt de 600 X 120, uma.
Mantilhas de barro de 4", uma.
Magnetos, um.
Martelo para cerroteiro, um.
Machina mangal (neoreta) de furar, uma.
Medidor para corrente monophasica 50
peridos 120 v. 1 k. w. um.
Micrometro chato de 25 m/m, um.
Micrometro para interior de 25 m/m, um.
Medidor em vidros de 25 grammas, vidro.
Nivel americano de 8", um.
Óleo grosso, kilo.
Óleo fino, kilo.
Óleo fino para machina de costura, kilo.
Óleo de lubrificação, kilo.
Cera, kilo.
Oxygênio, metro cubico.
Óleo de ferro, kilo.
Óleo grosso cilindro, kilo.
Óleo de maquina purificado, litro.
Óleo Mobil Oil A, caixa.
Óleo Mobil Oil B, caixa.
Potassa, kilo.
Pós de ferro, kilo.
Parafuso, kilo.
Pó de sapato, kilo.
Pinceis redondos numeros 12, 11 e 21,
um.
Pinceis chatos ns. 16 e 24, um.
Pinceis Felikan, um.
Pinceis de seda sortidos, um.
Papel photographico «Azo F» 13X18, en-
velope.
Panno de lá polissagem, metro.
Pelles de camurça, uma.
Pedra de esmeril «Arcanza», uma.
Pris lato de potassa, kilo.
Plombagem, kilo.
Porca de junção para cano de 1", uma.
Phasimetro «Harimann & Braun», um.
Peneira de 2 m/m, kilo.
Panelão de 0 0007, kilo.
Panelão de asbesto de 1/8", kilo.
Panelão de amiantho de 1/8", folha.
Panelão de amiantho de 1/16", folha.
Panel carvão, folha.
Panel refinado, folha.
Panel de linho para empacotar, resma.
Parafuso de ferro de 2" 12", grosso.
Parafuso de ferro de 1/8"X1" 40 P,
grosso.
Parafuso de ferro de 1/4"X1 1/2" 20 P,
grosso.
Parafuso de ferro de 3/16"X1 1/2" 24 P,
grosso.
Parafuso com cabeça redonda de 1"X
X1 1/4", grosso.
Parafuso com cabeça redonda de 1"X
X3/16", grosso.
Parafuso com cabeça redonda de 1"X
X3/8", grosso.
Parafuso com cabeça redonda de 1"X
X1/8", grosso.
Parafuso de ferro de 25 m/m, grosso.
Parafuso de ferro de 22 m/m, grosso.
Parafuso de ferro de 12 m/m, grosso.
Parafuso de ferro de 1 1/2", grosso.
Parafuso de ferro de 2" X 1/4", grosso.
Parafuso de latão de 1/2" X 1/8", grosso.
Parafuso de ferro com porca de 1 1/2" X
X1 1/2", um.
Parafuso de ferro rosca soberba de
1 1/2"X2 1/2", um.

Porca de ferro de 5/8", ki'o.
Porca de ferro para a redonda 3 1/2" X
X 3 8", ki'o.
Pasta de paris de 12 X 12 kilo.
Pastas de paris de 15 X 15, ki'o.
Pastas de paris de 16 X 21, ki'o.
Pastas de paris de 10 X 16, ki'o.
Pedras de amarellarame tas (soradas), uma.
Pilhas secas, uma.
Pera de madeira para campainha electrica,
uma.
Pisa com cat. acr., uma.
Rotoles para fechamento de caixas, um.
Rege liqez, kilo.
Rege sol, un.
Runo, un.
Revista de cobre para correa, pacote.
Rebojo de cimento carbonado de 8 1/4",
un.
Rebojo «norton» (grosso) de 10" X 1 1/2",
um.
Rebojo «norton» (fino) de 10" X 1 1/2",
um.
Rebojo de cimento de 90 X 15, um.
Reistro de pressao de 1/2", um.
Reistro de pressao de 3/4", un.
Reistro de passagem de 1/2", um.
Roxo-ref., kilo.
Rabites de ferro galvanizado de 3 1/2" X
X 3 7/8" kilo.
Faldanas e a des de porcelana, uma.
Rodajas neomatas de porcelana, uma.
Recipiente de porcelana, um.
Rosetas electrs, uma.
Surote com chaves, um.
Suporte en chave, um.
Serrote de traçar de 60 cm, um.
Serrote de corte de 30 cm, un.
Solta fôrta para lato, kilo.
Solda com porca de 1/2", uma.
Sola engraxada, kilo.
Secante «Castelo», kilo.
Sabão commum, kilo.
Sabão para roupa, kilo.
Sabão especial para estendimento de me-
tas, caixa.
Sabo etc em barra, uma.
Sulfito de sódio anhydry em vidros de 10
grammas vidro.
Sublimado cor oivo, kilo.
Sena em pó branco, sacco.
Sal commum, kilo.
Soda crustica, kilo.
Tarracha americana completa de 1/32" a
1/4", uma.
Taboa de pinho do Paraná de 1" x 9",
metro.
Taboa de pinho do Paraná de 1" x 12",
metro.
Taboa de pinho americano de 3 cm. x
30 cm., metro.
Taboa de pinho branco de 1 x 9, metro.
Termometro con reservatorio achetado
para bovinas de ma hiza. aa.
Ter-mometro «Jeannoeiwitche» com mercúrio
sob pressão de azoto ou ácido carbonico até
550° u.
Telha typo francez, uma.
Telha de cuieir., uma.
Teolo refractario assulado, uma.
Tiolo refractario ao sulfureto de hidrógeno, um.
Torno de bancada de 4", um.
Torneira de lata de 1/2", uma.
Torneira de macho de 1/2", uma.
Tinta ingleza para couro amarello, gar-
rafa.
Tinta ingleza para couro preto, garrafa.
Tinta nankin «Royal», vidro.
Tinta aquarella en bisaz., uma.
Tinta liquida azul da Prussia, vidro.
Tipolo de papel, un.
Trincal, kilo.
Tubo de vidro para caldeira de 14" x 3/4",
un.
Tampa de segurança Edison, uma.
Tuho flexivel 1/2", um.
Tomada de corrente de rosca, uma.

Tulipa de vidro (lisa), uma.
 Tulipa de vidro (colorida), uma.
 Tubo de porcelana de 8 c/m, um.
 Tubo de porcelana de 3 c/m, um.
 Tubo de porcelana de 21 c/m x 1/8 m/m, um.
 Torno giratorio para bancada (dois tamanhos), um.
 Vassouras de palha americana, uma.
 Vassoura de pissava, uma.
 Vassourinha de pissava, uma.
 Ver-fier, um.
 Vaseline, kilo.
 Verniz preto roval, galão.
 Verde activo kilo.
 Verde composto, kilo.
 Vermelho, kilo.
 Verniz conal, galão.
 Verniz flating, galão.
 Vidro liso de 1" x 47 c/m., um.
 Vermelho de sapateiro, kilo.
 Válvula com boia de 1/2" uma.
 Vergalhão de ferro de 5/8", uma.
 Vergalhão reto do de aço 1/4", kilo.
 Vergalhão reto do de aço 1 1/2", kilo.
 Vergalhão redondo de aço 1", kilo.
 Vergalhão redondo de aço de 2", kilo.
 Verruma com cabo de madeira de 3 m/m e 5 m/m, uma.
 Voltmetro de bolso até 10 volts, um.
 Voltmetro de Weston a magnetico systema Deprey & d'Arsonval de precisão, até 150 volts com chum até 150 volts com caixa, um.
 Voltmetro registrador a o indicio por corrente continua e alternada a diagramma circular até 130 volts, um.
 Vernier, dando 0,1 m/m 0,1, de aproximação, um.
 Wattmetro portatil até 250 w. para lampada, um.
 Wattmetro «Siemens» & «Halske» para corrente triphasica até 5 k. w., um.
 Wattmetro «Siemens» & «Halske» para corrente triphasica até 50 k. w., um.
 Zircão, kilo.
 Zinco liso n. 7, kilo.
 Zinco para pilha, um.
 Forja portatil, uma.
 Jogo de paralelos angulares americanos com grampos, um.
 Sula quadrada americana, uma.

**Ministerio da Agricultura, Industria
e Commercio**

**Directoria Geral de Produção de Indústria
Pastoril**

De ordem do Sr. director geral, faço publico que esta directo ia geral vae adquirir dos negociantes abaixo mencionados, para ser pago pelo Thesouro Nacional, em cumprimento ao disposto no art. n. 98 da Lei n. 4.242 de 5 de janeiro de 1921, o material seguinte:

Srs. F. F. Braga & Comp., estabelecidos em
rua Gonçalves Dias, 48.

24 m. tras de fio duplo em chum- bo, n. 12, a 2400.....	524600
4 c. de ligação, redondas, a 2400.....	84000
200 bradeiras com pregos, a 5080.....	166800
2 toneladas de óleo, a 24500.....	58000
3 blocos de madeira de 4 polega- das, a 1000.....	3000
1 comutador relativo.....	24500
	<u>573300</u>

Srs. Moreno Borlido & Comp., estable-
cidos á rua do Ouvidor, 142.
1/2 dúzia de sabonete em bolas,
N. 1. F. 30000

Rio de Janeiro, 25 de abril de 1922. —
F. F. Costa Filho, pelo chefe da secção de
expediente.

**Directoria Geral do Serviço de Indus-
tria Pastorel**

De ordem do Sr. director geral, faço publico q' esta directoria geral vae adquirir os negocios abaixo mencionados, para ser pago pelo Thesouro Nacional, em cumprimento ao disposto no art. 98 da lei n. 4.242, de 5 de janeiro de 1921, o material seguinte:

Srs. J. G. Pereira & Comp., estabe-	
lecidos à rua da Quitanda, 105:	
1 caixa de pennas ig al 1 anoara.	54000
60 de lenia. custos n. 2, a	
1 caixa de pennas Mallat 12.....	214000
	89 00

Rio de Janeiro, 25 de abril de 1922. —
F. F. Costa Filho, pelo chefe da secção de
expediente.

Lista dos Corretores

BOLESA DE MERCADORI'S

A Junta dos Corretores de Mercadorias e de Navios do Distrito Federal faz sciente aos Srs. interessados do mercado de algodão e semente, que nos requerimentos pido de identificação de lote de algodão, deverá mencionar-se além da quantidade, marca, valor data de entrada e traçade em que se acha o mesmo depositado mas o seguinte:

a) nome do corretor que tiver intervindo na operação;
b) moeda de entrega do algodão;
c) se foi pago o imposto de operações a termo e em que data.

Secretaria da Junta dos Corretores, 26 de abril de 1922. — *João Severino da Silva*, syndico.

Ministerio da Pazonda

Directoria do Patrimonio Nacional

De ordem do Sr. director, com os
forceiros de terrenos de marinha abaixo
mencionados á virem a esta Secretaria
afim de satisfazerem exigencias constan-
tes dos respectivos bem assim legaliza-
rem a posse dos respectivos terrenos:

Maria Julia Cardoso.
Eugenia Laura Van Erven.
João Fernandes Vieira.
Miguel Pellegrino.
Francisco Machado Pereira.
Anna de Mattos Vieira.
Companhia Ribereña del Plata.
Companhia de Navegação S. João da
Barra.
Sociedade Anonyma Lloyd Nacional.
Pereira, ... Santos
Fellipe Francisco Martins.
J. Pereira ...

Izabel da Cunha Oliveira Coutinho.
 P. Antonio Eage.
 Nagib Khaleel.
 João Camuyarano.
 Wenceslau de Moraes Cordeiro.
 João Gregorio da Silva.
 Benjamin Fernandes Pereira.
 Joaquim Ferreira de Mello.
 Manoel Domingues Maia.

Secretaria do Patrimônio Nacional, 25 de abril de 1922. — J. Cordovil Pires da Silveira, secretario.

Caixa de Amortização

Faço publico que, tendo se extraviado as apolices da divida publica interna fundada, uniformizada pelo annual de 5 % annel, valor nominal de 1:000\$, e n. 419.966 nete cente a Eduardo Ferreira, viuvo, brasileiro; vae ser expedido novo titulo se, dentro do prazo de cinco dias, não houver reclamação em contrario.

Caixa de Amortização, 26 de abril de 1922.
 —O inspector, Luiz Vossio Brigido.

Caixa de Amortização

Faço publico que, tendo-se extraviado as apolices da divida publica interna fundada, uniformizadas, juro annual de 5 %, annel, do valor nominal de 1:000\$, ns. 392.869 a 392.886, de 500\$, ns. 2.074 e 2.170, e de 200\$ n. 5.979, netentes a João Dale, casado, brasileiro; vão ser expedidos novos titulos se, dentro do prazo de cinco dias, não houver reclamação em contrario.

Caixa de Amortização, 26 de abril de 1922.
 —O inspector, Luiz Vossio Brigido.

Directoria do Patrimônio Nacional

De ordem do Sr. director, convido os foreiros de terrenos de marinha abaixo mencionados a virem a esta Secretaria afim de satisfazerem exigencias constantes dos respectivos processos bem assim legalizarem a posse dos alludidos terrenos:

Maria Julia Cardoso.
 Euzenia Laura Van Erven.
 João Fernandes Vieira.
 Miguel Pellegrino.
 Francisco Machado Pereira.
 Anna de Mattos Vieira.
 Companhia Ribeirinha del Plata.
 Companhia de Navegação São João da Barra.
 Sociedade Anonyma Lloyd Nacional.
 Bernardino Loureiro dos Santos.
 Felipe Francisco Martins.
 José Teixeira Sobrinho.
 Izabel da Cunha Oliveira Coutinho.
 Henrique Eage.
 Nagibe Khaleel.
 João Camuyarano.
 Wenceslau de Moraes Cordeiro.
 João Gregorio da Silva.
 Benjamin Fernandes Pereira.
 Joaquim Ferreira de Mello.
 Manoel Domingues Maia.

Secretaria do Patrimônio Nacional, 25 de abril de 1922. — J. Cordovil Pires da Silveira, secretario.

Directoria do Patrimônio Nacional

De ordem do Sr. director convido os Srs. foreiros da Faza da Nacional de Santa Cruz, a virem a esta Secretaria afim de satisfazerem exigencias constantes dos respectivos processos bem assim legalizarem a posse dos alludidos terrenos:

Companhia Light and Power.
 Clemente José Gomes.
 Olfemar Francisco das Chagas.
 Valentim dos Santos.
 Derneval Pereira Leite.
 Maria Ribeiro Cunha.
 Avellia da Rosa Franco.
 João Nicolau de Andrade.
 Vicente de Souza Pires.
 Abel dos Santos.
 Josino Teixeira da Cunha.
 Marcos José Maria.
 Leopoldino Rodrigues dos Santos.
 Angelo Pezende.
 Manoel Filario da Conceição.
 Adilino José Quirino.
 Maria dos Anjos Fernandes.
 Manoel Coelho Moreira.
 Manoel Joaquim Ferreira.
 Levy Kaiser Herrera.
 João Antonio da Silva.
 Custodio Teixeira Boa Vista.

Secretaria do Patrimônio Nacional, 27 de abril de 1922. — J. Cordovil Pires da Silva, secretario.

Alfandega do Rio de Janeiro

CONCURSO PARA GUARDAS DA ALFANDEGA

De ordem do Sr. Dr. presidente do concurso para guardas da Alfandega do Rio de Janeiro, são convidadas a comparecer hoje, 28 do corrente, ás 11 horas, no Lyceu de Artes e ofícios (lado da Avenida Central) os candidatos ao alludido concurso, abaixo nomeados, afim de se submeterem ás provas oraes de Portuguez e Arithmetica.

1. Arthur Crillon Filho.
2. Arthur Vasco Ferreira Borges.
3. Atalmar de Souza Figueiredo.
4. Ataulpa dos Reis Figueira.
5. Augusto Aguiar Melgaço.
6. Augusto Guimarães.
7. Augusto Medeiros.
8. Avay Bernardagi.
9. Belmonte Pinto de Araujo Corrêa.
10. Benedicto Soares Capello.
11. Benjamin de Araujo Lopes da Costa.
12. Benjamin Nozueira.
13. Bento Milheiro Sabença.
14. Bernardo Abrunhosa.
15. Biagi Giovanni Santo.
16. Bráulio Antonio da Silva.
17. Breno de Barros e Vasconcellos.
18. Bruno da Cunha e Silva.
19. Calimerio de Souza Machado.
20. Camillo Gomes Villella Junior.

Turma suplementar

1. Candido Gonçalves Lopes.
2. Candido Goulart.
3. Carlos Arnold.
4. Carlos Francisco de Avellar.
5. Carlos Gandie Ley Filho.
6. Carlos Luiz Frechetti Junior.
7. Carlos Pedro da Silva.
8. Carlos Rebello.
9. Carlos Ribas de Mello Leitão.
10. Carlos Rodrigues de Barros.

Os candidatos de ns. 1 a 4, da turma effecliva, são chamados, novamente, amanhã,

por ter sahido tarde o *Diario Official*, de hoje.

Sala do concurso, no Lyceu de Artes e Ofícios, 27 de abril de 1922. — Alfredo Cunha, secretario.

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores

Directoria da Contabilidade

CONCURRENCIA PUBLICA PARA A ESCOLHA DE UM PROJECTO DE ESTATUA AO GENERAL PINHEIRO MACHADO

De ordem do Sr. ministro faço publico que, nos termos do decreto n. 4 526, de 26 de janeiro de 1922, fica aberta a concorrência publica para a apresentação de maquetes de uma estatua do general Pinheiro Machado a ser erigida em uma das praças desta Capital, de accordo com as condições abaixo enunciadas:

1. — O prazo para apresentação das maquetes será de cento e vinte dias (120) a contar da data da publicação deste edital de concorrência;
2. — Serão aceitos os projectos de artistas nacionaes e estrangeiros domiciliados no Brasil;
3. — Os concorrentes terão a mais ampla liberdade na concepção do monumento, desde que o projecto traduza e concretize condignamente a homenagem á personalidade do general Pinheiro Machado;
4. — Os projectos constarão:

a) de uma *maquete* em gesso, representando o conjunto do monumento e os seus detalhes, na escala de 1/10 (um por dez);

b) Um detalhe de escultura também em gesso, modelado em tamanho definitivo, detalhe esse escolhido pelo concorrente entre os motivos do seu projecto e que será de preferencia uma cabeça expressiva;

c) Uma descrição clara e succinta do projecto, em todos os seus detalhes, especificando os materiaes que deverão ser empregados;

d) Um orçamento detalhado, de forma á Comissão julgadora poder avaliar se o projecto poderá ser executado dentro do credito votado de trescentos contos de réis (300:000\$000).

5. — E' dada aos concorrentes plena liberdade quanto ao material a empregar;

6. — Esgotado o prazo de concorrência, reunir-se-ha a Comissão julgadora, nomeada pelo Governo, e procederá ao julgamento e classificação dos projectos apresentados, mandando em seguida fazer a exposição dos mesmos;

7. — Os projectos e respectivas descrições deverão vir assignados por um pseudonymo e acompanhados de uma sobre-carta fechada e lacrada; tendo externamente o mesmo pseudonymo e no interior o nome e o pseudonymo do concorrente, podendo este enviar até dous projectos com pseudonymos diferentes; de tudo se passará um recibo ao concorrente;

8. — Só depois do julgamento é que será aberta a sobre-carta contendo o nome do concorrente classificado em 1.º lugar, sendo os restantes envelopes e projectos postos á disposição de seus autores durante trinta (30) dias, findos os quaes a Comissão declina de toda e qualquer responsabilidade sobre o extravio dos mesmos;

9.º — Ao autor ou autores do projecto classificado em 1.º lugar será conferido o premio de dez contos de réis (10:000\$), ficando o mesmo projecto de propriedade do Governo que d'elle se servirá para base da concorrência para a construção do monumento, de conformidade com o paragrapho 2.º do art. 3.º do decreto citado.

10.º — O concorrente que por meio da Imprensa ou por outro qualquer meio de publicação tornar conhecido seu pseudonymo, será desclassificado;

11.º — Não serão tomados em consideração os projectos que não obedecerem rigorosamente ás clausulas do presente edital;

12.º — As maquetes deverão ser enviadas para a Escola Nacional de Bellas Artes, onde serão expostas (ex-vi do artigo 8.º) em uma de suas salas;

13.º — O Governo reserva-se o direito de annullar a concorrência, si nenhum dos projectos apresentados for julgado digno de consideração, abrindo nova concorrência em igual espaço de tempo.

Directoria da Contabilidade, em 14 de março de 1922. — *Pereira Junior*, director geral.

Directoria da Contabilidade

De ordem do Sr. ministro e de conformidade com o que estabelecer o artigo 52 do Código de Contabilidade da União faço publico que, não havendo comparecido proponentes á concorrência publica para fornecimento de gasolina e kerosene ás repartições dependentes deste ministerio de accordo com o edital de 22 de fevereiro ultimo, se acha aberta nesta directoria, pelo prazo de 12 dias, a respectiva inscripção dos candidatos a esse fornecimento, sob as seguintes condições:

1.º Para esse fim, os pretendentes á inscripção, apresentarão requerimento, juntamente com os documentos precisos ao julgamento de sua idoneidade e para verificação do pagamento dos impostos concernentes aos artigos em que se desejarem inscrever, declarando as denominações desses artigos e os preços a elles correspondentes de accordo com a unidade estabelecida de litro, caixa e tambor.

2.º O julgamento da idoneidade será feito dentro de dez dias contados da data da entrada do requerimento nesta directoria, sendo então ordenada ou não a inscripção do requerente.

3.º Os preços offerecidos não poderão ser alterados antes de decorridos quatro mezes da data da inscripção, sendo que as alterações communicadas em requerimento, só se tornarão effectivas, após quinze dias ao despacho que ordenar sua anotação.

4.º O fornecimento de qualquer dos artigos caberá ao proponente que houver offerecido preço mais barato, não podendo em caso algum, o negociante inscripto recusar-se a satisfazer a encomenda que lhe fór dirigida na quantidade pedida, sob pena de ser excluido o seu nome ou firma do registro ou inscripção e de correr por conta d'elle a diferença de preços que houver.

5.º Os proponentes inscriptos depositarão no Thesouro Nacional a quantia de 1:000\$, para garantia da satisfação dos pedidos de fornecimento que lhes forem dirigidos.

6.º A inscripção encerrar-se-á ás tres horas do dia 29 de abril de 1922.

Directoria da Contabilidade, em 15 de abril de 1922. — *Pereira Junior*, director geral.

Directoria da Contabilidade

CONCURRENCIA PARA A CONSTRUÇÃO DO ESQUELETO EM CONCRETO ARMADO, ALVENARIAS, COBERTURAS, PISOS, FÓRROS, CÚPULAS, CLARABOIAS, ESCADAS, ETC., CONFORME VAE ESPECIFICADO, PARA O NOVO EDIFICIO DA CAMARA DOS DEPUTADOS A SER CONSTRUÍDO EM TERRENOS DE PROPRIEDADE DO GOVERNO FEDERAL, SITUADO ENTRE AS RUAS: MISERICORDIA, ASSEMBLEIA, S. JOSÉ E D. MANUEL.

De ordem do Sr. ministro da Justiça e Negocios Interiores, faço publico, que no dia 17 de maio deste anno, ás 15 horas, serão recebidas na Directoria de Contabilidade, propostas para construção do edificio da Camara dos Deputados, em terrenos de propriedade do Governo Federal, situado entre as ruas: Misericordia, Assembleia, S. José e D. Manoel, observadas as seguintes condições:

1.º — As pessoas que pretenderem concorrer comparecerão nesta directoria, até o dia 15 de maio, ás 14 horas, onde receberão guia para depositar no Thesouro Nacional a quantia de dez contos de réis para garantia da proposta.

2.º — As propostas, em tres vias, sendo uma devidamente sellada, serão fechadas em envoltucros lacrados, com a declaração do nome do proponente e indicação precisa do lugar em que é estabelecido. Em outro envoltucro serão fechados os documentos de idoneidade, conhecimento do Thesouro Nacional, provando ter effectuado o deposito e quitação de impostos Federal e Municipal de constructor.

Os proponentes estabelecidos em outro municipio apresentarão conhecimentos de impostos do local do domicilio, juntando os do Districto Federal, ao ser assignado o contracto, se forem eschibidos;

3.º — Constituem provas de idoneidade documentos devidamente autenticados passados por engenheiros ou architectos de provada competencia, com as firmas reconhecidas, ou outros documentos que provem ter o concorrente executado trabalhos equivalentes.

4.º — As propostas não poderão conter senão uma formula de completa submissão a todas as clausulas do edital e o preço o prazo que o proponente offerece para a totalidade das obras, que deverão ser escriptas em algarismos e por extenso, sem emendas, rasuras ou entrelinhas. O proponente apresentará um orçamento dividido nas verbas consignadas em um modelo que lhe será fornecido juntamente com o projecto. Fica entendido que esse orçamento servirá apenas do base para os pagamentos contractuaes conforme determinam as clausulas 15.º e 19.º, não podendo ser invocado com qualquer outro proposito. Não serão tomadas em consideração quaisquer ofertas não previstas neste edital de concorrência, nem propostas que contenham o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

5.º — A preferéncia para execução dos trabalhos cabe ao proponente que apresentar preço mais reduzido, por minima que seja a differença. No caso de absoluta egualdade de preço entre as propostas, será preferido o que em carta dechada, fizer maior redução.

6.º — Será fornecida ao proponente uma formula de orçamento competentemente rubricada pelo engenheiro do ministerio, para ser enchida conforme determina a clausula 4.º.

7.º — O proponente preferido, no acto de assignar o contracto apresentará o conhecimento do Thesouro Nacional do deposito da quantia de trinta contos de réis (30:000\$000), em dinheiro, ou apolices da divida publica ao portador, calculadas ás apolices pela cotação do dia anterior ao deposito, que alli ficará caucionada para garantia da fiel execução do contracto e que será restituída depois de ultimados todos os trabalhos pela forma determinada na clausula 20.º.

8.º — Dentro do prazo de cinco dias, a partir da assignatura do contracto, o contractante comparecerá no local da construção com o engenheiro chefe do ministerio ou pessoa por elle indicada, para tomar conhecimento da locação do edificio, obrigando-se a dar inicio ás obras dentro dos primeiros dez dias que se seguirem, ficando sujeito á multa de um conto de réis (1:000\$000), por dia de excesso. Si o excesso atingir a dez dias, considerar-se-ha rescindindo o contracto, perdendo o contractante a caução de que trata a clausula 7.º. Entende-se por inicio das obras a abertura dos alicerces e a demolição dos actuaes edificios.

9.º — O contractante obriga-se a cumprir fielmente as especificações que acompanham este edital e a seguir os desenhos e conjuntos e detalhes rubricados pelo engenheiro-chefe do ministerio, com quem unicamente se terá de entender o os quaes ficam desde já á disposição dos proponentes no escriptorio de obras, todos os dias uteis, das 11 ás 16 horas;

10.º — Antes da assignatura do contracto a concorrência poderá ser annullada pelo Sr. ministro, sem que, por isso, tenham os concorrentes direito á indemnização de qualquer especie;

11.º — O prazo para conclusão das obras contractadas será, no maximo, de dez mezes, contados da data da assignatura do contracto;

12.º — O contractante ficará sujeito á multa de um conto de réis (1:000\$), por dia, si exceder ao prazo estipulado na sua proposta, e quando esta multa atingir trinta contos de réis (30:000\$) equivalentes ao excesso de trinta dias de prazo, o contracto será rescindido, perdendo o contractante, além desta multa, o mais que lhe fór devido, inclusive caução e retenções, como se achá prescripto na clausula 13.º;

13.º — Fica entendido que, no caso de rescisão do contracto as medições já feitas representam integralmente o valor dos trabalhos realizados pelos contractantes, não lhe cabendo sob qualquer fundamento, direito á qualquer outra indemnização, além do já recebido;

14.º — As despesas de toda a natureza necessarias ou inherentes á construção do edificio, como por exemplo: remoção de galerias, de aguas pluvias, de esgotos, canalizações de agua ou etc.

elétricas, postes, etc., demolições, remoção de enchimento, movimentos de terras, nivelamento de terreno, retirada de material imprestável ou rejeitado, aparelhos manuais ou mecânicos, etc., etc., correndo por conta do contractante;

15.º — O contracto será intransferível sob qualquer título, mesmo no caso de successão por fallecimento. Neste caso, será paga aos herdeiros a importância correspondente aos trabalhos realizados, medidos e avaliados, mediante applicação com 15 % de abatimento, dos preços que serviram de base para proposta do contractante e o contracto ficará, *ipso facto*, rescindido;

16.º — No caso de fallecimento do contractante, o contracto será considerado rescindido, procedendo de accordo com o que determina a clausula 13.º;

17.º — Ao engenheiro-chefe do ministerio caberá resolver as ovidas porvenitura occorrenças, podendo, entre tanto, o contractante formular por escripto as suas reclamações, dentro do prazo de 24 horas, sobre a decisão proferida, as quaes serão encaminhadas ao Sr. ministro para resolver. Si o contractante não se conformar com esta resolução, recorrer-se-ha ao arbitramento, escolhendo cada uma das partes o seu arbitro, dentro do prazo de sete dias. Si os arbitros escolhidos não chegarem a accordo, cada uma das partes escolherá, dentro de igual prazo, dous outros e a sorte decidirá, dentre os quatro, o desempador.

A falta de notificação da escolha dos arbitros dentro do prazo estipulado, por parte de um dos contractantes, importará em decisão a favor do outro.

Fica entendido que o arbitramento não justificará a interrupção das obras, ou augmento de prazo do contracto, nem atingirá as questões previstas em clausulas do contracto;

18.º — Todas as penas estabelecidas no contracto, inclusive a rescisão, serão impostas, administrativamente, pelo Sr. ministro, por proposta do engenheiro-chefe do ministerio, independente de acção ou interpellação judicial, não tendo o contractante, por motivo dellas, direito algum á indemnização por danos, lucros cessantes, antecipação das despesas, ou por qualquer outro motivo.

19.º — Os pagamentos serão feitos mensalmente em proporção dos serviços executados, tendo-se em vista o valor das parcelas do orçamento apresentado pelo proponente, devidamente revistos pelo engenheiro-chefe do ministerio. De todos os pagamentos serão descontados 5 %, que ficarão em deposito, para garantia, até atingir-se a quantia de cento e cincoenta contos de réis (150.000\$000).

20.º — A caução de que trata a clausula 7.ª e as retenções de 5 %, conforme determina a clausula anterior, só serão restituídas ao contractante depois de noventa dias, contados da entrega das obras a seu cargo, si durante este prazo se verificar que os trabalhos executados não apresentam defeitos, nem exigem reparos, estando isentos de qualquer senão.

21.º — O proponente preferido perderá a caução de dez contos de réis (10.000\$) de que trata a clausula 1.ª, si deixar de assignar o contracto dentro do prazo de cinco dias, a contar da data do Memorandum, que para tal fim lhe for expedido.

22.º Si o contractante não cumprir fielmente as especificações e planos para a construção das obras que lhe executar, o engenheiro-chefe do ministerio o intimará por escripto, a cumprir, reconstituir, reparar ou modificar a obra ou parte della, por elle considerada defeituosa. Não sendo cumprida a intimação no prazo de tres dias, ou se dentro deste prazo o contractante não recorrer ao Sr. ministro, o engenheiro-chefe do ministerio mandará executar os trabalhos em questão, independentemente do mesmo contractante, correndo as despesas por conta deste, mediante desconto nas quantias que tiver de receber. Quando se der o caso de suspensão geral, ou abandono das obras, ou parte dellas, pelo contractante, entender-se-ha rescindido o contracto e sujeito o contractante á perda da caução de que trata a clausula 7.ª e mais quantias que lhe forem devidas, si depois de dez dias, após a comunicação do facto pela fiscalização, não apresentar o contractante uma acceptavel justificação da sua conducta. O contractante incorrerá na mesma pena quando o proseguimento dos trabalhos não tiver o preciso desenvolvimento, demonstrando a sua lentidão e inexecuibilidade do contracto dentro do prazo previsto.

23.º — Na falta de cumprimento de qualquer das clausulas do contracto para o que não esteja comminada outra pena, o contractante incorrerá na multa de cem mil réis (100\$) a um conto de réis (1.000\$), a juizo do engenheiro-chefe do ministerio, com recurso ao Sr. ministro.

24.º O contractante obriga-se a respeitar todas as leis e regulamentos federaes e municipaes relativos a obras publicas, applicando-as a tudo aquillo que possa interessar á construção.

25.º — Todos os materiaes a empregar na construção serão de primeira qualidade, podendo o engenheiro-chefe de ministerio rejeitar em qualquer tempo aquelles que a seu juizo não satisfizerem aquella condição, devendo o material rejeitado ser retirado do local da obra, dentro de 24 horas, sob pena de multa de cem mil réis (100\$), por dia de excesso.

26.º — O engenheiro chefe do ministerio fornecerá ao contractante todos os desenhos ou detalhes constructivos ou artisticos, por elle devidamente datados e rubricados, para só por esta forma produzirem effeito e serem fielmente observados.

27.º — O autor do projecto em tempo opportuno fará entrega ao engenheiro-chefe do ministerio de quaesquer projectos que a juizo deste se tornem necessarios e acompanhará assiduamente a execução deste contracto, afim de, por intermedio do mesmo engenheiro, formular as suas obsepções.

28.º — As multas em que incorrer o contractante serão descontadas das quantias que tenha a receber por occasião do pagamento das prestações.

29.º — O pagamento será feito, por operação de credito, de conformidade com o artigo (1.º) primeiro do decreto n.º 4.381 A, de 6 de dezembro de 1921, em apolices federaes que serão recebidas pelo contractante ao tipo de 80.

30.º — A remuneração dos arbitros de que trata a clausula 17.ª, será feita pela parte que for julgada carecedora de razão, ou por ambas, caso o laudo seja parcialmente benevolo para cada parte.

31.º — Os andaimes, aparelhos ma-

nuaes ou mecanicos, ferramentas, materiaes, etc., pertencentes ao contractante, serão por este retirados do local da obra, dentro de sete dias, a contar da data da rescisão. Si isso não for feito, providenciara o ministerio sobre a remoção, fazendo recolher taes materiaes ao Depósito Publico, correndo as despesas por conta do mesmo contractante.

32.º — Todas as comunicações entre o engenheiro chefe do ministerio e o contractante se farão por escripto e só por essa forma perante o respectivo contracto serão julgadas legitimas.

33.º — As pessoas que pretenderem concorrer pagão a quantia de cem mil réis (100\$), pelas plantas e mais documentos que lhes serão fornecidos.

34.º — Pertencerão ao contractante os materiaes provenientes das demolições, podendo ser empregado nas obras em execução aquelles que, a juizo do engenheiro chefe do ministerio, possam ser aproveitados.

35.º — O contractante concorrerá mensalmente com a quantia de um conto de réis (1.000\$), para pagamento da fiscalização pelo engenheiro do ministerio e fiscal designado pelo mesmo para acompanhar no local as obras contractadas.

36.º — Não serão acceptas propostas que excedam a quantia de mil oitocentos e quarenta contos quinhentos e onze mil e quinhentos réis (1.840.511\$500).

37.º — Para conclusão do edificio será aberta nova concorrência publica, de que não ficará isento o construtor que for agora escolhido, o qual usará apenas de preferência em condições de igualdade de preços.

Directoria de Contabilidade, em 26 de abril de 1922. — *Pereira Junior*, director geral.

ESPECIFICAÇÕES

Agua — Só será empregada a agua proveniente da canalização da cidade, sendo expressamente prohibido o uso de agua do sub-solo.

Areia — A areia deverá ser selicosa ou quartzosa de grão anguloso e aspero ao tacto. Não será permittido o emprego de areia do mar ou de suas proximidades, devendo ser ella pura e isenta de materiaes terrosos, admittindo até 4 % de argila em pó.

Pedra britada — Deverá ser angulosa e só empregada quando limpa de terra ou pó de pedra, e a que se destinar a trabalhos de concreto armado, será bem lavada antes do seu emprego. O seu tamanho não excederá de 6 cm. para a camada geral de concreto, fundações, etc.

Nos trabalhos de concreto armado, a dimensão da pedra será tal que permitta a sua passagem facil entre as peças da armação metallica e entre estas e as formas, sendo que, para laças e camadas junto ás barras, não deverá ella exceder de 10 m/m, podendo nos outros trabalhos de concreto armado, atingir a 25 m/m.

Pedra de alvenaria — Deverá esta pedra ser dura, sem fendas e isenta de terra, crosta decomposta ou quaesquer outros corpos.

Ao choque do martello, deverá desprender um som claro. Deverá sempre, apresentar leito e sobreleito, sendo os paramentos em esquadrias approximadas com estes.

Pedra de cantaria — A pedra a ser empregada no embasamento será de granito rosado polido de S. Paulo, na altura do socco.

Terão as pedras as dimensões e forma de aparelho indicados no projecto.

Os leitos e sobreleitos deverão ser em esquadria perfeita, com os paramentos.

Serão estes últimos lavados, sem falta visível na superfície, sendo rejeitadas as pedras cujos defeitos tenham sido dissimulados.

As juntas visíveis das pedras não excederão a 3 mm.

Cal — Será de ped'a, gorda, da melhor qualidade e isenta de quaesquer impurezas.

Chegará á obra bem secca, em estado virgem, para ser extinta, devendo nesta operação, um volume de cal exigir 2,7 a 3 volumes de agua.

Um hectolitro de cal, em estado plastico, só deverá conter 63 kilos de cal do ped'ra.

No fabrico da argamassa, só será empregada a cal retirada do f'co, e quando se achar perfeitamente extinta. Nos rebocos interiores, será applicada a cal de Cabo Frio em pó, de primeira qualidade.

Cimento — Composição chimica — O cimento não deve conter mais de 1 1/2 % de anhídrido sulfúrico, 5 % de magnesia, 10 % de alumina e 4 % de óxido de ferro; nem sulfureto em proporção calculavel. A perda ao fogo não deve exceder de 3 %. O cimento deverá deitar no maximo 30 % do seu peso na peneira de 4.900 malhas e 10 % na de 910. Para a-nega do cimento não deverá começar antes de 30 minutos, terminando entre duas a doze horas após a confeção da argamassa.

Resistencia da pasta normal do cimento.

A carga da ruptura por distensão deverá ser de 30 kilos, no minimo ao fim de sete dias, e de 35 kilos ao fim de 28 dias, para o cimento empregado em outras obras que não a de cimento armado. Para as obras de cimento armado estas cargas deverão ser de 40 kilos, no minimo a sete dias e de 45 kilos a vinte e oito dias.

Deformação a quente — O aumento do afastamento das agulhas do aparelho proprio para esse ensaio, não deverá passar de 10 mm, depois da mudança a temperatura da agua, onde se acha a barra de prova, a 100 graus durante tres horas consecutivas.

Nota — Todas as experiencias devem obedecer ás regras da Comissão Fran-cosa dos Methodos de Ensaio de Materiaes.

Tijolos — Os tijolos serão das melhores marcas que vem ao mercado, exclusão feita das fabricadas nas proximidades do mar; bem cozidos, leves, duros, sonoros e não vitrificados. A pasta será homogénea e isenta de fragmentos calcareos ou de quaesquer outros corpos. A fractura deve apresentar grão fino, isenta de manchas e de cor uniforme. Immerso em agua, durante 24 horas, o volume de agua absorvido não deverá exceder a 1/5 do volume proprio. O coeficiente de ruptura á compressão não deverá ser inferior a 60 kilos por cm².

Telhas — Serão do typo Marcella, das melhores marcas vendidas na praça.

Deverão ser planas, bem cozidas, duras, consistentes sonoras, bem desempenhadas. A fractura deverá apresentar grão fino e compacto, isento de manchas brancas e cor uniforme. Quando immeridas n'agua, o volume d'agua absorvido não deve exceder a 1/5 do volume proprio.

Ardoxias — Serão francezas, pequeno modelo de Angers.

Ferro e aço — Os vergalhões para cimento armado deverão offercer uma resistencia a ruptura de 32 a 36 kilos por mm² com o alongamento de 8 % a 10 % se ferro e 12 a 50 kilos com o alongamento de 20 a 24 % se de aço.

Cobre — Será do melhor qualidade, puro, maleavel e sem liga. As folhas de cobre para calha deverão ser bem planas, de espessura uniforme e sem fendas flexiveis e com fracturas homogeneas.

Chumbo — O chumbo em obra será de boa qualidade, macio e puro. As folhas de chumbo serão de espessura uniforme.

Vidros — Os vidros das claraboias serão bem claros, sem manchas, bem alinhados, bem desempenhados e de espessura uniforme que será de 3 1/2 mm.

Alinhamentos e níveis — Cabe ao empreiteiro local o edificio, de accordo com as plantas, devendo o fiscal verificar a sua correção.

Do mesmo modo se verificará, d'co, procederá para os níveis. Afim de evitar os enganos, tão communs no alinhamento das construções, deverá o empreiteiro collocar, á distancia das cavas, estações de referencia, cuja locação será feita a instrumento.

Será o empreiteiro responsavel por qualquer engano de alinhamento o nivel, correndo por sua conta o desmancho e reconstrução dos serviços, de modo que se mantenham dentro dos dados do projecto.

Andaimes — Os andaimes serão construídos de modo a offercer conforto e absoluta segurança aos operarios, devendo ser previstas escadas commodas, que deem facil accesso aos diferentes trabalhos em andamento.

Cavas de fundação — A profundidade das cavas de fundação poderá ser exigida até dois metros e cincuenta (2m.50) contados do nivel das sarjetas, sendo indemnizadas reciprocamente as differenças que possam sobrevir tanto em excavações como nas mais despesas.

Fundações — Serão assentes sobre a camada de areia fina, acima referida, em sapatas de concreto armado, de modo que a pressão no terreno não exceda em caso algum a 800 grammas por cm².

Só esta será estabelecida um esqueleto de concreto armado, de accordo com as plantas de construção feitas. O concreto dos rodios será de 350 ks. do cimento por m³ de concreto.

Argamassa — A dosagem das argamassas será fielmente observada, e sempre fabricadas em locais abrigados do sol e das chuvas. As medidas de peso e de capacidade serão fornecidas pelo empreiteiro, que ficará sujeito ás penas contractuaes.

As argamassas de cal que houverem secado, serão rejeitadas immediatamente e retiradas do amassadouro. Sob pretexto algum poderão ellas ser misturadas ás novas. Em regra geral só não se fabricada a argamassa preparada no trabalho de um dia.

amassadouro as que no fim do dia não tive em applicação.

São os seguintes os traços das argamassas:

N. 1 — Argamassa de cimento Portland e areia (1 x 3 em volume): 1m³ de areia, 400 ks. de cimento.

N. 2 — Argamassa de cimento Portland e areia (1 x 4 em volume): 1m³ de areia, 318 ks. de cimento.

N. 3 — Argamassa de cimento Portland e areia (1 x 3 x 8): 1m³ de areia 150 ks. de cimento, 0m³ 375 de cal.

N. 4 — Argamassa de cimento Portland e areia (1 x 3 x 6): 0m³ 390 de areia 150 ks. de cimento, 0m³ 375 de cal.

Para o calculo dessas bases attribuiu-se ao cimento a patidade média de 1.306 kilos.

Camada geral de concreto — Toda a superficie do edificio no respaldo do pórtico será revestida com uma camada de concreto de traço de 225 kilos de cimento por m³, cuja argamassa se addicione á «Cresita», «Trust Concrete» ou outro material similar, para impermeabilizal-a.

Frontaes e paredes de tijolos ócos — Todas as paredes indicadas nas plantas com a espessura de 15 cm, serão de frontal ao baixo de tijolos ócos com argamassa n. 4.

Levarão ellas, na altura da verga das portas, um vigete de concreto armado, que se des-ovo-ará em touco o seu comprimento e engastano nas paredes lateraes, de modo a dar-lhes uma perfeita rigidez. As divisões interiores dos compartimentos sanitarios serão executadas em metal deployé, com nervuras, reforçado com vergalhões no sentido opposto, recebendo em seguida chapação de argamassa n. 2.

Alvenaria — As alvenarias serão de tijolo com excepção das divisorias pouco expostas que serão de concreto armado no frontal. As vergas serão de concreto armado. A argamassa a empregar nas alvenarias, salvo concreto armado e frontaes, será de n. 2.

Concreto armado — Será executado de accordo com a circular franceza de 1906 e outubro de 1906, e o mais que a influencia a boa pratica em relação á interrupção do serviço, ligares, etc. As estruturas previstas serão de 1.000 kilos na biblioteca, 600 kilos na sala de recitativo e 300 kilos no mais, sendo os pisos constituídos de lazes e nervuras.

Tectos no segundo pavimento — Serão em caixões formados pela nervura do piso, balanceando-se todas as molduras em todos os pavimentos inclusive a sala de sessões.

Cobertura — Será ella de telha, devidamente amassada com argamassa de cobre. As coberturas á volta nas fachadas principaes serão de grelhas com mallo e molduras de cobre n. 12 — 12".

Canalizações electricas e caixas de ligações — A canalização electrica dos fios, os fios e buchas de madeira para esquadria, serão collocados pelo contractor, que tambem deverá deitar os furos necessarios para as canalizações de agua e esgoto; as canalizações electricas serão de 1" e 76 caixas no 1º pavimento, de 1" e 78 caixas no 2º pavimento e tambem de 1" e 83 caixas no norão.

Toda a obra será executada no systema Pó-

lanceau, observando-se quanto ao metal e que já está determinado anteriormente.

Claraboias e cupolas — Existirão tres claraboias, duas nas áreas e uma no vão da escada nobre que serão construídas com armação de ferro com veneziana e cobertura de vidro cathedral armado. A construção da cupola exterior se limitará ás suas cintas e nervuras, sem qualquer trabalho decorativo nem referentes aos caixilhos de vidro entre nervuras. A cupola interna será construída na sua parte extructural.

Calhas e conductores — As calhas serão de cobre e os conductores de ferro fundido, sendo aquellas cravas e soldadas e terão a fórmula de um rectângulo com os lados concordados em curva, sendo assentes em caixões de madeira apropriada ao tempo, previamente acafoado. O rufio será caofiosamente construído e provido de uma pestana de cobre que embulida na parede cobrirá a calha que nesta penetra em uma profundidade nunca inferior a 0.05; os conductores serão ornamentados quando á vista nas fachadas principaes com canelluras e junção decorada; levarão bases ornamentadas tambem de ferro fundido, sendo presas ás paredes por meio de escarpulas.

Escadas — Serão de concreto armado, comprehendendo esta concurencia somente o arcabouço de todas ellas, salvo o principal que ficará completo com degraus de granito e lages do mesmo material no patamar e rampas de accesso.

O contractante deverá entregar o edificio inteiramente concluído de inteiro accordo com as plantas, não lhe assistindo direito por acrescendos, seja qual for a procedencia, inclusive variações de preços de materiais ou mão de obra.

Directoria da Contabilidade, 25 de abril de 1922. — *Pereira Junior*, director geral.

Departamento Nacional de Saude Publica

DIRECTORIA DOS SERVICOS SANITARIOS TERRESTRES

De ordem do Sr. Dr. director, faço saber que, de accordo com o art. 774 e seus paragrafos do regulamento em vigor, serão sujeitos á vistorias sanitarias no dia 11 de maio proximo, ás 13 horas, os predios numeros 68 da rua Oriente e 14 da rua Progresso, ficando pelo presente edital citados a comparecerem a ellas, querendo, os proprietarios dos referidos predios ou seus representantes legais e demais interessados que existam.

Secretaria da Directoria dos Servicos Sanitarios Terrestres, 25 de abril de 1922. — *Joaquim Vidal*, secretario.

Departamento Nacional de Saude Publica

DIRECTORIA DOS SERVICOS SANITARIOS TERRESTRES

De ordem do Sr. director, faço saber que, de accordo com o art. 774 e seus paragrafos do regulamento em vigor, serão sujeitos á vistorias sanitarias no dia 2 de maio proximo, ás 13 horas, os predios numeros 100, 110, 112 e 114 da rua Taperes, ficando pelo presente edital citados

a comparecer a ellas, querendo, os proprietarios dos referidos predios ou seus representantes legais e demais interessados que existam.

Secretaria da Directoria dos Servicos Sanitarios Terrestres, 25 de abril de 1922. — *Joaquim Vidal*, secretario.

Departamento Nacional de Saude Publica

(SECRETARIA GERAL)

SECÇÃO DE CONTABILIDADE

De ordem do Sr. director geral deste Departamento, convido o Sr. Antonio Ferreira Agostinho, negociante estabelecido nesta praca, a comparecer nesta secretaria geral, na secção de Contabilidade, afim de ser feito o deposito da quantia correspondente a cinco por cento (5%), sobre o valor total do contrato que deve assignar para o fornecimento, durante o corrente anno, de zelo, temperos e verduras do grupo 7, ás dependencias do Departamento Nacional de Saude Publica.

Tanto o deposito a que se faz referencia neste edital como a assignatura do respectivo contracto deverão ser feitos dentro do prazo, maximo e improrogavel, de cinco dias uteis, a contar da data da presente publicação, sob pena de perda da caução anteriormente feita conforme dispõe a condição «oitava», do edital de 1 do vigente mez, publicado no *Diario Official*.

Secretaria Geral do Departamento Nacional de Saude Publica, 25 de abril de 1922. — *J. Pedrosa*, secretario geral.

Assistencia a Alienados do Districto Federal

CONCURSO PARA ASSISTENTE NO SERVIÇO CLINICO

Por determinação do Dr. director geral da Assistencia a Alienados do Districto Federal, acha-se aberta a inscricção para o concurso para quatro lugares de assistente do serviço clinico da mencionada assistencia.

Serão admittidos os medicos formados pelas faculdades ou escolas de medicinas legalizadas da Republica que se achem no gozo de seus direitos civis e politicos, com idoneidade moral comprovada.

As provas do certamen serão tres praticas e uma escripta, versando sobre clinica psiquiatrica e de doenças nervosas.

A inscricção deve ser feita no prazo de quatro mezes, a contar da primeira publicação no *Diario Official*, na secretaria do Hospital Nacional, das 12 ás 14 horas, de accordo com as instrucções fornecidas nessa renaricação.

Rio de Janeiro, Hospital Nacional, 21 de fevereiro de 1922. — *Dr. João Mello Mattos*, chefe da secretaria.

Inspectoria de Vehiculos do Districto Federal

(Policia Central)

EXAME DE MOTORISTAS

Chamada para o dia 28 do corrente ás 15 horas nesta inspectoria.

Elizeu Martins Fontes.
Alfredo Barcellos.
Raphael Gíanelie.
Emilio da Silva Tapia.
Jovino Oliveira de Andrade.
David Alves Lourenço.
Antonio de Figueiredo Pereira.
Francisco de Paulo.
Bicalho Filho.
Ferdinand José de Oliveira.
Carlos Hasche.

Turma suplementar:

José Barreiros.
João Festana.
Joaquim Lemos Guerra.
Thomaz Pint da Fonseca Guimarães.
Antonio José Lopes.
Abilio Viíra da Silva.
Floriano José da Silva.

Prova regulamentar:

Alberto de Souza.

Prova pratica:

Benedicto do Carmo.

Inspectoria de Vehiculos, 27 de abril de 1922. — *Capitão H. Müller*, inspector geral.

Bibliotheca Nacional

DIREITOS AUTORAES

MEZ DE MARÇO

De ordem da Sr. director geral e de conformidade com as instrucções expedidas em 18 de janeiro de 1917 pelo Sr. ministro da Justiça e Negocios Interiores para a execução do art. 673 do Código Civil, faço publico que effectuaram os seguintes registros:

N. 3.908 — Requerido pelo autor, Carlos Góes: «Pontos de Instrucção Moral e Civica». Um volume, com 214 paginas numeradas. Impresso em Belo Horizonte, Estado de Minas Geraes, em 1922.

N. 3.909 — Requerido pela autora, Yara Timotheo Peixoto: «O infinitas expressões arithmeticas». Um vol. com 172 pag. numeradas, uma declaração da autora, errata e indice. Impresso em 1921, nesta Capital.

N. 3.910 — Requerido pelos editores proprietarios Antonio Pinheiro de Almeida Filho e Christovão Torres de Camargo: «Brasil Commercial», n. 1, de fevereiro de 1922. Anno I — Revista impressa nesta capital.

N. 3.911 — Requerido pelo autor, Clodoven de Oliveira: «Concurso desportivo». Memorial descriptivo de um novo processo de pronacarda commercial. Um opusculo, impresso em 1922, nesta capital.

Requeridos por Antonio Lopes Valle:

N. 3.912 — «Brinde Santelmo», um folheto, impresso em 1921, nesta capital.

N. 3.913 — «Tabella de orcos e chave telegrafica da Companhia Fabrica de Sabonete Santelmo». Um folheto, com 14 paginas numeradas, impresso em 1921, nesta capital.

N. 3.914 — Requerido pelo editor proprietario Silvio Paulo Perrotta: «Fica» ns. 1, 2, 3 e 4, de janeiro e fevereiro de 1922. Quizenario maçonico, impresso nesta capital.

Secretaria da Bibliotheca Nacional, 27 de abril de 1922. — *Alfredo Mariano de Oliveira*, secretario.

Ministerio da Viação e Obras Publicas

Directoria Geral dos Correios

SUB-DIRECTORIA DE CONTABILIDADE

Emissão de sellos, sobre-cartas e carta- bilhete

Faço publico que no prazo de 90 dias, a contar desta data, entrarão em circulação os novos sellos de 200 réis, sobre-cartas e carta-bilhetes de igual taxa, sellos, sobre-cartas e carta-bilhetes de 400 réis, fabricados na Casa da Moeda.

Sellos

Os sellos de 200 réis, de cor carmim, medem de altura 0,021 (vinte e um milímetros) e de largura 0,018 (dezoito milímetros).

O desenho destes sellos symbolisa a aviação. No primeiro plano a direita acha-se a figura de uma mulher voltada para a esquerda do sello e sentada por traz de um escudo, sobre o qual apoia a mão esquerda que delem um pombo de azas abertas. O braço direito dessa figura acha-se ligeiramente suspenso em um gesto de surpresa. Ao fundo vê-se ao longo de uma serra por traz da qual surge o sol expargindo raios, que são interrompidos no ponto em que, no espaço, se vê um aeroplano de frente em direcção ao angulo esquerdo do sello. Na parte superior do rectangulo, á direita, lê-se a palavra (Brasil). — em letras brancas em um espaço fechado por uma linha branca que, partindo da direita, termina em ornato e se prende ás linhas de contornos. Sobre a base do rectangulo, á direita, pouca um escudo branco onde se acham os algarismos do valor e a palavra (Réis), abreviada, e desse escudo segue para a esquerda uma linha paralela á linha da base, que fecha um espaço em que se lê em letras brancas: (Correio). Junto ao pé da figura de mulher vê-se surgir um ramo de louro ao qual se entrelaça uma fita branca onde se lê: (Aviação).

Sello de 400 réis — Os sellos de 400 réis de cor azul, de forma rectangular medem de altura 0,022 e de largura 0,018. Symbolizando o Commercio, se destaca a figura de Mercurio, em attitude de quem corre, tendo na mão esquerda uma vara onde se enroscam duas serpentes, e para as quaes elle dirige o olhar, e na direita que parece pousar sobre a face superior de um escudo branco, uma bolsa. Do fundo do sello, tracejado por linhas onduladas em sentido diagonal, destacam-se em letras brancas na parte superior mais para a esquerda, a palavra (Brasil) e sob essa e mais para a direita (Correio) e bem assim, parte de uma esphera terrestre que alcança até a altura do joelho esquerdo da figura que symbolisa o Commercio. Os algarismos do valor em fundo branco se destacam de um escudo, cortado á esquerda pela linha que desse lado fecha o sello e é interrompida á direita pela perna da figura. Esse escudo, recurvando-se na base do sello em varios sentidos, vem terminar á direita, limitando ahi o espaço onde se interrompe o desenho da esphera, combinando-se com a linha que fecha o sello; na sua base compõe um espaço onde se acha em letras brancas a palavra (Réis). Do angulo esquerdo inferior parte um galho de louro que se introduzindo por uma abertura do escudo referido reaparece do sob o mesmo sobre a esphera terrestre.

Sobre-cartas

Sobre-carta de 200 réis — A sobre-carta de 200 réis tem impresso no angulo superior direito um sello que caracteriza pelos seguintes signaes: Ao centro destaca-se um circulo branco com a effigie da Republica impresso em relevo. Contornando esse circulo destaca-se uma serie de pontos brancos entre linhas paralelas que ligam na parte inferior a ornatos symetricos que prendem, fechando, um pequeno rectangulo onde se acham os algarismos do valor sobre a palavra «Réis».

Em uma facha curva disposta na parte superior do sello lê-se as palavras «Brasil» á esquerda e «Correio» á direita, separadas por um pequeno ornato sobre o qual se vê um outro collocado exteriormente e ligado a uma linha que fechando a referida facha vem terminar em suas extremidades, formando ornatos. Todo o desenho descripto destaca-se em branco sobre fundo cheio. Sendo impresso em cor vermelha.

Sobre-carta de 400 réis — As sobre-cartas de 400 réis tem o mesmo desenho das de 200 réis, diferenciando-se apenas, na cor que é azul e no valor do sello.

Carta-bilhete

Carta-bilhete — Os principaes signaes característicos da carta-bilhete de 400 réis, que é impressa em cor azul, são os seguintes: na parte superior, ao centro acha-se symbolizando a Republica um busto de mulher, fechado por uma moldura que assenta sobre uma chapada em sentido horizontal, na qual, em letras brancas, lê-se «Carta-bilhete» e na base da moldura os algarismos do valor e a palavra «Réis», fechados por duas séries de tres curvas linhas curvas. A chapada é limitada na parte superior por uma série de pequenos circulos entre linhas paralelas e na parte inferior, por festões que surgindo do canto onde se acham os ornatos introduzem-se na parte enroscada da base de um supposto escudo. De sob os citados ornatos segue-se um tracejado, limitado por outros pequenos ornatos que recurvando-se para cima servem de apoio a uma fita disposta em curvas symetricas na qual se lê: «Republica dos Estados Unidos do Brasil». Nos espaços entre a fita e a chapada surgem em symetria galhos de louro. Na parte superior do desenho descripto lê-se: «Correio» e na inferior «Neste lado só o endereço».

Sub-Directoria de Contabilidade, 2 de fevereiro de 1922. — O sub-director, **Eugenio Augusto Wandek.**

Administração dos Correios de Corumbá

ESTADO DE MATTO GROSSO

Pelo presente edital fica intimada a Sra. D. Anna Barros Feitosa, agente suspensa do Correio de Campo Grande, neste Estado, para, dentro do prazo de 30 dias, a contar da data desta intimação, recuher aos cofres da thesauraria desta administração a quantia de 71:136\$016 (setenta e um contos cento e trinta e seis mil e dezasseis réis), proveiente da responsabilidade que lhe foi imposta por portaria n. 1.054/2, de 2 de março do corrente anno, pelo Sr. director geral dos Correios, como culpada pelo extravio do regis-

trado n. 3 960, com o valor declarado daquelle importancia, dali procedente e endereçado á thesauraria da Directoria Geral dos Correios, que representava o saldo daquelle alludida agencia referente ao mez de maio de 1921, de conformidade com o processo «Directoria—290/921», ao protocollo desta administração, sob pena de revelia.

Administração dos Correios de Corumbá, Estado de Matto Grosso, 7 de abril de 1922. — **João Neves de Souza Piauí,** administrador dos Correios.

Repartição de Aguas e Obras Publicas

De ordem do Sr. director geral, interino, intimado pelo presente, o Sr. Dr. João Pereira de Azevedo, a retirar, dentro do prazo de 15 dias, a contar desta data, da officina de hydrometro, desta repartição, situada na rua de Sant'Anna n. 231, o aparelho numero 26 233 do autor Tavenet que regulava o consumo de agua do predio n. 139, da rua das Laranjeiras, ficando entendido que, findo aquelle prazo, o citado medidor ficará incorporado aos bens pertencentes a este departamento.

Serção de Expediente da Repartição de Aguas e Obras Publicas, 24 de abril de 1922. — **N. Caldas,** chefe de serção.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE OLEOS LUBRIFICANTES, EM 1922, PARA A 4ª DIVISÃO

Concurrencia n. 66

De ordem da directoria, faço publico que ás 13 horas do dia 30 de maio de 1922, na Intendencia desta estrada, na estação Maritima, serão recebidas propostas para fornecimento, em 1922, de:

225.000 litros de oleo para machina, litro	\$0.08
300.000 litros de oleo para carro, litro	\$0.07
225.000 litros de oleo para cylindro, litro	\$0.09
35.000 litros de oleo para cylindro superaquecedor, litro	\$0.13

Os preços marcados são os maximos. Os oiros deverão satisfazer as seguintes condições:

Densidade a 15° c., 0,890 a 0,920;

Não conter resina, oleo de resina, sabões e agua.

Serem neutros;

Completamente solúveis na essencia de petroleo de 0,67 de densidade;

O ponto de fulgor tomado em vaaes fechado (Penski-Mariens) será, no minimo: 180° c. para o oleo de carro e de machina; 280° c. para o oleo de cylindro; 300° c. para o oleo cylindro superaquecedor.

A viscosidade, tomada no viscometro Redwood, deve ser, para 50 c3:

Para o oleo de machina a 50° c. de 100 a 200 segundos;

Para o oleo de carro a 50° c. de 200 a 430 segundos;

A 100 c. de 60 a 100 segundos;

Para o óleo de cylindro a 100 c. de 110 a 180 segundos;

A 150 c. de 45 segundos, no mínimo;

Para o óleo cylindro superaquecedor a 100 c. de 120 a 350 segundos;

A 150 c. de 60 segundos, no mínimo.

A entrega será dentro de um espaço de tempo de 40 dias, a contar da data do registro do contracto no Tribunal de Contas.

A entrega não sendo no prazo marcado, ou sendo o óleo entregue de qualidade inferior á da amostra apresentada, dará á estrada o direito de comprar, onde lhe aprouver, as quantidades em falta, correndo por conta do contractante a diferença de preço para mais e ficando ainda sujeito a uma multa, que, conforme entendimento da administração, poderá ser até o valor da caução do contracto, si não preferir a estrada a rescisão do contracto, por simples aviso ou notificação, independentemente de acção ou interposição judicial, com perda da caução, e sem que assista ao contractante direito a reclamação de especie alguma.

No caso de multa e de diferença para mais em preço, fica o contractante obrigado á entrega das respectivas importâncias na thesouraria, no prazo de 48 horas, a contar da hora do recebimento da intimação por scripto.

Não sendo satisfeita a intimação, serão deduzidas as importâncias da caução do contracto, ficando o contractante obrigado a integralizal-a immediatamente, sob pena de rescisão do contracto, nas mesmas condições já acima estabelecidas.

As propostas deverão satisfazer aos seguintes requisitos:

1.º, indicar o nome da fabrica fornecedora;

2.º, indicar o nome e marca do artigo;

3.º, indicar o preço em algarismos e confirmados por extenso, em qualquer moeda, para o litro de óleo.

Para facilitar a numeração das propostas, não convém que sejam encerradas em um mesmo envelope propoas que obriguem a mais de uma numeração.

A taxa das quartolas de óleo é de 35 kilogrammas.

O óleo deverá ser importado directamente para o serviço da estrada e entregue na intendencia, correndo por conta do fornecedor todas as despesas até o local da entrega e por conta da estrada os direitos aduaneiros, devendo vir para isso os conhecimentos de embarque em nome da mesma estrada.

A concorrência versará apenas sobre o preço, indicado em algarismos e confirmado por extenso, em qualquer moeda, para o litro, cabendo a preferencia, de direito, ao autor da proposta mais barata, por minima que seja a diferença entre ella e qualquer outra.

Para comparação dos preços servirá o cambio, á vista, que vigorar na vespere do dia marcado para a concorrência.

As propostas, que devem estar devidamente selladas as primeiras vias, datadas, assignadas e com indicação das respectivas residencias, não sendo permitidas nas mesmas, rasuras ou emendas, devendo ser escriptas em papel das respectivas casas commerciaes, serão entregues, em tres vias, em envoltorios

fechados, com a declaração, por fóra, do assumpto e do nome do proponente.

Este envoltorio deve ser acompanhado de um outro, em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, comprehendendo-se, entre elles, os recibos de quitação, da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto da entrega da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 4:000\$, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal, previamente feito na thesouraria desta Estrada, para garantir a assignatura do contracto, caução que reverterá para os cofres da mesma Estrada, si o proponente preferido recusar-se a assignar o respectivo contracto, dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que lhe for expedido para esse fim.

O fornecedor, para garantia da execução do fornecimento, caucionará na thesouraria desta Estrada a quantia correspondente a 5 % do valor do fornecimento a realizar, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal.

O contracto só se tornará effectivo depois de approved definitivamente pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

Os concorrentes devem apresentar na mesma Intendencia, até á hora da concorrência, as amostras dos oleos que pretenderem fornecer, afim de serem as mesmas devidamente examinadas.

Essas amostras devem ser de volume minimo de três litros de cada marca de óleo.

O proponente que entregar quantidade menor ficará sujeito á recusa da proposta, si acaso a quantidade for julgada insufficiente para analyse.

A questão da idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos e as que corresponderem a amostras que não tenham sido julgadas em condições de ser acceptas, não serão abertas, salvo o caso de mais de uma marca de artigo em uma mesma proposta.

Depois do julgada a idoneidade dos proponentes serão marcados o dia e a hora para abertura e leitura das propostas, que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

Fica reservado á Estrada o direito de aceitar parte de uma proposta e parte de outra, ou outras, conforme a differença para menos nos preços dos varios artigos a serem fornecidos, assim como de não aceitar nenhuma das propostas apresentadas, ou annullar a concorrência caso assim convenha aos seus interesses.

As propostas não poderão conter sino uma formula de completa submissão e todas as clausulas desta edital e o preço conforme já ficou estabelecido.

Não se tomarão em consideração quaisquer offertas de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre propostas terá preferencia a que apresentar preço mais vantajoso no desempate.

A Estrada reserva-se o direito de restringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital não será tomada em consideração.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brasil, 20 de abril de 1922. — O Secretario, Diocleciano Candido de Vasconcellos.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE 150.000 TONELADAS DE CARVÃO PARA LOCOMOTIVAS, CARDIFF OU AMERICANO, DURANTE O 2º SEMESTRE DE 1922.

Concurrencia n. 68

De ordem da directoria, faço publico que as 15 horas do dia 10 de maio de 1922, na Intendencia da Estrada, na Estação Maritima, serão recebidas propostas para o fornecimento, durante o 2º semestre de 1922, de 150.000 toneladas de 1.016 kilos, de carvão para locomotivas, Cardiff ou americano, extraído somente de minas approvadas pelo Estado ingtez como de 1ª classe, no caso de carvão Cardiff, e reconhecidas como de 1ª classe, no caso de carvão americano, sendo a entrega dentro de prazos successivos de 30 dias, a contar da data do registro do contracto no Tribunal de Contas, em porções suaves, taes que todo o fornecimento esteja completo em 31 de dezembro de 1922.

A concorrência versará apenas sobre o preço em dollars, ouro americano, ou outra qualquer moeda, indicado em algarismos e confirmado por extenso, para a tonelada de 1.016 kilos, cabendo a preferencia, de direito, ao autor da proposta mais barata, por minima que seja a differença entre ella e qualquer outra.

Para os effectos da comparação dos preços entre o carvão das duas origens será determinado o preço da unidade califica de cada um, considerando-se o Cardiff com 8.000 calorías e o americano com 7.500.

Para comparação dos preços em dollars ou outra qualquer moeda e verificação do preço maximo, servirá de base a taxa official, á vista da vespere do dia marcado para a concorrência.

A Estrada não acceptara as propostas cujos preços sejam superiores a \$9,30 dollars, por tonelada de 1.016 kilos de carvão Cardiff e \$8,40 dollars por igual tonelada de carvão americano.

As propostas, que devem estar devidamente selladas as primeiras vias, datadas, assignadas, com a indicação das respectivas residencias, não sendo permitidas nas mesmas rasuras ou emendas, devendo ser escriptas em papel das respectivas casas commerciaes, serão entregues em tres vias, em envoltorios fechados, com a declaração, por fóra, do assumpto e do nome do proponente.

Esse envoltorio deve ser acompanhado de um outro, em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, comprehendendo-se entre elles os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto da entrega da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 15:000\$, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal, previamente feita na thesouraria desta estrada, para garantir a assignatura do contracto, caução que reverterá para os cofres da mesma estrada si o proponente preferido recusar-se a assignar o respectivo contracto dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que for expedido para este fim.

A questão da idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas. As propostas, cujos autores não tiverem sido considerados idoneos, não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes, serão annunciados o dia e

hora para abertura e leitura das propostas que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

A Estrada reserva-se o direito de restringir a quantidade pedida ou de annular a concorrência, caso assim convenha aos seus interesses.

As propostas não poderão conter sino uma formula de completa submissão a todas as cláusulas deste edital e o preço, em dolares, ou americano, ou outra qualquer moeda, que o proponente offerecer para a tonelada de 1.016 kilos de carvão, entregue dentro dos vagões da Estrada, no Cães do Porto, nas condições indicadas na clausula V.

Não se tomarão em consideração quaisquer offertas de vantagens não prevista neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o oferecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre duas propostas, fica a Estrada com o direito de decidir a quem cabe a preferencia.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital será rejeitada.

As bases para o contracto são as seguintes:

I

Obriga-se o fornecedor a entregar durante o 2º semestre de 1922, carvão de primeira qualidade, que deverá ter sido extrahido recentemente de minas de primeira classe, satisfazendo as seguintes condições:

Carvão Cardiff:

Agua 2 % no maximo;

Materias volateis combustiveis, 10 a 15 %;

Carbono fixo 75 % no minimo;

Cinzas 6 % no maximo;

Enxofre volatil 1 % no maximo;

Poder calorifico 8.000 calorias, 150 minimo.

Carvão Americano:

Agua 2 % no maximo;

Materias volateis combustiveis, 10 a 25 %;

Carbono fixo 70 % no minimo;

Cinzas 6 % no maximo;

Enxofre volatil 1 % no maximo;

Poder calorifico 7.500 calorias, 125 minimo.

As condições, a que o carvão deve satisfazer, serão sempre verificadas no gabinete de ensaios da Estrada.

O carvão de cada carregamento só será despedido si for na sua totalidade para a Estrada e si o fornecedor entregar com o conhecimento e factura consular o attestado, com firma reconhecida, de que o carvão é para a estrada das minas nas condições supra citadas, correndo por conta do respectivo fornecedor quaesquer despesas ou prejuizos causados pela observancia destas condições.

II

O carvão que, submettido á analyse o experientias, não revelar as qualidades especificadas na clausula anterior, será rejeitado e immediatamente substituido pelo fornecedor por outro, da qualidade exigida, de modo que a Estrada não fique desprovida, hypothese em que só supprirá no mercado, correndo por conta do fornecedor a differença do preço além da multa em que incorrer.

III

Si o carvão fornecido tiver menor numero de calorias que as indicadas no

contracto, mas for julgado acceptavel pela directoria da Estrada, o preço estabelecido soffrera uma redução calculada pela formula:

Calorias currentes

----- X preço do contracto =
Calorias do contracto
= preço a ser pago

IV

O carvão deverá ser entregue em pedações, não sendo admittido mais do 10 % de um volume inferior a 30 polegadas cubicas e 30 a 40 % quanto a moinha.

Entende-se por moinha a parte termica que passa através de penhas de 0,001 de abertura inclinada a 60° em relação ao solo.

Si as quantidades de carvão mudo e moinha verificadas em cada expedicao forem superiores á estabelecidas, será todo o carvão penhado por conta do fornecedor, de modo que os volumes dos pedacos inferiores a 30 polegadas cubicas e os de moinha sejam na proporção estabelecida.

A verificação desta clausula será feita quando a administração entender o pelo modo que julgar conveniente.

V

Todo o carvão será entregue em terra, dentro dos vagões, no Cães do Porto, correndo por conta da Estrada somente as despesas de alfandega e por conta dos fornecedores todas as demais despesas, inclusive as taxas ordinarias de descarga no Cães do Porto e a descarga dos porões dos navios para dentro dos vagões da Estrada.

As quantidades a entregar dentro do prazos successivos de 30 dias terão em partes iguaes, em quantidades tais que todo o fornecimento esteja completo em 31 de dezembro de 1922, não se exigindo a Estrada a fornecer vagões para mais de mil toneladas diarias.

A Estrada poderá exigir a entrega de 30.000 toneladas por mez.

VI

Por tonelada de 1.016 kilos, de carvão, entregue no caso da clausula I e feita a verificação das clausulas I IV, pagará a Estrada de Ferro Central do Brasil o preço de...

VII

As contas serão processadas por carregamento de cada vagão, e o pagamento effectuado em moeda nacional, dentro do prazo de quinze dias, no Tesouro Nacional ou na thesauraria da Estrada, vigorando para a conversão a taxa official da vespera da requisição do mesmo ministerio ou pela Intendencia da Estrada no caso de pagamento na thesauraria da Estrada.

Nas propostas deverão ser indicadas as reduções de preço que offerecem os proponentes para hypothese em que os pagamentos venham a ser effectuados no Banco do Brasil, mediante requisição da Estrada, oito dias depois de terminada a descarga de cada carregamento, recebido e analysado o carvão.

VIII

A primeira entrega mensal será dentro de quinze dias, contados da data do registro do contracto no Tribunal de Contas.

IX

O fornecedor, para garantia da execução do fornecimento, cautionará no Tesouro Nacional a quantia de oitenta

contos de réis, em dinheiro, ou em títulos da divida publica federal, para effectividade das multas e obrigações em que incorrer, devendo integralizal-a immediatamente todas as vezes que for devida por tal motivo, logo que receba intimação, da directoria.

X

Na falta de cumprimento de qualquer das clausulas estipuladas, poderá a directoria da Estrada multar o fornecedor em dois a vinte contos de réis (2.000\$ a 20.000\$) conforme a gravidade da falta.

XI

A falta de fornecimento nos prazos marcados, ou a falta de entrega com artigo de qualidade inferior, dará direito á directoria da Estrada a annular o fornecimento com perda de caução de que trata a clausula IX, em favor dos cofres publicos.

XII

O presente contracto só se tornará effectivo depois de a aprovação do mesmo pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas, o registrado pelo Tribunal de Contas.

Sigla da Estrada de Ferro Central do Brasil, 18 de abril de 1922. — O Director, Diocleciano Camado de Vasconcellos.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCORRÊNCIA PARA O FORNECIMENTO DA MADEIRAS PARA AS DIVISÕES 2ª E 4ª, EM 1922

Concorrência n. 67

De ordem da directoria, fica publico que, ás 13 horas do dia 5 de maio de 1922, na Intendencia desta Estrada, na extenção Maritima, serão recebidas propostas para o fornecimento de:

2ª Divisão

Pecas de madeira de lei:

20 de 0m,06 x 0m,07 x 6m,00	uma	52500
10 de 0m,10 x 0m,10 x 6m,00	uma	125000
Peças de varaha linheira:		
30 de 0m,05 x 0m,30 x 6m,00	uma	225000
Peças de garapa:		
12 de 0m,00 x 0m,075 x 0m,075	uma	33000
Peças de cedro:		
30 de 0m,015 x 0m,60 x 4m,00	uma	105000
80 de 0m,025 x 0m,60 x 4m,00	uma	145000
60 de 0m,10 x 0m,40 x 6m,00	uma	555000
40 de 0m,15 x 0m,40 x 6m,00	uma	835000
24 de 0m,35 x 0m,025 x 5m,00	uma	105000
24 de 0m,35 x 0m,015 x 5m,00	uma	65000
14 de 0m,35 x 0m,10 x 5m,00	uma	405000
24 de 0m,35 x 0m,30 x 5m,00	uma	1215000
Peças de peroba:		
30 de 0m,11 x 0m,30 x 6m,00	uma	485000
80 de 0m,025 x 0m,30 x 6m,00	uma	115000
30 de 0m,35 x 0m,40 x 6m,00	uma	202500
Taças de pinho do Paraná:		
48 de 0m,35 x 0m,025 x 6m,00	uma	85500

48 de 0m,35 x 0m,012 x 5m,00, uma	78000
Pecas de vinhatico:	
24 de 0m,35 x 0m,025 x 5m,00, uma	108500
24 de 0m,35 x 0m,025 x 5m,00, uma	56000
24 de 0m,35 x 0m,03 x 5m,00, uma	123500

4ª Divisão

Taboas de peroba aparelhadas nas quatro faces, os lados em macho e junta secca.	
500 de 5m,00 x 0m,22 x 0m,045, uma	138000
50 de 5m,00 x 0m,15 x 0m,02, uma	48000
50 de 5m,00 x 0m,20 x 0m,02, uma	58500
50 de 5m,00 x 0m,15 x 0m,015, uma	38500
50 de 5m,00 x 0m,20 x 0m,015, uma	48000
Frizos de cedro, aparelhados nas quatro faces, os lados em junta secca.	
30 de 5m,00 x 0m,10 x 0m,02, um	28600
300 de 1m,80 x 0m,08 x 0m,02, um	8800
20 de 2m,20 x 0m,08 x 0m,02, um	18000
250 de 3m,20 x 0m,11 x 0m,02, um	28000
545 de 5m,00 x 0m,11 x 0m,02, um	38000
500 de 5m,00 x 0m,05 x 0m,015, um	18200
Frizos de pinho do Paraná, aparelha- dos nas quatro faces, os lados em macho e fema.	
750 de 4m,50 x 0m,10 x 0m,02, um	38000
750 de 4m,88 x 0m,10 x 0m,02, um	38400
250 de 4m,88 x 0m,08 x 0m,02, um	28800
Reguas de pinho do Paraná, appare- lhadas nas quatro faces.	
231 de 1m,30 x 0m,20 x 05, um	48600
Frizos de vinhatico aparelhados nas quatro faces, os lados em junta secca.	
250 de 5m,00 x 0m,11 x 0m,025 uma	28800

Os preços marcados são os maximos.
Todas as madeiras pedidas deverão
ser entregues em perfeito estado.

A entrega será em qualquer estação
da Estrada que tenha desvio, dentro de
um espaço de tempo de 90 dias, a contar
da data do registro do contracto no Tri-
bunal de Contas.

A entrega não sendo, conforme está
marcada, sujeita o contractante a uma
multa que, conforme entendimento da
administração, poderá ser até o valor da
caução do contracto, si não preferir a
administração a rescisão do contracto,
por simples aviso ou notificação, inde-
pendente de acção ou interpegação judi-
cial, com perda da caução e sem que as-
sista ao contractante direito a reclama-
ção de especie alguma.

No caso de multa, fica o contractante
obrigado a entregar a respectiva impor-
tancia na thesouraria, no prazo de 48
horas, a contar da data do recebimento
da intimação por escripto, sob pena de
rescisão do contracto, nas condições já
acima estabelecidas, si não for cumprida
a intimação.

A concorrência versará apenas sobre
o preço, em réis, indicado em algarismos
e confirmados por extenso para
as unidades estabelecidas das madeiras
acima pedidas, cabendo a preferencia de
direito ao autor da proposta mais barata,

por minima que seja a diferença entre
ella e qualquer outra.

A Estrada recusará as propostas que
apresentarem preços superiores aos ma-
ximos estabelecidos.

As propostas, que devem estar devi-
damente selladas as primeiras vias, da-
tadas, assignadas, com a indicação das
respectivas residencias, não sendo per-
mittidas nas mesmas, raxuras ou emen-
das, deverão ser escriptas em papel das
respectivas casas commerciaes, serão
entregues, em tres vias, em involucros
fechados, com a declaração, por fóra, do
assumplo e do nome do proponente.

Esse involucro deve ser acompanhado
de um outro em separado, contendo to-
dos os documentos que possam provar
a idoneidade do proponente, compre-
hendendo-se, entre elles, os recibos de
quitação da ultima collecta dos impostos
a que estiver sujeito.

No acto da entrega da proposta o pro-
ponente deverá exhibir o recibo da cau-
ção de 500\$000 em dinheiro ou em tí-
tulos da divida publica federal, previa-
mente feito na thesouraria desta Es-
trada, para garantir a assignatura do
contracto, caução que reverterá para os
cofres da mesma Estrada, si o proponente
preferido recusar-se a assignar o respec-
tivo contracto, dentro do prazo de seis
dias, contados, da data da entrega do
convite que lhe fór expedido para esse
fim.

O fornecedor, para garantia da ex-
ecução do fornecimento, cautionará na
thesouraria desta Estrada a quantia
correspondente a 5 % do valor do tor-
necimento a realizar, em dinheiro ou em
títulos da divida publica federal.

O contracto só se tornará effectivo de-
pois de aprovado definitivamente pelo
Ministerio da Viação e Obras Publicas
e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão da idoneidade dos propo-
nentes será julgada e examinada pré-
viamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tive-
rem sido considerados idoneos não re-
rão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos
proponentes serão marcados o dia e a
hora para a abertura e leitura das pro-
postas, que, antes de qualquer decisão,
serão publicadas.

Fica reservado á Estrada o direito de
aceitar parte de uma proposta e parte
de outra ou outras, conforme a diffe-
rença para menos nos preços dos varios
artigos a serem fornecidos, assim como,
de não aceitar nenhuma das propostas
apresentadas ou annullar a concorrência,
caso assim convenha aos seus in-
teresses.

As propostas não poderão conter si-
nã uma formula de completa submissão
a todas as clausulas deste edital e pre-
ço, conforme já ficou estabelecido.

Não se tomarão em consideração
quaesquer offertas de vantagens não
previstas neste edital, nem as propostas
que contiverem apenas o offerecimento
de uma redução sobre a proposta mais
barata.

No caso de absoluta igualdade entre
propostas, terá preferencia a que apre-
sentar preço mais vantajoso no desem-
pate.

A Estrada reserva-se o direito de res-
tringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não es-
tiver inteiramente de accordo com este
edital não será tomada em consideração.

Secretaria da Estrada de Ferro Cen-
tral do Brasil, 22 de abril de 1922; — O
secretario, *Diocleciano Candido de Vas-*
concellos

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE
CARVÃO NACIONAL PARA LOCOMOTIVAS,
PARA A 4ª DIVISÃO, EM 1922.

Concurrencia n. 65

De ordem da directoria, faço publico
que, ás 13 horas do dia 4 de maio de
1922, na intendencia desta estrada, na
estação Maritima, serão recebidas pro-
postas para o fornecimento de:

6.000 toneladas de 1.000 kilos de car-
vão nacional para locomotivas, sendo o
preço maximo da tonelada determinado
pela fórmula.

Esse carvão deverá satisfazer as se-
guintes condições:

Humidade — 10 %, no maximo;

Materias volateis combustiveis — 18
a 30 %;

Carbono fixo — 40 %, no minimo;

Cinzas — 25 %, no maximo;

Poder calorifico — 5.002 calorías, no
minimo.

O preço, em réis, para o pagamento
será determinado pela relação:

Preço = 60.000 X numero de calorías
do carvão fornecido

8.000

Neste preço ainda serão feitas dedu-
ções provenientes das percentagens do
carnas, de humidade e de enxofre, de
acordo com a tabella organizada na
Chiefa de Tracção a Vapor, tabella essa
que fará parte integrante do contracto.

Para preço maximo do carvão typo
se tomad 60\$ por tonelada de 1.000
kilos.

Numero de calorías do carvão typo
= 8.000.

A entrega será dentro dos vagões da
estrada, no Cães do Porio, correndo to-
das as despesas por conta do fornecedor,
dentro de espaços de tempo successivos
de 30 dias, a contar da data do registro
do contracto no Tribunal de Contas, em
pontos iguaes aos que todo o forneci-
mento esteia terminado a 31 de dezem-
bro de 1922 ou antes, desde que o for-
necedor queira entregar maiores quan-
tidades.

A entrega, não sendo conforme está
marcada, sujeita o contractante a uma
multa que, conforme entendimento da
administração, poderá ser até o valor da
caução do contracto, e a augmento em
cada uma das porções a entregar, que
corresponda á quantidade em falta, si
não preferir a administração a rescisão
do contracto, por simples aviso ou noti-
ficação, independente de acção ou inter-
pellação judicial, com perda da caução,
e sem que assista ao contractante direito
a reclamação de especie alguma.

No caso de multa, fica o contractante
obrigado a entregar a respectiva impor-
tancia na thesouraria, no prazo de 48
horas, a contar da hora do recebimento
da intimação por escripto, sob pena de
rescisão do contracto, nas condições já
acima estabelecidas, si não for cumprida
a intimação.

A concorrência versará apenas sobre
o preço, em réis, indicado em algarismos
e confirmado por extenso para a tone-
lada de 1.000 kilos, cabendo a preferen-
cia de direito ao autor da proposta mais

bata, por minima que seja a differença entre ella e qualquer outra.

A estrada recusará as propostas que apresentarem preços superiores ao máximo estabelecido.

As propostas que devem estar devidamente selladas as primeiras vias, datadas e assignadas, com a indicação das respectivas residencias, não sendo permitidas nas mesmas rasuras ou emendas, devendo ser escriptas em papel das respectivas casas commerciaes, serão entregues em tres vias, em envoltorios fechados, com a declaração por fóra, do assumpto e de nome do proponente.

Esse envoltorio deve ser acompanhado de um outro, em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, comprehendendo, entre elles, os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto da entrega da proposta, o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 4:000\$000 em dinheiro ou em títulos da divida publica federal, previamente feita na thesouraria desta estrada, para garantir a assignatura do contracto, caução que revertirá para os cofres da mesma estrada, si o proponente preferido se recusar a assignar o respectivo contracto, dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que fór expedido para esse fim.

O fornecedor para garantia da execução do fornecimento cautionará na thesouraria da estrada a quantia correspondente a 5% do valor do fornecimento a realizar, em dinheiro, ou em títulos da divida publica federal.

O contracto só se tornará effectivo depois da approvação definitivamente pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão do idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes serão marcados o dia e hora para abertura e leitura das propostas que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

Fica reservada á estrada o direito do não aceitar nenhuma das propostas apresentadas ou annullar a concorrência, caso assim convenha aos seus interesses.

As propostas não poderão conter sino uma fórmula de completa submissão a todas as clausulas deste edital e o preço, conforme já ficou estabelecido.

Não se tomarão em consideração quaisquer offertas de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre propostas terá preferença a que apresentar preço mais vantajoso no desempate.

A estrada reserva-se o direito de restringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital não será tomada em consideração.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brasil 18 de abril de 1922
Secretario. Diocleciano Candido de Vasconcellos.

Estrada de Ferro Central do Brasil.

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE VIDROS E OUTROS ARTIGOS PARA AS DIVISÕES 2ª, 4ª E 5ª, EM 1922

Concurrença n. 72

De ordem da directoria fazo publico que, ás 13 horas do dia 9 de maio de 1922, na intendencia desta estrada, na estação final, serão recebidas propostas para o fornecimento de:

Para 2ª Divisão

Vidros brancos lisos, de 0,002:

375 de 0,40 x 0,30.

36 de 0,24 x 0,24.

Preço médio, decimetro quadrado 130 réis.

75 vidros brancos lisos, de 0,50 x 0,50 x 0,003, decimetro quadrado, 150 réis.

150 vidros encarnados e verdes, lisos de 0,50 x 0,50 x 0,003, decimetro quadrado, 400 réis.

150 vidros brancos para lanternas, typó VI, um, 3\$000.

150 vidros brancos para lanternas, typó VII, um, 3\$000.

4.500 metros de filele, das tres cores, partes iguaes, metro 150 réis.

Para 4ª Divisão

Sobresalentes para cerros:

19 metros lineares de cortina lisa para soalho de carro metro linear, 4\$500.

81 metros lineares de cortina frangida de 0,75, metro linear, 3\$500.

126 pelles de camurça, pelle, 9\$000.

21 duzias de botões de osso brancos, grandes, 4 furos, duzia, 2\$500.

Buchas de sola para cylindro de freio:

60 de 6", uma, 4\$500.

723 de 8", uma, 5\$500.

573 de 10", uma, 6\$500.

102 de 12", uma, 7\$500.

72 de 14", uma, 8\$500.

225 metros lineares de lona marrom, de 0,92 de largura, metro linear, 8\$000.

75 travessieiros de capim, um, 2\$000.

Vidros brancos para caixilhos de 0,007.

11 de 0,915X0,705.

9 de 0,92X0,875.

9 de 0,915X0,495.

9 de 0,875X0,615.

9 de 1,75X0,875.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$500.

Vidros brancos para caixilhos, de 0,005.

6 de 0,75X0,875.

6 de 0,875X0,915.

6 de 1,00X0,915.

6 de 0,915X0,905.

3 de 0,915X0,510.

3 de 0,80X0,60.

3 de 0,875X0,60.

9 de 0,785X0,405.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$500.

Vidros brancos para caixilhos, de 0,005.

4 de 0,77X0,37.

4 de 0,43X0,39.

18 de 0,30X0,29.

9 de 0,80X0,35.

9 de 0,77X0,385.

4 de 0,43X0,35.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$500.

Vidros brancos para caixilhos, de 0,004.

9 de 0,815X0,17.

9 de 0,77X0,17.

9 de 0,19X0,17.

9 de 0,695X0,22.

9 de 0,875X0,17.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$350.

Vidros lisos com ramagens, de 0,005.

9 de 0,695X0,30.

9 de 0,695X0,20.

9 de 0,64X0,14.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$400.

Vidros com ramagens de 0,005.

9 de 0,445X0,17.

9 de 1,00X0,22.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$100.

Vidros com ramagens, de 0,003.

9 de 0,715X0,165.

Vidros lisos com dois furos para punhos, de 0,007.

9 de 0,96X0,30.

9 de 0,96X0,325.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$800.

150 vidros em reguas, canto boleado de 11'X2 1/2'X1 1/4'.

Preço médio, decimetro quadrado, 2\$600.

15 vidros brancos para caixilhos com dois furos de 3/8", para os pedadores com juntas de cima boleadas, de 0,945X0,30X0,007, decimetro quadrado, 1\$800.

11 vidros brancos, juntas boleadas com dois furos de 3/8" de 0,91X0,90X0,006, decimetros quadrado, 1\$800.

6 vidros brancos com juntas boleadas com dois furos de 3/8", de 0,91X0,90X0,006, decimetro quadrado, 1\$800.

2 vidros bisauté para gabinete, de 0,885X480X0,006, decimetro quadrado, 1\$800.

2 vidros bisauté para corredor, de 0,687X0,450X0,006, decimetro quadrado, 1\$000.

15 vidros em reguas, com cantos e juntas boleadas de 0,22X0,64X0,006, decimetro quadrado, 2\$600.

6 vidros amarellos ambar de 0,80X0,12X0,003, decimetro quadrado, 1\$100.

6 vidros brancos de 0,655X0,153X0,003, decimetro quadrado, 2\$500.

2 espelhos de vidro bisauté de 0,60 x 0,40.

3 espelhos de vidro bisauté de 0,70 x 0,45.

2 espelhos de vidro bisauté de 0,762 x 0,61 x 0,075.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$800.

18 latrinas de louça para reservada, desenho n. 815, uma, 80\$000.

3 bacias de louça para lavatorios, album n. 3, uma, 100\$000.

4 latrinas de louça para carro de passageiros, desenho n. 8, uma, 60\$000.

2 lavatorios para carros de passageiros, com espelho, um, 400\$000.

Para a 5ª divisão

Vidros brancos de 0,003:

186 de 0,40 x 0,30.

225 de 0,50 x 0,40.

375 de 0,60 x 0,50.

186 de 0,70 x 0,60.

75 de 0,80 x 0,80.

150 de 1,00 x 1,00.

Preço médio, decimetro quadrado, 1\$000.

Vidros encarnados e verdes de 0,003:

150 de 0,50 x 0,50, partes iguaes, decimetro quadrado, 400 réis.

Vidros opacos de 0,003:

36 de 0,80 x 0,80.

36 de 0,60 x 0,60.

Preço médio, decimetro quadrado, 2\$500.

Os preços marcados são os maximos.

O pagamento das contas será feito pelo Banco do Brasil, cobrando o Banco 1% de comissão.

A entrega será na Intendência, dentro de um espaço de tempo de 60 dias, a contar da data do registro do contrato no Tribunal de Contas.

A entrega, não sendo no prazo marcado, sujeita o contractante a uma multa que, por cada dia de atraso, poderá ser até o valor da caução do contrato, se do dado novo prazo, si não preferir a admissão de rescisão do contrato, por simulação ou inexecução indolente de parte ou interposição judicial, com perda da caução, e sem que subsista ao contractante direito de reclamação de esquite alguma.

O caso de multa, fica o contractante obrigado a entregar a respectiva importância na mesma forma, no prazo de 48 horas a contar da data de recebimento da intimação por escrito, sob pena de rescisão do contrato, nas condições áccia nas estabelecidas, si não for conhecida a intimação.

Compete de direito a uma única e única sobre o preço embleto, indicados em algarismos e com o valor por extenso, para as unidades estabelecidas dos artigos acima pedidos, e sendo a preferência de direito ao autor da proposta mais barata, por mínima que seja a diferença entre ella e qualquer outra.

A Estrada recusará as propostas que apresentarem preço superior ao máximo estabelecido e as que apresentarem preços embleto ou não referentes a todos os artigos para os artigos determinados pelo preço marcado, mémo.

As propostas que devem estar devidamente escriptas, datadas, e com a indicação das respectivas unidades, não sendo permitidas rasuras, emendas ou emendas, ficando ser escriptas em papel das respectivas e das com emendas, serão entregues, e em tres vias, em invólucros fechados, com a declaração, por fora do assumpto e do nome do proponente.

Esse invólucro deve ser acompanhado de um outro em separado, conte de todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, com o encargo de idêntico, e nelles, os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No caso de recusa da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 2.000\$ em dinheiro ou em títulos da dívida pública federal, previamente feita na thesauraria desta Estrada, para garantir a assignatura do contrato, e a caução que reverte á obra os cofres da mesma Estrada, si o proponente preferir retirar-se a a-sinar o respectivo contrato, dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que for excedido para esse fim.

O fornecedor, para garantia da execução do fornecimento, cauçãoará, na thesauraria desta Estrada, a quantia correspondente a 5% do valor do fornecimento a realizar, em dinheiro, ou em títulos da dívida pública federal.

O contrato só se tornará effectivo depois de aprovado definitivamente pelo Ministério da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão de idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes, serão marcados o dia e hora para abertura e leitura das propostas, que antes de qualquer decisão serão publicadas.

Fica reservado á Estrada o direito de aceitar parte de uma proposta e parte de outra, ou outras, conforme a diferença para menos nos preços dos varios artigos a serem fornecidos, assim como de não aceitar nenhuma das propostas apresentadas, ou annullar a concorrência, caso assim convenha aos seus interesses.

As propostas não poderão conter sinão uma formula de concessão e não se a to las causas das desordens e o preço, conforme já se encontra no.

Na se toma do e a consideração quaesquer ofertas de vantagem e a na previsão de lucro e lital nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre propostas terá preferência a que apresentar preço mais vantajoso no de embleto.

A Estrada reserva-se o direito de restringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este e a lital não será aceita e a nã aceita.

Será feita na Estrada de Ferro Central do Brasil, 27 de abril de 1922 — O secretario, Diocleciano Candido de Vasconcellos.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA A CONSTRUÇÃO DE UMA ESTACÃO INTERMEDIARIA, EM MEYER, 5ª DIVISÃO, EM 1922.

Concurrença n. 70

De ordem da directoria, faço publico que, ás 13 horas do dia 16 de maio de 1922, na Intendência desta Estrada, na Estação Maritima, serão recebo das propostas para a construção de uma estação intermediaria, em Meyer, de accordo com os desenhos 40 e 40 A, de 1922 o o seguinte:

BASES

CAPITULO I

Da idoneidade

Art. 1.º Nenhum constructor poderá apresentar-se para disputar a construção da obra em concorrência, sem que seja considerado idoneo, entendendo-se por idoneidade:

1.º, ser constructor matriculado na Prefeitura ou Intendencia Municipal da cidade onde for estabelecido;

2.º, ter dirigido a construção de obras semelhantes, o que provará mediante photographias ou desenhos devidamente autenticados. Essa prova poderá ser dispensada a juizo da directoria, quando se tratar de casa constructora de reconhecida competência;

3.º, estar quite para com a Fazenda Publica, o que provará com recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

CAPITULO II

Das propostas

Art. 2.º As propostas, indicando a residência ou sede commercial do proponente, serão apresentadas em tres vias, devidamente selladas as primeiras vias, datadas e assignadas, sem emendas, rasuras e entrelinhas, escriptas em lingua portugueza, em papel das respectivas casas commerciaes e mencionarão do modo claro e conciso;

1.º, o preço total em réis da obra a construir, indicado em algarismos e confirmado por extenso;

2.º, o compromisso de entregar a obra concluida até 31 de dezembro do corrente anno;

3.º, o compromisso do sujeitar-se ás prescripções estabelecidas pelas presentes bases;

4.º, o compromisso de aceitar e cumprir as prescripções estabelecidas pelas especificações para construção de edificios, legalmente approvada.

Art. 3.º As propostas serão entregues em tres vias, em invólucros fechados e

lacrados, declarando no sobrescripto o nome do concorrente e o objecto da concorrência.

Esse invólucro deve ser acompanhado de um outro, em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, de conformidade com o art. 1.º.

CAPITULO III

Do deposito e da caução

Art. 4.º Para a apresentação do propostas relativas á construção em concorrência, cada proponente depositará previamente na thesauraria da Estrada a quantia de um conto de réis (1:000\$) em dinheiro ou títulos da dívida pública federal, como garantia para a assignatura do contrato.

§ 1.º Terão ao a concorrência e escolhido o fornecedor, os depositos supracitados serão restituídos aos concorrentes excluidos do fornecimento.

§ 2.º O concorrente escolhido substituirá o deposito acima referido por uma caução em dinheiro ou títulos da dívida pública federal no valor do cinco contos de réis (5:000\$000).

§ 3.º Essa caução será restituída ao contractante depois de concluido o recebido pela estrada o edificio em construção, de conformidade com o artigo 17.

CAPITULO IV

Da concorrência

Art. 5.º As propostas apresentadas serão todas abertas no dia determinado, em presença dos concorrentes e serão classificadas pela ordem ascendente dos preços pelos mesmos indicados.

Art. 6.º A questão da idoneidade dos proponentes será examinada e julgada previamente, antes de serem abertas as propostas. Depois de julgada essa idoneidade, serão marcados dia e hora para abertura e leitura das propostas, as quaes, antes de qualquer decisão, serão publicadas no *Diário Official*.

Art. 7.º Não serão tomadas em consideração:

1.º, as propostas cujos autores não tenham sido considerados idoneos, de accordo com o art. 1.º;

2.º, as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata;

3.º, as propostas que não estiverem de accordo com o que determina o artigo 2.º;

4.º, as offertas de vantagens não previstas nas presentes bases;

5.º, as propostas que indicarem preços superiores ao máximo estabelecido que é 104: 593\$ 560.

Art. 8.º A concorrência versará, apenas, sobre o preço da construção a executar, cabendo a preferência, de direito, ao autor da proposta mais barata, por mínima que seja a diferença entre ella e qualquer outra.

Art. 9.º No caso de absoluta igualdade entre duas ou mais propostas, fica reservado á estrada o direito de escolher a que lhe parecer mais conveniente.

Art. 10.º Fica reservado á estrada o direito de não aceitar nenhuma das propostas apresentadas ou annullar a concorrência, caso isso convenha aos seus interesses.

CAPITULO V

Do contracto

Art. 11.º O concorrente escolhido assignará, perante a directoria da estrada, contracto para a construção da obra em concorrência.

Paraphrasis unico. O concorrente se-

colhido que se recusar a assignar o respectivo contracto perderá em beneficio dos cofres da estrada, o deposito de que trata o art. 4º.

Art. 12. O concorrente escolhido apresentará no acto da assignatura do contracto guia ou recibo que prove haver feito deposito da caução acima mencionada.

Art. 13. O contracto poderá ser rescindido por simples aviso ou notificação da directoria, independentemente de acção ou interpellação judicial, e sera o concorrente obrigado a restituir o direito a reclamação de especie alguma:

1º. si o contractante não dá principio aos trabalhos dentro do prazo de oito dias, contados da data do registro do mesmo contracto, no Tribunal de Contas, falhando a obra por sua culpa ou negligencia, a juizo da directoria da estrada;

2º. quando a estrada reconhecer expressa insubsistencia por parte do contractante; neste caso sera a mesma paga ao contractante o valor do serviço executado, de accordo com a tabella de preços em uso na estrada, ficando a estrada o direito de concluir a obra por sua conta ou contratar a obra a outro construtor;

3º. si o contractante empregar na obra materiais de inferior qualidade e, sendo intimado a substitui-los, se recusar a fazê-lo;

4º. si o contractante alterar as formas e dimensões indicadas no desenho, e se recusar a reparar a obra, sendo para isso intimado;

5º. si o contractante não terminar a obra no prazo estipulado, de accordo com o item 2 deste mesmo artigo.

Art. 14. A rescisão do contracto, de accordo com o art. 13, importa na perda da caução de que trata o art. 4º, § 2º, a qual revertirá em beneficio dos cofres da estrada.

Art. 15. Verificada a rescisão do contracto, nenhuma indemnização será paga ao contractante pelas despesas que houver feito para a installação do seu serviço.

Art. 16. O contracto será submettido á approvação do Ex.º Sr. ministro da Viação e só se tornará effectivo depois do seu registro no Tribunal de Contas.

CAPITULO VI

Da apresentação das contas

Art. 17. A apresentação das contas poderá ser feita da seguinte forma: a 1ª, na immutancia de 37 % do valor da obra contractada, quando estiverem levantadas as paredes; a 2ª, de 30 %, quando estiverem assentados o vizinho e a cobertura; a 3ª, de 25 %, quando estiverem assentados o crvalho e o ferro e as esquadrias, e a 4ª, de 8 %, depois da obra terminada e recebida pela estrada, sendo por essa occasião restituida a caução de que trata o art. 4º, § 2º.

CAPITULO IV

Procedimentos gerais

Art. 18. O contractante compromette-se a executar a obra de accordo com os desenhos e especificações que lhes serão apresentadas por occasião da abertura da concorrência. Esses desenhos e especificações passarão a fazer parte integrante do contracto e não poderão ser modificados por parte do contractante.

Art. 19. Si, devido a qualquer circumstancia, houver necessidade de alterar qualquer dos detalhes da obra, augmentar ou diminuir a espessura de suas diversas peças ou suprimil-as, o contractante submeter-se-ha a essas alterações, executando-as desde que para isso recobrá ordem.

§ 1º. Ordenada qualquer modificação

que traga augmento do trabalho não imputa-se ao contractante a obrigatoriedade de executar a obra pelo preço da tabella em uso nesta estrada.

§ 2º. Toda e qualquer ordem de modificação ou alteração da obra deverá ser dada por escripto, não sendo accetta reclamação baseada em ordens verbaes.

Art. 20. O material empregado na construção será todo de superior qualidade e será previamente examinado pelo engenheiro encarregado da fiscalização da obra. O emprego de materiais de má qualidade importa na rescisão do contracto, de conformidade com o artigo 13, § 3º.

Art. 21. Nenhuma indemnização terá o contractante por qualquer prejuizo proveniente de negligencia imprevista, falta de recursos ou erros seus na direcção dos trabalhos.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brasil, Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — O secretario, Diocleciano Cavilido de Vasconcellos.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE FERRO, ACO E OUTROS ARTIGOS PARA AS DIVISÕES 4ª E 5ª EM 1922.

Primeira correção do edital de 22 de março de 1922

Concurrença n. 57

De ordem da directoria faco publico que de 13 horas do dia 6 de maio de 1922, na 1ª sessão desta Estrada, a E. F. do Brasil, serão recebidas propostas para o fornecimento de:

Para a 5ª divisão

Aço muito duro e soldavel em v. realhões retorcidos (não recebe tempera).

Para as de cimento armado:

10.000 kilos de 3/8"
15.000 kilos de 1/2"
25.000 kilos de 5/8"
75.000 kilos de 3/4"
125.000 kilos de 7/8"
150.000 kilos de "

Para confecção de parafusos de linha:

35.000 kilos de 7/8"

Preço médio, kilo.

Aço em lama, doce (pouca tempera):

5.000 kilos de 8"x4"x5 61",

kilo.

Aço em v. de h. e, para

brocas extra-duro (Martini aci.), recebe muita

tempera:

Redondo:

130 kilos de 3/8"

300 kilos de 1/2"

1.500 kilos de 5/8"

2.500 kilos de 3/4"

4.500 kilos de 7/8"

7.000 kilos de 1"

3.500 kilos de 1 1/8"

3.500 kilos de 1 1/4"

8.000 kilos de 1 1/2"

Oitavado:

1.000 kilos de 5/8"

1.500 kilos de 3/4"

5.000 kilos de 1"

2.500 kilos de 1 1/4"

Quadrado para cortas:

frios:

3.500 kilos de 1 1/2"

Preço médio, kilo.

Aço quadrado duro, recebe tempera:

4.000 kilos de 2", para m. ras.

5.000 kilos de 2 1/2", para m. rões.

4.500 kilos de 3 1/2", de boa qualidade.

2.900 kilos de 4", de boa qualidade.

Preço médio, kilo.

Aço quadrado Poldi rapido ou esma

lha te:

200 kilos de 1 1/4"

200 kilos de 1 1/2"

100 kilos de 5/8"

200 kilos de 3/4"

200 kilos de 7/8"

200 kilos de 1"

500 kilos de 1 1/4"

Preço médio, kilo.

Aço doce e soldavel em barra:

500 kilos de 1 1/2"x1 1/4"

500 kilos de 1 1/2"x3/8"

500 kilos de 1 1/2"x1/4"

500 kilos de 1 1/2"x3/8"

1.000 kilos de 1 1/2"x5/8"

1.000 kilos de 1 1/2"x3/4"

1.000 kilos de 1 1/2"x7/8"

1.800 kilos de 1 1/2"x1"

2.100 kilos de 2"x7/8"

2.000 kilos de 2"x1"

Preço médio kilo.

Aço doce em cartoneira T:

1.000 kilos de 1"x1"x1 1/4"

3.000 kilos de 1 1/2"x1 1/2"x3/8"

4.000 kilos de 2"x2"x7/8"

Aço doce em ca toneira L:

1.000 kilos de 1 1/2"x1 1/2"x1 1/4"

4.500 kilos de 1 1/2"x1 1/2"x3/8"

11.000 kilos de 2"x2"x1 1/4"

14.000 kilos de 2"x2"x5/8"

6.700 kilos de 2 1/2"x2 1/2"x

5-11.

5.300 kilos de 2 1/2"x2 1/2"x

3-8"

2.600 kilos de 3"x3"x1 1/4"

6.800 kilos de 3"x3"x3/8"

3.600 kilos de 3 1/2"x3 1/2"x

3-8"

7.700 kilos de 4"x4"x1 1/2"

1.500 kilos de 5"x5"x1 1/2"

Preço médio, kilo.

Aço doce em chapa preta:

6.000 kilos de 8"x4"x1 1/16"

3.400 kilos de 8"x4"x3/32"

7.400 kilos de 8"x4"x1/8"

4.000 kilos de 8"x4"x3/16"

3.000 kilos de 8"x4"x1/4"

3.400 kilos de 8"x4"x5 16"

2.700 kilos de 8"x4"x3 8"

Preço médio, kilo.

Ferro em chapa galvanizada:

500 kilos de 8"x4"x1 1/2"

11.000 kilos de 8"x4"x1 1/8"

3.600 kilos de 8"x4"x1 8"

Preço médio, kilo.

Ferro em barras:

200 kilos de 1 1/2"x1 1/8"

280 kilos de 1 1/2"x1 15"

2.900 kilos de 5/8"x1 1/2"

1.700 kilos de 5/8"x1 4"

300 kilos de 1 1/2"x1 8"

1.000 kilos de 1 1/2"x1 1/4"

1.000 kilos de 1 1/2"x5 15"

3.400 kilos de 1 1/2"x3 8"

7.000 kilos de 1 1/2"x1 2"

3.800 kilos de 1 1/2"x5 8"

1.000 kilos de 1 1/4"x1 1/4"

4.000 kilos de 1 1/4"x3 9"

2.900 kilos de 1 1/4"x1 1/2"

3.000 kilos de 1 1/2"x1 1/2"

18.000 kilos de 1 1/2"x3/8"

9.000 kilos de 1 1/2"x1 2"

5.700 kilos de 1 1/2"x5 8"

4.000 kilos de 1 3/4"x3 3"

8.000 kilos de 1 3/4"x1 1/2"

4.000 kilos de 2"x1 1/4"

2.000 kilos de 2"x3 8"

7.000 kilos de 2"x1 2"

3.000 kilos de 2"x5 8"

5.000 kilos de 2"x3 4"

2.700 kilos de 2"x7 8"

9.500 kilos de 2"x1"

4.300 kilos de 2 1/4"x1 1/4"

9.000 kilos de 2 1/2"x1 1/2"

4.900 kilos de 2 1/2"x5 8"

14.900 kilos de 2 1/2"x4 1/2"

7.600 kilos de 2 1/2" X 1"
 2.100 kilos de 2 3/4" X 1 2"
 1.900 kilos de 2 3/4" X 3"
 6.200 kilos de 2 3/4" X 4"
 2.000 kilos de 3" X 3"
 9.500 kilos de 3" X 1 2"
 9.000 kilos de 3" X 4"
 15.000 kilos de 3" X 8"
 5.200 kilos de 4" X 2"
 3.300 kilos de 4" X 4"
 3.800 kilos de 4" X 7 8"
 5.500 kilos de 4" X 1 1/2"
 3.200 kilos de 5" X 1"
 2.900 kilos de 6" X 4"
 1.300 kilos de 7" X 3 4"
 1.600 kilos de 7" X 3 4"
 12.000 kilos de 7" X 1 2"
 14.800 kilos de 8" X 3 4"
 14.500 kilos de 8" X 1 2"
 1.800 kilos de 10" X 2"
 1.700 kilos de 10" X 8"
 7.600 kilos de 10" X 1 2"

Preço médio, kilo... .. £ 0-0-1
 Ferro quadrado:

8.000 kilos de 1 2"
 1.200 kilos de 5 8"
 2.000 kilos de 3 4"
 1.900 kilos de 7 8"
 2.100 kilos de 1"
 4.500 kilos de 1 1/4"
 4.200 kilos de 1 1/2"
 2.800 kilos de 1 3/4"
 3.900 kilos de 2"
 2.400 kilos de 2 1/2"
 2.200 kilos de 3"
 2.200 kilos de 3 1/2"
 3.600 kilos de 4"

Preço médio, kilo... .. £ 0-0-3
 Ferro redondo em vargas:

75 kilos 1/8"
 3.600 kilos de 1/4"
 1.000 kilos de 5/16"
 6.700 kilos de 3/8"
 14.500 kilos de 1/2"
 22.500 kilos de 5/8"
 35.700 kilos de 3/4"
 31.600 kilos de 7/8"
 39.300 kilos de 1"
 14.000 kilos de 1 1/8"
 17.200 kilos de 1 1/4"
 35.600 kilos de 1 1/2"
 5.800 kilos de 1 3/4"
 6.700 kilos de 1 7/8"
 5.700 kilos de 2"
 6.000 kilos de 2 1/2"
 8.900 kilos de 3"

Preço médio, kilo... .. £ 0-0-3

Quarta divisão

Ferro BB

Quadrado:

100 kilos de 3/8"
 300 kilos de 1/2"
 90 kilos de 5/8"
 100 kilos de 3/4"
 600 kilos de 1"
 500 kilos de 1 1/8"
 500 kilos de 1 1/4"
 1.000 kilos de 1 1/2"
 1.000 kilos de 2 1/2"
 600 kilos de 2 3/4"
 1.500 kilos de 3"
 400 kilos de 1 3/4"
 1.000 kilos de 2"
 300 kilos de 1 5/16"
 300 kilos de 7 8"
 1.000 kilos de 4"
 1.000 kilos de 5"

Redondo:

700 kilos de 1/16"
 100 kilos de 1/8"
 6.000 kilos de 3/8"
 9.000 kilos de 1/2"
 12.000 kilos de 5/8"
 14.000 kilos de 3/4"
 10.000 kilos de 7/8"

20.000 kilos de 1"
 20.000 kilos de 1 1/8"
 20.400 kilos de 1 1/4"
 15.000 kilos de 1 3/8"
 25.000 kilos de 1 1/2"
 20.000 kilos de 1 3/4"
 20.000 kilos de 2"
 4.000 kilos de 2 1/2"
 5.000 kilos de 2 3/4"
 900 kilos de 2 3/4"
 4.000 kilos de 3"
 3.000 kilos de 3 1/2"
 5.000 kilos de 1 5/8"
 580 kilos de 3 16"
 700 kilos de 1/4"

Em barra:

1.000 kilos de 8" X 3/4"
 6.000 kilos de 8" X 1"
 2.900 kilos de 10" X 1 1/2"
 1.000 kilos de 10" X 3"
 1.000 kilos de 12" X 3 4"
 1.000 kilos de 12" X 1"
 500 kilos de 12" X 1 1/4"
 1.000 kilos de 12" X 1 1/2"
 1.000 kilos de 16" X 1 1/2"
 500 kilos de 6" X 3"
 300 kilos de 7" X 2 3/4"
 59 kilos de 1 5/8" X 3/8"
 61 kilos de 2" X 7/8"
 100 kilos de 2 1/2" X 7/8"
 200 kilos de 5 7/8" X 3 4"
 500 kilos de 7 1/4" X 1"
 1.200 kilos de 2" X 1 1/4"
 1.000 kilos de 3 1/2" X 3/8"
 1.000 kilos de 1" X 3/16"
 1.400 kilos de 1 1/4" X 3/16"
 300 kilos de 2 1/4" X 3 8"
 1.500 kilos de 2 1/4" X 1 4"
 700 kilos de 2 3/4" X 5 8"
 1.000 kilos de 3 1/4" X 3 8"
 500 kilos de 2 1/2" X 1 4"
 5.000 kilos de 6" X 1"
 1.000 kilos de 7" X 1"
 1.000 kilos de 6" X 3/4"
 400 kilos de 6" X 1 3/4"
 500 kilos de 8" X 3"
 370 kilos de 10" X 3"
 300 kilos de 10" X 1"
 100 kilos de 3/4" X 1 1/4"
 400 kilos de 3/4" X 3/8"
 60 kilos de 1" X 1/8"
 600 kilos de 1 1/4" X 5 16"
 500 kilos de 1 1/4" X 1 2"
 300 kilos de 1 1/4" X 5 8"
 600 kilos de 1 1/4" X 3 4"
 100 kilos de 1 1/2" X 1 8"
 1.000 kilos de 1 1/2" X 3/16"
 400 kilos de 1 1/2" X 5 8"
 400 kilos de 1 1/2" X 3 4"
 700 kilos de 1 3/4" X 1 1/2"
 100 kilos de 1 3/4" X 5 16"
 500 kilos de 1 3/4" X 3 4"
 400 kilos de 1 3/4" X 5 8"
 300 kilos de 1 3/4" X 1"
 1.000 kilos de 2" X 1"
 300 kilos de 2 1/2" X 1"
 900 kilos de 3 1/2" X 5/8"
 2.000 kilos de 3 1/2" X 1 1/8"
 300 kilos de 3" X 1 1/2"
 500 kilos de 4" X 5 16"
 600 kilos de 4" X 5 8"
 3.900 kilos de 4" X 1 3/4"
 400 kilos de 5" X 1 2"
 400 kilos de 5" X 3/8"
 500 kilos de 5" X 3/4"
 300 kilos de 6" X 7/8"
 2.000 kilos de 6" X 1 1/2"
 2.000 kilos de 6" X 1"
 1.000 kilos de 7" X 1 2"
 400 kilos de 7" X 3/8"
 300 kilos de 8" X 1 2"
 500 kilos de 8" X 5/8"
 1.500 kilos de 1" X 1 1/4"
 700 kilos de 1" X 1 2"
 400 kilos de 1 1/4" X 1 1/4"
 1.000 kilos de 1 1/2" X 3/8"
 2.000 kilos de 1 1/2" X 1 2"

4.000 kilos de 2" X 3/8"
 5.000 kilos de 2" X 1/2"
 4.000 kilos de 2" X 5/8"
 3.000 kilos de 2 1/2" X 3/8"
 3.000 kilos de 2 1/2" X 1 2"
 10.000 kilos de 2 1/2" X 3 8"
 5.000 kilos de 2 1/2" X 5 4"
 1.000 kilos de 3" X 3 8"
 4.800 kilos de 3" X 1 2"
 4.000 kilos de 3" X 5 8"
 3.900 kilos de 3" X 3 4"
 1.000 kilos de 3" X 1"
 3.500 kilos de 3 1/2" X 1 2"
 1.800 kilos de 3 1/2" X 3 4"
 2.000 kilos de 3 1/2" X 1 1/4"
 1.000 kilos de 4" X 1 2"
 1.500 kilos de 4" X 3 4"
 6.000 kilos de 5" X 1"
 1.500 kilos de 5" X 2"
 1.000 kilos de 6" X 1 1/4"
 300 kilos de 7" X 3/4"
 1.300 kilos de 1" X 3 8"
 560 kilos de 1 1/4" X 3/8"
 1.200 kilos de 1 1/2" X 1 4"
 700 kilos de 1 1/2" X 1"
 400 kilos de 1 3/4" X 5 4"
 300 kilos de 1 3/4" X 1 2"
 1.400 kilos de 2" X 3/4"
 1.500 kilos de 3" X 1/4"
 1.500 kilos de 2 1/2" X 1 1/2"
 1.000 kilos de 3 1/2" X 1"
 1.000 kilos de 3 1/2" X 1 1/2"
 1.000 kilos de 4" X 1 1/2"
 4.000 kilos de 4" X 1"
 3.000 kilos de 4" X 2"
 1.000 kilos de 4 1/2" X 1 2"
 1.000 kilos de 7/8" X 1 4"
 1.000 kilos de 4" X 1 4"
 1.000 kilos de 1 1/4" X 1 16"
 4.000 kilos de 2" X 5/16"
 1.000 kilos de 1 3/4" X 1 2"
 300 kilos de 7/8" X 1 8"
 1.000 kilos de 4" X 1 1/4"
 1.000 kilos de 5" X 1 1/2"
 3.000 kilos de 10" X 1 1/2"
 1.000 kilos de 4 1/2" X 2 1/2"
 1.000 kilos de 2 1/4" X 3 4"
 300 kilos de 1 1/2" X 3/8"
 300 kilos de 2" X 3/8"
 300 kilos de 2 1/2" X 3/8"
 170 kilos de 2" X 1 2"
 300 kilos de 1 1/2" X 1 4"
 300 kilos de 3 1/2" X 1 1/4"
 300 kilos de 2 3/4" X 1 2"
 300 kilos de 2 1/2" X 3 4"
 300 kilos de 1 3/4" X 1 1/4"
 200 kilos de 1" X 1 4"
 100 kilos de 1" X 3/8"
 200 kilos de 1 1/4" X 1 4"
 200 kilos de 1 1/4" X 3/8"
 200 kilos de 1 1/2" X 3/8"
 300 kilos de 1 1/2" X 1 2"
 300 kilos de 2 1/2" X 1 2"
 300 kilos de 2 1/2" X 5 8"
 300 kilos de 3" X 5 8"
 300 kilos de 3" X 3 4"
 300 kilos de 3 1/2" X 1"
 300 kilos de 3 1/2" X 1 1/4"

Preço médio, maximo do

kilo... .. £ 0-0-4

Em chapas:

110 chapas de 8" X 4" X 1/8"
 1 chapas de 8" X 4" X 1/32"
 210 chapas de 8" X 4" X 1/16"
 20 chapas de 8" X 6" X 1/8"
 3 chapas de 8" X 6" X 3/16"
 3 chapas de 8" X 6" X 1/4"
 10 chapas de 8" X 4" X 1/4"
 3 chapas de 8" X 4" X 3/8"
 3 chapas de 8" X 4" X 1/2"
 3 chapas de 8" X 4" X 3/32"
 15 chapas de 8" X 4" X 3/16"
 10 chapas de 10" X 3" X 3/16"
 45 chapas de 10" X 5" X 3/16"
 27 chapas de 10" X 5" X 1/4"
 5 chapas de 10" X 5" X 1/2"

6 chapas de 10" x 5" x 3/8"
 5 chapas de 10" x 5" x 1/2"
 16 chapas de 8" x 4" x 5/16"
 8 chapas de 20" x 3" x 1/4"
 6 chapas de 20" x 4" x 1/4"
 7 chapas de 24" x 5" x 3/16"
 10 chapas de 10" x 5" x 1/8"
 10 chapas de 10" x 5" x 1/16"
 1 chapa de 8" x 4" x 5/8"
 13 chapas de 8" x 3" x 1/2"
 10 chapas de 8" x 3" x 3/8"
 10 chapas de 8" x 3" x 5/16"
 33 chapas de 10" x 4" x 3/16"
 25 chapas de 14" x 4" x 3/16"
 17 chapas de 12" x 5" x 3/16"
 8 chapas de 18" x 4" x 3/16"

Peso total 126.070 kilos aproximadamente.

Preço médio, máximo do kilo..... £ 0-0-5

Em cantoneira L:

900 kilos de 3" x 3" x 1/2"
 200 kilos de 1" x 1" x 1/8"
 300 kilos de 1 1/2" x 1 1/2" x 3/16"
 300 kilos de 1 1/4" x 1 1/4" x 3/16"
 180 kilos de 2" x 2" x 3/16"
 250 kilos de 2 1/2" x 1 1/2" x 3/16"
 300 kilos de 2 1/2" x 2 1/2" x 1/4"
 700 kilos de 3 1/2" x 3 1/2" x 1/2"
 400 kilos de 2 1/2" x 2 1/2" x 3/8"
 700 kilos de 2" x 2" x 1/4"
 400 kilos de 1 1/2" x 1 1/2" x 1/4"
 200 kilos de 1 1/2" x 1 1/2" x 1/8"
 600 kilos de 4 1/2" x 4 1/2" x 5/8"
 700 kilos de 4" x 4" x 1/2"
 500 kilos de 3" x 3" x 3/8"
 400 kilos de 1 3/4" x 1 3/4" x 1/4"
 400 kilos de 8" x 3" x 3/8"
 500 kilos de 2 1/2" x 2 1/2" x 5/16"
 90 kilos de 4" x 4" x 3/8"
 200 kilos de 1" x 1" x 3/16"
 200 kilos de 1 3/4" x 1 3/4" x 3/16"
 400 kilos de 3 1/2" x 3 1/2" x 3/8"
 40 kilos de 2" x 2" x 3/8"
 40 kilos de 2" x 2" x 5/16"
 180 kilos de 3" x 3" x 1/4"
 Preço médio, máximo do kilo..... £ 0-0-4

Condições a que deve satisfazer o ferro BB:

1) todo o ferro BB fornecido será do tipo conhecido como «ferro forjado puddling». Não será permitida a mistura de aço e a presença do mesmo em qualquer remessa será causa de rejeição de toda a encomenda;

2) as chapas, barras, angulos e outras secções devem apresentar uma superfície bem lisa, sem defeitos, com as dimensões e secções especificadas e com as extremidades cortadas;

3) todas as chapas, barras, angulos e outras secções devem ser rectificadas e endireitadas a quente e não a frio;

4) o ferro fornecido quando submettido a experiencia de «entalhamento» dobrado

180° e quebrada deve apresentar uma fractura fibrosa, limpa e isenta de qualquer defeito e nunca apresentar uma fractura cristalina;

5) o ferro quando dobrado a 180°, a frio, sobre uma barra com o diametro igual e 1 1/2 o diametro ou a espessura de barra de prova, não deve haver fracturas nem apresentar fendas na parte exterior;

6) o ferro quando dobrado sobre si mesmo, a temperatura do vermelho claro, não deve apresentar fractura ou signaes de fendas;

7) o ferro, quando submettido a experiencia de tempera, isto é, quando aquecido até o amarello e mergulhado n'agua, não deve apresentar fractura nem signaes de fendas quando dobrado sobre uma barra de diametro igual, ao diametro ou espessura da barra em experiencia;

8) deve ser experimentado si caldeia bem sem que haja signal de ter quicimado o ferro;

9) especificação physica:

Carga de ruptura 30 a 35 kilos por m/m². Alongamento 22 %, sendo o comprimento igual a quatro vezes o diametro.

Stricção—Reducção da area primitiva de 30 %, no minimo;

10) o fornecedor deverá apresentar os resultados das provas mecanicas e clinicas ao fabricante, devidamente authenticadas;

Ferro comum:

Em barra:

400 kilos de 1 3/4" x 3/8"
 200 kilos de 1 1/2" x 3/8"
 100 kilos de 1 1/4" x 3/8"
 100 kilos de 1" x 3/8"
 100 kilos de 2 1/2" x 1/4"
 100 kilos de 2" x 1/4"
 100 kilos de 1 1/2" x 1/4"
 200 kilos de 1" x 1/4"
 1.000 kilos de 8" x 7/8"
 1.000 kilos de 8" x 3/4"
 1.000 kilos de 8" x 5/8"
 1.000 kilos de 8" x 1/2"
 500 kilos de 7" x 3/4"
 500 kilos de 7" x 7/8"
 500 kilos de 7" x 5/8"
 200 kilos de 7" x 1/2"
 500 kilos de 7" x 3/8"
 1.000 kilos de 6" x 1"
 500 kilos de 6" x 7/8"
 500 kilos de 6" x 3/4"
 500 kilos de 6" x 5/8"
 500 kilos de 6" x 1/2"
 500 kilos de 6" x 3/8"
 500 kilos de 5 1/2" x 5/8"
 500 kilos de 5 1/2" x 1/2"
 500 kilos de 5" x 5/8"
 500 kilos de 5" x 1/2"
 1.000 kilos de 4" x 1 1/2"
 500 kilos de 4" x 1 1/4"
 500 kilos de 4" x 1"
 500 kilos de 3" x 3/8"
 500 kilos de 3" x 1/2"
 500 kilos de 3" x 3/16"
 200 kilos de 3" x 1/4"
 200 kilos de 2" x 1/2"
 200 kilos de 2 1/2" x 1/2"
 100 kilos de 1" x 1/2"
 100 kilos de 2 1/2" x 3/8"
 100 kilos de 2" x 3/8"
 500 kilos de 12" x 1"
 500 kilos de 12" x 7/8"
 500 kilos de 12" x 3/4"
 500 kilos de 10" x 1"
 500 kilos de 10" x 7/8"
 500 kilos de 10" x 3/4"
 1.000 kilos de 8" x 1"

Preço médio, máximo do kilo..... £ 0-0-6

Ferro Lowmoor ou semelhante:

Em barra:

400 kilos de 4 1/2" x 5/8"
 900 kilos de 3 1/2" x 2"
 1.500 kilos de 4" x 2"
 2.500 kilos de 8" x 4 1/2"

Redondo:

1.000 kilos de 3 1/4"
 500 kilos de 5 8"
 500 kilos de 1 2"
 500 kilos de 3 8"
 100 kilos de 5 16"
 50 kilos de 1 4"
 200 kilos de 1"
 200 kilos de 1 1/8"
 1.000 kilos de 1 1/4"
 200 kilos de 1 3/8"

Quadrado:

4.000 kilos de 4"
 2.800 kilos de 5"
 3.400 kilos de 3 1/2"
 4.000 kilos de 4 1/2"
 2.900 kilos de 5 1/2"
 3.500 kilos de 6"
 4.800 kilos de 7"
 100 kilos de 5 16"
 200 kilos de 1 1/4"
 200 kilos de 2"
 250 kilos de 3"

Preço médio, máximo do kilo..... £ 0-0-10

Em chapa:

3 chapas de 8" x 4" x 1/2"
 6 chapas de 8" x 3" x 1/2"
 4 chapas de 8" x 4" x 3/8"
 6 chapas de 8" x 3" x 3/8"
 6 chapas de 8" x 3" x 3/16"

Peso total 4.950 kilos aproximadamente.

Preço médio, máximo do kilo..... £ 0-0-10

Em cantoneira L:

1.000 kilos de 1 1/2" x 1 1/2" x 1/4"
 1.000 kilos de 1 1/4" x 1 1/4" x 3/16"
 600 kilos de 1" x 1" x 3/16"
 100 kilos de 1" x 1" x 1/4"
 100 kilos de 1" x 1" x 1/8"
 200 kilos de 2" x 2" x 3/8"
 200 kilos de 2" x 2" x 1/4"
 1.000 kilos de 6" x 6" x 5/8"
 1.000 kilos de 5" x 5" x 1/2"
 1.000 kilos de 4" x 4" x 1/2"
 300 kilos de 4" x 3" x 3/8"
 1.000 kilos de 3" x 3" x 1/2"
 1.000 kilos de 2 3/4" x 2 3/4" x 3/16"
 1.000 kilos de 2 1/2" x 2 1/2" x 5/16"
 1.000 kilos de 2 1/2" x 2 1/2" x 1/4"
 1.000 kilos de 2 1/2" x 2 1/2" x 3/16"
 1.000 kilos de 2" x 2" x 1/4"
 1.000 kilos de 1 3/4" x 1 3/4" x 3/16"
 1.000 kilos de 1 3/4" x 1 3/4" x 1/4"

Em cantoneira U:

500 kilos de 10" x 3" x 5/8"
 1.000 kilos de 8" x 3" x 3/8"
 300 kilos de 4" x 2 1/4" x 5/16"
 1.000 kilos de 6" x 2 1/2" x 1/2"
 4.000 kilos de 9" x 3" x 5/8"
 3.000 kilos de 10" x 3 1/2" x 5/8"
 2.000 kilos de 12" x 3 1/2" x 5/8"

Em cantoneira T:

500 kilos de 3"X3"X3/8"
 500 kilos de 2 3/4"X2 3/4"X
 X5/16"
 500 kilos de 2 1/2"X2 1/2"X
 X1/4"
 500 kilos de 2"X2"X1/4"
 200 kilos de 1 3/4"X1 3/4"X
 X1/4"
 300 kilos de 1 1/2"X1 1/2"X
 X3/16"
 200 kilos de 1 1/4"X1 1/4"X
 X1/4"
 100 kilos de 1"X1"X3/16"

Em cantoneira Z:

500 kilos de 3"X3"X3/8"
 500 kilos de 2 1/2"X2 1/2"X
 X2 1/2"X3/8"
 500 kilos de 1 3/4"X1 3/4"X
 X1 3/4"X1/4"

Preço médio, máximo do
 kilo..... £ 0-1-0

Todo o ferro Lowmoor, ou se não re,
 acima pedido deverá satisfazer as seguintes
 especificações:

Especificações físicas:

Carga de ruatura..... 33 kilos por m/m
 Alongamento..... 27 % no mínimo,
 sendo o comprimento igual a oito vezes o
 diâmetro.

Stricção — Redução da área primitiva de
 50 % no mínimo para barras e vergalhões
 até 1 3/4" e 40 % no mínimo para barras e
 vergalhões de 2" a 4".

Especificações químicas:

Composição:

Carbono..... 0,20 a 0,22 %
 Enxofre..... 0,012 %
 Silício..... 0,109 %
 Phosphoro..... 0,064 %

Ferro em chapas lavradas:

62 chapas de 8' x 4' x 1/4"
 9 chapas de 8' x 4' x 3/16"
 8 chapas de 10' x 4' x 3/16"
 12 chapas de 8' x 4' x 3/16"
 Peso total 14.050 kilos aproximada-
 mente.

Preço médio, máximo do kilo, £ 0-0-6.

Ferro em chapas russas:

142 chapas de 5'X2 1/2"X
 1/16"
 80 chapas de 7'X3"X1/16"
 500 chapas de 7'X3"X1/32"
 80 chapas de 2'X1"X
 X1/16"
 115 chapas de 2'X1"X
 X1/32"
 300 chapas de 1'X0"X
 X1/32"
 150 chapas de 5'X2 1/2"X
 X1/32"

Peso total 11.356 kilos aproxima-
 damente

Preço médio, máximo

do kilo..... £ 0-1-0

Ferro em chapas galvanizadas:

57 chapas de 8'X4"X1/16"
 10 chapas de 8'X4"X1/32"
 1 chapa de 1'X50X1"X
 de n. 24
 17 chapas de 1'X50X1"X
 de n. 20
 16 chapas de 1'X50X1"X
 de n. 18
 15 chapas de 1'X50X1"X
 de n. 22
 4 chapas de 8'X4"X1/8"
 2 chapas de 8'X4"X3/16"

Peso total 6.225 kilos aproxima-
 mente

Preço médio, máximo

do kilo..... £ 0-0-7

Ferro em barra 1/2 canna:

100 kilos de 2"X5/8"
 100 kilos de 1 1/2"X1/2"
 100 kilos de 1 1/2"X3/8"
 100 kilos de 1 1/4"X3/8"
 100 kilos de 1"X1/4"

Preço médio, máximo
 do kilo..... £ 0-0-7

Aço:

Redondo para ferramenta:

200 kilos de 1"
 200 kilos de 7/8"
 300 kilos de 3/4"
 200 kilos de 5/8"
 100 kilos de 1/2"
 100 kilos de 3/8"
 50 kilos de 1/4"

Oitavado para ferramenta:

200 kilos de 5/8"
 100 kilos de 7/8"
 100 kilos de 3/4"
 100 kilos de 1"
 100 kilos de 1 3/8"

Sextavado para ferramentas:

100 kilos de 7/8"
 150 kilos de 5/8"
 150 kilos de 1/2"
 90 kilos de 1 1/16"
 100 kilos de 1 1/4"
 80 kilos de 1 7/16"
 90 kilos de 1 5/8"
 90 kilos de 2"
 100 kilos de 3/4"
 80 kilos de 1/2"
 30 kilos de 3/8"

Quadrado para ferramentas:

150 kilos de 5/8"
 200 kilos de 3/4"
 200 kilos de 7/8"
 250 kilos de 1"
 150 kilos de 1 1/8"
 350 kilos de 1 1/4"
 350 kilos de 1 1/2"
 200 kilos de 1 3/4"
 200 kilos de 2"
 250 kilos de 2 1/2"
 300 kilos de 2 3/4"
 300 kilos de 3"

Em barra para ferramenta:

100 kilos de 1 1/4"X1/2"
 100 kilos de 1"X3/4"
 100 kilos de 1"X5/8"
 200 kilos de 3/4"X1/2"
 100 kilos de 1 1/4"X1/2"
 50 kilos de 1"X3/16"

Preço médio, máximo do kilo.. £ 0-0-9

Redondo doce:

200 kilos de 1 1/4"
 200 kilos de 1 1/8"
 200 kilos de 1"
 200 kilos de 7/8"
 500 kilos de 3/4"
 500 kilos de 5/8"
 500 kilos de 1/2"
 1.000 kilos de 3/8"
 100 kilos de 5/16"
 100 kilos de 1/4"

Preço médio, máximo do kilo.. £ 0-0-8

Redondo para eixo,

Monk Bridge:

680 kilos de 3"
 980 kilos de 3 1/2"
 1.240 kilos de 4"
 1.600 kilos de 4 1/2"
 1.960 kilos de 5"
 1.800 kilos de 5 1/2"
 1.450 kilos de 6"
 1.630 kilos de 6 1/2"
 1.980 kilos de 7"
 2.200 kilos de 7 1/2"
 2.540 kilos de 8"
 3.000 kilos de 8 1/2"

1.600 kilos de 9"
 1.830 kilos de 9 1/2"
 2.010 kilos de 10"

Comprimento mínimo

cada vergalhão 5'00

Preço médio, máximo do kilo..

Redondo comum:

300 kilos de 1/4"
 800 kilos de 1/2"
 600 kilos de 5/8"
 400 kilos de 3/4"
 1.000 kilos de 7/8"
 1.000 kilos de 1"
 44 kilos de 1 1/8"
 2.000 kilos de 1 1/2"
 4.500 kilos de 2"
 2.000 kilos de 3"
 800 kilos de 1 3/4"
 2.500 kilos de 2 1/2"
 700 kilos de 1 1/4"
 500 kilos de 3/8"
 400 kilos de 2 1/4"
 600 kilos de 2 3/4"

Preço médio, máximo

do kilo..... £ 0-0-9

Doce em chapas:

5 chapas de 10' X 5' X 5/8"
 5 chapas de 14' X 4' X 3/16"
 6 chapas de 10' X 5' X 1/2"

Peso total, 7.000 kilos
 aproximadamente.

Preço médio, máximo

do kilo..... £ 0-0-4

Condições a que deve satisfazer o aço em
 ver andões e em barras para ferramentas:

deverão ser manuf acturados de aço de
 cado superior, obtido do melhor ferro
 sueco e devendo conter no máximo 0,05 %
 de phosphoro ou enxofre;

2, a percentagem de carbono deve ser
 compreendida entre 1/100 a 1/25 %;

3, todas as barras e vergalhões (qual-
 quer secção transversal) devem trazer es-
 tanoado em uma ou em ambas as pontas a
 qualidade do aço, o nome e a marca do fa-
 bricante e as iniciais E. F. C. B.

4, todas as barras e vergalhões, de qual-
 quer secção transversal, devem ser absolu-
 tamente direitos, perfectos e exactos em suas
 dimensões.

5, o aço deve ser todo engordurado e
 acondicionado em caixas de madeira;

6, o fornecedor deverá apresentar a ana-
 lyse chimica do fabricante, devidamente au-
 thenticadas.

Ferro sextavados:

55 kilos de 7/8"
 81 kilos de 1"
 105 kilos de 1 1/16"
 100 kilos de 1 1/4"
 97 kilos de 2"
 59 kilos de 1 13/16"

Preço médio, máximo

do kilo..... £ 0-0-8

Cobre em vergalhão redondo:

1.000 kilos de 1/2"
 800 kilos de 7/8"
 400 kilos de 3/8"
 1.100 kilos de 1 1/4"
 100 kilos de 1 1/8"
 750 kilos de 3/4"
 2.000 kilos de 1"
 150 kilos de 1/4"
 500 kilos de 5/8"
 200 kilos de 1 1/2"

Preço médio, máximo do kilo..

£ 0-2-8.

Cobre em chapas:

113 chapas de 8'X4"X1/32"
 45 chapas de 8'X4"X1/16"
 7 chapas de 12'X6"X1/2"

6 chapas de 10" x 5" x 1/2".
 1 chapa de 10" x 4" x 5/8".
 5 chapas de 8" x 4" x 1/2".
 1 chapa de 8" x 4" x 7/8".
 20 chapas de 8" x 4" x 3/16".
 44 chapas de 8" x 4" x 1/4".
 1 chapa de 8" x 4" x 5/16".
 23 chapas de 8" x 4" x 1/8".
 Peso total 28.320 kilos aproximadamente.
 Preço médio, máximo do kilo...
 £ 0-2-7.

Latão em chapas:

42 chapas de 6" x 3" x 1/32".
 48 chapas de 6" x 3" x 1/16".
 3 chapas de 6" x 3" x 3/32".
 1 chapa de 6" x 3" x 1/8".
 1 chapa de 6" x 3" x 1/4".
 25 chapas de 6" x 3" x 1/64".
 22 chapas de 6" x 3" x 1/8".
 1 chapa de 6" x 3" x 3/16".
 Peso total 3.036 kilos aproximadamente.
 Preço médio, máximo do kilo...
 £ 0-2-4.

Latão em vergalhão redondo comum:

400 kilos de 3/8".
 900 kilos de 1/2".
 1.000 kilos de 3/4".
 1.000 kilos de 7/8".
 1.500 kilos de 1".
 600 kilos de 1 1/8".
 1.500 kilos de 1 1/4".
 1.500 kilos de 1 1/2".
 1.000 kilos de 1 3/4".
 1.500 kilos de 2".
 900 kilos de 2 1/2".
 800 kilos de 3".
 600 kilos de 3 1/8".
 100 kilos de 1 3/8".
 150 kilos de 1 5/8".
 150 kilos de 1 7/8".
 1.000 kilos de 2 1/4".
 200 kilos de 2 3/4".
 100 kilos de 1 1/4".

Preço médio, máximo do kilo...
 £ 0-2-2.

Tubos de cobre sem solda

(Dimensão externa)

50 kilos de 2 1/4" espessura da parede,
 3/16".
 350 kilos de 2" espessura da parede,
 3/16".
 200 kilos de 1 1/2" espessura da parede,
 1/8".
 250 kilos de 1" espessura da parede,
 1/8".
 450 kilos de 3/4" espessura da parede,
 1/8".
 200 kilos de 5/8" espessura da parede,
 1/8".
 65 kilos de 1/4" espessura da parede,
 1/16".
 130 kilos de 1/8" espessura da parede,
 1/16".
 400 kilos de 1/4" espessura da parede,
 1/16".
 400 kilos de 3/8" espessura da parede,
 1/16".
 500 kilos de 1/2" espessura da parede,
 1/16".
 70 kilos de 7/8" espessura da parede,
 1/8".
 50 kilos de 2 1/8" espessura da parede,
 3/16".

Preço médio, máximo do kilo...
 £ 0-2-9

Tubos de latão

(Dimensão externa)

50 kilos de 1/8" espessura da parede,
 1/16".

100 kilos de 1/4" espessura da parede,
 1/16".
 80 kilos de 3/8" espessura da parede,
 1/16".
 150 kilos de 1/2" espessura da parede,
 1/16".
 150 kilos de 3/4" espessura da parede,
 1/8".
 30 kilos de 7/8" espessura da parede,
 1/8".
 80 kilos de 1" espessura da parede,
 1/8".
 30 kilos de 3/16" espessura da parede,
 1/16".
 60 kilos de 5/8" espessura da parede,
 1/16".
 70 kilos de 1 1/8" espessura da parede,
 1/8".

Preço médio, máximo do kilo...
 £ 0-2-9

Condições a que devem satisfazer as chapas e vergalhões e tubos de cobre sem costura:

1. as chapas e vergalhões e tubos de cobre deverão conter no máximo 0,8% de impurezas, sendo a quantidade de arsénico admitido compreendido entre 0,30 a 0,50%;

2. as chapas e vergalhões deverão ser limpas, macias e isentas de qualquer defeito na superfície;

3. as superfícies internas e externas dos tubos deverão ser perfeita e lisas, limpas e isentas de qualquer defeito ou vincos longitudinaes com as suas extremidades esmerilhadas e cortadas bem direito. As dimensões devem ser de accordo com os pedidos, assim como devem ser direitos, perfeitamente cylindricos e de espessura uniforme em toda a sua extensão;

4. cada chapa ou vergalhão deverá ser estamada com o nome do fabricante e as iniciais E. F. C. B.

5. as provas sujeitas a tracção deverão dar os seguintes resultados:

Carga de ruptura 25k por m/m² no mínimo

Allongamento sobre 200 m/m 35%.

Contractão 40%.

para a prova de tracção o metal será recozido;

6. provas retiradas das chapas, quer a frio quer ao rubro, devem supportar a serem dobradas sobre si (angulo de 180) sem apresentar fendas na parte externa;

7. os vergalhões serão retiradas provas de 25 milímetros de comprimento que colados verticalmente serão martelados até ser reduzida a altura a 10 milímetros no fim do ensaio não devem apresentar fendas na circumferencia do fuso resultante;

8. os tubos deverão poder resistir ao ensaio de exortão sem mostrar falhas ou fendas até que o diametro da parte expandida se a superior a 25% sobre o diametro primitivo;

9. os tubos, quer a frio, quer ao rubro, deverão poder ser dilatados até que se toquem as superfícies internas, e depois dobradas sobre si mesma, forma do angulo de 180. Neste ensaio não devem apresentar fendas ou falhas;

10. os tubos de cobre deverão supportar uma pressão hydraulica interna de 50 kilos por centimetro quadrado do minimo;

11. O fornecedor deverá apresentar as analyses químicas e provas mecánicas do fabricante devidamente authenticadas.

Condições a que deve satisfazer o latão em chapa e em vergalhões:

1. o latão em chapa e em vergalhão deverá ser uma liga de 70% de cobre e 30% de zinco, contendo no máximo 0,8% de impurezas;

2. o fornecedor deverá apresentar a analyse química do fabricante devidamente authenticada.

Material para fundição

900 kilos de antimonio em barra, kilo. £ 0-1-3
 2.270 kilos de chumbo em barra, kilo. £ 0-0-10
 20.000 kilos de cobre em barra, kilo. £ 0-2-0
 6.900 kilos de estanho em vergalhões, kilo. £ 0-4-5
 4.000 kilos de metal tipo Magnolia legitimo, kilo. £ 0-1-7
 1.000 kilos de estanho em barra, kilo. £ 0-4-2
 100 toneladas de 1.000 kilos de ferro gusa para fundição de aço, com a seguinte composição: phosporo máximo 0,05%; silicio 1,5%; a 2,5%; graphite 0,3%; a 2,5%; carbonio até 4%; enxofre... traços, tonelada. £ 14-0-0
 5.000 kilos de ferro silicio kilo. £ 0-1-0

Condições a que deve satisfazer o cobre em barra para fundição:

1. o cobre em barra para fundição deverá conter 99% no minimo de cobre e 0,8% de impureza no máximo;

2. o fornecedor deverá apresentar a analyse química do fabricante devidamente authenticada.

Condições a que deve satisfazer o estanho em vergalhões e em barras para fundição:

1. o estanho em barra ou vergalhão marca Carneiro, ou de qualquer marca deverá ter 99% de estanho e no máximo 1% de impurezas;

2. o fornecedor deverá apresentar a analyse química do fabricante devidamente authenticada.

Condições a que deve satisfazer o metal tipo Magnolia (base de chumbo):

1. deverá ter a seguinte composição:

Chumbo 80 a 83%;

Antimonio 14,5 a 16%;

Estanho 5%;

Impurezas 0,5% máximo;

2. o ponto de fusão será a temperatura minima de 235 centigrados;

3. a compressão deve resistir a pressão de nove kilos por millimetro quadrado no minimo;

4. o fornecedor deve apresentar uma analyse química do fabricante devidamente authenticada.

Condições a que deve satisfazer o ferro silicio para fundição:

1. o ferro silicio deverá ser friavel e conter no minimo 45% de silicio;

2. o fornecedor deverá apresentar a analyse do fabricante devidamente authenticada.

Os preços marcados são os máximos. O aumento das cortas será feito pelo Banco do Brasil, cobrando o banco 1% de comissão.

A entrega será dentro dos vagões da Estrada no Cães do Porto, direitos alfandegarios por conta da Estrada e tolhas as demais despesas por conta do fornecedor, devendo o fornecedor começar dentro de um espaço de tempo de 90 dias, a contar da data do registro do contrato no Tribunal de Cortas e estar terminado até 31 de dezembro de 1922.

A entrega não sendo conforme está marcado, sujeita o co-contratante a uma multa que, conforme entendimento da administração, será de até o valor da caução do contrato, sendo dado novo prazo, si não preferir a administração a rescisão do contrato, por simples aviso ou notificação independente de acção ou interposição judicial, com perda da caução e sem

assesta ao contractante direito á reclamação de escripta alguma.

No caso de multa fica o contractante obrigado a entregar a respectiva importância na forma da lei, no prazo de 48 horas, a contar da data do recebimento da intimação por escripta, sob pena de rescisão do contracto, nas condições já acima estabelecidas, si não for cumprida a intimação.

A concorrência versará apenas sobre o preço médio, em qualquer moeda, indicado em algarismos e confirmado por extenso, para as unidades estabelecidas dos artigos acima pedidos, cabendo a preferência de direito ao autor da proposta mais barata, por mínima que seja a diferença entre ella e qualquer outra.

Para comparação dos preços servirá o cambio, á vista, que vigorar na véspera do dia indicado para a concorrência.

A Estrada recusará as propostas que apresentarem preços superiores aos máximos estabelecidos e as que apresentarem preços em detalhe para os grupos determinados pelo preço marcado médio. Assim, o fornecimento de cada um grupo só poderá competir a um unico proponente, não sendo, por isso, tomadas em consideração as propostas que, com relação a cada grupo, não se referirem a totalidade.

As propostas, que devem estar devidamente seladas ás primeiras vias, datadas, assignadas, com a indicação das respectivas residencias, não sendo permitidas nas mesmas rasuras ou emendas, devendo ser escriptas em papel das respectivas casas commerciaes, serão entregues, em tres vias, em involucros fechados, com a declaração, por fora, do assumpto e do nome do proponente.

Esse involucro deve ser acompanhado de um outro em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, comprehendendo-se, entre elles, os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto da entrega da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 5:000\$, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal, previamente feito na thesouraria desta Estrada, para garantir a assignatura do contracto, caução que reverterá para os cofres da mesma Estrada, si o proponente preferido recusar-se a assignar o respectivo contracto, dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que lhe for expedido para esse fim.

O fornecedor, para garantia da execução do fornecimento, cautionará na thesouraria desta Estrada a quantia correspondente a 5% do valor do fornecimento a realizar, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal.

O contracto só se tornará effectivo depois de approvado definitivamente pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão da idoneidade das proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes serão marcados o dia e a hora para abertura e leitura das propostas, que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

Fica reservado á Estrada o direito de aceitar ou de uma proposta e parte de outra, em outras, conforme a diferença para a mesma nos preços de varios artigos a serem fornecidos, assim como de não aceitar nenhuma das propostas apresentadas ou annullar a concorrência, caso assim convenha a seus interesses.

As propostas não poderão conter sinão uma formula de completa submissão a to-

das as clausulas deste edital e o preço conforme já ficou estabelecido.

Não se tomarão em consideração quaesquer offertas de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre propostas terá preferência a que apresentar preço mais vantajoso no desempate.

A Estrada reserva-se o direito de restringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital não será tomada em consideração.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brasil, 12 de abril de 1922.—O secretario, *Diocleciano Candido de Vasconcellos*.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE BILHETES, PARA TERCEIRA DIVISÃO, EM 1922

Concurrencia n. 50

De ordem da directoria, faço publico que ás 13 horas do dia 29 de abril de 1922, na Intendencia desta Estrada, na estação Maritima, serão recebidas propostas para o fornecimento de:

23.900.000 bilhetes, de qualidade superior, tendo cores firmes, esquadria, dimensões e espessura rigorosamente iguaes a amostra que se encontra na Intendencia, afim de que passem nas calhas das machinas sem se esgassarem, sendo as cores e os dizeres impressos das diversas quantidades parciaes, iguaes as amostras, que tambem se encontram na Intendencia.

Preço médio, maximo do milheiro, 800 réis.

Não serão tomadas em consideração as propostas que apresentarem preços em detalhe e as que não se referirem a totalidade dos bilhetes pedidos. Sendo assim, todo o fornecimento só poderá competir um unico proponente.

Acondicionamento:

O acondicionamento obedecerá as seguintes instrucções:

- a) os caixões deverão ter as mesmas dimensões;
- b) capacidade sufficiente para 50 mil bilhetes, dispostos em pacotes de mil cada um, envolvidos em papel resistente;
- c) serão forrados com papel cartonado ou impermeavel;
- d) deverão offerecer toda a segurança possível, tendo travessões ou arqueamentos;
- e) cada caixaõ conterá apenas um tipo de bilhetes, com a numeração respectiva, além do numero de ordem do caixaõ;
- f) toda vez que houver renessa de caixaõs, estes serão acompanhados de factura para a conferencia.

A entrega será dentro dos vagões da estrada no Caes do Porto, direitos alfandegarios por conta da estrada e todas as demais despesas no conta do fornecedor, dentro de um espaço de tempo de 120 dias, a contar da data do registro do contracto no Tribunal de Contas.

A entrega não sendo conforme está marcado, sujeita o contractante a uma multa que, conforme entendimento da administração, poderá ser até o valor da caução do contracto, se não dado novo prazo, si não preferir a administração a rescisão do contracto, por si proprio aviso ou notificação, independente de acção ou interrelação judicial, com perca da caução e sem que assista ao contractante direito á reclamação de especie alguma.

No caso de multa fica o contractante obrigado a entregar a respectiva importância na thesouraria, no prazo de 48 horas, a contar

da data do recebimento da intimação por escripta, sob pena de rescisão do contracto, nas condições já acima estabelecidas, si não for cumprida a intimação.

A concorrência versará apenas sobre o preço médio, para o milheiro, em qualquer moeda, indicado em algarismos e confirmado por extenso, cabendo a preferência de direito ao autor da proposta mais barata, por mínima que seja a diferença entre ella e qualquer outra.

Para comparação dos preços servirá o cambio, á vista, que vigorar na véspera do dia indicado para a concorrência.

A Estrada recusará as propostas que apresentarem preços superiores ao maximo estabelecido.

As propostas que devem estar devidamente seladas ás primeiras vias, datadas, assignadas, com a indicação das respectivas residencias, não sendo permitidas nas mesmas rasuras ou emendas, devendo ser escriptas em papel das respectivas casas commerciaes, serão entregues, em tres vias, em involucros fechados, com a declaração por fora, do assumpto e do nome do proponente.

Esse involucro deve ser acompanhado de um outro em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, comprehendendo-se, entre elles, os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto da entrega da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 590\$, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal, previamente feito na thesouraria desta Estrada, para garantir a assignatura do contracto, caução que reverterá para os cofres da mesma Estrada, si o proponente preferido recusar-se a assignar o respectivo contracto, dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que lhe for expedido para esse fim.

O fornecedor, para garantia da execução do fornecimento, cautionará na thesouraria desta Estrada a quantia correspondente a 5% do valor do fornecimento a realizar, em dinheiro ou em titulos de divida publica federal.

O contracto só se tornará effectivo depois de approvado definitivamente pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão da idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes serão marcados o dia e a hora para abertura e leitura das propostas, que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

Fica reservado á Estrada o direito de não aceitar nenhuma das propostas apresentadas ou annullar a concorrência, caso assim convenha a seus interesses.

As propostas não poderão conter sinão uma formula de completa submissão a todas as clausulas deste edital e o preço conforme já ficou estabelecido.

Não se tomarão em consideração quaesquer offertas de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre propostas terá preferência a que apresentar preço mais vantajoso no desempate.

A Estrada reserva-se o direito de restringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital não será tomada em consideração.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brasil, 20 de março de 1922.—O secretario, *Diocleciano Candido de Vasconcellos*.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE CARVÃO DE COQUE E FORJA E MANGUEIRAS, PARA A 5ª DIVISÃO, EM 1922.

Concurrencia n. 61

De ordem da directoria, faço publico que, ás 13 horas do dia 28 de abril de 1922, na intendencia desta estrada, na estação Maritima, serão recebidas propostas para o fornecimento de:

36 toneladas, de 1.000 kilos, do carvão de coque, de boa qualidade, proprio para fundição, sendo o preço maximo da tonelada 110\$000.

225 toneladas, de 1.000 kilos, do carvão de forja de boa qualidade, sendo o preço maximo da tonelada 118\$000.

186 mangueiras de couro, de 4m,00 x 0m,20, rebiteadas do cobre, devendo ter por metro linear 45 a 50 rebites, e chromadas, sendo o preço maximo de uma 120\$000.

30 mangueiras de couro, de 4m,00 x 0m,30, rebiteadas do cobre, devendo ter por metro linear 45 a 50 rebites, e chromadas, sendo o preço maximo de uma 140\$000.

O pagamento das contas será feito pelo Banco do Brasil, cobrando o banco 1 % de commissão.

A entrega será na intendencia ou no Cães do Porto, dentro das vações da estrada, correndo todas as despesas por conta do fornecedor inclusive direitos aduaneiros no caso de importação, dentro de um espaço de tempo de 60 dias, a contar da data do registro do contracto no Tribunal de Contas.

A entrega não sendo conforme está marcado, sujeita o contractante a uma multa que, conforme entendimento da administração, poderá ser até o valor da caução do contracto, sendo dado novo prazo, si não preferir a administração a rescisão do contracto, por simples aviso ou notificação, independente de acção ou interpellação judicial, com perda da caução e sem que assista ao contractante direito a reclamação de especie alguma.

No caso de multa fica o contractante obrigado a entregar a respectiva importância na thesauraria, no prazo de 48 horas, a contar da data do recebimento da intimação por escripto, sob pena de rescisão do contracto, nas condições já acima estabelecidas, si não for cumprida a intimação.

A concorrência versará apenas sobre o preço em réis, indicado em algarismos e confirmado por extenso, para as unidades estabelecidas dos artigos acima pedidos, cabendo a preferencia de direito ao autor da proposta mais barata, por minima que seja a differença entre ella e qualquer outra.

A estrada recusará as propostas, que apresentarem preços superiores aos maximos estabelecidos.

As propostas, que dever ser devidamente selladas as primeiras vias, plattadas, assignadas, com a indicação das respectivas residencias, não sendo permitidas nas mesmas rasuras ou enendas, devendo ser escriptas em papel das respectivas casas commerciaes, serão entregues, em tres vias, em envolveres fechados, com a declaração por fora do assumpto e do nome do proponente.

Esse envolvere deve ser acompanhado de um outro em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, comprehendendo-se, entre elles, os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto de entrega da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da

ção de 5003 em dinheiro ou em titulos da divida publica federal, previamente feita na thesauraria desta estrada, para garantir a assignatura do contracto, caução que reverterá para os cofres da mesma estrada, si o proponente preferido se recusar a assignar o respectivo contracto dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que lhe for expedido para esse fim.

O fornecedor, para garantia da execução do fornecimento, caucionará a thesauraria desta estrada a -quantia correspondente a 5 % do valor do fornecimento a realizar, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal.

O contracto só se tornará effectivo depois de approvedo definitivamente pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão da idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes, serão marcados o dia e a hora para abertura e leitura das propostas, que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

Fica reservada á estrada o direito de aceitar parte de uma proposta e parte de outra, ou outras, conforme a differença para menos nos preços dos varios artigos a serem fornecidos, assim como o de não aceitar nenhuma das propostas apresentadas ou annullar a concorrência, caso assim convenha aos seus interesses.

As propostas não poderão conter sino uma fórmula de completa submissão a todas as clausulas deste edital e o preço conforme já ficou estabelecido.

Não se tomarão em consideração quaesquer offerlas de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offercimento de uma redução sobre a propostas mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre propostas, terá preferencia a que apresentar preço mais vantajoso ao deseminante.

A estrada reserva-se o direito de restringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital, não será tomada em consideração.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brasil, 29 de março de 1922.—
O secretario, Diocleciano Candido de Vasconcellos.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE FIXOS, RODEIROS E MOL'S, PARA A QUARTA DIVISÃO, EM 1922

Quarta correccão do edital de 23 de março de 1922

Concurrencia n. 58

De ordem da directoria, faço publico que ás 13 horas do dia 17 de maio de 1922, na Intendencia desta Estrada, na Estação Maritima, serão recebidas propostas para o fornecimento de:

Sobresalentes para carros:
111 eixos sem rodas de 170 x 95 de senho 84, um \$ 43.00
36 eixos sem rodas de 254 x 140, senho 483, um \$ 49.00
12 rodeiros de manga de 5 1/2" x 10", senho 483, um \$ 252.00

6 rodeiros de manga de 203 x 110, senho 313, um \$ 245.00
90 rodeiros de manga de 170 x 95, senho 84, um \$ 231.00
27 rodeiros para carros N. B. e V. B., senho 41, um \$ 258.00
51 rodeiros para carros V. M. e N. L., senho 483, um \$ 252.00
75 grupos de molas espiraes, senho 129, grupo \$ 10.00
75 grupos de molas espiraes para carros de luxo, inglezes, senho 761, grupo \$ 11.00
36 grupos de quatro molas ellipticas para trucks, senho 775, grupo \$ 70.00
15 grupos de molas helicoidaes para carros de passageiros, senho 29, grupo \$ 30.00
36 grupos de molas helicoidaes para truck diamante, senho 30, grupo \$ 11.00
27 molas de suspensão para carro serie O, tipo B, senho 198, mola \$ 20.00
75 molas espiraes para trucks de 8", senho 278, mola \$ 19.50
111 grupos de molas espiraes para carros V. B., senho 534, grupo \$ 18.00
18 grupos de molas espiraes de 7", para carros, senho 3—CP—13, grupo \$ 16.00
12 grupos de molas ellipticas para carros de passageiros, senho 28, grupo \$ 70.00

Os preços marcados são os maximos:

Condições a que devem satisfazer os eixos para carros e vagões:

1) os eixos deverão ser fabricados de aço de melhor qualidade obtido pelo processo acido no forno Siemens Martin por Bessmer fazendo uso de matchões de 1ª qualidade, e não deve conter mais de 0,05 % de phosphoro ou de enxofre;

2) os eixos serão de aço forjado, sendo os linguados trabalhados no martello-pilão na temperatura do rubro até obter-se o eixo bruto;

3) todos os eixos devem ser reauecidos ou temperados em oleo;

4) os eixos devem ser isentos de qualquer defeito e as suas dimensões rigorosamente de accordo com os desenhos fornecidos;

5) os eixos deverão trazer estampados a marca do fabricante, a data de fabricação e as iniciaes E. F. C. B. e collocadas de tal modo que as mesmas se conservarão visiveis depois dos eixos gastos;

6) o aço para eixo deve ter a seguinte composiçao chimica:

Carbono comprehendido entre 0,40 a 0,50 %.

Manganez 0,40 a 0,70 %.

Phosphoro, não mais de 0,05 %.

Enxofre, não mais de 0,05 %.

O fornecedor deverá juntar a cópia de analyse feita na fabrica, devidamente autenticada;

7) os ensaios a tracção, feitos em barbetes de prova retirados do eixo submettido a experiencias, de choque deverão dar os seguintes resultados:
Limite de elasticidade, 40 kilos por m/m².

Carga de ruptura, 60 kilos por m/m².

Alongamento minimo 18 %;

8) o fornecedor devera mandar um eixo adicional para cada 50 eixos forjados, afim do mesmo ser submettido aos ensaios dos choques, de accordo com as especificações adoptadas na Central.

Condições a que devem satisfazer os rodeiros:

1) todos os rodeiros serão fornecidos de accordo com os desenhos, tendo estampada nos eixos, aros e centros da roda a data

de fabricação, a qualidade do aço e as iniciaes E. F. C. B.;

2º, os aros e eixos serão fornecidos de accordo com as especificações estabelecidas pela estrada;

3º, os centros das rodas serão de aço fundido ou aço forjado;

4º, todos os rodeiros deverão trazer as mangas dos eixos devidamente torneadas pintadas e protegidas por madeira.

Condições a que devem satisfazer as molas espiraes e helicoidaes:

1º, as molas deverão ser de aço de primeira qualidade obtido no forno Siemens Martin pelo processo ácido, com materiaes de primeira qualidade e contendo 0,8 % a 1,3 % de carbono;

2º, o maximo de phosphoro ou enxofre admittido ser de 0,05 %;

3º, o aço depois de laminado deve apresentar uma superficie perfeitamente lisa e ser isento de todo e qualquer defeito e ter a secção necessaria;

4º, cada mola deverá ser estampada com o nome do fabricante, a data da fabricação e as iniciaes E. F. C. B.;

5º, as molas serão uma vez comprimidas e determinada cuidadosamente sua altura depois de retirada a carga. Repetido o ensaio de compressão cinco vezes, não devem apresentar indício de flexão permanente;

6º, as espiraes devem ser uniformemente espaçadas e nenhuma delleas deve ficar em contacto;

7º, as molas devem ser endurecidas em óleo e temperadas em banho de chumbo derretido;

8º, o fornecedor deverá apresentar os resultados dos exames physicos e chimicos do fabricante devidamente autenticados.

Condições a que devem satisfazer as molas laminadas:

1º, as chapas e barras para as molas deverão ser fabricadas de aço da melhor qualidade, obtido pelo processo ácido, no forno Siemens Martin e deverá ter a quantidade de carbono comprehendido entre 0,5 % a 0,8 %. O aço para chapas e barras mestras que tenham de ser soldadas ou caldeadas junto da abertura, deve ter de 0,45 a 0,70 % de carbono;

2º, o maximo de phosphoro ou de enxofre admittido será de 0,05 %;

3º, o aço depois de laminado deve apresentar uma superficie perfeitamente lisa e ser isento de todo e qualquer defeito;

4º, cada mola deverá ter estampado o nome do fabricante, a data da fabricação e as iniciaes E. F. C. B.;

5º, as molas deverão ser ensaiadas, flexão tres vezes em rapida successão, sem

que mostrem qualquer indício de flexão permanente. Todas as chapas deverão apresentar uma curvatura propria e uniforme;

6º, todas as folhas deverão ser cuidadosamente endurecidas e temperadas;

7º, as bracedeiras das molas deverão ser de ferro fibroso de boa qualidade ou de aço adequado, contanto que a resistencia a ruptura esteja comprehendida entre 35 a 45 kilos por m/m², e o alongamento em 200 m/m não seja inferior a 20 %;

8º, o fornecedor deverá apresentar os resultados dos exames physicos e chimicos do fabricante devidamente autenticados.

O pagamento das contas será feito pelo Banco do Brasil, cobrando o Banco 1 % de comissão.

A entrega será dentro dos vagões da Estrada no Cães do Porto, direitos alfandegarios por conta da Estrada e todas as demais despesas por conta do fornecedor, dentro de um espaço de tempo de 120 dias, a contar da data do registro do contracto no Tribunal de Contas.

A entrega não sendo conforme está marcado, sujeita ao contractante a uma multa que, conforme entendimento da administração, poderá ser até o valor da caução do contracto, sendo dado novo prazo, si não preferir a administração a rescisão do contracto, por simples aviso ou notificação, independente de acção ou interpellação judicial, com perda da caução e sem que assista ao contractante direito a reclamação de especie alguma.

No caso de multa fica o contractante obrigado a entregar a respectiva importância na thesouraria, no prazo de 48 horas, a contar da data do recebimento da intimação por escripto, sob pena de rescisão do contracto, nas condições já acima estabelecidas, si não for cumprida a intimação.

A concorrência versará apenas sobre o preço em qualquer moeda, indicado em algarismos e confiado por extenso, para as unidades estabelecidas dos artigos acima pedidos, cabendo a preferença de direito ao autor da proposta mais barata, por minima que seja a diferença entre ella e qualquer outra.

Para comparação dos preços servirá o cambio, a vista que vigorar na vespera do dia indicado para a concorrência.

A Estrada recusará as propostas que apresentarem preços superiores aos maximos estabelecidos.

As propostas, que devem estar devidamente selladas as primeiras vias, datadas, assignadas com a indicação das respectivas residências, não sendo permitidas nas mesmas rasuras ou emendas, devendo ser escriptas em papel das respectivas casa commerciaes, serão entregues, em tres vias, em involucros fechados, com a declaração por fora do assumpto e do nome do proponente.

Esse involucro deve ser acompanhado de um outro em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, comprehendendo-se, entre elles, os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto da entrega da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 4:000\$, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal, previamente feito na thesouraria desta Estrada, para garantir a assignatura do contracto, caução que reverterá para os cofres da mesma Estrada, si o proponente preferido recusar-se a assignar o respectivo contracto, dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que lhe for expedido para esse fim.

O fornecedor, para garantia da execução do fornecimento, caucionará na thesouraria desta Estrada a quantia correspondente a 5 % do valor do fornecimento a realizar, em dinheiro ou em titulos de divida publica federal.

O contracto só se tornará effectivo depois de approved definitivamente pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão da idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente, antes de abertas as propostas.

As propostas cujos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes serão marcados o dia e a hora para abertura e leitura das propostas, que, antes de qualquer decisão, serão publicadas.

Fica reservada á Estrada o direito de aceitar parte de uma proposta e parte de outra, ou outras, conforme a diferença para menos nos preços dos varios artigos a serem fornecidos, assim como de não aceitar nenhuma das propostas apresentadas, ou annullar a concorrência, caso assim convenha aos seus interesses.

As propostas não poderão conter sinão uma fórmula de commissão a todas as clausulas deste edital e o preço conforme já ficou estabelecido.

Não se tomarão em consideração quaesquer ofertas de vantagens não previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre propostas terá preferencia a que apresentar preço mais vantajoso no desempate.

A Estrada reserva-se o direito de restringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital não será tomada em consideração.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brasil, 22 de abril de 1922. — O secretario, Diocleciano Candido de Vasconcellos.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA PARA O FORNECIMENTO DE ARTIGOS DIVERSOS PARA A QUARTA DIVISÃO, EM 1922

Concurrença nº 63

De ordem da directoria, faço publico que, ás 13 horas do dia 2 de maio de 1922, na Intendencia desta estação na estação Maritima, seão recebidas propostas para o fornecimento de:

Quarta divisão

20 vidros de anilina amarela, vidro.....	35000
10 vidros de anilina encarnada, vidro.....	35000
10 vidros de anilina marrom, vidro.....	35000
4 kilos de anilina amarela e cura, kilo.....	40000
2 aparelhos para aquecer colla commun, um.....	25000

6 arcos de serra de 12", um.....	75000
10 kilos de bolnazes de ferro de 0", 015, kilo.....	35500
45 kilos de bolnazes de latão de 3/4", kilo.....	85000
40 kilos de bolnazes de latão de 7/8", kilo.....	85000
20 kilos de cera virgem, kilo.....	35500
250 kilos de colla de Hamburgo, kilo.....	25500
510 kilos de colla da Bahia, kilo.....	35000
5 kilos de colla do Rio Grande, kilo.....	25500

Dobradiças de ferro:

230 pares de 3" x 1 1/2", par.....	1600
25 pares de 3 1/4" x 1 1/2", par.....	1600
228 pares de 2 1/2" x 1", par.....	3500
150 pares de 2" x 1", par.....	3500
106 pares de 3 1/2" x 1", par.....	1600

Dobrações de latão:

42 pares de 3", par.....	39000
30 pares de 3 1/2" x 2 1/2", par.....	50000
72 pares de 2 1/2" x 1 1/2", par.....	25000
12 pares de 2 1/2" x 1 1/2", par.....	35000
12 pares de 3" x 1 1/2", par.....	40000
12 pares de 3" x 2", par.....	45000
12 pares de 3 1/2" x 3", par.....	60000
36 pares de 2" x 3 1/4", par.....	25000
24 pares de 1" x 7/8", par.....	15000
36 pares de 1 1/2" x 1/2", par.....	15000
210 kilos de estopa de aço, kilo.....	75000
107 fechaduras de ferro para armario, de 3 1/2", uma.....	40000
54 fechaduras de caixa, de 3 1/2", uma.....	20000
65 fechaduras de latão para gavetas, uma.....	50000
12 fechaduras de ferro, com trinco, para portas, uma.....	40000
18 fechaduras de latão para armario, uma.....	50000
12 fechaduras de ferro com pertences, de bomba, uma.....	100000
12 fechaduras de ferro com pertences, de broca, uma.....	80000
250 kilos de gomma lacca vermelha, kilo.....	150000
90 kilos de gomma lacca amarella, kilo.....	180000
35 kilos de gomma lacca branca, kilo.....	200000

Grupos de ferro:

6 n. 12.....	
18 n. 15.....	
12 n. 17.....	
24 n. 18.....	
5 n. 4.....	
5 n. 6.....	
Preço médio, um.....	80000
Pathinha em chicotes:	
30 kilos n. 3.....	
5 kilos n. 4.....	
Preço médio, kilo.....	240000

Parafusos de latão com cabeça redonda:

20 grosas de 5/8", n. 8, grossa.....	70000
5 grosas de 5/8", n. 10, grossa.....	80000
5 grosas de 5/8", n. 12, grossa.....	100000
10 grosas de 5/8", n. 5, grossa.....	50000
10 grosas de 5/8", n. 6, grossa.....	50000
10 grosas de 5/8", n. 7, grossa.....	60000
10 grosas de 5/8", n. 9, grossa.....	70000
10 grosas de 7/8", n. 5, grossa.....	50000
15 grosas de 7/8", n. 6, grossa.....	60000
10 grosas de 7/8", n. 7, grossa.....	70000
20 grosas de 7/8", n. 8, grossa.....	70000
10 grosas de 7/8", n. 9, grossa.....	80000
17 grosas de 7/8", n. 10, grossa.....	80000
12 grosas de 1", n. 7, grossa.....	70000
40 grosas de 1", n. 8, grossa.....	80000
35 grosas de 1", n. 10, grossa.....	90000
42 grosas de 1", n. 11, grossa.....	95000
23 grosas de 1", n. 12, grossa.....	110000
11 grosas de 1", n. 14, grossa.....	130000
26 grosas de 1 3/4", n. 10, grossa.....	150000
110 grosas de 1 3/4", n. 11, grossa.....	160000
21 grosas de 1 3/4", n. 12, grossa.....	170000
110 grosas de 1 3/4", n. 13, grossa.....	190000
16 grosas de 1 3/4", n. 14, grossa.....	210000
10 grosas de 2", n. 8, grossa.....	140000
10 grosas de 2", n. 9, grossa.....	140000
15 grosas de 2", n. 10, grossa.....	140000
10 grosas de 2", n. 11, grossa.....	180000
10 grosas de 2", n. 12, grossa.....	180000
15 grosas de 2 1/4", n. 12, grossa.....	220000
16 grosas de 2 1/4", n. 14, grossa.....	270000
16 grosas de 2 1/4", n. 16, grossa.....	350000
115 grosas de 3/8", n. 5, grossa.....	40000
110 grosas de 3/8", n. 4, grossa.....	30000
110 grosas de 3/8", n. 6, grossa.....	40000
110 grosas de 3/8", n. 7, grossa.....	60000
110 grosas de 3/4", n. 5, grossa.....	50000
110 grosas de 3/4", n. 6, grossa.....	60000
125 grosas de 3/4", n. 7, grossa.....	60000
150 grosas de 3/4", n. 8, grossa.....	70000
125 grosas de 3/4", n. 9, grossa.....	70000
150 grosas de 3/4", n. 10, grossa.....	100000
125 grosas de 3/4", n. 11, grossa.....	80000
5 grosas de 1 1/2", n. 5, grossa.....	80000
3 grosas de 1 1/2", n. 6, grossa.....	80000

5 grosas de 1 1/2", n. 7, grossa.....	70000
8 grosas de 1 1/2", n. 8, grossa.....	100000
18 grosas de 1 1/2", n. 9, grossa.....	110000
20 grosas de 1 1/2", n. 10, grossa.....	120000
15 grosas de 1 1/2", n. 11, grossa.....	240000
35 grosas de 1 1/2", n. 12, grossa.....	160000
35 grosas de 1 1/2", n. 13, grossa.....	180000
30 grosas de 1 1/2", n. 15, grossa.....	200000
10 grosas de 1 1/2", n. 3, grossa.....	30000
24 grosas de 1 1/2", n. 4, grossa.....	30000
23 grosas de 1 1/2", n. 5, grossa.....	40000
24 grosas de 1 1/2", n. 6, grossa.....	50000
18 grosas de 1 1/2", n. 7, grossa.....	60000
10 grosas de 1 1/2", n. 8, grossa.....	60000
5 grosas de 1 1/4", n. 5, grossa.....	70000
5 grosas de 1 1/4", n. 6, grossa.....	80000
3 grosas de 1 1/4", n. 7, grossa.....	80000
3 grosas de 1 1/4", n. 8, grossa.....	90000
10 grosas de 1 1/4", n. 9, grossa.....	100000
10 grosas de 1 1/4", n. 10, grossa.....	110000
10 grosas de 1 1/4", n. 11, grossa.....	110000
10 grosas de 1 1/4", n. 12, grossa.....	120000
10 grosas de 1 1/4", n. 13, grossa.....	130000
10 grosas de 1 1/4", n. 14, grossa.....	140000
10 grosas de 1 1/4", n. 15, grossa.....	170000
10 grosas de 1", n. 5, grossa.....	60000
10 grosas de 1", n. 6, grossa.....	60000
13 grosas de 1", n. 7, grossa.....	70000
20 grosas de 1", n. 9, grossa.....	80000
5 grosas de 1", n. 13, grossa.....	110000
3 grosas de 1 3/4", n. 6, grossa.....	100000
3 grosas de 1 3/4", n. 7, grossa.....	110000
8 grosas de 1 3/4", n. 8, grossa.....	120000
8 grosas de 1 3/4", n. 9, grossa.....	150000
5 grosas de 1 3/4", n. 11, grossa.....	160000
5 grosas de 1 3/4", n. 13, grossa.....	190000
5 grosas de 1 3/4", n. 14, grossa.....	210000
8 grosas de 2", n. 7, grossa.....	130000
18 grosas de 2", n. 8, grossa.....	140000
20 grosas de 2", n. 9, grossa.....	160000
26 grosas de 2", n. 10, grossa.....	180000
18 grosas de 2", n. 11, grossa.....	190000
28 grosas de 2", n. 12, grossa.....	200000
8 grosas de 2", n. 13, grossa.....	220000
33 grosas de 2", n. 14, grossa.....	240000
8 grosas de 5/8", n. 5, grossa.....	50000
8 grosas de 5/8", n. 6, grossa.....	50000
8 grosas de 5/8", n. 7, grossa.....	60000
3 grosas de 5/8", n. 9, grossa.....	70000
3 grosas de 5/8", n. 10, grossa.....	80000
5 grosas de 2 1/2", n. 8, grossa.....	200000
5 grosas de 2 1/2", n. 9, grossa.....	210000
5 grosas de 2 1/2", n. 10, grossa.....	220000
5 grosas de 2 1/2", n. 11, grossa.....	240000
5 grosas de 2 1/2", n. 12, grossa.....	260000
5 grosas de 2 1/2", n. 13, grossa.....	280000
5 grosas de 3", n. 9, grossa.....	200000
5 grosas de 3", n. 10, grossa.....	300000
5 grosas de 3", n. 11, grossa.....	320000
5 grosas de 3", n. 12, grossa.....	360000
5 grosas de 3", n. 13, grossa.....	400000
5 grosas de 3", n. 14, grossa.....	420000
5 grosas de 3", n. 15, grossa.....	440000
5 grosas de 3 1/2", n. 9, grossa.....	320000
5 grosas de 3 1/2", n. 10, grossa.....	340000
5 grosas de 3 1/2", n. 11, grossa.....	360000
5 grosas de 3 1/2", n. 12, grossa.....	380000
5 grosas de 3 1/2", n. 13, grossa.....	400000
5 grosas de 3 1/2", n. 14, grossa.....	420000
5 grosas de 3 1/2", n. 15, grossa.....	440000
5 grosas de 4", n. 13, grossa.....	450000
5 grosas de 4", n. 14, grossa.....	480000
5 grosas de 4", n. 15, grossa.....	540000
5 grosas de 4", n. 16, grossa.....	560000
5 grosas de 4", n. 17, grossa.....	600000
5 grosas de 4", n. 18, grossa.....	600000
5 grosas de 4", n. 19, grossa.....	680000
5 grosas de 4", n. 20, grossa.....	730000

Parafusos de latão com cabeça bolcada:

20 grosas de 1/2", n. 5, grossa.....	40000
20 grosas de 1/2", n. 6, grossa.....	50000
20 grosas de 1/2", n. 7, grossa.....	50000
20 grosas de 5/8", n. 5, grossa.....	50000
20 grosas de 5/8", n. 6, grossa.....	50000
10 grosas de 3/4", n. 5, grossa.....	50000
10 grosas de 3/4", n. 6, grossa.....	60000

10	grossas de 3/4" n. 7, grossa.....	68800
5	grossas de 7/8" n. 5, grossa.....	68800
5	grossas de 7/8" n. 6, grossa.....	68800
5	grossas de 7/8" n. 7, grossa.....	78500
5	grossas de 7/8" n. 8, grossa.....	78500
5	grossas de 7/8" n. 9, grossa.....	88500
5	grossas de 7/8" n. 10, grossa.....	98500
5	grossas de 7/8" n. 11, grossa.....	98500
5	grossas de 7/8" n. 12, grossa.....	108500
5	grossas de 7/8" n. 13, grossa.....	118500
5	grossas de 1" n. 5, grossa.....	68800
5	grossas de 1" n. 6, grossa.....	68800
5	grossas de 1" n. 7, grossa.....	78800
5	grossas de 1" n. 8, grossa.....	88500
5	grossas de 1" n. 9, grossa.....	98500
10	grossas de 1 1/4" n. 5, grossa.....	88500
5	grossas de 1 1/8" n. 5, grossa.....	78500
5	grossas de 1 1/8" n. 6, grossa.....	78500
15	grossas de 1 1/8" n. 7, grossa.....	88500
5	grossas de 1 1/8" n. 8, grossa.....	98500
5	grossas de 1 1/2" n. 8, grossa.....	108500
5	grossas de 1 1/2" n. 9, grossa.....	118500
5	grossas de 1 1/2" n. 10, grossa.....	138500
5	grossas de 1 1/2" n. 11, grossa.....	148500
5	grossas de 1 1/2" n. 12, grossa.....	168500
5	grossas de 1 1/2" n. 13, grossa.....	198500
5	grossas de 1 3/4" n. 7, grossa.....	128500
5	grossas de 1 3/4" n. 8, grossa.....	138500
5	grossas de 1 3/4" n. 9, grossa.....	168500
5	grossas de 1 3/4" n. 10, grossa.....	178500
5	grossas de 1 3/4" n. 11, grossa.....	188500
5	grossas de 1 3/4" n. 12, grossa.....	198500
10	grossas de 1 7/8" n. 10, grossa.....	178500
10	grossas de 2 1/8" n. 10, grossa.....	288500
10	grossas de 2 5/8" n. 8, grossa.....	288500
10	grossas de 2 3/4" n. 13, grossa.....	348500
10	grossas de 3 1/2" n. 13, grossa.....	428500

Parafusos de latão com cabeça chata:

120	grossas de 1" n. 8, grossa.....	78500
19	grossas de 1" n. 9, grossa.....	88500
50	grossas de 1" n. 10, grossa.....	88500
40	grossas de 1" n. 11, grossa.....	98500
28	grossas de 1" n. 12, grossa.....	108500
6	grossas de 1" n. 13, grossa.....	118500
18	grossas de 1" n. 14, grossa.....	138500
12	grossas de 1" n. 5, grossa.....	58500
12	grossas de 1" n. 6, grossa.....	68500
27	grossas de 1" n. 7, grossa.....	68500
6	grossas de 1 1/4" n. 5, grossa.....	78500
6	grossas de 1 1/4" n. 6, grossa.....	78500
6	grossas de 1 1/4" n. 7, grossa.....	88500
22	grossas de 1 1/4" n. 8, grossa.....	98500
16	grossas de 1 1/4" n. 9, grossa.....	108500
52	grossas de 1 1/4" n. 10, grossa.....	108500
16	grossas de 1 1/4" n. 11, grossa.....	118500
74	grossas de 1 1/4" n. 12, grossa.....	128500
16	grossas de 1 1/4" n. 13, grossa.....	128500
16	grossas de 1 1/4" n. 14, grossa.....	148500
10	grossas de 1 1/4" n. 15, grossa.....	168500
10	grossas de 1 1/4" n. 16, grossa.....	178500
5	grossas de 7/8" n. 4, grossa.....	58500
51	grossas de 7/8" n. 5, grossa.....	58500
61	grossas de 7/8" n. 6, grossa.....	58500
56	grossas de 7/8" n. 7, grossa.....	68500
41	grossas de 7/8" n. 8, grossa.....	78500
51	grossas de 7/8" n. 9, grossa.....	78500
36	grossas de 7/8" n. 10, grossa.....	88500
6	grossas de 7/8" n. 11, grossa.....	88500
6	grossas de 7/8" n. 12, grossa.....	98500
6	grossas de 7/8" n. 13, grossa.....	108500
6	grossas de 7/8" n. 14, grossa.....	128500
30	grossas de 1 1/2" n. 9, grossa.....	108500
95	grossas de 1 1/2" n. 10, grossa.....	118500
33	grossas de 1 1/2" n. 11, grossa.....	128500
38	grossas de 1 1/2" n. 12, grossa.....	158500
10	grossas de 1 1/2" n. 13, grossa.....	168500
15	grossas de 1 1/2" n. 14, grossa.....	188500
10	grossas de 1 1/2" n. 15, grossa.....	198500
10	grossas de 1 1/2" n. 16, grossa.....	228500
5	grossas de 2" n. 7, grossa.....	128500
5	grossas de 2" n. 8, grossa.....	138500
50	grossas de 2" n. 9, grossa.....	148500
23	grossas de 2" n. 10, grossa.....	168500
18	grossas de 2" n. 11, grossa.....	178500
23	grossas de 2" n. 12, grossa.....	198500
20	grossas de 2" n. 13, grossa.....	218500

10	grossas de 2" n. 14, grossa.....	238500
10	grossas de 1 3/4" n. 9, grossa.....	188500
10	grossas de 1 3/4" n. 10, grossa.....	188500
13	grossas de 1 3/4" n. 11, grossa.....	188500
54	grossas de 1 3/4" n. 12, grossa.....	188500
35	grossas de 1 3/4" n. 13, grossa.....	188500
35	grossas de 1 3/4" n. 14, grossa.....	288500
10	grossas de 1 3/4" n. 15, grossa.....	228500
10	grossas de 1 1/2" n. 2, grossa.....	288500
35	grossas de 1 1/2" n. 3, grossa.....	288500
41	grossas de 1 1/2" n. 4, grossa.....	388500
76	grossas de 1 1/2" n. 5, grossa.....	388500
71	grossas de 1 1/2" n. 6, grossa.....	488500
35	grossas de 1 1/2" n. 7, grossa.....	588500
31	grossas de 1 1/2" n. 8, grossa.....	588500
10	grossas de 3/8" n. 6, grossa.....	488500
5	grossas de 3" n. 9, grossa.....	288500
5	grossas de 3" n. 10, grossa.....	288500
5	grossas de 3" n. 11, grossa.....	388500
15	grossas de 3" n. 12, grossa.....	328500
15	grossas de 3" n. 13, grossa.....	368500
20	grossas de 3" n. 14, grossa.....	398500
15	grossas de 3" n. 15, grossa.....	428500
30	grossas de 1 7/8" n. 14, grossa.....	288500
30	grossas de 1 7/8" n. 10, grossa.....	168500
35	grossas de 3/4" n. 5, grossa.....	488500
30	grossas de 3/4" n. 6, grossa.....	488500
120	grossas de 3/4" n. 6, grossa.....	588500
68	grossas de 3/4" n. 7, grossa.....	588500
83	grossas de 3/4" n. 8, grossa.....	688500
40	grossas de 3/4" n. 9, grossa.....	788500
41	grossas de 3/4" n. 10, grossa.....	788500
10	grossas de 3/4" n. 11, grossa.....	888500
56	grossas de 5/8" n. 5, grossa.....	488500
100	grossas de 5/8" n. 6, grossa.....	588500
51	grossas de 5/8" n. 7, grossa.....	588500
50	grossas de 5/8" n. 8, grossa.....	688500
43	grossas de 5/8" n. 9, grossa.....	788500
5	grossas de 2 1/2" n. 8, grossa.....	188500
5	grossas de 2 1/2" n. 9, grossa.....	198500
5	grossas de 2 1/2" n. 10, grossa.....	218500
5	grossas de 2 1/2" n. 11, grossa.....	228500
15	grossas de 2 1/2" n. 12, grossa.....	248500
15	grossas de 2 1/2" n. 13, grossa.....	258500
10	grossas de 2 1/2" n. 14, grossa.....	288500
10	grossas de 2 1/2" n. 15, grossa.....	308500
5	grossas de 3 1/2" n. 9, grossa.....	298500
5	grossas de 3 1/2" n. 10, grossa.....	398500
5	grossas de 3 1/2" n. 11, grossa.....	328500
5	grossas de 3 1/2" n. 12, grossa.....	388500
5	grossas de 3 1/2" n. 13, grossa.....	388500
5	grossas de 3 1/2" n. 14, grossa.....	488500
5	grossas de 3 1/2" n. 15, grossa.....	508500
5	grossas de 4" n. 13, grossa.....	488500
5	grossas de 4" n. 14, grossa.....	488500
5	grossas de 4" n. 15, grossa.....	508500
5	grossas de 4" n. 16, grossa.....	528500
5	grossas de 4" n. 17, grossa.....	588500
5	grossas de 4" n. 18, grossa.....	608500
5	grossas de 4" n. 19, grossa.....	628500
5	grossas de 4" n. 20, grossa.....	688500

Parafusos de ferro cabeça chata:

22	grossas de 3/4" n. 5, grossa.....	18550
45	grossas de 3/4" n. 10, grossa.....	28200
50	grossas de 3/4" n. 6, grossa.....	18750
26	grossas de 3/4" n. 7, grossa.....	18900
58	grossas de 3/4" n. 8, grossa.....	28000
13	grossas de 3/4" n. 9, grossa.....	28200
13	grossas de 3/4" n. 12, grossa.....	28800
6	grossas de 1/4" n. 2, grossa.....	38700
40	grossas de 1/2" n. 5, grossa.....	18500
20	grossas de 1/2" n. 6, grossa.....	18500
20	grossas de 1/2" n. 7, grossa.....	18700
20	grossas de 1/2" n. 8, grossa.....	18800
20	grossas de 1/2" n. 3, grossa.....	18200
20	grossas de 1/2" n. 4, grossa.....	18400
10	grossas de 5/8" n. 5, grossa.....	18500
33	grossas de 5/8" n. 6, grossa.....	18500
13	grossas de 5/8" n. 7, grossa.....	18700
20	grossas de 5/8" n. 8, grossa.....	18800
15	grossas de 5/8" n. 9, grossa.....	18900
10	grossas de 3/8" n. 3, grossa.....	18500
10	grossas de 3/8" n. 4, grossa.....	18500
20	grossas de 3/8" n. 5, grossa.....	18400
10	grossas de 3/8" n. 6, grossa.....	18500

50 grossas de 7/8" n. 6, grossa.....	15800
27 grossas de 7/8" n. 7, grossa.....	15800
56 grossas de 7/8" n. 8, grossa.....	25000
15 grossas de 7/8" n. 9, grossa.....	25000
20 grossas de 7/8" n. 10, grossa.....	25000
10 grossas de 7/8" n. 12, grossa.....	35000
5 grossas de 7/8" n. 5, grossa.....	15700
20 grossas de 1" n. 7, grossa.....	25100
71 grossas de 1" n. 8, grossa.....	25200
18 grossas de 1" n. 9, grossa.....	25400
68 grossas de 1" n. 10, grossa.....	25500
10 grossas de 1" n. 11, grossa.....	25700
20 grossas de 1" n. 12, grossa.....	35200
15 grossas de 1" n. 14, grossa.....	35500
15 grossas de 1" n. 6, grossa.....	15800
12 grossas de 1 1/4" n. 8, grossa.....	25000
12 grossas de 1 1/4" n. 9, grossa.....	25700
25 grossas de 1 1/4" n. 10, grossa.....	35400
10 grossas de 1 1/4" n. 11, grossa.....	35400
57 grossas de 1 1/4" n. 12, grossa.....	35700
10 grossas de 1 1/4" n. 13, grossa.....	35800
22 grossas de 1 1/4" n. 14, grossa.....	45600
10 grossas de 1 1/4" n. 15, grossa.....	55500
10 grossas de 1 1/4" n. 16, grossa.....	65700
10 grossas de 1 1/2" n. 6, grossa.....	25400
5 grossas de 1 1/2" n. 7, grossa.....	25500
54 grossas de 1 1/2" n. 8, grossa.....	25600
10 grossas de 1 1/2" n. 9, grossa.....	35300
32 grossas de 1 1/2" n. 10, grossa.....	35400
10 grossas de 1 1/2" n. 11, grossa.....	35700
57 grossas de 1 1/2" n. 12, grossa.....	45400
10 grossas de 1 1/2" n. 13, grossa.....	45500
47 grossas de 1 1/2" n. 14, grossa.....	55200
10 grossas de 1 1/2" n. 15, grossa.....	55500
10 grossas de 1 1/2" n. 16, grossa.....	65500
31 grossas de 1 1/2" n. 18, grossa.....	85000
8 grossas de 1 3/4" n. 9, grossa.....	35800
38 grossas de 1 3/4" n. 10, grossa.....	45800
8 grossas de 1 3/4" n. 11, grossa.....	45800
40 grossas de 1 3/4" n. 12, grossa.....	55800
10 grossas de 1 3/4" n. 13, grossa.....	65800
20 grossas de 1 3/4" n. 14, grossa.....	65800
3 grossas de 1 3/4" n. 15, grossa.....	65800
20 grossas de 1 3/4" n. 16, grossa.....	65800
8 grossas de 1 3/4" n. 17, grossa.....	75500
3 grossas de 2" n. 7, grossa.....	45800
3 grossas de 2" n. 8, grossa.....	45800
3 grossas de 2" n. 9, grossa.....	45800
18 grossas de 2" n. 10, grossa.....	45800
40 grossas de 2" n. 12, grossa.....	55800
13 grossas de 2" n. 13, grossa.....	65800
10 grossas de 2" n. 14, grossa.....	65800
8 grossas de 2" n. 15, grossa.....	75800
35 grossas de 2" n. 16, grossa.....	75800
10 grossas de 2 1/4" n. 10, grossa.....	55500
10 grossas de 2 1/4" n. 12, grossa.....	65500
10 grossas de 2 1/4" n. 14, grossa.....	75000
5 grossas de 2 1/4" n. 15, grossa.....	75000
10 grossas de 2 1/4" n. 16, grossa.....	85000
20 grossas de 2 1/2" n. 12, grossa.....	75000
3 grossas de 2 1/2" n. 8, grossa.....	55500
3 grossas de 2 1/2" n. 9, grossa.....	65000
13 grossas de 2 1/2" n. 10, grossa.....	65500
3 grossas de 2 1/2" n. 11, grossa.....	65800
5 grossas de 2 1/2" n. 13, grossa.....	75000
25 grossas de 2 1/2" n. 14, grossa.....	75500
5 grossas de 2 1/2" n. 15, grossa.....	85000
27 grossas de 2 1/2" n. 16, grossa.....	95500
5 grossas de 2 1/2" n. 17, grossa.....	115000
5 grossas de 2 1/2" n. 18, grossa.....	125000
15 grossas de 3" n. 14, grossa.....	95500
5 grossas de 3" n. 16, grossa.....	120000
9 grossas de 3 1/2" n. 18, grossa.....	160000
9 grossas de 4" n. 20, grossa.....	225000
5 grossas de 1 3/8" n. 7, grossa.....	25500
3 grossas de 1 3/8" n. 8, grossa.....	25500
3 grossas de 1 3/8" n. 9, grossa.....	25900

Parafusos de ferro com cabeça redonda:

10 grossas de 5/8" n. 5, grossa.....	15500
6 grossas de 5/8" n. 6, grossa.....	15500
10 grossas de 5/8" n. 7, grossa.....	15700
8 grossas de 5/8" n. 8, grossa.....	15800
10 grossas de 3/4" n. 5, grossa.....	15500
12 grossas de 3/4" n. 6, grossa.....	15800
14 grossas de 3/4" n. 7, grossa.....	15800
36 grossas de 3/4" n. 8, grossa.....	25000

1 grossas de 3/4" n. 9, grossa.....	25480
16 grossas de 3/4" n. 10, grossa.....	25500
6 grossas de 3/4" n. 11, grossa.....	35000
10 grossas de 3/4" n. 12, grossa.....	35200
6 grossas de 7/8" n. 7, grossa.....	25200
16 grossas de 7/8" n. 8, grossa.....	25400
6 grossas de 7/8" n. 9, grossa.....	25500
16 grossas de 7/8" n. 10, grossa.....	35200
6 grossas de 7/8" n. 11, grossa.....	35400
16 grossas de 7/8" n. 12, grossa.....	35600
17 grossas de 1" n. 6, grossa.....	25200
16 grossas de 1" n. 7, grossa.....	25500
26 grossas de 1" n. 8, grossa.....	25900
9 grossas de 1" n. 9, grossa.....	35000
28 grossas de 1" n. 10, grossa.....	35400
6 grossas de 1" n. 11, grossa.....	35500
16 grossas de 1" n. 12, grossa.....	35800
10 grossas de 1" n. 14, grossa.....	45200
6 grossas de 1 1/4" n. 7, grossa.....	25400
6 grossas de 1 1/4" n. 8, grossa.....	35400
6 grossas de 1 1/4" n. 9, grossa.....	35200
16 grossas de 1 1/4" n. 10, grossa.....	35400
6 grossas de 1 1/4" n. 11, grossa.....	35800
16 grossas de 1 1/4" n. 12, grossa.....	45200
6 grossas de 1 1/4" n. 13, grossa.....	45400
16 grossas de 1 1/4" n. 14, grossa.....	45800
6 grossas de 1 1/4" n. 15, grossa.....	55400
11 grossas de 1 1/2" n. 6, grossa.....	25400
3 grossas de 1 1/2" n. 7, grossa.....	35200
3 grossas de 1 1/2" n. 8, grossa.....	35300
9 grossas de 1 1/2" n. 9, grossa.....	35500
21 grossas de 1 1/2" n. 10, grossa.....	35800
6 grossas de 1 1/2" n. 11, grossa.....	45400
21 grossas de 1 1/2" n. 12, grossa.....	45800
6 grossas de 1 1/2" n. 13, grossa.....	55200
51 grossas de 1 1/2" n. 14, grossa.....	55400
6 grossas de 1 1/2" n. 15, grossa.....	65800
31 grossas de 1 3/4" n. 10, grossa.....	45800
3 grossas de 2" n. 6, grossa.....	35300
3 grossas de 2" n. 7, grossa.....	45800
3 grossas de 2" n. 8, grossa.....	45800
5 grossas de 2" n. 12, grossa.....	65800
5 grossas de 2" n. 13, grossa.....	65800
10 grossas de 2" n. 16, grossa.....	75800
30 grossas de 2" n. 10, grossa.....	55800
10 grossas de 2 1/4" n. 10, grossa.....	65800
30 grossas de 2 1/2" n. 14, grossa.....	85800
5 grossas de 2 1/2" n. 6, grossa.....	55800
5 grossas de 2 1/2" n. 7, grossa.....	55800
5 grossas de 2 1/2" n. 8, grossa.....	75800
6 grossas de 1 1/2" n. 10, grossa.....	75500

Pontas de Paris com cabeça:

550 kilos de 1 1/4"	
1.532 kilos de 2"	
50 kilos de 3/4"	
20 kilos de 2 1/4"	
150 kilos de 3 1/4"	
220 kilos de 1 3/4"	
50 kilos de 7/8"	
4.028 kilos de 1"	
2.302 kilos de 2 1/2"	
2.560 kilos de 3"	
1.533 kilos de 3 1/2"	
1.835 kilos de 4"	
675 kilos de 4 1/2"	
500 kilos de 5"	
1.931 kilos de 1 1/2"	

Preço médio, kilo..... 15460

Pontas de Paris sem cabeça:

60 kilos de 3 1/4"	
89 kilos de 1/2"	
152 kilos de 5/8"	
172 kilos de 3/4"	
141 kilos de 7/8"	
633 kilos de 1"	
560 kilos de 1 1/4"	
542 kilos de 1 1/2"	
302 kilos de 2"	
500 kilos de 1 3/4"	
100 kilos de 3"	

Preço médio, kilo..... 10700

1 panela para colla cor..... 25000

Palhinha em clucote:

18 kilos n. 1, kilo.....	25000
34 kilos n. 2, kilo.....	25000

80 grozas de pregos de remate com cabeça nickelada, groza.....	15000
6 grozas de parafusos de ferro com cabeça estampada, para cadeira, de 3" x 3/16", groza.....	28000
6 grozas de parafusos de ferro com cabeça estampada, para cadeira, de 3" x 1/4", groza.....	32000
430 kilos de tachas de ferro de bomba n. 6, L. R., kilo.....	5000
605 kilos de tachas de ferro de bomba n. 10 L. R., kilo.....	5400
1.093 kilos de tachas de ferro de bomba n. 12 L. R., kilo.....	5800
10 kilos de tachas de cobre de 1/2", kilo.....	10000
115 kilos de tachas de cobre de 3/4", kilo.....	10000

Tratados Greaves:

35 de 3/8", um.....	3000
101 de 1/2", um.....	3500
80 de 5/8", um.....	3800
70 de 3/4", um.....	5000
80 de 7/8", um.....	7000
30 de 1", um.....	8000
23 de 1 1/8", um.....	9500
17 de 1 1/4", um.....	11000
3 de 1 1/2", um.....	12500
11 de 1 3/8", um.....	13800
3 de 1 3/4", um.....	15000
3 kilos de azul da Prússia, kilo.....	7000
50 kilos de amarelo Italia, kilo.....	2800
25 kilos de amarelo chromo queimado, kilo.....	2800
5 kilos de amarelo extra fino Castello, kilo.....	3000
100 kilos de amarelo flôr, kilo.....	2500
36 brochas de pita n. 00, nacionais para caiação, uma.....	1500
84 brochas de pita n. 000, nacionais, para caiação, uma.....	1500
18 brochas de cabelo, chatas, encastoadas, para uma.....	8000
10 biereaux n. 5, um.....	12000
300 betumadeiras comuns, uma.....	2500
236 betumadeiras espátulas, uma.....	2500
12 biereaux n. 8, um.....	14500
6 coadores de tela de arame n. 20, um.....	6000
6 coadores de tela de arame n. 22, um.....	8000
39 coadores de tela de arame n. 24, um.....	10000
18 crespidores, um.....	14000
483 kilos de jaune chrome, kilo.....	2000
3 kilos de jaune chrome cru, kilo.....	2000
50 kilos de jaune flor, kilo.....	2000
20 kilos de jaune laranja, kilo.....	2000
1a. 649 kilos de ocre em pó, kilo.....	200

Pinceis chatos de cabelo:

10 n. 6, um.....	300
10 n. 8, um.....	400
10 n. 10, um.....	500
22 n. 12, um.....	600
34 n. 14, um.....	750
10 n. 16, um.....	900
10 n. 28, um.....	1500
72 n. 20, um.....	1300
35 n. 22, um.....	1800
245 n. 24, um.....	2000
12 n. 26, um.....	2500
12 n. 28, um.....	2700
50 n. 30, um.....	3200

Pinceis redondos de cabelo:

25 n. 6, um.....	300
10 n. 8, um.....	400
22 n. 10, um.....	500
37 n. 12, um.....	600
28 n. 14, um.....	750
46 n. 16, um.....	900
114 n. 18, um.....	1500
111 n. 20, um.....	1300
60 n. 22, um.....	1800
288 n. 24, um.....	2200

Pinceis para letras:

18 n. 6, um.....	2500
8 n. 8, um.....	3000
3 n. 10, um.....	3500
26 n. 12, um.....	4000
26 n. 14, um.....	4500
20 n. 16, um.....	5000
12 pinceis para recortes, n. 26, um.....	4500
12 pinceis para recortes, n. 28, um.....	4500

35 pinceis de pelo de martha com cabo preto n. 12, um.....	3500
40 pinceis de pelo de martha com duas pontas n. 12, um.....	5500
218 pinceis para traços, um.....	3000
324 pinceis para filletes, um.....	3000
192 pinceis para letras, sortidos, um.....	3000
114 pinceis para bater chapas, sortidos, um.....	4000
12 pinceis de pelo de porco, espalmados, sortidos, um.....	3000
100 pinceis de corda de 1", um.....	3000
48 pinceis comuns n. 2 e 3, um.....	500
12 pinceis para bater chapas n. 2, um.....	2500
12 pinceis para bater chapas n. 4, um.....	3000
12 pinceis para bater chapas n. 6, um.....	3500
12 pinceis para bater chapas n. 8, um.....	4000
100 papéis de purpurina de alumínio, papel.....	500
500 livros de pó de ouro Hourlot, livro.....	4000
100 kilos de pó preto vegetal, kilo.....	3000
25 kilos de pó branco vegetal, kilo.....	3500
360 kilos de potassa caustica, kilo.....	5700
751 kilos de preto feve, kilo.....	7000
92 kilos de preto marfim, kilo.....	4000
602 papéis de purpurina de ouro, papel.....	500
75 papéis de purpurina de prata, papel.....	500
410 kilos de roxo-rei, kilo.....	500
2.000 litros de refrator, litro.....	4000
1.900 litros de seccante branco Castello, kilo.....	6500
5 kilos de sandalo, kilo.....	4000
13 kilos de sombra da Colônia, kilo.....	5700
3 kilos de sombra de Oliveira, kilo.....	3700
10 kilos de sinopla, kilo.....	5000
871 kilos de terra sienne crua, kilo.....	3700
371 kilos de terra sienne queimada, kilo.....	3700
45 trinchetes n. 2, um.....	4000
45 trinchetes n. 3, um.....	4500
45 trinchetes n. 4, um.....	5500
400 kilos de tector, kilo.....	3000
2 trinchas de pelo de martha n. 1, uma.....	5000
2 trinchas de pelo de martha n. 2, uma.....	6000
2 trinchas de pelo de martha n. 3, uma.....	7000

Trinchas abertas:

12 de 2", uma.....	2500
12 de 2 1/2", uma.....	3000
13 de 3", uma.....	3500
12 de 4", uma.....	4000
12 de 5", uma.....	4500

Trinchas fechadas:

84 de 2", uma.....	2500
84 de 2 1/2", uma.....	3000
21 de 3", uma.....	3500
12 de 4", uma.....	4000
12 de 5", uma.....	4500
30 trinchas de cabelo de 4", uma.....	4000
50 trinchas de cabelo de 6", uma.....	5500
50 trinchas de cabelo de 8", uma.....	7500
18 trinchas para tingimentos de 3 1/2", uma.....	3500
8 trinchas para tingimentos n. 1, uma.....	2000
8 trinchas para tingimentos n. 1 1/2, uma.....	2500
1 trincha de aço de 2", por.....	4000

garráfas de tinta amarela para tingir sola, marca

ingleza, garrafa.....	5000
2 kilos de tinta escarlata, kilo.....	5000
28 kilos de tinta branca em massa, kilo.....	10000
25 kilos de tinta Adamaç, branca, kilo.....	4000
8 kilos de tinta Adamaç, verde, kilo.....	4000
15 kilos de tinta Adamaç, amarela.....	4000
474 galões de taxite, galão.....	25000
1.000 kilos de tinta vermelha preparada, kilo.....	3000
25 kilos de tinta tapa-poros, kilo.....	5500
12 kilos de tinta cassel, kilo.....	4500
680 kilos de verde Londres, kilo.....	4500
130 kilos de verde nativo, kilo.....	3000
170 kilos de verde composto claro, kilo.....	4500
100 kilos de verde composto escuro, kilo.....	4500
50 kilos de verde Paris, kilo.....	3000
350 kilos de vermelho francez, kilo.....	5000
4530 kilos de vermelho de sapateiro, kilo.....	1200

Amianto em papelão comprimido:

5 kilos de 1/32".....	
7 kilos de 1/16".....	
10 kilos de 1/8".....	
10 kilos de 3/16".....	
15 kilos de 1/4".....	
Preço médio, kilo.....	3000

Amianto em papéis:

59 kilos de 1/16"	
83 kilos de 1/8"	
45 kilos de 1/4"	
103 kilos de 1/32"	
25 kilos de 3/16"	
Preço médio, kilo.....	3\$000

Amianto em corda:

94 kilos de 3/8"	
100 kilos de 1/4"	
78 kilos de 3/4"	
118 kilos de 1/2"	
62 kilos de 7/8"	
124 kilos de 1"	
10 kilos de 1-1/8"	
35 kilos de 1-1/4"	
32 kilos de 5/8"	
Preço médio, kilo.....	12\$000
845 kilos de amianto em colchão, kilo.....	10\$000
15 kilos de amianto em tijolo, kilo.....	10\$000

Arame de aço:

19 kilos de 1/11"	
74 kilos de 1/8"	
103 kilos de 3/16"	
kilo de 3/8"	
109 kilos de 1/4"	
46 kilos de 3/32"	
16 kilos de 1/32"	
3 kilos de 5/8"	
4 kilos de 7/32"	
55 kilos de 5/16"	
Preço médio, kilo.....	8\$500

Arame de cobre:

91 kilos de 1/16"	
99 kilos de 1/8"	
430 kilos de 1/4"	
75 kilos de 3/16"	
153 kilos de 5/16"	
83 kilos de 1/32"	
6 kilos de 3/32"	
4 kilos de 5/32"	
3 kilos de 7/32"	
8 kilos de 3/8"	
Preço médio, kilo.....	5\$000

Arame de latão:

2 1/2 kilos de 5/32"	
72 kilos de 3/16"	
78 1/2 kilos de 1/8"	
50 1/2 kilos de 3/8"	
118 kilos de 1/4"	
27 1/2 kilos de 1/32"	
20 kilos de 1/16"	
1 1/2 kilos de 7/32"	
15 kilos de 3/32"	
25 kilos de 5/16"	
Preço médio, kilo.....	6\$000

Arame de ferro:

15 kilos de 1/11"	
15 kilos de 1/4"	
22 1/2 kilos de 1/8"	
16 kilos de 3/16"	
20 kilos de 1/32"	
15 kilos de 3/32"	
10 kilos de 5/16"	
Preço médio, kilo.....	1\$200

Arame de ferro zincado:

2 kilos de 0,001.	
1 kilo de 0,002.	
Preço médio, kilo.....	1\$500
1 abecedário de 0,01, por.....	15\$000
1 coleção de algarismos de aço de 0,02, por.....	15\$000
39 kilos de algação em pasta, kilo.....	4\$200
7,160 kilos de areia de moldar, kilo.....	4\$250
4 alicates chatos para cortar arame, um.....	8\$500
15 agulhas sem ponta n. 3, uma.....	\$800
15 agulhas sem ponta n. 4, uma.....	\$800
10 papéis de agulhas para máquina Singer n. 2, papel.....	1\$800
10 papéis de agulhas para máquina Singer n. 3, papel.....	1\$800
10 papéis de agulhas para máquina Singer n. 4, papel.....	1\$800
15 papéis de agulhas com ponta n. 6, papel.....	1\$800
6 kilos de esboço picado em gr. 620.....	7\$000

50 kilos de arame de cobre de 1/16", kilo.....	6\$000
5 alguidares de barro vidrado de 35x40, um.....	7\$000
5 alguidares de barro vidrado de 45x40, um.....	8\$000
5 alguidares de barro vidrado de 35x40, um.....	10\$000
60 kilos de barbante em chicotes, kilo.....	8\$000
720 kilos de breu, kilo.....	8\$000
154 baldes de ferro galvanizado de 16x9, um.....	4\$000
6 baldes de ferro galvanizado de 25x30, um.....	4\$000
20 litros de benzina, litro.....	8\$000

Borracha em lençol com paño:

160 kilos de 3/16"	
90 kilos de 1/16"	
120 kilos de 1/8"	
60 kilos de 3/32"	
130 kilos de 1/4"	
Preço médio, kilo.....	8\$000

Borracha em lençol sem paño:

206 kilos de 1/16"	
145 kilos de 1/8"	
5 kilos de 1/32"	
50 kilos de 3/16"	
20 kilos de 1/4"	
20 kilos de 3/8"	
20 kilos de 1/2"	
25 kilos de 5/8"	
60 kilos de 3/4"	
Preço médio, kilo.....	10\$000

Borracha em lençol, vulcanizada:

100 kilos de 3/4"	
10 kilos de 1/32"	
160 kilos de 7/8"	
100 kilos de 1"	
100 kilos de 5/8"	
Preço médio, kilo.....	8\$000

Brocas americanas de alta velocidade «Morse»:

3 de 1/64", uma.....	2\$000
12 de 1/16", uma.....	2\$400
25 de 1/4", uma.....	4\$000
14 de 3/16", uma.....	3\$000
12 de 1/8", uma.....	2\$500
12 de 5/16", uma.....	7\$000
12 de 7/32", uma.....	3\$200
12 de 3/8", uma.....	7\$000
12 de 9/16", uma.....	13\$000
12 de 1/2", uma.....	10\$000
12 de 7/16", uma.....	9\$000
12 de 5/8", uma.....	16\$000
12 de 1 1/16", uma.....	19\$000
12 de 3/4", uma.....	22\$000
12 de 13/16", uma.....	25\$000
12 de 7/8", uma.....	28\$000
12 de 15/16", uma.....	34\$000
12 de 1", uma.....	37\$000
18 de 1 1/8", uma.....	40\$000

Brocas para máquina de furar madeiras:

20 de 3/8", uma.....	16\$000
20 de 7/16", uma.....	18\$000
20 de 1/2", uma.....	20\$000
20 de 5/8", uma.....	22\$000
20 de 7/8", uma.....	25\$000
20 de 1", uma.....	28\$000
20 de 1 1/4", uma.....	32\$000
20 de 1 3/8", uma.....	36\$000
20 de 3/4", uma.....	24\$000

Brocas para arco de pua:

2 n. 2, uma.....	2\$500
2 n. 3, uma.....	3\$000
2 n. 4, uma.....	3\$500
2 n. 5, uma.....	4\$000
2 n. 6, uma.....	4\$500
2 n. 7, uma.....	5\$000
2 n. 8, uma.....	5\$500
2 n. 9, uma.....	6\$000
2 n. 10, uma.....	6\$500
2 n. 11, uma.....	7\$000
2 n. 12, uma.....	8\$000
2 n. 13, uma.....	8\$500
2 n. 14, uma.....	9\$000

Caños de chumbo:

90 kilos de 1 1/4"	
280 kilos de 1 1/2"	
520 kilos de 2"	
360 kilos de 1 1/2"	

310 kilos de 3/4".
530 kilos de 5/8".
240 kilos de 1".
200 kilos de 5/8".

Preço médio, kilo..... 14400

Correia de sola inglesa:

40 metros de 1 1/2", metro..... 48000
40 metros de 2", metro..... 58000
40 metros de 2 1/2", metro..... 78000
40 metros de 3", metro..... 98000
40 metros de 3 1/2", metro..... 108000
40 metros de 4", metro..... 118000
70 barricas de 150 kilos de cimento Portland, com
forne ordeno de encargos, barrica..... 308000
12 cadeados Vale de abrir por baixo, um..... 168000
3 chaves de fenda, grandes, uma..... 38000
20 kilos de cera virgem, kilo..... 48000

Contrapinos de ferro:

19 grossas de 1 1/2" x 1/8", grossa..... 28300
49 grossas de 2" x 3/16", grossa..... 78000
35 grossas de 2 1/2" x 1/8", grossa..... 48500
28 grossas de 2 1/2" x 1/4", grossa..... 108000
37 grossas de 3" x 1/4", grossa..... 118000
7 grossas de 3 1/2" x 1/4", grossa..... 158000
6 grossas de 3 1/2" x 3/8", grossa..... 328000
17 grossas de 4" x 3/8", grossa..... 378000
3 grossas de 5" x 1/2", grossa..... 658000
15 grossas de 3" x 3/16", grossa..... 98500
37 grossas de 2 1/2" x 3/16", grossa..... 88000
4 grossas de 3 1/2" x 5/16", grossa..... 288000
9 grossas de 4" x 5/8", grossa..... 608000
4 grossas de 1 1/4" x 5/16", grossa..... 58300
50 grossas de 2" x 1/8", grossa..... 38300
21 grossas de 3" x 1/8", grossa..... 58500
12 grossas de 2 1/2" x 3/8", grossa..... 178000
13 grossas de 1 3/4" x 3/16", grossa..... 38500
29 grossas de 2" x 1/4", grossa..... 88000
2 grossas de 1 1/2" x 3/16", grossa..... 38500
7 grossas de 1 3/4" x 1/8", grossa..... 38000
38 grossas de 3" x 3/8", grossa..... 238000
13 grossas de 4" x 1/4", grossa..... 218000
16 grossas de 2" x 3/8", grossa..... 148000
5 grossas de 3" x 5/16", grossa..... 238000
3 grossas de 4" x 5/16", grossa..... 338000
9 grossas de 4" x 1/2", grossa..... 458000
1 grossa de 2 1/4" x 1/4", por..... 18000
1 grossa de 2 1/2" x 5/16", por..... 158000
6 grossas de 1 1/2" x 1/4", grossa..... 48000
6 grossas de 1" x 3/16", grossa..... 28000
6 grossas de 2" x 5/16", grossa..... 108000
30 metros de correia Aragôa, rebitada de 3",
metro..... 108000

Corrente de ferro com elos direitos:

1.935 kilos de 3/8".
1.400 kilos de 3/4".
600 kilos de 1".
270 kilos de 1 1/4".
250 kilos de 7/8".
400 kilos de 1 1/8".
400 kilos de 1 1/4".
300 kilos de 5/8".
Preço médio kilo..... 28000
610 kilos de corrente de ferro com elos torcidos, de
1 1/2", kilo..... 38500
500 kilos de corrente de ferro patente de 3/16", para
pinos de portas, kilo..... 58000

Corda de linho, franceza

188 kilos de 3/8".
74 kilos de 1/2".
45 kilos de 1/8".
30 kilos de 5/16".
22 kilos de 1/4".
10 kilos de 5/8".
15 kilos de 3/4".
10 kilos de 1".
Preço médio, kilo..... 58000
80 kilos de cabo de linho alcatroado de 5/8", kilo..... 68000
80 kilos de cabo de linho alcatroado de 1/2", kilo..... 48500
125 cadeados de ferro de 3", um..... 38000
25 cestas para carvão, uma..... 58000
12 cordas de tripa, uma..... 28000
30 kilos de colla forte, kilo..... 48000
10 kilos de colla de Vienna, kilo..... 68000
45 cadinhos de 30 kilos «Morgan», numero..... 85000

Chaves para bocas com duas bocas de The Hittman Barnes & Co:

36 de 1/2" e 3/8", uma..... 28500
72 de 5/8" e 3/4", uma..... 68500
24 de 3/4" e 7/8", uma..... 78500
24 de 7/8" e 1", uma..... 118000
12 de 1" e 5/8", uma..... 98500
12 de 1" e 1 1/8", uma..... 148000
24 de 1" e 3/4", uma..... 108500
24 de 1 1/8" e 1 1/4", uma..... 228000
24 de 1" e 1/2", uma..... 88500
3 colleções de brocas de 1/32" a 1/4". Oldack,
collecção..... 168000
1 colleção de brocas de 1/4" a 1/2", Oldack, por
5 colleções de brocas de 1/16" a 1", collecção..... 348000
72 caixas de colchetes para corda de tripa, de 1 a 16,
caixa..... 108000
3 catracas Pratt, pequenas, n. 1, uma..... 168000
3 catracas Pratt, pequenas, n. 2, uma..... 208000
6 catracas Pratt, grandes, numero, uma..... 608000
11 grossas de contrapinos de 3 1/4" X 1/4", grossa..... 158000
11 grossas de contrapinos de 3 1/2" X 3/16", grossa..... 148000
100 chaves em bruto massicas, grandes, uma..... 88000
150 chaves em bruto brocadas, pequenas, uma..... 182000
2 escovas de raiz para lustro, grandes, uma..... 58000
2 escovas de raiz para lustro, pequenas, uma..... 38000
2 escovas de cabelo, para tingir couro, uma..... 58000
48 escovas de polir, diversos tamanhos, uma..... 38000
148 kilos de enxofre em pó, kilo..... 88000
103 kilos de enxofre em pedra, kilo..... 86000
166 enxadas calçadas, de 4 1/2 libras, uma..... 98000
2 enxadas para fundição, uma..... 88000
216 escovas de aço para fundição, uma..... 88000
22 escovas de aço para limpar linhas, uma..... 28000
12 espanadores de cabelo, um..... 28500
200 kilos de estofo para caldeira, cabeça escariada,
de 2" X 3/4", kilo..... 48500
1 escala de metal de 12", por..... 168000
Facas Blanchard:
14 curvas, uma..... 58000
24 direitas, uma..... 58000
24 de volta, uma..... 58000
50 novellos de fio branco patente torcido, n. 5, no-
vello..... 118000
200 novellos de fio branco patente destorcido, n. 5,
novello..... 118000
50 kilos de fio de velz, kilo..... 68000
53 kilos de fio de algodão de seis pernas, kilo..... 68000
50 hilos de fio de algodão de 10 pernas, kilo..... 68000
56 cunhetes de folhas de Flandres XXX, de 20X28,
cunhete..... 1208000
48 cunhetes de folhas de Flandres XXX, de 14X20,
cunhete..... 1208000
24 folles de mão, um..... 168000
1 folle de 56", por..... 5008000

Gachela redonda:

7 kilos de 3/4".
1/2 kilo de 3/6".
2 kilos de 5/16".
20 kilos de 7/8".
Preço médio, kilo..... 108000

Gacheta de granhite

200 grammas de 5/8".
6 kilos de 5/16".
5 kilos de 3/4".
5 kilos de 7/8".
Preço médio, kilo..... 138000
390 kilos de giz em pedra, kilo..... 58000
44 kilos de gomma arabica em grão, kilo..... 38500
100 kilos de gomma arabica liquida para rotulagem,
kilo..... 48500
10 grossas de illozes de latão para furo de 1/2", grossa..... 158000
20 grossas para emendar correia «Fixator» a. 1,
grammo..... 18500
30 kilos de grampos para pregar estofos em moias
n. 2, kilo..... 58000
30 kilos de grampos para pregar estofos em moias
n. 14, kilo..... 58000
10 grampos de ferro para apertar madeira, n. 8,
grampo..... 38000
500 guardanapos para machinistas, um..... 18200
5 kilos de lã para torcidas, kilo..... 368000
74 kilos de lã em meadas, kilo..... 368000
8 lamparinas de cobre r. 5, uma..... 168000
8 lamparinas para soldar a gazolina, de 1 litro, uma..... 608000

1 lamparina para soldar a gasolina, para 2 litros, por.....	80\$000
6 lamparinas para soldar a gasolina, para 3 litros, um.....	130\$000
200 metros de mangueira de lona de 2", com 2 dobras, metro.....	11\$000
100 metros de mangueira de lona de 2 1/2" com 2 dobras, metro.....	13\$000
20 marretas de aço, de 3 kilos, uma.....	8\$000
150 kilos de mealar, kilo.....	2\$500
4 machinas de furar a mão, para brocas de 3/8", uma.....	100\$000
20 caixas de machos de atarrachar a mão de 3/4", com 10 fios por pollegada, caixa.....	25\$000
26 caixas de machos de atarrachar a mão de 5/8", com 11 fios por pollegada, caixa.....	22\$000
10 caixas de machos de atarrachar a mão de 7/8", com 9 fios por pollegada, caixa.....	32\$000
3 jogos de machos de 9/16", jogo.....	8\$000
3 jogos de machos de 5/8", jogo.....	9\$000
3 jogos de machos de 3/4", jogo.....	10\$000
3 jogos de machos de 7/8", jogo.....	12\$000
3 jogos de machos de 1", jogo.....	15\$000
3 jogos de machos de 1 1/8", jogo.....	18\$000
3 jogos de machos de 1 1/4", jogo.....	21\$000
6 martellos de aço, de 750 grammas, um.....	4\$000
3 martellos de aço, de 1.000 grammas, um.....	5\$000
9 kilos de plomagem, kilo.....	2\$500
3 pás para machina, uma.....	11\$000
400 pás para carvão, uma.....	11\$000
54 pás de bico, uma.....	6\$500
30 pás com cabo comprido, para fogo, uma.....	33\$000
48 pás para fundição, uma.....	6\$500
Pedras de esmeril:	
1 de 0" 50 x 0" 01, por.....	26\$000
12 de 0" 50 x 0" 005, uma.....	10\$000
6 de 0" 51 x 0" 016, uma.....	44\$000
12 de 0" 50 x 0" 010, uma.....	26\$000
12 de 0" 50 x 0" 007, uma.....	24\$000
12 de 0" 50 x 0" 012, uma.....	32\$000
12 de 0" 10 x 0" 012, uma.....	20\$000
2 de 20" x 2 1/4", uma.....	140\$000
1 pedra para rebolo, de 21" x 3 1/2", por.....	42\$000
Peneiras de arame de latão:	
8 n. 3.....	
4 n. 4.....	
4 n. 20.....	
4 n. 30.....	
2 n. 60.....	
15 de 0" 001.....	
48 de 0" 003.....	
38 de 0" 005.....	
29 de 0" 002.....	
12 de 0" 010.....	
12 de 0" 004.....	
Preço medio, uma.....	20\$000
Peneiras de arame de ferro zincado:	
12 de 0" 004, uma.....	5\$000
12 de 0" 002, uma.....	5\$000
50 latas de pomada para limpar metaes, lata.....	5\$000
24 picaretas, uma.....	8\$000
12 pás planas, uma.....	7\$000
100 parafusos buijões com cabeça escariada, de 1 3/4" x 3/4", um.....	3\$000
De 1/2" para rosquear Single Point alta velocidade:	
4 n. 6.....	
4 n. 7.....	
4 n. 8.....	
4 d. 9.....	
4 n. 10.....	
4 n. 11.....	
4 n. 12.....	
4 n. 14.....	
4 n. 16.....	
4 n. 18.....	
4 n. 20.....	
Preço medio, um.....	8\$000
24 pedras turcas para ailar, uma.....	3\$000
60 kilos de polvilho de sacão, kilo.....	1\$000
50 grossas de pregos de renate com cabeça pontada, grossa.....	10\$000
120 kilos de pó de talco impalpavel, kilo.....	1\$000
Rebitas de cobre:	
55 kilos de 1/2" x 3/16".....	
42 kilos de 3/4" x 3/16".....	
27 kilos de 3/4" x 1/4".....	

129 Oitos de 5/8" x 3/16".....	
8 kilos de 1" x 3/16".....	
5 kilos de 1" x 5/16".....	
5 kilos de 1 1/2" x 3/16".....	
5 kilos de 1 1/2" x 5/16".....	
13 kilos de 5/8" x 1/8".....	
10 kilos de 5/8" x 1/8".....	
10 kilos de 2" x 1/8".....	
10 kilos de 2" x 3/16".....	
25 kilos de 3/8" x 3/16".....	
10 kilos de 1/2" x 1/8".....	
Preço medio, kilo.....	10\$000
5 kilos de rebites de latão de 1 1/2" x 1/8", kilo.....	10\$000
Rebolos de pedra para amolar:	
26 de 1" 20 x 0" 20, um.....	300\$000
6 de 1" 30 x 0" 20, um.....	37\$000
4 de 1" 20 x 0" 40, um.....	65\$000
1 de 0" 60 x 0" 10, por.....	42\$000
1 de 48" x 8", por.....	300\$000
1 de 24" x 3", por.....	38\$000
1 de 82" x 6", por.....	90\$000
1 de 24" 4", por.....	50\$000
1 rebolo de amolar com caixa de ferro e polia, por.....	50\$000
6 rebolos de esmeril de 0" 30 x 0" 25, um.....	2\$000
2 rebolos de esmeril de 24" x 3", um.....	200\$000
231 latas de litro, de Rupi, lata.....	23800
24 registros de latão, de pressão, de 1/2", um.....	2\$000
24 registros de latão, de pressão, de 5/8", um.....	2\$000
1.123 kilos de sabão commum, kilo.....	1\$000
50 kilos de sabão especial, kilo.....	1\$000
100 kilos de sabão Marselha, kilo.....	2\$200
6 latas de 18 kilos, de sabão liquido, kilo.....	2\$000
200 paus de sapão, pau.....	1\$000
240 kilos de sebo de Hollanda, kilo.....	1\$300
12 sarguetos de ferro de 1" 50 x 2" 50, um.....	22\$000
50 kilos de sulphureto de cobre, kilo.....	1\$800
5 kilos de sulphureto de potassio, kilo.....	1\$800
30 kilos de sal de ammoniaco, kilo.....	2\$500
3.663 tijolos de arciar, um.....	1\$000
Torneiras de latão, para agua:	
20 de 3/8", uma.....	4\$500
12 de 1/2", uma.....	5\$500
12 de 3/4", uma.....	8\$000
Talhas patentes, com corrente:	
1 de 1/2 tonelada, por.....	250\$000
3 de 1 tonelada, uma.....	200\$000
1 de 2 toneladas, por.....	410\$000
272 kilos de trincal em pedra, kilo.....	1\$500
2 collecções de tipos de algarismos de 0" 005, collecção.....	12\$000
1 collecção de tipos de algarismos de 0" 010, por.....	12\$000
2 collecções de tipos alphabeticos de 0" 005, collecção.....	24\$000
100 kilos de tachas de cobre de 3/4", iguaes a amostra, kilo.....	10\$000
2 tavouras para cortar parafusos de 3/8" a 7/8", uma.....	150\$000
1 tezeura parallela de 12", por.....	25\$000
1 tezeura curva de 12", por.....	25\$000
24 trincos de unha para imbutir, de 7" x 1/2", um.....	6\$000
24 trincos de unha para imbutir, de 4" x 1/2", um.....	5\$500
5 tarrahas Gambles Bros, uma.....	100\$000
2 caixas de tarrahas Pratt Whitney & Comp., de 1/8" a 3/8, caixa.....	150\$000
2 traçadores de 1" 50 x 0" 002, um.....	34\$000
10 kilos de tela de cobre para escovas metallicas, kilo.....	16\$000
1 trena de panno e fio metallico, de 30 metros, por.....	30\$000
1 kilo de tintura de pau co-nocche, por.....	7\$000
3 jogos de tipos numericos de 1 a 0, de 0" 008, jogo.....	10\$000
1 jogo de tipos alphabeticos com todas as letras, de 0" 004, por.....	34\$000
2 jogos de tipos alphabeticos com todas as letras, de 0" 008, jogo.....	42\$000
2 jogos de tipos numericos de 1 a 0, de 0" 004, jogo.....	8\$000
Torneiras de latão com flange:	
60 de 1/2", uma.....	6\$000
24 de 5/8", uma.....	7\$000
Torneiras de latão de manivella, com flange:	
30 de 1/2", uma.....	6\$000
30 de 5/8", uma.....	7\$000
20 de 3/4", uma.....	9\$000
1.991 vassouras de piassava, grandes, uma.....	1\$000
115 vassouras de piassava n. 16, uma.....	150\$000
12 vassouras de piassava n. 3, uma.....	1\$000

3.470 vassouras de piassava, pequenas, uma.....	\$250	6 serrotes de 24" Hargreaves, um.....	14\$000
42 vassouras de cabelo 22-B, uma.....	3\$200	2 tenazes com correntes para tubos de ferro n. 1, uma.....	14\$000
30 vassouras de piassava, redondas, uma.....	1\$000	2 tenazes com correntes para tubos de ferro n. 2, uma.....	16\$000
2 collecções de vasadores, collecção.....	16\$000	2 tenazes com correntes para tubos de ferro n. 3, uma.....	18\$000
110 metros de cabo de aço de 3/8", metro.....	2\$200	50 verticais sortidas, uma.....	1\$200
60 metros de cabo de aço de 1 1/4", para guindaste, metro.....	11\$000		
50 metros de cabo de aço de 3/4", metro.....	4\$000		
1 machina de furar N. O. S. n. 41 marca Contivuo, por.....	110\$000		
2 machinas de furar, para bancada, de 1/2, uma.....	160\$000		
4 machinas para moer tinta, n. 2, uma.....	200\$000		
2 machinas para moer tinta, n. 3, uma.....	240\$000		
1 machina para funileiro E. Queselles ns. 12.531 e 42.531, por.....	140\$000		
1 machina para cravar tubos de 1 5/8", por.....	45\$000		
2 machinas para cravar tubos de 1 3/4", uma.....	50\$000		
2 machinas para cravar tubos de 1 7/8", uma.....	55\$000		
2 machinas para cravar tubos de 2", uma.....	60\$000		
2 machinas para cravar tubos de 2 1/4", uma.....	65\$000		
2 machinas para alargar tubos de 1 3/4", uma.....	50\$000		
2 machinas para alargar tubos de 1 7/8", uma.....	55\$000		
2 machinas para alargar tubos de 2", uma.....	60\$000		
1 machina para cravar tubos de 1 5/8", por.....	45\$000		
6 alavancas para mover carro, uma.....	30\$000		
54 carrinhos de ferro tubular para aterro, um.....	55\$000		
9 carrinhos americanos para armazem, um.....	4\$000		
Chaves inglesas:			
184 de 0", 4C, uma.....	15\$000		
36 de 0", 0, uma.....	13\$000		
40 de 12", uma.....	13\$000		
10 de 18", uma.....	22\$000		
1 de 1", por.....	14\$000		
1 de 1 1/2", por.....	11\$000		
2 de 24", uma.....	32\$000		
2 chaves para encanamentos de 12", uma.....	16\$000		
2 chaves para encanamentos de 18", uma.....	22\$000		
6 carrolinhas para aterro, uma.....	130\$000		
6 carrinhos tipo Alfandega, um.....	13\$000		
2 corta frios para canos de 1/4" a 1", um.....	20\$000		
2 corta frios para canos de 1/2" a 2", um.....	24\$000		
Catracas para brocas comuns:			
6 de 8", uma.....	14\$000		
6 de 12", uma.....	22\$000		
6 de 16", uma.....	30\$000		
12 catracas pneumáticas n. 2, classe K, uma.....	43\$000		
2 catracas pneumáticas n. 4, classe K, uma.....	43\$000		
1 balança com estrado e columna e mostrador para 50 kilos, no teito rotativo, por.....	130\$000		
4 bigornas de 500 kilos, uma.....	950\$000		
12 enxós da Ribeira, uma.....	14\$000		
6 forjas de campanha, n. 2, uma.....	160\$000		
12 forjas de campanha, n. 3, uma.....	200\$000		
18 griphos para cortar encanamentos de 1/4" a 3", sendo tres de cada dimensão, um.....	33\$000		
2 corta frios de tres navalhas n. 2, um.....	33\$000		
201 machadinhas Collins, uma.....	7\$000		
24 machados calçados de aço, um.....	8\$000		
166 martellos de aço para machinista, um.....	5\$000		
12 marretas de aço de cinco kilos, uma.....	13\$000		
1 pa para catraca, por.....	10\$000		
57 serrotes de mão de 0", 60 Hargreaves, um.....	14\$000		
42 serrotes de mão de 0", 50 Hargreaves, um.....	12\$000		
2 torquezas para vidracéis, uma.....	6\$000		
4 tezuoras Gambia, de 12", uma.....	18\$000		
2 jogos de machos Whitworth de 1/4" a 1", Joho.....	16\$000		
3 ternos de machos Whitworth de 1/4", terno.....	6\$000		
3 ternos de machos Whitworth de 3/8", terno.....	7\$000		
3 ternos de machos Whitworth de 1/2", terno.....	8\$000		
3 ternos de machos Whitworth de 5/8", terno.....	9\$000		
1 cortador de tres rodas de 2 1/2" a 3 1/2", por.....	35\$000		
4 cortadores de tres rodas para cortar tubos de 3", um.....	33\$000		
1 tarracha para cano de 1/4" a 3", por.....	270\$000		
1 tarracha para cano de 1/4" a 1 1/2", por.....	19\$000		
1 tarracha americana para encanamento de 1 1/4" a 2", por.....	210\$000		
1 tarracha completa para parafusos de 1/4" a 1" com caixa, por.....	290\$000		
1 tarracha completa para parafusos de 1/4" a 1 1/2", com caixa, por.....	600\$000		
1 tarracha completa para encanamento de 1/16" a 3/8", por.....	130\$000		
3 tarrachas completas para encanamento de 1/4" a 1 1/4", uma.....	160\$000		
1 tarracha completa para parafusos de 1/4" a 2", por.....	300\$000		
1 tarracha de 1/4" a 1" de Whitworth, por.....	720\$000		

Os preços marcados são os maximos.

O pagamento das cortas será feito pelo Banco do Brasil, cobrando o banco 1% de comissão.

A entrega será na intendencia, dentro de um espaço de tempo de 60 dias, a contar da data do registro do contracto no Tribunal de Contas.

A entrega, não sendo no prazo marcado, sujeita o contractante a uma multa que, conforme entendimento da administração, poderá ser até o valor da caução do contracto, sendo dado novo prazo, si não preferir a administração a rescisão do contracto, por simples aviso ou notificação, independente de acção ou interpeção judicial, com perda da caução, e sem que assista ao contractante direito a reclamação de especie alguma.

No caso de multa, fica o contractante obrigado a entregar a respectiva importancia na thesouraria no prazo de 48 horas, a contar da hora do recebimento da intimação por escripto, sob pena de rescisão do contracto, nas condições já acima estabelecidas, si não for cumprida a intimação.

A concorrência versará apenas sobre o preço, em réis, indicado em algarismos e confirmado por extenso, para as unidades estabelecidas dos artigos acima pedidos, cabendo a preferencia de direito ao autor da proposta mais barata, por minima que seja a diferença entre ella e qualquer outra.

A estrada recusará as propostas que apresentarem preços superiores aos maximos estabelecidos e as que apresentarem preços em detalhe ou não referentes a todos os artigos, para os grupos determinados pelo preço marcado médio.

As propostas, que devem estar devidamente selladas as primeiras vias, datadas, assignadas e com a indicação das respectivas residencias, não sendo permitidas nas mesmas rasuras ou emendas, devendo ser escriptas em papel das respectivas casas commerciaes, serão entregues, em tres vias, em envoltorios fechados, com a declaração, por fóra, do assumpto e do nome do proponente.

Esse envoltorio deve ser acompanhado de um outro, em separado, contendo todos os documentos que possam provar a idoneidade do proponente, compreendendo-se, entre elles, os recibos de quitação da ultima collecta dos impostos a que estiver sujeito.

No acto de entrega da proposta o proponente deverá exhibir o recibo da caução de 4:00 em dinheiro ou em titulos da divida publica federal, previamente feita na thesouraria desta estrada, para garantir a assignatura do contracto, caução que reverterá para os cofres da mesma estrada si o proponente preferido se recusar a assignar o respectivo contracto dentro do prazo de seis dias, contados da data da entrega do convite que fór expedido para esse fim.

O fornecedor, para garantia da execução do fornecimento, cautionará, na thesouraria desta estrada, a quantia correspondente a 5% do valor do fornecimento a realizar, em dinheiro ou em titulos da divida publica federal.

O contracto só se tornará effe tivo depois de approvedo definitivamente pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas.

A questão de idoneidade dos proponentes será julgada e examinada previamente antes de abertas as propostas.

As propostas cuos autores não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas.

Depois de julgada a idoneidade dos proponentes, serão marcados o dia e hora para abertura e leitura das propostas, que antes de qualquer decisão serão publicadas.

Fica reservada a estrada o direito de aceitar parte de uma proposta e parte de outra, ou outras, conforme a diferença para menos nos preços dos varios artigos a serem fornecidos, assim como de não aceitar nenhuma das propostas apresentadas, ou annullar a concorrência, caso assim convenha aos seus interesses.

As propostas não poderão conter sinão uma fórmula de comoleia submissão a todas as clausulas deste edital e o preço, conforme já ficou estabelecido.

Não se tomarão em consideração quaesquer ofertas de vantagens, previstas neste edital, nem as propostas que contiverem apenas o offerecimento de uma redução sobre a proposta mais barata.

No caso de absoluta igualdade entre propostas, terá preferencia a que apresentar preço mais vantajoso no desempate.

A estrada reserva-se o direito de restringir as quantidades pedidas.

Toda e qualquer proposta que não estiver inteiramente de accordo com este edital não será tomada em consideração.

Secretaria da Estrada de Ferro Central do Brasil, 18 de abril de 1922.—O secretario, Diocleciano Candido de Vasconcellos.

Estrada de Ferro Oeste de Minas

Tabella de preços para a construção da linha de Barra Mansa a Angra dos Reis com a bonificação de 25 %, para pagamento em apólices: (aprovadas por aviso do Sr. ministro da Viação n. 318, de 22 de abril de 1922.)

N.	Designação	m 1	m 2	m 3
I — Trabalhos preparatórios:				
1.	Roceda em capoeira.....	.....	\$016	
2.	Roceda em capoeirão á machado.....	.....	\$038	
3.	Roceda em matta virgem.....	.....	\$048	
4.	Destorçamento.....	.....	\$400	
II — Trabalhos de excavação:				
1º) Em cortes, empréstimos, caminhos de serviço, valletas, etc.:				
5.	Excavação em terra, carga e descarga e transporte até 10 metros.....	.....	.....	\$1500
6.	Dita em moleado, idem, idem.....	.....	.....	\$2000
7.	Dita em pedra-colta, idem, idem.....	.....	.....	\$5000
8.	Dita em pedreira, idem, idem.....	.....	.....	\$11200
2º) Em cavas para fundação:				
9.	Excavação em terra para fundação de obras de arte sem escoramento.....	.....	.....	\$2500
10.	O mesmo trabalho com escoramento.....	.....	.....	\$5000
11.	Accrescimento de preço para o mesmo trabalho, quando se torne necessario o exgotamento continuo á bomba, por metro de profundidade a contar do nível natural da agua.....	.....	.....	\$2500
3º) Em túneis:				
12.	Excavação em terra.....	.....	.....	\$36000
13.	Excavação em rocha.....	.....	.....	\$63000
III — Alvenaria e trabalhos conexos:				
14.	Alvenaria de aparelho com argamassa n. 8.....	.....	.....	\$14000
15.	Alvenaria de lações com argamassa n. 8.....	.....	.....	\$8400
16.	Alvenaria de lações sem argamassa.....	.....	.....	\$47800
17.	Alvenaria ordinaria com argamassa n. 8.....	.....	.....	\$41700
18.	Alvenaria ordinaria de pedra secca.....	.....	.....	\$24300
19.	Alvenaria de tijolo com argamassa n. 8.....	.....	.....	\$55900
20.	Concreto n. 1.....	.....	.....	\$290000
21.	Concreto n. 2.....	.....	.....	\$192500
22.	Concreto n. 3.....	.....	.....	\$138100
23.	Chapa de argamassa n. 3.....	.....	.....	\$13700
24.	Rejuntamento com argamassa n. 2.....	.....	.....	\$4000
25.	Rejuntamento com argamassa n. 3.....	.....	.....	\$3000
26.	Aparelho grosso em pedra a ponteiro ou picão.....	.....	.....	\$14500
27.	Aparelho fino em pedra a escopro.....	.....	.....	\$28500
28.	Argamassa n. 1 de cimento puro.....	.....	.....	\$731000
29.	Argamassa n. 2 de 1 vol. de cimento e 1 de areia.....	.....	.....	\$47000
30.	Argamassa n. 3 de 1 vol. de cimento e 1 1/2 de areia.....	.....	.....	\$331000
31.	Argamassa n. 4 de 1 vol. de cimento e 2 de areia.....	.....	.....	\$266000
32.	Argamassa n. 5 de 1 vol. de cimento e 3 de areia.....	.....	.....	\$194000
33.	Argamassa n. 6 de 1 vol. de cimento e 4 de areia.....	.....	.....	\$152000
34.	Argamassa n. 7 de 1 vol. de cal e 1 de areia.....	.....	.....	\$56100
35.	Argamassa n. 8 de 1 vol. de cal e 1 1/2 de areia.....	.....	.....	\$49000
IV — Trabalhos de madeira:				
36.	Vigas de madeira de lei serradas ou falcneladas nas quatro faces com esquadria inferior a 0,15 x 0,30.....	.....	.....	\$22700
37.	As mesmas vigas com esquadria de 0,15 x 0,30.....	.....	.....	\$228800
38.	Aparelho de madeira de lei.....	.....	.....	\$15100
V — Trabalhos diversos:				
39.	Transporte dos materiaes excavados.....	.....	.....	\$024
40.	Transporte de materiaes para obras de arte.....	.....	.....	\$040
41.	Pedra britada para lastro.....	.....	.....	\$18400
42.	Pedra britada para concreto.....	.....	.....	\$21100
43.	Enchimento de vãos com pedras quebradas.....	.....	.....	\$21500
44.	Enrocamento com pedras jogadas.....	.....	.....	\$14300
45.	Enrocamento com pedras arrumadas.....	.....	.....	\$22500
46.	Empedramento.....	.....	.....	\$8100
47.	Empilhamento de pedra.....	.....	.....	\$1000
48.	Levantamento dos materiaes a 1,50 de altura.....	.....	.....	\$500
49.	Carregamento e descarga de terra.....	.....	.....	\$500
50.	Carregamento e descarga de pedra.....	.....	.....	\$1400
51.	Anilamento de terra em camadas de 0,20 de espessura.....	.....	.....	\$1400
52.	Parede de frontal simples com tijolo ao chato, carcassa de madeira de lei e argamassa n. 8 (2 de cal por 3 de areia).....	.....	.....	\$11400
53.	Emboço e reboco com argamassa n. 7.....	.....	.....	\$3000
54.	Emboço e reboco com argamassa n. 8.....	.....	.....	\$2500
55.	Madeira de lei em taboas de 0,025 de espessura, aparelhadas.....	.....	.....	\$10100
56.	Soalho de madeira de lei com taboas de 0,025 de espessura, junta de macho e fêmea.....	.....	.....	\$20500
57.	Calçamento de tijolos.....	.....	.....	\$19500
58.	Telhias chatas assentadas em obra.....	.....	.....	\$9500
59.	Calção a tres mãos.....	.....	.....	\$400
60.	Fintura a oleo a tres mãos.....	.....	.....	\$3000
61.	Encaibramento e ripamento.....	.....	.....	\$8300

Bello Horizonte, 27 de março de 1922. — Confere, Osorio Alvarenga, e carregado da seção. — Visto, Virgilio Bastos, chefe da 5ª Divisão Provisoria.

Ministerio das Relações Exteriores

Seção de Contabilidade

Faço publico que, de ordem de sua excellencia o Sr. Ministro das Relações Exteriores, a partir desta data, deverá comparecer dentro do prazo legal, a esta Secretaria de Estado, o consul de segunda classe, Orestes dos Santos Correa, designado por portaria de 17 de agosto de 1921 para o Consulado de 2ª Classe em Dakar.

Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922, Secretaria de Estado das Relações Exteriores, Seção de Contabilidade. — Manoel Coelho Rodrigues, director.

SOCIEDADES ANONYMAS

Banco Constructor do Brasil

(Nova Sociedade Anonyma)

RELATORIO DA DIRECTORIA A SER APRESENTADO A ASSEMBLEIA GERAL ORDINARIA A REUNIR-SE EM 28 DE ABRIL DE 1922

Srs. accionistas—Em cumprimento ao que determina os nossos estatutos e em obediencia á lei, submettemos á vossa apreciação e julgamento as contas, acompanhadas do presente relatorio, balanço encerrado em 31 de dezembro de 1921, e respectivo parecer do conselho fiscal.

Como sabeis, Srs. accionistas, na assembleia extraordinaria, realizada em 27 de dezembro de 1921, foi modificado o art. 9º e seus paragraphos dos nossos estatutos; pelo que requeremos á Inspectoria Geral dos Bancos o cancelamento do nosso registro.

A Inspectoria, por despacho de 10 de janeiro de 1922, determinou que provassemos estarem liquidadas as operações bancarias; satisfeita esta exigencia, aguardamos o despacho definitivo da inspectoria.

Vos declaramos poder distribuir um dividendo de 6 % ou seja 6\$ por acción, relativo ao 2º semestre de 1921.

Estando terminado o mandato do conselho fiscal e supplentes, tereis de eleger o novo para servir no anno de 1922.

Agradecemos penhorados as gentilezas do conselho fiscal e recommendamos á vossa attenção os dedicados serviços de todos os nossos auxiliares.

Se tiverdes necessidade de quaesquer outras informações, promptos estaremos á fornecel-as.

Rio de Janeiro, 18 de abril de 1922. — Os directores, João Francisco Barcellos. — Franklin Sampaio.

PARECER

O conselho fiscal do Banco Constructor do Brasil (Nova Sociedade Anonyma) cumprindo o que determina a lei e o art. 18º, § 1º dos estatutos, examinou detidamente os balanços, escripturação e todos os documentos comprobatorios, referentes ao anno de 1921, e, encontrando-os exactos e de perfeito accordo com a escripturação é de parecer que sejam approvados pela assembleia geral ordinaria, todos os actos e contas da directoria.

Rio de Janeiro, 24 de março de 1922. — Joaquim de Gómeas. — E. V. Catta Preta. — Adriano dos Reis Quartim.

BALANÇO EM 31 DE DEZEMBRO DE 1921

Activo		Passivo	
Abastecimento de agua e iluminação electrica de Petropolis.....	1.570.000\$000	Capital.....	1.312.300\$000
Arrendamentos do Estado do Rio de Janeiro.....	21.784\$000	Apolices canceladas.....	20.000\$000
Camara Municipal de Petropolis e caução.....	20.000\$000	Caução da directoria.....	20.000\$000
Predios e terrenos em Petropolis.....	135.433\$000	Fundo de conservação.....	221.054\$073
Deposito da directoria.....	2.000\$000	Dividendos não reclamados.....	601\$830
Móveis e utensilios.....	2.370\$000	Diversas contas.....	43.765\$835
Ações de bancos e companhias.....	42.034\$230	Dividendo n. 21º a pagar.....	78.738\$000
Camara Municipal de Petropolis.....	220.814\$810	Menos o imposto de 5%.....	3.934\$900
Banco Mercantil do Rio de Janeiro.....	6.348\$200	Imposto a pagar do dividendo n. 21º.....	3.936\$900
Caixa da sede.....	25.402\$427	Lucros e perdas.....	501.305\$388
Almoxarifado.....	3.653\$300		
Caixa de Petropolis.....	107.655\$219		
The Rio de Janeiro S. Paulo Telephone Company.....	3.400\$000		
Diversas contas.....	88.262\$210		
	2.197.765\$696		2.197.765\$696

S. E. ou O. — Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1921. — Os directores: *João P. Barcellos*. — *Franklin Sampaio*. — O guarda-livros, *Antonio Ribeiro de Carvalho*.

DEMONSTRAÇÃO DA CONTA «LUCROS E PERDAS»

Debito	
Honorarios da directoria.....	18.000\$000
Idem do conselho fiscal.....	1.800\$000
Alugueis.....	1.500\$000
Despesas geraes.....	4.851\$810
Ordenados do pessoal da sede.....	6.210\$000
Ordenados e gratificações ..	10.200\$000
Ordenados do pessoal de Petropolis (escritorio).....	12.900\$000
Custeio dos serviços.....	243.541\$049
Unostos.....	4.400\$900
Onerarios em Petropolis.....	64.551\$825
Contribuções em Petropolis.....	3.767\$009
Quota de fiscalização.....	7.083\$333
Divida do n. 21º a pagar.....	78.738\$000
Saldo para 1922.....	501.305\$388
	858.874\$964

Creditto	
Saldo em 30 de junho de 1921.....	493.494\$108
Lucro, força e instalações.....	301.095\$857
Abastecimento de agua.....	63.673\$199
Juros.....	59.680\$000
	858.874\$964

S. E. ou O. Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1921. — O guarda-livros, *Antonio Ribeiro de Carvalho*. (2.646)

Companhia de Seguros «A Mundial»

RELATORIO

Srs. accionistas—De accordo com o que preceitua os nossos estatutos sociais, vimos apresentar á vossa assembléa e examinar o balanço das nossas operações realizadas durante o anno d 1921.

Pelos annexos que instruem o presente relatório, poderão verificar com precisão todo o movimento de nossas transacções.

Chamamos a vossa preciosa attenção para o grande abatimento que fizemos em diversas contas, satisfazendo assim as exigencias da Inspectoria de Seguros, a saber: propaganda 12.600; instalação 4.295\$208 e comissões e corretagens 215.819\$356, tudo no total de 232.654\$464.

Verificareis, pois, que não poupamos esforços para o bom desempenho de nossas

funções, trabalhando com dedicação pelo engrandecimento e la nossa companhia.

Durante o anno houve apenas tres firmos de transferencia de accões, sendo dois por venda sob as ns. 59 e 60 e um para caução de um director sob o n. 61.

Na reunião de dois de maio proximo findo tentamos de nomear o director thesorero para completar o mandato da actual directoria, bem como os membros do conselho fiscal e seus suplentes que tem de servir no anno de 1922.

Conforme já demos conhecimento em nosso relatório anterior, a encampação da Sociedade «A Amaparadora» foi ultimada e aprovada pelo governo por decreto numero 14.937, de 10 de agosto de 1921.

Já estas sciencias pelas assembléas geraes extraordinarias de 14 e 20 de janeiro do corrente anno que foi acrescentado em mais 300.000\$ o nosso capital social.

Tendo terminado o contrato do predio que occupavamos á avenida Rio Branco n. 133, transferimos a nossa sede para a rua do Mercado n. 22, onde nos encontramos perfeitamente instalados.

Agradecemos aos dignos membros do conselho fiscal, Srs. Oscar da Costa, Antonio Campos Filho e Dr. Benvenuto Pereira, as provas de verdadeira dedicação e esmero de nosstram pelo desenvolvimento dos interesses sociais e bem assim aos Srs. accionistas o testemunho de sua confiança.

Agradecemos também aos nossos auxiliares e agentes a sua cooperação e ao publico a preferência com a que nos vem cada vez mais distinguindo e honrando.

Si necessitaries de mais alguns esclarecimentos, aqui es amos promptos a fornecer-vos com sollicitude tudo o que desejardes.

Rio de Janeiro, 25 de abril de 1922. — *M. B. Pereira Borges*. — *Dr. Pedro Franklin d'Almeida Lima*, directores.

Srs. accionistas — O conselho fiscal da Companhia de Seguros «A Mundial» tendo examinado o balanço e as contas apresentadas pela directoria referentes ao anno social de 1921, e tendo encontrado todos os la camantos feitos em boa ordem e clareza, é de parecer que sejam aprovadas as referidas contas encerradas em 31 de dezembro de 1921.

Rio de Janeiro, 25 de abril de 1922 — *Oscar da Costa*. — *Antonio Mendes Campos Filho*. — *Benvenuto Pereira*, Directores.

BALANÇO GERAL EM 30 DE JUNHO DE 1921

Activo	
Depositos.....	154\$000
Apolices geraes.....	263.114\$500
Accões caucionadas.....	2.000\$000
Letras a receber.....	25.223\$850
Móveis e utensilios.....	20.470\$431
Adiantamento de peculios.....	7.800\$000
Instalação.....	38.153\$417
Propaganda.....	5.762\$666
Agencias e banqueiros.....	1.310\$940
Commissões e corretagens.....	166.255\$771
Caixa e bancos.....	9.206\$656
Emprestimos sob caução de apolices.....	150\$000
Contas correntes.....	43.730\$177
Encampação da «Amaparadora».....	22.600\$000
Thesouro Nacional.....	263.000\$000
	1.068.713\$508

Passivo	
Capital.....	200.000\$000
Apolices caucionadas.....	263.000\$000
Caução da directoria.....	20.000\$000
Fundo de reserva.....	48.055\$746
Dividendos.....	54\$000
Obrigações.....	170.000\$000
Fundo de peculios.....	31.555\$770
Lucros suspensos.....	57.034\$571
Reserva mathematica.....	132.332\$391
Premios em cobrança.....	131.101\$840
Sorteios seguros de vida ..	12.600\$000
	1.068.713\$508

S. E. ou O. — Rio de Janeiro, 30 de junho de 1921. — *M. B. Pereira Borges*, director. — *M. Brundão*, contador.

BALANÇO GERAL EM 31 DE DEZEMBRO DE 1921

Activo	
Depositos.....	154\$000
Apolices veraes.....	263.114\$500
Accões caucionadas.....	20.000\$000
Letras a receber.....	25.223\$850
Móveis e utensilios.....	20.470\$431
Adiantamento de peculios.....	7.800\$000
Instalação.....	38.153\$417
Agencias e banqueiros.....	1.310\$940
Caixa e bancos.....	2.572\$317
Emprestimos sob caução de apolices.....	597\$800

Emcapação da Ampara-	28:3234000
dores.....	5:763466
Prorandias.....	189:855485
Comissões e corretagens	263:0004000
Thesouro Nacional.....	

1.056:0154156

Passivo

Capital.....	200:0004000
Ano das canceladas.....	264:0004000
Capital da directoria.....	20:0004000
Dividendos.....	754000
Obrigações.....	160:6004000
Fundo de ocullos.....	31:5534770
Reserva mathematica.....	222:770458
Premios em cobrança.....	136:2174000
Sr. e seguros de vida.....	18:0004000
Reserva de contingencia.....	3:7354333
Contas correntes.....	634005

1.056:0154156

S. E. ou O. — Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1921. — M. B. Pereira Borges, director. — M. Brandão, contador.

(2.645)

Companhia Fiação e Tecidos Cometa**ACTA DA ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA REALIZADA EM TRES DE ABRIL DE MIL NOVECEN-
TOS E VINTE E DOIS**

Aos tres dias do mez de abril de mil novecentos e vinte e dois, no escritório da companhia, á rua S. Pedro n. 41, achando-se representados e presentes 31 accionistas, possuidores de 11.582 acções, com 903 votos declara o director Sr. Manoel Francisco Gomes estarem presentes e representados accionistas em numero legal, com o capital necessario para se constituir a assemblea e indica para presidência o accionista Sr. M. J. Amoroso Lima, que aceita o encargo com aprovação dos presentes, e convida para secretarios os Srs. Francisco Ferreira Real e Adriano Pinto da Fonseca.

Aberta a sessão, pede o Sr. presidente ao Sr. Adriano Pinto da Fonseca para ler a acta da sessão anterior, a qual é approvada sem debate, e em seguida a proceder á leitura do relatório e contas da directoria relativos ao periodo decorrido de 1 de janeiro a 31 de dezembro de 1921, sendo a mesma dispensada a requerimento do Sr. José Alberto Fernandes, visto terem sido aquelles documentos publicados no *Diário Official* e *Journal do Commercio*, poucos dias antes da assemblea. Logo depois convida o Sr. presidente ao Sr. Bernardino Pinto da Fonseca, membro effectivo do conselho fiscal, a ler o respectivo parecer, que é submettido á discussão e voto, juntamente com o relatório e contas. Ninguém pedindo a palavra, são unanimemente approvados, abstendo-se de votar a directoria e conselho fiscal.

Passando-se, em seguida, á segunda parte da ordem do dia, isto é, á eleição dos membros effectivos e suppletivos do conselho fiscal, pede a palavra o Sr. Serafim Fernandes Claro para submeter á assemblea um voto de profundo pesar pelo fallecimento do antigo accionista Sr. commendador Jeronymo Teixeira Boavista, suppletivo do conselho fiscal, e que occorreu por muito tempo no cargo de membro effectivo do conselho. Approvado unanimemente o voto de pesar, lembra á assemblea o Sr. A. Amoroso Lima que para a vaga do amigo e companheiro desaparecido, seja eleito o seu filho Sr. Alberto Teixeira Boavista, também accionista da Companhia. Procedendo-se á elei-

ção, convida o Sr. presidente os Srs. accionistas a trazerem á urna as suas cedulas, conforme a chamada feita pelo Sr. secretario, sendo recolhidas 29 cedulas com o seguinte resultado:

Para membros effectivos do conselho fiscal:

	Votos
Carlos Pareto & Comp.....	876
Seraphim Clare & Comp.....	876
Bernardino Pinto da Fonseca.....	876

Para suppletivos do conselho fiscal:

	Votos
Alberto Teixeira Boavista.....	876
Francisco Ferreira Real.....	876
José Alberto Fernandes.....	876

Proclamado o resultado da eleição e nada mais havendo a tratar, suspende o Sr. presidente a sessão ás trez horas da tarde, depois de lavrar o Sr. secretario a presente acta, que é assignada pela mesa e por todos os accionistas presentes.

Rio de Janeiro, 3 de abril de 1922. — M. J. Amoroso Lima, presidente. — Adriano Pinto da Fonseca e Francisco Ferreira Real, secretarios. — Seraphim Fernandes Clare, por si e por procuração de Seraphim Clare & Comp., Odette Clare Gomes, Diogo Augusto Coxito Granado e Zulmira Peixoto Clare. — José Alberto Fernandes. — Bernardino Pinto da Fonseca. — Dr. Custodio Fernandes, por si e por procuração de Albertina M. Fernandes, Laura Fernandes Barroso, Edelvira Fernandes Tinoco, Alzira Machado Fernandes, Marietta Machado Fernandes, José Manoel Fernandes e como inventariante do espolio de Edelvira M. Fernandes. — M. J. Amoroso Lima, por procuração de Camilla da Silva Amoroso Lima, Abigail Amoroso Lima e Laide Amoroso Lima. — Dr. Manoel Amoroso Costa. — Mario C. Pareto, por procuração de Carlo Pareto & Comp., Alexandre Claviez, Ferdinando Pezzolo, Maria Elisa Pareto Rebello Alves, Carmen Pareto, Beatriz Pareto e Laura Pareto. — A. Amoroso Lima. — Manoel Francisco Gomes. (2.638)

Companhia Metallurgica**ACTA DA ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA REALIZADA EM 30 DE MARÇO DE 1922.**

Aos trinta dias do mez de março de mil novecentos e vinte e dois, ás quatorze horas reuniram-se, conforme convocação da directoria publicada no *Diário Official* e *Journal do Commercio*, na sede da companhia, a rua da Candelaria numero quarenta e dois, sob a presidência dos accionistas representando duas mil oitocentas e doze acções do capital social, conforme se verifica do livro de presença. Havendo numero legal para funcionamento da assemblea, declarou o senhor director João N. Costa Junior aberta a sessão e convidou os senhores accionistas a elegerem o presidente para dirigir os trabalhos da assemblea. Foi unanimemente acclamado presidente o senhor accionista doutor Francisco de Oliveira Passos, que convidou os senhores accionistas Manoel Andrade e Diogo A. Costa para primeiro e segundo secretarios, respectivamente. Installada a mesa, declarou o senhor presidente que a assemblea tinha por objectivo tomar conhecimento do relatório, balanços e contas apresentadas pela directoria e referentes ás operações sociaes no anno de mil novecentos e vinte e um, com parecer do conselho fiscal, e eleição do conselho fiscal que deverá funcionar no corrente anno. Mandou então o senhor presidente que o senhor segundo secretario procedesse á leitura do relatório da directoria, balanço e parecer do conselho fiscal que se achavam sobre a mesa, o que foi

dispensado, por proposta do senhor Accionista Gastão Chaves de Faria, em virtude de já terem sido esses documentos publicados pela imprensa. O Sr. presidente, em discussão o relatório da directoria, o balanço e o parecer do conselho fiscal, os quaes foram approvados sem debate, abstendo-se de votar os membros da directoria e do conselho fiscal. Declarou então o Sr. presidente que a assemblea geral havia approvado o relatório, balanço e contas apresentados pela directoria e referentes ás operações do anno de mil novecentos e vinte e um. Passou-se em seguida á eleição do conselho fiscal que deverá funcionar no corrente anno, convidando o Sr. presidente os Srs. accionistas a collocarem as suas cedulas; recolhidas e apuradas, foi apurado o seguinte resultado: Para membros do conselho fiscal: Dr. Francisco de Oliveira Passos (reeleito); Ernesto G. Fontes (reeleito) e Antonio Pereira Ferraz (reeleito). Para suppletivos do conselho fiscal: Pedro Benjamin de Cerqueira Lima (reeleito); Diogo A. Costa (reeleito) e Gastão Chaves de Faria, cujo resultado foi proclamado pelo Sr. presidente.

Nada mais havendo a tratar, o Sr. presidente offereceu a palavra a qualquer dos Srs. accionistas que della quizesse usar sobre os interesses sociaes e, ninguém desejando fazel-o, foi a sessão suspensa por meia hora afim de ser lavrada a acta. Reaberta em tempo a sessão, foi esta acta lida e approvada e vae assignada por todos os Srs. accionistas presentes. E eu, Manoel Andrade, primeiro secretario, a escrevi e assigno. — Manoel Andrade. — F. de O. Passos, presidente. — Manoel Andrade, 1º secretario. — Diogo A. Costa, 2º secretario. — George Nye. — Antonio Pereira Ferraz. — Tancredo Cordeiro da Cruz. — Gastão Chaves de Faria. — Oscar Torres. — João N. Costa Junior.

Sociedade em Commandita por acções Carlos Laubisch, Hirth & Comp.

RUA RIACHUELO N. 87

BALANÇO GERAL EM 31 DE DEZEMBRO DE 1921

Activo	
Fazendas geraes.....	164:1044160
Movels confeccionados.....	14:1904700
Movels 1/2 confecção.....	71:9134000
Movels e utensilios.....	3:0004000
Immovel.....	72:5004000
Construção do edificio.....	109:0004000
Caixa.....	1:1894490
Carta patente n. 9.875.....	5:0004000
Machinismos e accessorios.....	54:0004000
Ferramentas e utensilios.....	13:0004000
Desenhos, croquis e photographias.....	3:0004000
Contas correntes.....	155:5454910
	794:4324560

Passivo

Capital.....	150:0004000
Empréstimo de debentures.....	125:0004000
Carlos Laubisch, conta especial.....	158:9234000
Férias operarios a liquidar.....	12:2314600
Carlos Laubisch, conta lucros.....	18:8204814
George Hirth, conta lucros.....	27:7384014
Contas correntes.....	290:4464340
Segundo dividendo.....	11:2724492
	794:4324560

DEMONSTRAÇÃO, LUCROS E PERDAS

Deve	Haver
Ferramentas e utensílios.....	1:772\$000
Desenhos, croquis e photos	750\$000
Mechanismos e pertences.....	5:062\$500
Móveis.....	423\$000
Carta patente....	40:000\$000
Construção do edificio.....	12:513\$720
Juros e descontos	9:895\$440
Despesas geraes	102:569\$210
Juros de debentures.....	18:000\$000
Semoventes.....	900\$000
Bemfeitorias.....	3:786\$000
Fazendas geraes	271:021\$812
Carlos Laubisch, conta lucros...	31:938\$725
Georg Hirth, conta lucro.....	31:938\$725
2º dividendo...	11:272\$492
	271:021\$812
	271:021\$812

BALANÇO ENCERRADO A 31 DE DEZEMBRO DE 1922

Activo	
Caixa — Saldo existente.....	1:333\$860
Móveis e utensílios — Valor desta conta.....	219:267\$060
Ações caucionadas.....	20:000\$000
Mercadorias — Em stock....	4:798\$000
Cauções.....	500\$000
Contas a receber.....	38:671\$690
	276:570\$610
Passivo	
Capital.....	100:000\$000
Caução da directoria.....	20:000\$000
Contas corre tes.....	146:662\$520
Lucros suspensos.....	9:908\$090
	276:570\$610

Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1921.
Candido Drumond, director presidente
 (2.655)

Sociedade Anonyma Impressora do Brasil

ACTA DA ASSEMBLÉIA DE CONSTITUIÇÃO REALIZADA EM 24 DE ABRIL DE 1922

Aos dias vinte e quatro do mez de abril do anno de mil novecentos e vinte e dois, ás dezeseite horas, reuniram-se á rua Chile n.º 9, Rio de Janeiro, os oito subscriptores de todo o capital social em assembleia para a constituição da Sociedade Anonyma Impressora do Brasil.

Por aclamação é indicado para presidir a assembleia o accionista Sr. Guilherme de Almeida Brito, que aceita, agradece e chama para as funções de secretarios da assembleia os Srs. Alvaro Monteiro de Castro e Raul Estrella de Vasconcellos, o que é approvado por todos os presentes.

O Sr. presidente lê em discussão o estatuto social. O Sr. Alvaro Monteiro de Castro faz a leitura do estatuto seguinte, que traz as assignaturas de todos os oito accionistas.

Estatutos da Sociedade Anonyma Impressora do Brasil

CAPITULO I

Denominação, sede, fins e duração

Art. 1.º Sob a denominação Sociedade Anonyma Impressora Brasil, fica constituida uma sociedade que terá a sua sede nesta Capital do Rio de Janeiro, Capital Federal da Republica dos Estados Unidos do Brasil, regendo-se pelos presentes estatutos e pelas leis em vigor.

Art. 2.º O objecto da sociedade tem por fim a exploração da industria da publicidade e artes correlativas.

Art. 3.º O prazo de duração da sociedade é illimitado.

Art. 4.º A sociedade poderá ter succursas, agentes e correspondentes em todas as cidades do Brasil e paizes estrangeiros.

CAPITULO 2º

Do capital social e dos accionistas

Art. 5.º O capital social é de trescentos contos de réis (300:000\$), dividido em mil e quinhentas (1.500) ações integralizadas de duzentos mil réis (200\$) cada uma.

Art. 6.º As ações serão nominativas ou ao portador e transferíveis por todos os modos permitidos em direito, e constarão de cartuleiras assignadas por tres directores.

Art. 7.º Todo o accionista terá um voto em cada dez ações, desde que estejam te-

galmente inscriptas em seu nome dez dias, pelo menos, antes das reuniões, ou sejam depositadas de accordo com o aviso da directoria.

Art. 8.º Todo o accionista terá o direito de assistir ás assembleias geraes e discutir os negocios da sociedade.

Art. 9.º Podem votar os paes por seus filhos menores, ou maridos por suas mulheres, os tutores por seus pupillos, os curadores por seus curatellados, um dos socios pela firma social, pela corporação e outras pessoas juridicas, seus representantes ou prepostos e, finalmente, os inventariantes pelos espolios que representarem.

Paragrapho unico. Fora os casos previstos neste artigo, os accionistas somente poderão ser representados nas assembleias por outros accionistas.

CAPITULO 3º

Da administração e suas attribuições

Art. 10. A sociedade será administrada gratuitamente por uma directoria composta de tres membros, sendo um presidente, um secretario e um thesoureiro, eleitos annualmente na assembleia geral ordinaria, com a faculdade de reeleição.

Art. 11. A directoria poderá praticar todos os actos de gestão relativos ao objecto e ao fim da sociedade, podendo assumir todos os encargos e obrigações que julgar necessarios á boa administração dos seus negocios.

Art. 12. A caução legal de cada director será de cincoenta ações (50), que serão depositadas na caixa da sociedade e subsistirá até serem liquidadas em definitivo as contas da sua gestão.

Paragrapho unico. A caução poderá ser prestada por qualquer accionista, a bem do administrador.

Art. 13. As vagas que se derem na directoria serão preenchidas temporariamente por um accionista escolhido em reunião conjunta da directoria e do conselho fiscal. A primeira assembleia definitiva que se reunir fará a eleição definitiva, entendendo-se que o director assim eleito completará o tempo do director a quem substituir.

Art. 14. O secretario e thesoureiro serão respectivamente, os substitutos eventuaes do presidente nos seus impedimentos.

Art. 15. O director que dentro do prazo de trinta dias, contados da data da eleição, não prestar fiança legal, entende-se que não aceitou a sua eleição.

Art. 16. A directoria compete decidir todos os negocios e questões sociais que não forem da competencia orçativa da assembleia geral; nomear e de nittir empregados, marcando-lhes os vencimentos; resolver sobre a convocação do conselho fiscal e da assembleia ordinaria e extraordinaria e organizar o relatorio, o balanço e as contas a serem apresentadas á assembleia geral ordinaria.

Art. 17. A directoria se reunirá para deliberar collectivamente sempre que for convocada.

Art. 18. Ao presidente compete:

a) representar activa e passivamente a sociedade em juizo e for d'elle, por si ou por mandatarios que constituir;

b) conhecer todos os assumptos relativos á sociedade diligenciando para a boa marcha de todos os seus negocios;

c) convocar as reuniões da directoria, da assembleia geral ordinaria ou extraordinaria e do conselho fiscal;

d) apresentar á assembleia geral ordinaria o relatorio da directoria sobre as condições da sociedade, juntamente com o balanço e as contas do anno;

e) fazer a distribuição de lucros e dividendos de accordo com os estatutos;

Companhia Metropole Hotel

RELATORIO A SER APRESENTADO Á ASSEMBLÉIA GERAL ORDINARIA, DE 29 DE ABRIL DE 1922

Srs. accionistas:

Em obediencia ás disposições dos estatutos, venho submeter á vossa apreciação o relatorio, balanço, contas e parecer do conselho fiscal, relativos ao exercicio de 1921, encerrado a 31 de dezembro desse anno.

Por esses documentos vereis como se realizaram os negocios nesse exercicio. Si não houve lucros apreciaveis, que permitissem distribuição de dividendos, contudo a receita melhorou consideravelmente, em confronto á de exercicios anteriores, o que nos facilitou, com recursos proprios, effectuar grandes obras de conservação do predio, aquisição e reforma de mobiliario e utensílios outos, dotando o estabelecimento de melhoramentos indispensaveis ao conforto de sua clientela.

Todos os serviços, durante o anno, correram com a maxima regularidade, sendo, por isso, de justiça assignalar o zelo e dedicação de todos os auxiliares.

Com muito orazer prestar-vos-ei quaisquer outras informações que julgardes necessarias.

Rio de Janeiro, 30 de março de 1922.
Candido Drumond, director presidente.

PARECER DO CONSELHO FISCAL

Os membros do conselho fiscal da Companhia Metropole Hotel, tendo examinado toda a escripturação da companhia, relativa ao anno de 1921 acharam-na em boa ordem, sendo, por isso, de parecer sejam approvados o balanço encerrado a 31 de dezembro do mesmo anno, bem como todas as contas e actos da directoria até a mesma data.

Rio de Janeiro, 30 de março de 1922.
Arthur Duarte Cavalcanti. — Antonio Teixeira de Siqueira. — Vital Vaz da Costa Alves.

f) fazer executar as resoluções das assembleias geraes;

g) rubricar os livros da sociedade;

h) assignar com o thesoureiro os cheques, bem como todos os documentos em que a sociedade tenha de assumir responsabilidade pecuniária superior a um conto de réis (1.000.000);

i) a assignar com o secretario todos os demais papéis em que a sociedade assumia qualquer responsabilidade.

Art. 19. Ao secretario compete providenciar sobre a execução de todas as resoluções da directoria que digam respeito ás relações externas e internas da sociedade, que lhe tenham sido attribuidas.

Art. 20. Ao thesoureiro compete a parte commercial da sociedade e providenciar sobre toda a parte economica e financeira da sociedade, fazendo executar o que tenha sido resolvido pela directoria a esse respeito.

CAPITULO 4º

Da conselho fiscal

Art. 21. Haverá um conselho fiscal composto de tres membros effectivos e tres supplentes, que os substituirão por ordem de collocação, sendo todos eleitos annualmente na assembleia geral ordinaria, e cujas funcções serão exercidas gratuitamente.

CAPITULO 5º

Das assembleias geraes

Art. 22. A assembleia geral poderá ser ordinaria ou extraordinaria; a primeira reunir-se-ha durante o mez de abril, para o fim especial da leitura do parecer do conselho fiscal, discussão e deliberação sobre as contas da administração e eleição da directoria e dos membros effectivos e supplentes do conselho fiscal; a segunda sempre que houver conveniência.

Art. 23. As assembleias geraes extraordinarias serão sempre motivadas, não sendo permittido tratar-se de assumpto estranho á sua convocação.

Art. 24. A assembleia geral resolverá todos os assumptos que escaparem á alçada da directoria, podendo tomar quaesquer decisões, deliberar, aprovar e ratificar todos os actos que interessam á sociedade.

Art. 25. As assembleias serão sempre abertas pelo presidente da sociedade ou por um dos seus substitutos, com a declaração do numero de accionistas presentes e do respectivo capital representado.

Art. 26. As condições para as assembleias se constituirem validamente, conforme a materia de que se tratar, a forma de sua convocação e funcionamento, o modo pelo qual serão tomadas as suas deliberações e actos que o devem preceder, acham-se determinados na lei que regula as sociedades anonymas.

CAPITULO 6º

'Dos lucros e suas applicações

Art. 27. No fim de cada anno social, que terminará em 31 de dezembro, proceder-se-ha ao balanço e dos lucros líquidos verificados se fará a seguinte distribuição:

5 % para o redactor-chefe;

10 % para divisão proporcional entre os funcionarios da sociedade, ao critério da directoria;

5 % á disposição da directoria;

30 % para o fundo de reconstituição;

50 % para dividendo aos accionistas.

Guilherme de Almeida Brito. — Pedro Alexandrino Cardoso Filho. — Raul Estella de Vasconcellos. — Alvaro Monteiro de Castro. — Oscar Vallim. — Edmundo Franca Amaral. — Alberto Alvares de Azevedo Castro. — Alfredo Pinto Guimarães.

Posto em discussão o estatuto, artigo por artigo, é aprovado unanimemente cada artigo. Logo depois a votação o estatuto em conjunto, é elle tambem aprovado unanimemente.

Por ordem do Sr. presidente o Sr. Alvaro Monteiro de Castro, primeiro secretario, faz a leitura do documento seguinte, comprovando o deposito effectuado de dez por cento do capital social.

«Banco Nacional Ultramarino, Filial do Rio de Janeiro. N. 129—réis 30.000\$. Receber os do Sr. Guilherme de Almeida Brito a quantia de trinta contos de réis que o referido senhor declara corresponder a 10 % do capital social de 300.000\$ (trezentos contos de réis) com o qual se constitue a Sociedade Anonyma O Brasil, Rio de Janeiro, 2 de fevereiro de 1922. — José Bayão. Tinha uma estamoinha federal de seiscentos réis (\$600) inutilizada com o carimbo do Banco Nacional Ultramarino e a data de 2 de fevereiro de 1922, e se achava com o visto datado de 2 de fevereiro de 1922, do fiscal do Governo, Sr. Cunha Vasconcellos».

O Sr. Alvaro Monteiro de Castro leu alouda a seguinte declaração que se encontra no verso do referido documento: «Declaramos ficar transferido o presente deposito e para os fins que foi feito; para o novo nome da sociedade a constituir-se «Sociedade Anonyma Impressora do Brasil». Rio de Janeiro, 28 de abril de 1922. — José Bayão. «Visto, 25 de abril de 1922. — S. P. Abrou, fiscal do Governo». Proceda-se em seguida.

Procede-se em seguida á eleição da directoria para o primeiro periodo social, ficando eleitos: presidente, o Sr. Guilherme de Almeida Brito; secretario, o Sr. Pedro Alexandrino Cardoso Filho; thesoureiro, o Sr. Alberto Alvares de Azevedo Castro e membros do conselho fiscal, os Srs. Edmundo Franca Amaral, Amaçeu Macedo e Oscar Vallim; como membros effectivos, Severino Barbosa da Luz, Raul Estella de Vasconcellos e Alfredo Pinto Guimarães, como supplentes, com mil votos, tendo havido algumas cedulas em branco.

Proclamado o resultado e estando presentes todos os eleitos para formarem a directoria, são elles por aclamação empossados pela assembleia nos respectivos cargos.

Ninguém pedindo mais a palavra, e estando cumpridas todas as formalidades da lei, o Sr. presidente da assembleia declara constituída legítima a «Sociedade Anonyma Impressora do Brasil».

E em, Alvaro Monteiro de Castro, primeiro secretario, para constar lavrei de meu proprio punho a presente acta, que vae assignada por todos os socios subscriptores e presentes. Rio de Janeiro, 24 de abril de 1922. — Guilherme de Almeida Brito. — Pedro Alexandrino Cardoso Filho. — Raul Estella de Vasconcellos. — Alvaro Monteiro de Castro. — Oscar Vallim. — Edmundo Franca Amaral. — Alberto Alvares de Azevedo de Castro. — Alfredo Pinto Guimarães.

LISTA DOS SUBSCRIPTORES DO CAPITAL SOCIAL

Guilherme de Almeida Brito, jornalista, rua Gustavo Sampaio 126, setecentas acções, 140.000\$; Alberto Alvares de Azevedo Castro, industrial, rua Visconde do Uruguay 622, trezentas e cinquenta acções, 70.000\$; Pedro Alexandrino Cardoso Filho, professor, rua Fialho 20, cento e cinquenta acções, 30.000\$; Raul Estella de Vasconcellos, commercio, rua Pinheiro Guimarães 86, cento e vinte e cinco acções, 25.000\$; Alvaro Monteiro de Castro, commercio, rua das Laran-

jeiras 107, casa 1, cem acções, 20.000\$; Oscar Vallim, foro, rua Barão de Mesquita 258, vinte e cinco acções, 5.000\$; Edmundo Franca Amaral, engenheiro, rua Parahyba 4, vinte e cinco acções, 5.000\$ e Alfredo Pinto Guimarães, industrial, avenida Isabel Pinho 22, vinte e cinco acções, 5.000\$.

(2.649).

SOCIEDADE ANONYMA AO IMPARCIAL

ACTA DA OITAVA ASSEMBLEIA GERAL EXTRAORDINARIA, DE VINTE DE FEVEREIRO DE MIL NOVECENTOS E VINTE E DOIS

Aos vinte dias do mez de fevereiro de mil novecentos e vinte e dois, sendo presentes, na sede social, os accionistas abaixo assignados, convocados para esta assembleia geral extraordinaria por aviso publicado no *Diário Official* de 14 do corrente, verificou-se não haver numero legal para se constituir a mesma assembleia geral.

O Sr. presidente mandou lavrar a presente acta, para noticia e prova do facto, resolvendo fazer, opportunamente, nova convocação, para se deliberar sobre os assumptos que haviam sido designados para ordem do dia, e vae ser assignada pelos accionistas presentes.

Rio de Janeiro, 20 de fevereiro de 1922. — Alvaro Rodrigues de Vasconcellos. — José Carlos de Macedo Soares. — Por procuração de José Eduardo de Macedo Soares, Alvaro Rodrigues de Vasconcellos.

(2.600)

ANNUNCIOS

Casa Arens

Sociedade Anonyma

ASSEMBLEIA GERAL ORDINARIA

(Segunda convocação)

Não tendo comparecido numero legal de accionistas para a assembleia geral ordinaria convocada por editaes para hoje, são novamente convidadas os Srs. accionistas da S. A. Casa Arens, para se reunirem em assembleia geral ordinaria, na nossa sede, avenida Rio Branco n. 20, Capital Federal, ás 14 horas no dia 10 de maio proximo futuro, para os mesmos fins constantes dos editaes da primeira convocação, publicados no *Diário Official* e no *Jornal do Commercio* de 13, 19 e 25 do vigente. As acções ao notador deverão ser depositadas na sede da sociedade até o dia 7 de maio vindouro, conforme dispõe no paragrafo unico do art. 15. dos estatutos.

Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — A directoria.

(2.642) X

Companhia de Seguros Stella

Os abaixo assignados, incorporadores da Companhia de Seguros Stella, a se constituir sob forma anonyma com sede nesta Capital, convidam os Srs. subscriptores do capital social para se reunirem em assembleia geral de constituição e instalação da referida sociedade que se realizará no dia 2 de maio proximo futuro, á rua Silva Jardim n. 16, 1º andar, ás 13 horas. — Oscar Rudger. — Leonidas Garcia Rosa.

(2.632)

Companhia Manufactora de Conservas Alimentícias

Acham-se á disposição dos Srs. accionistas, no escritório desta companhia, á rua da Misericórdia n. 39, os documentos exigidos pelo art. 147 do decreto n. 431, de 4 de julho de 1891, relativos ao anno de 1921. Rio de Janeiro, 26 de abril de 1922. — José Ferraz Simões, presidente. (2.639)

A Companhia Industrial Santa Fé

Acham-se á disposição dos Srs. accionistas, á rua do Acre n. 30, 1º andar, os documentos á que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891. Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — A directoria. (2.643)

Companhia de Navegação Lloyd Brasileiro

Na sede da Companhia, Avenida Rio Branco n. 14, até o dia em que se realizar a assembleia geral ordinaria, ficam á disposição dos Srs. accionistas a cópia do balanco e todos os demais documentos exigidos pelo art. 147, do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — A directoria. (2.653)

Companhia Franceza de Industria e Commercio**ASSEMBLÉA GERAL EXTRAORDINARIA**

Convida-se os accionistas da companhia, para uma assembleia geral extraordinaria, que se reunirá na sede da sociedade á rua da Alfama n. 47, no dia 28 do corrente, ás 2 horas da tarde para deliberarem sobre o laudo de avaliação dos bens, determinada na assembleia anterior.

Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — A directoria. (2.650)

Empresa de armazens frigoríficos

Pela presente faz-se sciencia aos Srs. accionistas que se acham á sua disposição na sede social, á rua Buenos Aires, n. 51, os documentos relativos ao exercicio de 1921, á que se referem o art. 147 e seus parágraphos da lei das Sociedades Anonymas.

Rio de Janeiro, 20 de abril de 1922. — A directoria. (2.654)

Fallencia de Coelho Teixeira & Comp.**AVISO AOS CREDITORES**

O abaixo assinado, syndico desta fallencia, avisa aos credores e demais interessados estar á disposição dos mesmos diariamente, das 11 ás 12 e das 16 ás 17 horas no escritório de seu advogado Dr. Gualter José Ferreira, á rua da Assembleia n. 10.

O-trosim, avisa que o prazo para as declarações de credito terminará no dia 30 do corrente, e que todas as publicações desta fallencia serão feitas no *Diário Official*.

Rio de Janeiro, 15 de abril de 1922. — José Gonçalves dos Reis. (2.632)

REGULAMENTO DA SAUDE PUBLICA

Acha-se exnosto á venda, na Thesouraria da Imprensa Nacional, o novo regulamento. Decreto n. 15.003, de 3 de setembro de 1921.

Preço do exemplar — 3\$000.

Fallencia de Fernando Diu-set & Comp.**AVISO AOS CREDITORES**

Casimiro da Rocha Lima & Comp., avisa aos credores da fallencia de Fernando Diu-set & Comp. acharem-se á disposição dos mesmos todos os dias uteis das 14 ás 16 horas no seu estabelecimento commercial sito á rua dos Andradas n. 87.

Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — Casimiro da Rocha Lima & Comp. (2.631)

O Credito Popular**Sociedade Cooperativa de Responsabilidade Limitada**

Rua Sachet n. 25

5ª BONIFICACÃO

Comunica-se aos Srs. accionistas que, a partir do dia 29 do corrente mez, esta cooperativa pagará, das 11 ás 13 horas, de accordo com seus estatutos, a bonificação correspondente ao anno de 1921 á razão de 4% ao anno, referente ás acções de rs. 001 a 16 850.

Rio de Janeiro, 27 de abril de 1922. — V. de Paula Ramos, presidente. (2.644)

COMPANHIA DO GANDARELLA

São convidados os Srs. accionistas, conforme aviso feito em data de 24 de março proximo passado, a se reunirem em assembleia geral ordinaria, no dia 30 de abril corrente, no escritório da companhia, á avenida Rodrigues Alves n. 303, ás 15 horas, afim de ouvirem a leitura do relatório, balancete e parecer do conselho fiscal, relativos ao anno social de 1921, bem como elegerem este e os suppletes que terão de servir no corrente anno.

Rio de Janeiro, 14 de abril de 1922. — Euvaldo Lodi, director-presidente. (2.604)

COMPANHIA CARBONIFERA DE URUSANGA

São convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembleia geral ordinaria ás 4 horas da tarde, no dia 26 de maio proximo findo, na sede da companhia, á rua do Rosario n. 158, sobrado, para tomar conhecimento e resolverem sobre relatório, contas e actos da directoria, relativos ao exercicio de 1921, e procederem á eleição dos membros do conselho fiscal e suppletes.

Rio de Janeiro, 26 de abril de 1922. — Gastão de Azevedo Villela, presidente. (2.606)

Sociedade Cooperativa de Responsabilidade Limitada Banco Commercial do Brasil**ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA**

Convidam-se os senhores accionistas para a assembleia geral extraordinaria que se reunirá á 29 do corrente ás tres horas da tarde, na sede social, á rua da Quitanda numero 174, sobrado, afim de deliberarem sobre uma proposta de reforma dos estatutos.

Rio de Janeiro, 24 de abril de 1922. — A Directoria. (2.557)

COMPANHIA DE MINERAÇÃO E METALLURGIA «BRASIL»**ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA****(Segunda convocação)**

Não se tendo reunido numero legal para poder funcionar a assembleia convocada para hoje, de novo são convidados os Srs. accionistas a se reunirem na sede social á rua Visconde de Inhaúma n. 25, 1º andar, no dia 29 de abril proximo futuro, ás 14 horas, para discussão e aprovação de contas do anno de 1921 e eleição do conselho fiscal e seus suppletes.

Ficam á disposição dos Srs. accionistas os documentos á que se refere o artigo 147 da lei das sociedades anonymas. Rio de Janeiro, 31 de março de 1922. — A directoria. (2.602)

Fallencia de Miguel J. Nojalme**AVISO**

Ficam avisados os credores desta massa fallida de que por ordem do Sr. Juiz a reunião de credores foi adiada para o dia 29 do corrente mez. — O syndico, N g b David. (2.602)

Juizo de Direito da Primeira Vara Cível**Fallencia de Marques Machado**

Pasquale, Fartéis & Comp., syndicos da fallencia de Marques Machado, avisa aos credores da mesma que se acham á sua disposição todos os dias uteis das 10 ás 12 e das 15 ás 17, á rua do Ouvidor n. 58.

O-trosim, communicam que a assembleia de credores terá lugar no dia 15 de maio futuro, ás 13 horas, no Juizo da 1ª Vara Cível. — O advogado, Ricardo Xavier da Silveira. (2.602)

Banco Constructor do Brasil**Nova Sociedade Anonyma****ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA**

São convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembleia geral ordinaria, no dia 28 do corrente mez, á 1 hora da tarde, na sede social, á rua Assembleia n. 43, sobrado, para tomarem conhecimento do relatório da directoria, balanco e parecer do conselho fiscal; e, bem assim, eleger o novo conselho e seus suppletes que deverão servir no exercicio de 1922.

As transferencias das acções ficam suspensas até a realização da assembleia geral e os Srs. possuidores de acções portador deverão depositá-las no escritório da sede, até tres dias antes da referida assembleia.

Rio de Janeiro, 12 de abril de 1922. — A Directoria. (2.310)

Sociedade Anonyma Grandes Moinhos do Brasil

Ficam á disposição dos Srs. accionistas no escritório principal da sociedade á rua da Sa de n. 8, os documentos exigidos pelo art. 147, do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 31 de março de 1922. — A directoria. (2.085)